



Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 12678 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

SAMEDI 2 NOVEMBRE 1985

LA PRÉPARATION DU SOMMET AMÉRICANO-SOVIÉTIQUE

Désarmement : M. Reagan crédite Moscou de propositions « positives »

L'embellie

Quelque chose est décidément en train de changer, en matière de contrôle des armements, dans les relations Est-Ouest. Le climat de ces relations n'a connu ces dernières semaines, après quelques années glaciaires, une incontestable embellie. La session anniversaire des Nations unies a été le théâtre privilégié de ce grand concours de propositions, bien entendu « constructives » - ce qui, d'ailleurs, ne pouvait mieux tomber pour rappeler au monde les vertus d'une ONU si souvent décriée. Il se poursuivait maintenant hors du palais de verre de l'East River, mais c'est toujours à la communauté internationale au moins autant qu'à son interlocuteur que s'adressent MM. Reagan et Gorbatchev.

Après les « ouvertures » du ministre des affaires étrangères de Moscou, M. Chevardnadze, puis du numéro un soviétique, celles que le président américain a formulées, jeudi 31 octobre, viennent elles aussi confirmer que, entre les Deux Grands, l'atmosphère s'améliore, même s'il est trop tôt pour parler de véritable détente. M. Reagan, notamment, paraît disposé à prendre en compte certains des chiffres avancés par M. Gorbatchev, alors que, jusqu'à présent, le décompte des armements de l'un et de l'autre camp faisait inévitablement l'objet d'estimations publiques résolument contradictoires.

Ce réchauffement des rapports Moscou-Washington doit beaucoup, naturellement, au nouveau style diplomatique du Kremlin. Certes, le « réformisme » que l'on prête à M. Gorbatchev sur le terrain extérieur, demeure très formel, et tient manifestement à un souci nouveau d'image internationale. Mais il n'en oblige pas moins la Maison Blanche et le département d'Etat à faire preuve, à leur tour, d'un peu plus d'imagination. Les États-Unis le pouvaient et, plus encore, ils le devaient.

Dans l'affaire des crématoires de POTAN - sur l'implantation desquels les Pays-Bas devraient se prononcer positivement ce vendredi, les quatre autres pays sollicités ayant déjà accepté d'installer des fusées sur leur sol - l'alliance atlantique, malgré une formidable campagne « pacifiste », a fait la preuve de sa cohésion et de sa lucidité. Quant à l'initiative de défense stratégique (IDS) du président Reagan, malgré une autre campagne, elle semble séduire plusieurs des partenaires importants de Washington.

M. Reagan ne peut d'autre part laisser éternellement à son interlocuteur soviétique cet avantage médiatique que M. Gorbatchev a si bien su acquiescer, et le monopole apparent de la bonne volonté. Une opération de relations publiques s'imposait, avant le sommet des 19 et 20 novembre à Genève. On peut sourire, on s'effrayer, on constatait à quel point les relations internationales - en tout cas celles des deux superpuissances - relèvent désormais d'une sorte de politique-spectacle à l'échelle de la planète. Quand le spectacle en question est celui de deux chefs suprêmes rivalisant non de menaces ou de redoutements, mais de propositions, d'offres et de suggestions, on serait tout de même mal venu de se montrer trop mauvais public.

M. Reagan a annoncé jeudi 31 octobre que les États-Unis allaient formuler de nouvelles propositions sur la réduction des armements à l'occasion de la séance de ce vendredi des pourparlers américano-soviétiques de Genève dont Moscou a accepté la prolongation. Le président américain a indiqué que ces propositions reprendraient les précédentes suggestions de Washington, mais aussi « les éléments positifs » présentés par M. Gorbatchev.

De notre correspondant

Washington. - Les États-Unis devaient présenter à l'URSS, ce vendredi 1^{er} novembre, dans le cadre des négociations de Genève, une nouvelle proposition de réduction des arsenaux nucléaires, que M. Reagan a qualifiée de « sérieuse et détaillée » en annonçant lui-même cette initiative, jeudi, devant la presse.

L'objectif des dirigeants américains est avant tout (le Monde du 1^{er} novembre) de ne plus laisser au Kremlin le monopole des offres de compromis, et de reprendre ainsi l'offensive à moins de trois semaines du sommet qui réunira, les 19 et 20 novembre, dans cette même ville de Genève, MM. Reagan et Gorbatchev. Mais cette volonté de conforter l'image et la position des États-Unis au début de la longue période de marchandage qui s'ouvre en ce moment avec l'URSS a aussi sa dynamique politique propre. Indirectement, elle contribue, en effet, à donner plus de substance et de réalité aux conversations qu'aura M. Shultz à Moscou, à partir de lundi, et, surtout, aux entretiens

du premier sommet soviéto-américain réuni depuis six ans.

Le maximum qu'on puisse attendre des deux journées genevoises demeure la conclusion de cet « accord de principe » sur la poursuite de négociations que le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Chevardnadze, avait appelé de ses vœux, la semaine dernière, devant l'ONU. En formulant maintenant une nouvelle proposition dans le domaine du désarmement, M. Reagan veut cependant montrer qu'il n'attend pas escamoté ce dossier en mettant en avant la question du règlement des crises régionales qu'il avait soulevée en s'adressant, deux heures avant M. Chevardnadze, au parterre de chefs d'Etat et de gouvernement rassemblés à New-York pour le quarantième anniversaire de l'Organisation internationale.

L'importance de l'initiative américaine tient plus, en ce sens, au simple fait qu'elle ait été prise qu'à son contenu précis, que M. Reagan s'est refusé à dévoiler.

BERNARD GUETTA.

(Lire la suite page 4.)

PARIS ET LONDRES ÉTUDIENT CINQ PROJETS

Liaison à travers la Manche : décision en janvier prochain

Le projet de construction d'un pont ou (et) d'un tunnel à travers la Manche, est devenu, le 31 octobre, crédible avec le dépôt à Paris et à Londres, des dossiers des cinq soumissionnaires. Si les gouvernements se décident comme prévu en janvier 1986, le trafic aura des chances de traverser le détroit en une demi-heure de Sangatte (Pas-de-Calais) à Douvres (Kent) à partir de 1993, pour la somme de 600 à 800 F par véhicule.

Les ministères britannique et français des transports ont reçu, le 31 octobre, à Londres et à Paris, les cinq projets de construction d'un « lien fixe » à travers la Manche. MM. Nicholas Ridley et Jean Auroux ont, l'un et l'autre, déclaré qu'il s'agissait d'un « moment historique ». Voici les caractéristiques de ces projets :

● Un tunnel ferroviaire. - Foré dans la craie sous-marine, il permettra la circulation de navettes ferroviaires, qui transporteront les automobiles, les cars et les poids lourds. Nom : France Manche-Channel Tunnel Group. Coût : 50 milliards de francs.

● Un pont-tunnel-pont. - Les automobilistes quitteront la France par un pont de 7 kilomètres avant de descendre, par une rampe construite dans une île artificielle, dans un tunnel circulant sous la zone centrale du détroit pendant 21 kilomètres. La rampe sera effectuée dans une deuxième île artificielle reliée à la Grande-Bretagne par un pont identique au précédent. Un tunnel ferroviaire sous-marin courra en parallèle le long de cet ouvrage. Nom : Euro-routa. Coût : 100 milliards de francs.

● Un tunnel routier et ferroviaire. - Foré dans la craie sous-marine, il permettra la circulation en alternance des véhicules et des trains. Nom : Transmanche Express (British Ferries). Coût : 30 milliards de francs.

● Un pont routier et un tunnel ferroviaire. - Un tube de béton suspendu à 70 mètres au-dessus de la mer par huit tours schématisera les véhicules. Un tunnel ferroviaire à voie unique sera foré à l'aplomb de ce pont. Nom : Europort. Coût : 60 milliards de francs.

La commission d'évaluation s'est réunie, dès le vendredi 1^{er} novembre, de ces dossiers auxquels s'ajoutera le projet d'un particulier qui propose un barrage-tunnel reliant la route, la voie ferrée et des usines marémotrices. Les gouvernements souhaitent choisir la solution et les entreprises retenues dans le courant du mois de janvier 1986, et conclure un traité, si tout va bien, le mois suivant. La mise en service de l'ouvrage interviendrait, dans ce cas, en 1993.

De 1802 à 1975, une kyrielle de projets ont tourné court à cause de l'hostilité britannique. La procédure en cours semble avoir de bonnes chances de parvenir à son terme depuis que, à la demande de M^{rs} Thatcher, les gouvernements ont décidé de confier au secteur privé la responsabilité de concevoir, de réaliser et d'exploiter la « liaison fixe » dont on parle depuis deux siècles.

ALAIN KRAUZE.
(Dans notre numéro de dimanche daté 3-4 novembre : un dossier détaillé sur les projets déposés.)

Pologne : une stabilisation ambiguë

De notre envoyé spécial

Varsovie. - La situation s'est stabilisée. En désaccord sur tout le reste, et en particulier sur les chiffres de participation aux dernières élections (le Monde du 15 octobre), le pouvoir et l'opposition tirent curieusement la même leçon de cette consultation, d'un genre un peu particulier, puisque son unique intérêt était de savoir combien de Polonais accepteraient d'aller aux urnes. Ce terme de « stabilisation » n'a certes pas exactement le même sens dans la bouche des uns et des autres. Du côté du pouvoir, on l'emploie plutôt comme le synonyme, modeste, d'une « normalisation » toujours annoncée mais jamais réalisée. En face, l'opposition décrit ainsi la consolidation de ses propres positions : entre cinq millions et demi (chiffres officiels) et neuf millions (chiffres de Solidarité) de citoyens ont

refusé de répondre aux sollicitations très pressantes des autorités, et n'ont pas « voté ».

Tout cela, vu à travers le prisme occidental, se résume à un constat simple, rien de neuf : la Pologne, son général à la tête, les techniques, M. Walesa. Et aussi tous ces militants qui cultivent les mines de Solidarité, se faisant régulièrement arrêter, et de temps en temps, amnistiés. On connaît. Depuis le temps que cela dure, on n'en attend plus grand-chose. Même un événement aussi aberrant, dans un pays communiste, qu'une conférence de presse donnée en plein Varsovie par le principal responsable clandestin de Solidarité, un homme fébrilement recherché depuis près de quatre ans par toutes les polices du pays, retient à peine l'attention.

On pourrait tout aussi bien soutenir que cette curieuse « stabilisation » à la polonaise est en soi

un événement très surprenant. L'opposition - ou, si l'on préfère, cette « élite » qui avait pour nom Solidarité et en a gardé l'esprit - dure. Et c'est cette persécution qui est tout à fait anormale. Jamais, dans aucun pays socialiste, y compris la Pologne, les vagues soulevées par les tempêtes successives (Berlin 1953, Budapest et Varsovie 1956, Prague 1968, Gdansk 1970) n'avaient mis autant de temps à s'apaiser.

Cette opposition, certes, a échoué dans son pari qui était de faire reculer « légalement » le pouvoir, de faire en sorte que l'Etat, ou plutôt le parti, se contente de certains domaines essentiels - politique intérieure et extérieure, défense, - laissant le reste à la « société ». Mais, à l'inverse, le parti, aidé d'abord de l'armée, puis, et surtout, de la police, n'a toujours pas réussi à se débarrasser d'un phénomène qui n'existe dans aucun autre pays

communiste, sinon sous la forme marginale de quelques dissidents coupés du reste de la société : ce n'est pas sans raison, d'ailleurs, que le terme de « dissident » est employé dans tous les pays de l'Est, sauf, précisément, en Pologne.

Arrivant, au printemps dernier, à Varsovie, M. Gorbatchev aurait en cette réflexion sarcastique : « Mon programme prévoit-il aussi une rencontre avec les représentants de l'opposition ? ». C'est une ironie à l'égard d'officiels polonais dans leurs petits souliers, mais aussi constat réaliste. La quasi-totalité des hôtes occidentaux de Varsovie tiennent à saluer, avec plus ou moins de discrétion selon les cas, des figures de l'opposition, le plus souvent en la personne des anciens conseillers de M. Walesa.

JAN KRAUZE.
(Lire la suite page 3.)

L'affaire du général Arnold

Le commandant de la 1^{re} DB convoqué par le chef d'état-major de l'armée de terre pour avoir dénoncé publiquement le retard de l'arme blindée.

PAGE 16

Les violences au Pérou

Massacres, attentats, disparitions...

PAGE 4

Le Libéria du président Doe

Une économie sous perfusion.

PAGE 5

Etats-Unis : déficit commercial record

Le déséquilibre des échanges conduit Washington à des mesures de rétorsion.

PAGE 14

La crise de l'étain

Menaces sur la Bourse des métaux de Londres.

PAGE 15

Débats : l'avenir du PS (2) ● Etranger (3 à 5) ● Politique (6 et 7) ● Société (8 et 9) ● Culture (11) ● Communication (13) ● Economie (14 et 15) Programmes des spectacles (12) ● Radio-télévision (13) ● Informations Savantes : Météorologie, Loto (10) ● Eschecs (10) ● Mots croisés (10) ● Carnet (10)

M. JEAN LECANUET invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Jean Lecanuet, président du RUDF, sera l'invité de l'émission « Le grand jury RTL-le Monde », dimanche 3 novembre, de 18 h 15 à 19 h 30. La ministre de Rome, présidente de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées en Sicile, qui conduira une liste d'union de l'opposition en Seine-Maritime pour les élections législatives, répondra aux questions d'André Passerac et de Thomas Fournier de Mende, et de Paul-Jacques Taffeur et de Gilles Lachet de RTL, le débat étant dirigé par Henri Marquet.

Enracinement historique et avenir technologique

par ALFRED GROSSER

Qui n'est pas d'accord ? Il faut revenir à l'Histoire et favoriser l'enracinement dans le passé par l'enseignement et les commémorations. Il faut aussi accélérer l'entrée dans l'âge de la fibre optique et du microprocesseur. La motion de synthèse adoptée au congrès de Toulouse réunit les deux visées. Parmi les « valeurs morales qui sont celles de notre projet », le « sens de la mémoire collective qui, pour les socialistes, donne son sens à l'histoire de la France ». Par ailleurs, il convient de « moderniser la France », ce qui passe notamment par « l'efficacité et la compétitivité des entreprises ».

Mais les deux objectifs, les deux attitudes, sont-ils en harmonie ? Tout le monde, ou peu s'en faut, fait comme s'il en était bien ainsi. Or il n'est, en réalité, pas facile du tout d'effectuer simultanément la projection dans le passé et la pro-

jection dans l'avenir. Les façons d'utiliser l'une pour limiter les dangers de l'autre, de restreindre l'une pour laisser s'épanouir les avantages de l'autre, ne sont pas évidentes.

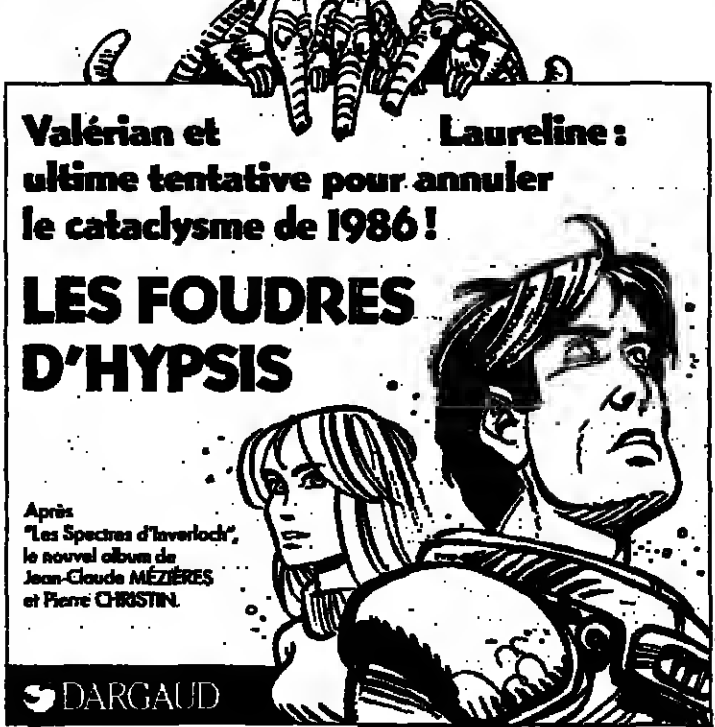
Moderniser, c'est en particulier renoncer à fonder l'action présente sur une vision mythique du passé. La mémoire collective se nourrit souvent de fausses références. Ainsi dans la première déclaration présidentielle de François Mitterrand, dont la formule du congrès de Toulouse se fait l'écho : depuis deux siècles, une lumineuse France de gauche a affronté une sombre France de droite, la première s'étant seule montrée créatrice de liberté et de justice. Ainsi dans le discours syndical, analysé avec une juste féroce par François de Closets (1), quand ce discours prétend établir un lien historique direct et une similitude d'injustice subie entre les souffrances prolétaires du dix-neuvième siècle et les quelques

contraintes encore imposées aujourd'hui aux membres protégés des services publics.

La modernisation passe par une vision saine du passé. L'appel à l'Histoire est nécessaire pour défaire les entraves que représentent les affrontements simplificateurs. Chaque volume de son Histoire des Français sous l'Occupation (2) permet à Henri Amouroux de montrer aux jeunes ce que les anciens ont vécu, donc de favoriser une compréhension que la passion exclusive pour les nouvelles techniques risque de rompre, et de démentir la vanité, la stérilité de tant d'« excommunications rétrospectives qui déçoivent de la préparation de l'avenir ».

(Lire la suite page 8.)

(1) Tous ensemble. Seuil, 1985, chapitres 3 à 5.
(2) Le tome 7 et avant-dernier Un printemps de mort et d'espoir vient de paraître chez Laffont.



Valérien et Laureline :
ultime tentative pour annuler le cataclysme de 1986 !

LES FOUDES D'HYPIS

Après "Les Spectres d'overlock", le nouvel album de Jean-Claude MÉZÈRES et Pierre CHRISTIN.

DARGAUD

débats

L'AVENIR DU PS

Après le congrès de Toulouse, la question est revenue avec insistance sur le tapis. Bernard Poignant analyse les thèmes où il n'y a pas eu de modification de cap et ceux qui ont connu une réorientation considérable. De son côté, Michel Beaud estime que le socialisme serait en retard d'une guerre s'il s'habillait maintenant en « social-démocratie ».

Les socialistes ont-ils changé ?

Deux domaines de bouleversement : la pensée économique et le rôle de l'Etat.

par BERNARD POIGNANT (*)

OUI ou non, les socialistes ont-ils changé ? Il y a comme une peur à aborder cette question. Sans doute par crainte d'alimenter l'argumentaire communiste sur la « trahison » du Parti socialiste. Cette vieille accusation qui date de 1920 ne devrait pourtant plus prendre. Sans doute, aussi par souci de ne pas apporter de l'eau au moulin de la droite. Elle répète sans cesse que le Parti socialiste a « trompé » les Français. C'est une vieille opération qui relate celle du PCF dans une sorte d'attente cordiale ou de « Yalta électoral » dont 1981 a fait sortir le pays. Sans doute aussi par pudeur d'avoir à regarder son exercice du pouvoir, mais il convient de parler sur l'intelligence des Français.

Il n'y a pas de quoi s'offusquer de la question. Personne n'y perd son âme. Je rassure ceux qui vont répétant : « Nous n'avons pas changé ». Ils ont raison sur plusieurs points qui sont autant de moments forts de la législation. L'attachement aux libertés et à leur extension, la politique internationale (Europe, tiers-monde), la construction permanente des solidarités sociales, l'effort mis sur la formation, etc., marquent notre fidélité et affirment nos valeurs. Pas de doute là-dessus : socialiste on est, socialiste on reste. Cela ne signifie pas que notre politique soit complète ou toujours réussie, mais il n'y a pas de changement de cap.

Deux domaines, par contre, ont connu, dans le discours et la pratique, un bouleversement considérable : la pensée économique et le rôle de l'Etat.

Pensée économique d'abord : le marché est reconnu comme la sanction de chaque entreprise. Pas de clients, pas de production, pas d'emplois ! L'entreprise est regardée comme le lieu de production qu'il faut séduire. Fini le temps du slogan : « Le patron, voilà l'ennemi ! ». La rupture avec le capitalisme a cessé d'être à l'ordre du jour et le socialisme n'apparaît plus comme une théorie à appliquer en cent jours. La contrainte extérieure est sans cesse répétée : une politique qui se moque de ses effets sur la balance des paiements est vouée à l'échec.

Les nationalisations d'apparaissent plus comme un flot de sécurité, garanti par une propriété de l'Etat à hauteur de 100 %. Chacun reconnaît maintenant qu'elles pouvaient se faire à moindre coût. Sans compter notre succès dans la lutte contre l'inflation avec un moyen que nous avons combattu : la désindexation des salaires et des prix !

Tout cela fait beaucoup. Les Français le comprennent. Ils ont eux-mêmes changé. Le Parti socialiste ne doit pas rester à l'écart de cette modernisation à laquelle ils nous traversent.

(*) Député PS du Finistère.

l'incitent et qu'il n'y a pas de honte à accompagner.

Rôle de l'Etat ensuite : sans sombrer dans un anti-Etat intenable et inefficace, il est bien évident que notre politique indique qu'il a atteint ses limites. La baisse des prélèvements obligatoires prouve, s'il en était besoin, que les socialistes reconnaissent que gagner de l'argent constitue une motivation forte qu'il est imprudent de trop contrecarrer.

La diminution des emplois publics dans les derniers budgets montre que les efforts à faire sont du côté de la productivité et de la modernisation, non de la seule augmentation du nombre de fonctionnaires, même si les besoins sont différents d'un ministère à l'autre.

Le déficit budgétaire a cessé d'être l'élément dynamique de la relance ; il est un handicap à plafonner au moins, à résorber si possible. Tant mieux si c'est pour donner plus de liberté à l'Etat civil, à ses réserves d'initiative, à ses ressources d'innovation, à son mouvement propre. Attention seulement à ne pas détruire les bases de notre solidarité collective !

La crise d'épargne pas la pensée socialiste. Notre société et notre économie resteront ouvertes et compétitives, dans l'ensemble européen comme à l'échelle du monde, que l'on soit dans l'opposition ou aux affaires ! Définir ce qu'est le socialisme dans ce contexte durable est une tâche indispensable dans l'immense mutation culturelle qui nous traverse.

L'illusion social-démocrate

Ne nous trompons pas de période.

Ce sont de nouveaux rapports de travail qui sont en train d'émerger

par MICHEL BEAUD (*)

« UN Bad-Godesberg rampant... » Le PS choisit, sans le dire, la social-démocratie. Incalculables ont été les commentaires du congrès de Toulouse autour de ces thèmes. Ce qui traduit un double contresens : sur le contenu de la social-démocratie et sur la nature de la mutation structurelle en cours.

Qu'a été la social-démocratie ? Si l'on va à l'essentiel, elle a été la fois le bannissement d'un élément essentiel de la foi socialiste et un compromis constructif.

Au cœur de la grande espérance socialiste du XIX^e siècle, il y avait la croyance, la conviction que le capitalisme était la dernière société de classes et d'exploitation, que son effondrement déboucherait sur l'éclatement d'une société équitable et fraternelle, le socialisme, et, pour certains, que la révolution du prolétariat contre la bourgeoisie permettrait un rapide passage à cette société nouvelle.

Tous ces thèmes font l'objet de discussions intenses au sein du mouvement ouvrier, des syndicats, des partis qui leur sont liés, dès la fin du XIX^e siècle ; et ces débats prennent une nouvelle dimension avec la révolution bolchevique et la division du mouvement ouvrier qui s'ensuivra dans presque tous les pays. Dans ce cadre, le choix social-démocrate signifie l'abandon de la croyance d'un passage rapide et assuré au socialisme et la prise en charge du fait qu'il faudra longtemps encore compter avec le capitalisme ; luttes, actions transformatrices, négociations, compromis...

Et là réside la deuxième composante de la social-démocratie : la mise en place progressive d'un compromis social négocié et assumé. Avec les syndicats reconnus comme partenaires, dans la négociation et la gestion du social bien sûr, mais aussi dans la planification et parfois aussi dans la gestion de l'entreprise. Avec les partis ouvriers reconnus et acceptés comme partis de gouvernement. Avec le renforcement progressif des droits des travailleurs, l'amélioration des conditions de vie et de travail, la réduction de la durée du

travail, le relèvement du pouvoir d'achat.

Ce qui a été réalisé en Europe, principalement dans les années 60 et 70, dans le cadre du « compromis social-démocrate » allait bien au-delà de ce qui avait été engagé aux Etats-Unis, dans les années 20, dans le cadre du fordisme.

Et l'on sait bien qu'en France partis de gauche et syndicats de salariés se sont engagés très avant dans cette voie : quelques-uns en le niant, quelques-uns en le disant, la plupart à reculons, c'est-à-dire en continuant à faire référence aux grands espoirs du XIX^e siècle.

Irréalisme

C'est dire qu'il y a quelque irréalisme à s'interroger sur le fait que le PS se déciderait ou non à s'engager dans la voie de la social-démocratie : il s'y est, comme l'ensemble de la gauche française, déjà largement engagé. Mais est-ce qui tourne à l'absurde, c'est de se le demander à un moment où partout, dans la crise, le compromis social-démocrate est mis en question.

Il l'est à un premier degré : les économies d'Europe (mixtes de capitalisme et d'étatisme) vont-elles être en mesure d'honorer les engagements pris par le patronat, par les classes dirigeantes dans le cadre du compromis social-démocrate : pouvoir d'achat, protection sociale, droits, emploi et niveau de vie ?

Le patronat affirme que c'est impossible ; les syndicats que c'est essentiel. Et le nouveau compromis qui s'esquisse dans beaucoup de pays d'Europe semble être le suivant : sauvegarder tout ce qui peut l'être des acquis pour les salariés « en place », en laissant largement les générations montantes en proie

(*) Auteur du *Socialisme à l'épreuve de l'histoire*, Seuil, nouvelle édition, 1985, de *l'Histoire du capitalisme*, Seuil, nouvelle édition, 1984, de *la Politique économique de la gauche*, Syros, tome I, le *Miroir de la croissance*, 1983, tome II, le *Grand Esprit*, 1985.

non seulement au chômage, mais encore à la précarisation, y compris dans sa forme institutionnelle de la déqualification.

Mais il y a plus. S'interroger sur l'adoption ou non de la démarche social-démocrate, c'est franchement se tromper de période : se tromper de crise. Un peu comme les généraux français qu'on a souvent accusés d'être en retard d'une guerre. Le compromis social-démocrate a permis - et souvent aidé - la satisfaction des principales revendications des classes ouvrières de la fin du dix-neuvième siècle. Il a été sur la base de la formidable croissance des capitalismes européens des années 50 et 60 - croissance dont il a, paradoxalement, été une composante essentielle ; et il est, dans la phase actuelle de la crise, largement ébranlé.

Or, dans cette crise, c'est le modèle même du capitalisme industriel du dix-neuvième et de la première moitié du vingtième siècle qui est en train de disparaître ; c'est un monde du travail dominé par la classe ouvrière, ce sont des formes de vie et de travail symbolisées par la sirène d'usine et la pointeuse qui sont en voie de disparition. Car ce sont de nouvelles technologies, de nouvelles activités, de nouvelles techniques, de nouvelles classes sociales, de nouvelles relations sociales et de nouveaux rapports au travail qui sont en train d'émerger.

Et si le PS a quelque chose à faire, ce n'est sûrement pas de s'interroger sur un ralliement à la social-démocratie ; parce que ce ralliement, il l'a déjà fait, même si c'est d'une manière hésitante, et parce que la social-démocratie, en France comme en Europe, a correspondu à une période qui s'achève. Si l'y a quelque chose à faire, c'est de prendre conscience du degré auquel l'économie, la société, la vie changent sans nos yeux ; et de nous demander dans quelle mesure et sous quelle forme il est possible de faire en sorte que ces changements permettent des avancées en référence aux valeurs fondamentales de l'humanisme, de la démocratie et du socialisme.

COURRIER DES LECTEURS

Un sort peu enviable : celui des vacataires

Je voudrais attirer votre attention sur le sort réservé par l'enseignement agricole à une catégorie de personnel : les vacataires.

Malgré l'immense défi à relever (seulement un jeune agriculteur sur dix, lors de l'installation, dispose des diplômes requis), l'enseignement agricole recourt pour des postes d'enseignants ou des remplacements à des vacataires.

Le système de vacation aboutit à instaurer des postes dévalorisés :

obligation d'assumer huit heures de cours par semaine à raison de 50 F brut par heure.

Et encore, le paiement est souvent différé, les périodes de vacances scolaires et de stage ne sont point rémunérées.

Comment ne point réagir devant cette injustice, abus auquel les syndicats font peu d'effort.

BERNARD PABRYK
(Bellenaves).

La « population dangereuse »

Quelle tristesse à l'écoute du débat Fabius-Chirac sur des commentaires que le sujet ! Ainsi, le seul sujet sur lequel les deux hommes seraient à peu près d'accord, c'est celui de la sécurité, une fois de plus associé à celui de l'immigration.

Et il est bien vrai que Laurent Fabius n'a pas trouvé un mot pour répliquer à Jacques Chirac avançant que 40 % des délinquants parisiens, 60 % des trafiquants de drogue seraient des immigrés. N'était-ce pas pourtant l'occasion de rappeler, au moins :

- que ces pourcentages (s'ils sont exacts - ce n'est pas les moyens de le vérifier) ne s'expliquent pas par la couleur de la peau ou l'origine nationale, mais par les conditions de vie. A conditions d'ingénieur, d'employé (ou d'absence d'emploi), de ressources, de formation (ou d'absence de formation), etc., égales, le pourcentage de délinquance ou de « déviance » est le même, quelles que soient la nationalité ou l'ethnie. Au dix-neuvième siècle, France, terre d'asile...

ele, au temps de la pire misère ouvrière, la « population dangereuse », c'était le prolétariat français !

... que 40 % des délinquants, cela fait encore une infime minorité de la population immigrée, ce que la présomption chiffrée habile et scandaleuse de Chirac avait évidemment pour objet de masquer. De sorte que, je le crains, le résultat le plus clair du débat de dimanche sera d'avoir fait croire, à juste titre, le sentiment d'insécurité des... immigrés. Car Laurent Fabius aurait pu aussi parler au nom de, lancé par Jacques Chirac, des victimes voilées en une nuit à Paris, celui des travailleurs immigrés innocents assassinés en France ces dernières années et dont les coupables sont restés, dans la très grande majorité des cas, impunis.

France, terre d'asile...
THOMAS ARON,
professeur à l'université de Franche-Comté,
ancien immigré.

La Ville de Paris et l'aide aux personnes âgées

Je suis surpris de l'article publié dans le *Monde* du 24 octobre sous le titre : « Paris : un SMIC pour les personnes âgées », car il ne reflète pas du tout la réalité.

Cette façon de voir, largement diffusée par le service de presse de

l'Hôtel de Ville, appelle une vue plus critique et surtout plus exacte. Car si le maire de Paris est passé maître dans l'art d'asséner des slogans, il n'en est que plus nécessaire d'analyser le contenu et non la forme. Ce tableau permet de le faire.

MINIMUM VIEILLESSE SERVI PAR L'ETAT	ALLOCATION VILLE DE PARIS	TOTAL	PRISE EN CHARGE PARTIELLE DU LOYER
1981 1 417 F	364 F	1 781 F	Jusqu'à 600 F
1985 2 541 F	369 F	2 910 F	Jusqu'à 1 200 F
Evolution .. + 1 124 F	+ 5 F	+ 1 129 F	

La prise en charge du loyer (environ 3 000 locataires) n'atteint que rarement le plafond, contrairement à ce que laisse supposer l'article. Pour percevoir les 4 110 F, il faut en effet être réduit au minimum vieillesse (2 910 F par mois avec l'allocation Ville de Paris) et payer 1 200 F de loyer au moins. C'est une hypothèse heureusement peu fréquente.

L'effort de la Ville doit être comparé à celui de l'Etat. Ainsi, de 1981 à 1985, le minimum servi par l'Etat a augmenté de 1 124 F ; l'allocation Ville de Paris a augmenté de 5 F !

Si le total augmente fortement, la Ville n'y est pour rien, et c'est une

habileté démagogique d'attribuer à la municipalité ce qui revient à l'Etat.

Quant à la création de l'allocation Ville de Paris, il y a lieu de rappeler qu'elle est intervenue en 1975, c'est-à-dire avant l'arrivée de Jacques Chirac à l'Hôtel de Ville. Le seul rôle de M. Chirac - alors premier ministre - fut de s'opposer à l'indexation de l'allocation Ville de Paris, pourtant proposée par le conseil de Paris !

GEORGES SARRE,
député PS,
conseiller de Paris.

« Felix culpa »

Faisant référence à une homélie de l'évêque d'Hippone, je voudrais revenir sur la citation extraite de l'ouvrage de notre premier ministre parue dans le *Monde* du 27 octobre : « J'ai toujours été frappé de la marge infime qui sépare souvent le succès de la réussite ».

Quel beau thème de référence à proposer à tout homme politique ! Si le succès est immédiat, la réussite est de longue haleine. Il serait possible d'épiloguer longuement sur ce sujet.

Un rectificatif publié le lendemain démentirait cette citation. Quel dommage !

JEAN-RENE BESSE
(Paris).

Les brouillards de Malte

Je ne veux pas faire le pédagogue grognon, mais j'ai boudé en lisant dans le *Monde* du mercredi 16 octobre 1985 l'article intitulé « Quand Malte se voit rassurer ». C'est un fait (ou devrait l'être) que Napoléon Bonaparte a été nommé premier consul au soir du 19 brumaire an VIII (10 novembre 1799).

Quand il s'est emparé de Malte, le 10 juin 1798, il n'était donc pas « premier consul » comme vous l'écrivez, mais simplement général en chef de l'armée d'Orient, et il n'était pas seulement « accompagné de quelques canonnières... » mais d'une immense flotte convoquée par l'escadre française de la Méditerranée.

JACQUES CODECHOT
(Toulouse).

« MÉMOIRES D'UN VIETCONG », de Truong Nhu Tang

Face à la « tromperie »

SSU d'une grande famille du Sud, Truong Nhu Tang a appartenu à cette frange de nationalités vietnamiennes qui ont, non sans hésitation, après les accords de Genève de 1954, choisi de faire cause commune avec les communistes pour « libérer » le Sud. Tang fut donc, en 1960, l'un des fondateurs du FNL (Front national de libération) et, neuf ans plus tard, ministre de la justice du GRP, le gouvernement révolutionnaire provisoire du Sud - FNL et GRP qui précéderont la « réconciliation » dans le Sud et une réunification souple des deux Vietnams séparés pendant trente ans.

La victoire militaire communiste de 1975 mit en la fait, un terme brutal à ces ambitions : séjours prolongés en « rééducation » pour l'ancienne élite politico-militaire du Sud, réunification immédiate du Sud et du Nord, le FNL et le GRP effacés devant l'administration de Hanoi. Face à cette tromperie, l'ancien compagnon de route des communistes refuse de collaborer et s'échappe, comme beaucoup de ses compatriotes, par bateau, pour s'exiler en France.

Ce témoignage unique est particulièrement intéressant car l'ancien Vietcong reconnaît avoir été trahi par le Nord. Le FNL et le GRP n'ont été que les paravents de la politique de Hanoi, sans au-

cune prise sur les événements, les unités militaires vietnamiennes - une bonne douzaine de divisions - étant dissoutes dans les semaines qui ont suivi la chute de Saigon. Pour cet esprit indépendant, qui a souffert pendant des années dans les maquis après avoir été torturé dans les grottes de l'ancien régime du Sud, le constat est d'autant plus amer.

Son récit offre également l'intérêt de mettre en lumière le rôle du colonel Theo, assassiné après la chute de Ngo Dinh Diem, qui fut l'architecte, au début des années 60, d'une politique catastrophique, pour Saigon, de « harcèlement stratégique ». Theo, explique Tang, qui était l'un de ses confidents, travaillait depuis le début « pour la révolution », c'est-à-dire pour Hanoi. L'affaire Theo n'avait jamais été démentie si ouvertement. Manipulée par Hanoi, Tang et ses compagnons du GRP perdent tout influence dès 1975.

M^{me} Binh, l'ancien ministre des affaires étrangères du GRP, choisit de continuer de collaborer avec Hanoi, dont elle est l'actuel ministre de l'éducation nationale. Tang rejoindra les bataillons de « bon peuple ».

JEAN-CLAUDE POMONTI.

(*) Flammarion, 346 pages.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-51
Tél. : 42-46-72-23

Édité par la S.A.R.L. Le Monde
Gérant : André Fontaine,
directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Faure (1969-1982)
André Laurens (1982-1983)
Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 500.000 F
Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.
Administrateur : Bernard Wauts.
Rédacteur en chef : Daniel Veret.
Correspondant en chef : Claude Salas.

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09

3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE			
354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE			
687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par messagerie)			
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS			
399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
II - SUISSE, TUNISIE			
504 F	972 F	1 404 F	1 800 F
Par voie aérienne : tarif sur demande.			

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : non abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 420 dr ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,90 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,50 \$; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 120 pes. ; E.-U., 1,20 \$; G.-B., 86 p. ; Grèce, 80 dr. ; Irlande, 86 p. ; Italie, 1 700 L. ; Liban, 0,350 \$ L. ; Luxembourg, 30 s. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 100 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 8 kr. ; Suisse, 1,60 L. ; Yougoslavie, 110 din.

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57437
ISSN : 0393-2037

étranger

EUROPE

Pologne

Une stabilisation ambiguë

(Suite de la première page.)

Mais le plus important est sans doute ailleurs : au-delà de M. Walesa, personnage médiatique qui trouve le moyen de se perpétuer, alors même qu'il est contraint de répéter toujours la même chose, au-delà de ce Zbigniew Bujak qui se promène dans Varsovie comme Robin des Bois dans la forêt de Sherwood, au-delà même de ces quelques dizaines de milliers de personnes qui manifestent périodiquement, de ces jeunes gens qui lancent des tracts ou brouillent un instant les écrans de la télévision, il y a tous ceux qui alimentent et se nourrissent d'un vaste courant de culture « parallèle » : presse, éducation, cassettes, et même, désormais, films vidéo. Et aussi tous ces écoliers et ces étudiants qui vont, à l'abri des églises ou des salles paroissiales, écouter les conférences d'opposants de renom. Ils ne leur paraissent pas ouverts de politique, mais d'histoire ou de morale, ce qui, en l'occurrence, n'est pas très différent.

Tout cela a trop d'ampleur, concerne trop de gens pour pouvoir être considéré comme une simple soupe de sécurité, une marge de jeu consentie bon gré mal gré par les autorités. On est bien en présence d'une réalité nouvelle, qui, en fait, est peut-être en train de modifier la nature du système en vigueur. Les citoyens polonais, à condition d'assumer certains risques, plus ou moins grands d'ailleurs selon le cas, ont désormais une sorte de choix, un recours.

Ce choix reste certes très limité, et, exception faite des véritables

militants, il se traduit par des comportements essentiellement symboliques : voter ou refuser de voter, adhérer ou pas au syndicat officiel, cotiser, éventuellement, pour Solidarité, aider les familles des prison-

niers : une agriculture privée et une Église catholique puissante, indépendante, et qui reste délibérément en marge du système (les évêques et la grande majorité des prêtres n'ont pas voté). Peut-il accepter ce nou-

En apparence, rien ne change en Pologne, mais à y regarder de plus près, le pays se transforme en profondeur

veau défi permanent, cette émancipation progressive d'une part croissante de la société ? L'objectif du pouvoir, il le proclame régulièrement, est de parvenir à une véritable « normalisation », mais, à mesure que le temps passe, cette solution idéale semble de moins en moins imaginable. Autre hypothèse, qui hante les esprits : une nouvelle scission brutale, voire une véritable explosion qui, cette fois, ferait sauter tous les garde-fous prudemment mis en place en 1980 par les fondateurs de Solidarité. Le saut dans l'inconnu, et peut-être dans la sang.

Une hypothèse étayée par l'expérience du passé et par la conviction que si la politique actuelle est poursuivie, l'économie polonaise n'a aucune chance de se relever. De fait, les deux équipes dirigeantes précédentes ont été balayées par des mouvements de protestation dont l'origine immédiate était une situation économique devenue insupportable. Dès les premiers mois de l'état de guerre, certains opposants, Jacek Kuron en tête, ont cru qu'une telle explosion était imminente. Depuis, les certitudes sont beaucoup moins affirmées, y compris sur les perspectives de l'économie, la vision « catastrophiste » de choses ayant fait place, dans l'opposition, à plus de prudence. Un économiste très proche de Solidarité, M. Kuczyński, vient de publier à Paris, à la grande joie du porte-parole du gouvernement, qui en a logiquement fait état, un article récapitulatif avec sévérité des divergences théoriques et idéologiques publiées ces dernières années par la presse clandestine.

Reste que l'approvisionnement du marché est toujours déplorable, que des rationnements de toute sorte (24 litres d'essence par mois pour les bienheureux proprié-

naires, il se traduit par des comportements essentiellement symboliques : voter ou refuser de voter, adhérer ou pas au syndicat officiel, cotiser, éventuellement, pour Solidarité, aider les familles des prison-

naires politiques, participer ou pas au défilé du 1^{er} Mai, aller ou pas grossir la foule qui assiste à une quelconque messe du souvenir, ersatz de manifestation. Plus concrètement, ce choix s'exerce surtout dans le domaine culturel. On peut acheter, cher, un livre édité clandestinement, organiser chez soi la projection d'un film refusé par la censure. Peut-être devrait-on aussi tenir compte de tous ces gens qui n'espèrent plus rien de l'économie étatisée et se lancent à corps perdu, de manière plus ou moins légale, dans l'initiative privée.

Ces quelques possibilités nouvelles sont très loin de satisfaire une population profondément frustrée, et le désir d'émigrer fait des ravages, en tout premier lieu dans la jeunesse.

Un saut dans l'inconnu ?

Le régime actuel peut-il s'accommoder durablement d'une situation aussi bizarre ? Il s'accommode déjà, à son corps défendant, de deux autres « monstruosités » idéologi-

La diffusion d'extraits du film « Shoah » par la télévision suscite de vives réactions

Varsovie (AFP, AP). - Des extraits du film *Shoah*, de Claude Lanzmann, qui relate l'extermination des juifs par les Allemands sur le territoire polonais pendant la dernière guerre, ont été projetés pour la première fois mercredi 30 octobre par la télévision de Varsovie, suscitant de vives réactions.

La projection sur le petit écran a duré une heure trente minutes (le film entier dure neuf heures). Elle a été essentiellement consacrée aux passages faisant apparaître les sentiments nourris par les Polonais à l'égard des juifs.

Le film a été suivi d'un débat auquel ont participé des invités de la télévision. Ils ont notamment reproché à l'ancien collaborateur de Jean-Paul Sartre d'avoir « manipulé » ses acteurs et affirmé que son œuvre était « tendancieuse ». Ils ont rejeté la thèse officielle selon laquelle le film est anti-polonais, mais ont reconnu que l'antisémitisme était profondément ancré en Pologne avant la guerre. Les participants au débat ont toutefois fermement rejeté toute responsabilité, même morale, dans l'holocauste des juifs.

Pour sa part, M. Lech Walesa, interrogé au téléphone par l'AFP, a déclaré qu'il se sentait « offensé par la forme inadéquate choisie par Claude Lanzmann pour relater l'immense drame des juifs ». « Le sang versé par eux demande une profonde et sérieuse réflexion », a-t-il ajouté.

De son côté, le docteur Marek Edelman, l'un des derniers survivants des dirigeants de l'insurrection du ghetto juif à Varsovie en 1943, a estimé qu'il n'y avait « rien d'anti-polonais dans ce film », qu'il a qualifié d'« ennuyeux, peu intéressant » et « manqué ».

Au cours du débat, M. Krzysztof Teodor Toeplitz, publiciste connu en Pologne, a souligné que le film, s'il faisait apparaître la « vérité », était « tendancieux » dans la mesure où, selon lui, Claude Lanzmann a procédé à « une manipulation en triant ses interlocuteurs sur le volet et en leur posant des questions suggérant les réponses ».

Pour M. Andrzej Wasilewski, écrivain et directeur d'une maison d'édition d'Etat, le réalisateur de *Shoah* n'a « passé sous silence le fait que les juifs et Polonais étaient voués au même sort pendant l'occupation allemande, les premiers étant condamnés à la solution finale et les seconds devant être exterminés en partie ». Il a rappelé que pendant la dernière guerre la Pologne avait perdu plus de six millions de citoyens, dont deux millions sept cent mille juifs polonais.

M. Szymon Szurmiej, président de l'Association socioculturelle des Juifs en Pologne, a reproché à Claude Lanzmann d'avoir caché que les Polonais avaient aidé les juifs pendant la guerre, « nu risqué de leurs propres vies ». Il a rappelé à ce propos que « la Pologne avait été le seul pays envahi par les Allemands où toute aide à un juif était punie de la peine de mort ».

Shoah doit être projeté intégralement dans les cinémas en Pologne.

Dès sa sortie en France, il avait suscité de très vives réactions du gouvernement de Varsovie. M. Urban, dans une interview à l'agence officielle PAP, la semaine dernière, a affirmé que le gouvernement n'avait pas changé de position et qu'il estime toujours que le film « insulte le peuple polonais » et a été utilisé comme « prétexte à une campagne anti-polonaise » dans la presse française.

Reste que l'approvisionnement du marché est toujours déplorable, que des rationnements de toute sorte (24 litres d'essence par mois pour les bienheureux proprié-

Turquie

Les critiques du Parlement européen sur les droits de l'homme suscitent colère et amertume à Ankara

Les autorités d'Ankara ont annoncé la 31 octobre que la loi martiale allait être levée dans huit nouvelles provinces, dont celle d'Istanbul, le 19 novembre. Seules les régions de l'Est, à forte population kurde, demeureront donc sous ce régime. La levée de la loi martiale ne s'accompagne cependant pas d'un retour à une administra-

tion civile normale : les gouverneurs des provinces concernées disposeront, en effet, dans les quatre mois qui viennent de pouvoirs spéciaux jusqu'à confiés à l'armée. Le rapport sur la Turquie récemment au Parlement européen a suscité amertume et critiques, même si des secteurs de l'opinion turque l'approuvent sur certains points.

De notre correspondant

Ankara. - Désireuses d'améliorer leur image à l'étranger, les autorités turques ont mal accueilli le rapport présenté récemment à Strasbourg par un représentant britannique, M. Balfé, préconisant le maintien du blocage de toute relation officielle entre les parlementaires européens et Ankara. Ce rapport, qui réclame notamment à la Turquie l'adoption d'une large amnistie, la levée de l'état de siège dans toutes les provinces, l'abolition des grands procès qui traquent et le rétablissement des droits et libertés du citoyen, a été qualifié à Ankara de « malveillant à l'égard de la Turquie » et « délibérément ignorant des évolutions positives vers un retour à la normale ». On fait remarquer que le texte comporte « plusieurs erreurs grossières » dues sans doute au fait que M. Balfé n'a séjourné que deux jours en Turquie.

Le ministère turc des affaires étrangères s'étonne que la suppression de la peine de mort, peine encore en vigueur aux Etats-Unis, par exemple, soit retenue comme critère du caractère démocratique d'un régime. Il rappelle que le délit d'opinion, comme l'interdiction du Parti communiste dans ce pays, appartenait déjà à la législation turque lorsque a été signé, il y a plus de vingt ans, l'accord d'association à la CEE.

Le premier ministre, M. Turgut Ozal, n'a pas mâché ses mots lui non plus. Il a qualifié le rapporteur britannique de « falsificateur », ajoutant même que la Turquie pouvait se passer des crédits (600 millions de dollars) que la Communauté bloque depuis 1980. Le premier ministre a enfin reproché à la presse turque d'avoir exagéré la portée de ce rapport.

De nombreux éditorialistes, réagissant à ces propos, ont énergique-

ment condamné le ton de M. Ozal par rapport à l'Europe. Si l'on veut coopérer avec l'Europe, estime le quotidien *Cumhuriyet*, il faut se conformer aux règles du jeu démocratique. « On ne peut pas jouer à la belote dans un club de bridge ». De son côté, le professeur Sösal, ancien vice-président d'Amnesty international et journaliste de gauche, invite ses concitoyens à abandonner leurs « complexes » à l'égard de l'Occident et, plutôt que de réagir négativement aux critiques, à poursuivre avec sang-froid le chemin vers la démocratie. « Si nous avons opté pour le respect des droits de l'homme et de la démocratie, écrit-il, ce n'est pas pour plaire aux Européens, mais parce que cela nous sied ».

Un large écho

Beaucoup en effet sont sensibles au danger que peut receler le « dialogue de sourds » entre leur pays et l'Europe et craignent qu'un rejet de cette dernière ne pousse Ankara dans les bras des Etats-Unis ou des pays islamiques. Les critiques de la démocratie ne sont en fait pas les mêmes à Ankara et à Strasbourg et un haut fonctionnaire ayant servi pendant de nombreuses années dans diverses capitales occidentales estime que « les Européens doivent faire un effort de leur côté aussi, et comprendre pourquoi la Turquie, pourtant si proche, ne parvient pas à se conformer aux critères européens ».

On reproche d'autre part aux députés européens de s'aligner trop fréquemment sur l'opinion des groupes socialistes ou communistes, sur celle de leurs collègues grecs, ou des groupes très bruyants d'exilés turcs. Certains rapports d'Amnesty international ne sont en effet guère soutenus d'actualité et représentent souvent des cas très anciens de viola-

taires d'une petite voiture achetée à prix d'or, et que les quelques progrès réalisés malgré tout (certains produits, comme le beurre, sont désormais en vente libre), s'accompagnent d'une hausse du coût de la vie de moins en moins supportable pour les catégories sociales les moins aptes à se défendre.

La longueur de la mèche...

La situation pourrait encore être aggravée par certaines mesures impopulaires, concernant la législation du travail et les dépenses de santé, que le gouvernement, le cap des élections franchi, semble se préparer à prendre. En attendant, craignent des responsables de Solidarité, de procéder au cas où la Pologne finirait par être admise au Fonds monétaire international, à un nouveau tour de vis, justifié par la nécessité de satisfaire aux exigences des banquiers occidentaux.

Nul, à vrai dire, ne semble à même de mesurer le degré de patience des travailleurs polonais. Les autorités, échaudées par l'expérience, ont adopté jusqu'à présent un comportement prudent, du moins dans les grandes entreprises. Des hausses substantielles de salaire ont souvent été accordées, dès que le mécontentement devenait trop vif, et, à plusieurs reprises, des grèves ponctuelles ont été couronnées de succès. Le résultat est qu'un grand désespoir des responsables gouvernementaux l'inflation continue à progresser à pas de géant et que la courbe des salaires ne suit nullement celle de la productivité. Combien de temps, là encore, cela pourra-t-il durer ?

Cette Pologne, apparemment « stabilisée », est sans doute plus incertaine que jamais. Tout semble en place pour qu'elle explose un jour le baril de poudre. On peut s'interroger sur la longueur de la mèche. Mais comment ne pas admettre que ce pays, s'il n'est plus actuellement sous les feux de l'actualité, se transforme en profondeur, et s'éloigne de plus en plus du modèle imposé après la guerre par son puissant voisin ? Jusqu'à brûler, peut-être, le point de non-retour.

JAN KRAUZE.

Portugal

Le premier ministre, M. Cavaco Silva, a formé son gouvernement

De notre correspondant

Lisbonne. - Le président de la République portugaise a accepté, jeudi 31 octobre, la composition du nouveau gouvernement qui lui a été soumise par M. Cavaco Silva, chef du PSD (Parti social-démocrate) et premier ministre. Les ministres de l'Agriculture, de l'Éducation et de la Justice, MM. Amaro Barreto, João Pinheiro et Mário Raposo, conservent leurs fonctions. L'ancien président de l'Assemblée, M. Ribeiro de Almeida, sera le responsable de la défense nationale, alors que M. Pires Miranda, qui assurait les fonctions d'ambassadeur itinérant auprès des pays du Golfe, sera le nouveau ministre des affaires étrangères. Les finances ont été confiées à M. Miguel Cadilhe, administrateur d'entreprises bancaires. M. Leonor Beza, qui, dans les trois derniers gouvernements, avait occupé le poste de secrétaire d'Etat à la sécurité sociale, a été nommée ministre de la Santé. Deux des ministères les plus influents sont confiés à des personnalités très connues dans le nord du pays : MM. Eurico de Melo, ministre de l'Intérieur et ministre d'Etat auprès du premier ministre, et Valente de Oliveira, ministre du plan et de l'administration du territoire.

Sortant de son entretien avec le chef de l'Etat, M. Cavaco Silva a souligné que son gouvernement sera le plus réduit de tous ceux qui ont été constitués depuis 1974. « C'est ma première contribution pour mettre fin au gaspillage des dettes publiques », a-t-il précisé.

La cérémonie d'investiture aura lieu le mercredi 6 novembre, et le programme sera présenté à l'Assemblée avant la date limite légalement fixée, c'est-à-dire dix jours après l'entrée en fonction de l'exécutif. Le débat parlementaire durera au maximum trois jours. Il sera très probablement suivi d'une motion de rejet déposée par les communistes. La possibilité d'une chute immédiate du cabinet semble pourtant exclue. Les démocrates-chrétiens et les renouveaux du PRD (Parti du renouveau démocratique) ont déjà annoncé leur intention de « permettre à M. Silva de gouverner ». La tâche de ce dernier s'annonce néanmoins extrêmement difficile. Au sein de la nouvelle Assemblée, le PSD ne dispose, en effet, que de 88 députés sur un total de 250.

JOSÉ REBELO.

La composition du cabinet

Intérieur et ministre d'Etat : M. Eurico de Melo ; défense : M. Leonardo Ribeiro de Almeida ; affaires étrangères : M. Pires Miranda (indépendant) ; finances : M. Miguel Ribeiro Cadilhe ; justice : M. Mario Raposo ; plan et administration régionale : M. Luis Valente de Oliveira ; agriculture et pêche : M. Amaro Barreto ; éducation et culture : M. João de Deus Pinheiro ; commerce et industrie : Fernando Santos Martins ; travaux publics, transports et communications : M. João Oliveira Martins ; santé : M. Leonor Beza ; travail et sécurité sociale : M. Luis Mira Amaral (indépendant) ; relations avec le Parlement : M. Fernando Nogueira.

Suisse

Le projet d'expulsion de quarante-trois réfugiés chiliens suscite une vive émotion

De notre correspondante

Genève. - La Suisse connaît une situation paradoxale. D'une part, un raz de marée xénophobe déferle sur le pays (le *Monde* des 15 et 30 octobre) ; d'autre part, tout ce qui compte dans la Confédération helvétique dans le domaine humanitaire et intellectuel lutte farouchement contre la décision de Berne d'expulser des Chiliens sollicitant l'asile. Rarement un drame humain n'a fait autant de bruit. De nombreuses personnalités protestantes, catholiques et juives unies aux partis socialistes et progressistes, luttent contre l'expulsion de ces Chiliens, trente-deux hommes et femmes et une vingtaine d'enfants qui sont dans le pays, certains depuis deux ans, d'autres depuis trois ans.

La quasi-totalité de la presse, ainsi que la radio et la télévision suisse romande soutiennent sans équivoque cette campagne en faveur du droit d'asile. Parmi les protestataires les plus actifs, on note les noms des écrivains Adolf Muschg et Max Frisch.

Les Chiliens sont actuellement hébergés soit dans l'église Saint-Marc de Zurich-Seebach, soit dans des familles qui ont proposé de les loger. de les protéger et de subvenir à leurs besoins. Les candidats à ce parrainage, parmi lesquels se trouvent des personnalités politiques, sont de plus en plus nombreux. Le 25 septembre, les réfugiés avaient commencé une grève de la faim qui a duré vingt-deux jours, et avec laquelle des

citoyens suisses se sont solidarisés, faisant ainsi connaître leur drame à l'opinion publique. Certains de ces Chiliens ont affirmé avec vigueur qu'ils avaient été emprisonnés et torturés par les services du général Pinochet. Au cours d'une conférence de presse, des prêtres ont soutenu que l'asile dans les églises « était un des plus anciens droits et qui a toujours été défendu contre la volonté des princes et des empereurs ».

Tout cela n'a pas empêché M^{me} Elisabeth Kopp, chef du département fédéral de justice et police, de maintenir son refus opposé à la demande d'asile en précisant que, si le renvoi de ces réfugiés dans leur pays d'origine peut impliquer « une certaine dureté », il ne représente « aucun préjudice intolérable au respect des droits de l'homme ». La décision d'expulsion est définitive pour quarante-trois d'entre eux ; neuf encore peuvent recourir en deuxième instance.

Selon le département fédéral de justice, les dossiers des intéressés ont été réexaminés, et il ressort que l'on ne peut avancer « aucune preuve » selon laquelle ils auraient été victimes de persécution politique au Chili et que leur retour les exposerait à un danger quelconque. M^{me} Kopp a, d'autre part, adressé à la paroisse Saint-Marc une lettre dans laquelle elle s'élève contre l'asile octroyé par les églises et l'hébergement clandestin par des particuliers.

ISABELLE VICHNIAC.

Grèce

Le rapprochement entre Athènes et Washington se confirme

Athènes (AFP). - M. Papan-dréou ainsi que plusieurs membres de son gouvernement se sont entretenus, mercredi 30 octobre, pendant plus de deux heures, avec M. Armacost, secrétaire d'Etat adjoint américain pour les affaires politiques, en visite à Athènes. Le porte-parole du gouvernement d'Athènes a qualifié ces entretiens d'« amicaux et constructifs » ; il a précisé que les deux parties, désireuses de promouvoir leurs relations, avaient décidé qu'une délégation grecque se rendrait à Washington, en décembre prochain, afin de conclure un accord de coopération industrielle.

Les deux pays ont aussi décidé de réactiver une série de discussions qui traînent depuis deux ans : renouvellement de l'accord sur l'aviation civile, émissions de radio la Voix de l'Amérique, statut du personnel

américain, fonctionnement des quatre grandes bases des Etats-Unis en Grèce et vente de quarante F-16 à la Grèce.

Par ailleurs, M. Armacost s'est entretenu du problème du terrorisme et de la sécurité à l'aéroport international de la capitale grecque avec le ministre de l'Intérieur et de l'ordre public, M. Ménios Koutsogiorgas.

Le ministre grec des affaires étrangères, M. Carolos Papoulias, et le secrétaire d'Etat américain George Shultz doivent se rencontrer, en décembre prochain à Bruxelles, en marge du conseil des ministres des pays membres de l'OTAN, pour confirmer l'amélioration des rapports entre les deux pays.

ARTUN UNSAL.

AMÉRIQUES

Pérou

MASSACRES DANS LES ANDES ET ATTENTATS A LIMA
La violence ne connaît pas de répit

De notre correspondante

Lima. - PAZ (la paix), trois lettres plantées sur la crête blanche qui coiffent le sommet de la colline de San Cristobal qui domine le centre de la capitale. Là même où, depuis cinq ans, les guérilleros du Sentier lumineux placent leurs emblèmes du marteau et de la faucille. Au pied de la colline se trouve la prison de Lurigancho où pourrissent six mille détenus, dont trois cents sont des militaires et le bidonville de Huancayo, formé par les habitants de ce village andin ayant fui la violence du département d'Ayacucho (plus de six mille morts en trois ans, victimes des affrontements entre insurgés et forces de l'ordre).

26 octobre : montant la colline de San Cristobal, une foule de pèlerins répondant à l'appel lancé par l'Eglise en faveur de la croisière pour la paix. Femmes, enfants, vieillards, portent des croix et des pancartes : « Pacayacu » (fosse commune d'où ont été exhumés sept « disparus » en août), « Aconcagua » (massacre collectif de soixante-dix paysans et leurs enfants commis par des soldats, le 29 juillet), « Garagay » (un étudiant tué pendant l'expulsion violente des milliers de squatters le 3 octobre à Lima), « Lurigancho » (le 4 octobre, trente-quatre prisonniers guérilleros assassinés dans leur prison), « Umanu-Bellavista » (soixante villageois tués dans les mêmes conditions qu'à Aconcagua).

C'est la troisième journée pour la paix organisée par l'Eglise depuis le début de l'année, mais c'est la première depuis que M. Alan Garcia a pris le pouvoir le 28 juillet. « La situation n'a pas changé », constate Mgr Augusto Vargas Alzamora, secrétaire général de la conférence épiscopale d'action sociale. D'une part, le terrorisme fait toujours de nouvelles victimes. D'autre part, les disparitions et les massacres se poursuivent dans les communautés de la Sierra.

Mgr Luis Bambarén ajoute : « Ce n'est pas l'épée, le fusil ou la bombe qui tue. C'est l'homme. Et la violence surgit de tous les secteurs, c'est l'idéologie du Sentier lumineux qui empoisonne la mentalité des enfants en les persuadant que la seule solution est la voie armée. C'est l'idéologie de la sécurité nationale qui emprunte le même chemin, car elle prétend détruire la violence par une autre violence ».

Octobre a été particulièrement sanglant au Pérou : le 4, quatre présumés guérilleros, incarcérés à Lurigancho, tombent sous les balles de la police, trente autres meurent carbonisés, sans que les circonstances exactes de leur mort soient éclaircies. Le 7, six locaux de l'APRA, le parti au pouvoir, sont dynamités. Quatre militants sont tués.

Le 23, un communiqué de l'armée annonce la « reddition » de nombreux guérilleros à Llochegua (cinquante et un hommes, soixante-quatre femmes et cinquante enfants). La presse fait des gorges chaudes de cette prétendue « reddition » des troupes du Sentier. En

réponse, les guérilleros mitraillent, le 24, le directeur de la prison de Fronton, l'un des sept chefs du Sentier. Les guérilleros hissent leur drapeau, entonnent l'hymne de la victoire pour fêter l'attentat.

L'armée a publié un deuxième communiqué parlant de soixante-sept nouveaux déportés dans la même région, dont trois chefs. La reddition n'est pas faite, dit le 28 octobre, deux policiers ont été abattus dans un quartier populaire de la capitale. Un attentat à la bombe contre un car transportant des soldats de l'infanterie de marine a raté son objectif. Quelques passants ont été blessés.

Ces paysans faméliques et peureux qui se sont rendus sont-ils des terroristes ? Ou de simples victimes, comme des milliers d'autres, de la sale guerre ? Le président Garcia, qui a reçu au palais les prétendus leaders guérilleros, a été le premier à refuser de parler de « reddition ». Et le président de la commission de paix s'est montré sceptique quant à la portée de cet événement monté en épingle par l'armée.

Des tribunaux complaisants

En fait, la guerre cause toujours de nouvelles victimes : les guérilleros exécutent les membres des groupes paramilitaires d'autodéfense. Au Parlement, un député de la gauche a présenté une famille de paysans de Bellavista, témoins du massacre par les militaires d'une soixantaine de villageois.

Non seulement, le Sentier lumineux n'a pas déposé les armes, mais la violence a repris de plus belle, dans les Andes, dans la capitale et dans le Nord, où la subversion s'étend.

Quant au mouvement révolutionnaire Tupac Amaru, qui avait interrompu toute action armée depuis deux mois, il menace dans son bulletin, *Venceremos*, de reprendre la lutte parce que « la sale guerre et le terrorisme de l'Etat se poursuivent ». Il reproche au président Alan Garcia un excès de personnalisme (« ses mesures ne sont que de simples palliatifs ») et de « protéger les militaires et les policiers responsables de la stratégie de contre-insurrection ». En effet, les sous-officiers qui ont dirigé les massacres d'Aconcagua et de Pacayacu ne sont pas jugés par les tribunaux militaires, mais par des tribunaux civils. Les pressions ont eu raison des bonnes intentions du gouvernement qui promettait un « châtiment exemplaire pour ceux qui commettent des exactions ou des sévices ».

Le président de la commission des droits de l'homme du Sénat, pontifical membre de l'APRA, a démissionné. Les militaires sont pour le moins indulgents avec les auteurs d'exactions : des documents secrets de l'armée présentés à la télévision font état de sanctions allant de quatre à six jours d'arrêt pour les sous-officiers responsables du massacre de dizaines d'enfants et de leurs parents.

NICOLE BONNET.

LA RÉFORME AGRAIRE AU BRÉSIL

43 millions d'hectares vont être distribués d'ici à 1989

Lancé le lundi 27 mai, le projet de réforme agraire, plusieurs fois annoncé et reporté, a été adopté au début d'octobre après cinq mois de laborieuses négociations.

Au lendemain de son élection, le président Tancredio Neves avait déclaré : « La loi pour la propriété de la terre est l'élément de base de tout développement ». Après cinq mois de négociations et de fortes tensions, le gouvernement brésilien a adopté une réforme agraire visant à redistribuer des terres aux paysans pauvres. Ce plan prévoit l'attribution, d'ici à 1989, de 43 millions d'hectares appartenant à l'Etat ou de propriétés privées laissées à l'abandon. Dès l'an prochain, cent cinquante mille familles devraient bénéficier de cette mesure.

Le problème foncier est le cancer du Brésil. Un projet de réforme avait, en 1964, conduit à susciter le coup d'Etat qui porta les militaires au pouvoir — ils devaient y rester plus de vingt ans. Chaque année, des conflits armés opposent les propriétaires des latifundia aux possesseurs (candidats à la propriété) font, selon l'Eglise catholique, quelque deux cents morts. Sur 567 millions d'hectares cadastrés, 409 millions sont considérés comme des latifundia, c'est-à-dire dépassant 1 000 hectares.

Face à ces domaines, il existe plus de dix millions de candidats à la propriété, paysans sans terre. Initialement, le plan du nouveau gouvernement brésilien prévoyait de distribuer, d'ici à l'an 2000, 121 millions d'hectares provenant, pour l'essentiel, des terres en friche des latifundia, à quelque sept millions de

familles. L'Eglise et les partis de gauche ont fait de cette réforme leur cheval de bataille, mais le président Sarney a été obligé de composer avec le lobby des propriétaires pour imposer ce qu'il a appelé « une réforme foncière sans traumatisme ».

Les termes de « communiste » et de « subversif » si abondamment employés durant la dictature militaire, ont fait leur réapparition dans la presse conservatrice pour désigner les partisans de la réforme agraire. Le ministre chargé de cette réforme, M. Nelson Ribeiro, a été directement menacé. En juillet dernier, son fils a failli être enlevé. C'est un ami de la famille qui fut emmené par erreur et battu jusqu'à en perdre connaissance.

Les grands propriétaires ont surtout peur que la réforme foncière soit considérée par les possesseurs comme le signe qu'ils attendaient du gouvernement pour occuper leurs domaines. D'où une recrudescence des conflits, une multiplication des milices armées. Le gouvernement, qui n'a pas eu le temps d'expliquer sa politique foncière, a, semble-t-il, été surpris par les réactions des milieux conservateurs. Il ne pouvait cependant pas faire marche arrière. D'où l'adoption, après onze autres projets, d'un plan plus modeste, bénéficiant surtout aux Etats du Nordeste.

Evitant la nécessité d'appliquer la réforme agraire, en composant avec les intérêts des latifundiaires, le président Sarney a déclaré : « Je sais que je serais profondément incompris. Il n'est pas facile de décider quelque chose d'une telle importance historique ».

PROCHE-ORIENT

APRÈS LA LIBÉRATION DES OTAGES SOVIÉTIQUES AU LIBAN

L'URSS met en avant le rôle de ses « amis » dans la région

Les trois otages soviétiques libérés mercredi 30 octobre à Beyrouth étaient détenus dans la banlieue-sud de la capitale et les ravisseurs — à en croire des sources — bien informées — citées par l'AFP — étaient des chéites libanais. Ces derniers n'ont décidé de relâcher les trois fonctionnaires de l'ambassade d'URSS à Beyrouth que lorsque les recherches menées par diverses milices pro-syriennes paraissent sur le point d'aboutir.

Ces derniers jours, les miliciens du Parti socialiste progressiste (PSP, druze), ont perquisitionné à plusieurs reprises dans la banlieue sud de Beyrouth, à majorité chéite. Les ravisseurs, conscients que les miliciens allaient prochainement toucher au but, auraient pris l'initiative d'entamer des négociations avec le PSP. Les pourparlers devaient aboutir mercredi en fin d'après-midi, le PSP prenant en charge les otages et les conduisant à proximité de l'ambassade d'URSS.

Le chargé d'affaires soviétique à Beyrouth, M. Youri Soulikov, a confirmé jeudi 31 octobre que les trois hommes — MM. Mirikou, Svirsky et Spirine — étaient arrivés à pied à l'ambassade, marchant depuis la rue Habib-Abou-Chahla, à quelques centaines de mètres au sud de la chancellerie. Mal rasés, amaigris, les trois hommes ne portaient aucune trace de blessure, mais M. Soulikov a souligné qu'il ne pouvait encore assurer qu'ils n'avaient pas été maltraités durant leur mois

de captivité. Interrogé sur les raisons pour lesquelles l'URSS avait refusé à ces otages l'asile en France — et la France — ont jusqu'à présent échoué, n'obtenant pas la libération des otages américains et français, M. Soulikov s'est borné à répondre : « Peut-être avons-nous plus d'amis ici ».

Mme Joëlle Kaufmann, l'épouse du journaliste Jean-Paul Kaufmann — toujours détenu au Liban avec trois autres Français, un chercheur, M. Seurat et deux diplomates, MM. Carton et Fontaine, — a déclaré pour sa part à une radio périmérique : « On peut se demander s'il ne vaut pas mieux être otage soviétique plutôt que français ; toutes les factions nous ont proposé leur aide au Liban mais personne n'arrive à rien. On se demande comment les Russes y sont arrivés... » Les Français, a ajouté M. Kaufmann, sont localisés (...), probablement, on se les partage. Ils se trouvent, par qui ils sont détenus, quel est le chef du groupe qui les détient, mais on ne peut rien faire ».

Interrogé à Baalbek, le chef d'une faction chéite libanaise (Amal-islamique), M. Hussein Monassouti, a assuré, jeudi, que les otages français et américains, détenus, selon lui, par le mystérieux mouvement Jihad islamique, ne seraient pas relâchés tant que le Koweït ne libérerait pas dix-sept personnes emprisonnées à la suite d'attentats à la bombe dans ce pays en décembre 1983. (AFP, Reuter.)

DIPLOMATIE

M. Reagan crédite Moscou de propositions « positives »

(Suite de la première page.)

Le président américain a seulement indiqué qu'elle portait sur « les vrais domaines des négociations » (les armes stratégiques, spatiales et de moyenne portée), et prenait en compte aussi bien les précédentes offres américaines que « les éléments positifs » de la dernière proposition soviétique.

Refusant de répondre aux questions, par crainte manifeste de trop en dire, M. Reagan n'en a pas moins pris soin de réaffirmer sa volonté d'aller de l'avant dans son programme d'initiative de défense stratégique (IDS), puisqu'il a souligné que son objectif, à Genève, serait la fois d'obtenir une réduction du nombre des armes nucléaires et d'« entreprendre avec les Soviétiques une étude sérieuse de l'importance relation entre forces offensives et défensives ». Les propositions américaines sur le contrôle des armements, a-t-il ajouté, peuvent se résumer ainsi : « des coupes en profondeur » (dans les stocks nucléaires),

pas davantage de première frappe (réduction, autrement dit, du nombre important des missiles stratégiques soviétiques basés à terre), recherche sur la défense (c'est-à-dire sur les systèmes antimissiles) et pas de tricherie, donc amélioration des procédures de vérification des accords passés et à venir.

Mises en ordre, les différentes « suites » qui ont aussitôt commencé à se multiplier indiquent que la proposition de M. Gorbachev d'abaisser de 50 % le nombre des armes nucléaires est effectivement reprise par M. Reagan, mais avec un refus de décompter, contrairement à ce que souhaite l'URSS, les armes stratégiques. M. Reagan entendrait également que soit fixé un plafond spécifique de trois mille têtes atomiques pour les missiles basés à terre, ce qui serait prêt à accepter de semblables limitations sur les bombardiers stratégiques et les missiles lancés à partir de sous-marins — domaines dans lesquels l'avantage est aux Etats-Unis.

Enfin, pour ce qui est de la « guerre des étoiles », la seule assurance formulée par Washington serait un engagement à respecter le traité ABM sur l'interdiction des missiles antimissiles. Aux yeux des Soviétiques — et de nombreuses personnalités américaines aussi, ce traité interdit les essais de systèmes antimissiles, alors que les dirigeants américains considèrent, eux, comme l'a répété jeudi M. Shultz, que les essais font partie intégrante des recherches, libres puisque incontrôlables. Aussitôt avant son apparition à la salle de presse de la Maison Blanche, M. Reagan avait reçu dans le bureau ovale les quatre journalistes soviétiques venus recueillir l'interview qui devrait publier l'*Izvestia* dimanche. Et comme si cette fièvre d'avant-soumet s'était pas encore éteinte, ce fut ensuite un secrétaire d'Etat d'évoquer son prochain voyage à Moscou. Il n'y eut pas de frappe dans ses propos, il était frappant de constater qu'il n'a pas fait une seule allusion à l'IDS

(M. Reagan s'en était, il est vrai, amplement chargé), mais qu'il a en revanche beaucoup plus insisté que le président sur deux autres objectifs que la réduction des armes nucléaires : l'arrêt de « l'expansion de l'influence par l'intervention armée et la subversion » et la « défense des droits de l'homme ».

M. Shultz a, nié, à ce propos, mais sans enlever la conviction, que le mur soviétique qui avait par deux fois sauté, le semaine dernière, de son navire dans le Mississippi ait voulu obtenir l'asile politique. Selon l'interprète à laquelle avait fait appel les services d'immigration tel était pourtant bien le cas. Illustration de l'actuelle détente entre Moscou et Washington, cette affaire souligne l'indignation de l'aile droite du Parti républicain — soudain beaucoup plus soucieux de droits de l'homme que les pragmatiques modérés du département d'Etat.

BERNARD GUETTA.

L'existence de l'UNESCO s'impose plus que jamais comme une nécessité estime Mme Gisèle Halimi

Mme Gisèle Halimi, ambassadrice de France auprès de l'UNESCO, nous a adressé le texte d'une motion qu'elle a préparée, on trouvera ci-dessous certains extraits de son intégralité, avec la liste des personnalités qui l'ont approuvée.

« Dans un monde en proie à des menaces de tous ordres, aggravées par le déséquilibre et les disparités dans la possession des richesses et de la technologie, les libertés sont en recul, l'intolérance s'accroît. Les facteurs culturels s'exercent au-delà des frontières politiques et des barrières idéologiques. L'interdépendance devient une évidence et l'indivisible réalité. Plus que jamais, l'existence d'une institution à compétence universelle dont la mission est d'aider les différents membres de la communauté internationale à la résoudre s'impose comme une nécessité. En vérité, elle va de soi ».

« Telle d'ailleurs fut la conviction de ceux qui, au lendemain de la seconde guerre mondiale, furent les fondateurs de l'UNESCO. Rien n'informe, au contraire, tout vient confirmer, la justice de leurs vœux, dont l'élévation se reflète dans l'acte constitutif de l'Organisation. Celles-ci s'inspirent d'une idée-force, à savoir qu'il y a, entre la poursuite de la vérité objective, l'accès de tous au savoir sans discrimination, l'expression sans contrainte et le libre échange des idées et des connaissances, le respect et la promotion des droits de l'homme sans distinction de race, de sexe, de croyances ou de religion, le développement et le progrès des sociétés humaines, et la paix dans le monde, une convergence fondamentale ».

« Certes, la coopération internationale que l'UNESCO est chargée de mettre en œuvre peut prendre des formes variées : le champ, de toute façon, est immense ; le choix des territoires, le rôle du normal qu'apparaissent des divergences d'opinions, voire des oppositions d'intérêts. Mais ces divergences et ces oppositions ne doivent pas détourner l'institution de sa mission. Il est impératif d'écartier du débat ce qui ressortit à des préventions idéologiques, à des visées politiques ou à la pure propagande, qui, en entraînant l'UNESCO hors de son domaine de compétence et de ses possibilités d'action, mettent en cause son efficacité et sa spécificité, risquant ainsi de lui faire perdre sa raison d'être ».

Ce texte a reçu la signature des personnalités suivantes : M. Hélène Arwiler, recteur de l'Académie, chancelier des universités ; MM. Gérard Antoine, recteur d'académie ; Jacques Berque, professeur honoraire au Collège de France ; Jean Dauterive, membre de l'Institut, prix Nobel de médecine ; Georges Duby, membre de l'Institut ; Edgar Faure, de l'Académie française, sénateur ; Jean Fourastié, membre de l'Institut ; Claude Gallimard, éditeur ; René Haythe, de l'Académie française, président du conseil artistique de la Région de la Méditerranée ; François Jacob, membre de l'Institut, prix Nobel de médecine ; Jean Lecan, professeur au Collège de France ; André Lwoff, membre de l'Institut, prix Nobel de médecine ; Frédéric Marchais, de l'Académie française ; Pierre Marot, membre de l'Institut ; Pierre Massé, membre de

l'Institut ; Pierre Nora, directeur des collections Gallimard ; Jean Oronoz, de l'Académie française ; Jean-Claude Pecker, membre de l'Institut, professeur au Collège de France ; Samuel Pissar, avocat ; Alain Peyrefitte, de l'Académie française, député, ancien ministre ; Maxime Rodière, directeur d'études à l'Ecole pratique des hautes études ; Maurice Schumann, de l'Académie française, sénateur ; Laurent Schwartz, membre de l'Institut ; Léopold Sedar Senghor, de l'Académie française, ancien président de la République du Sénégal ; Pierre Soulaige, peintre ; Michel Tournier, écrivain ; François Valéry, ambassadeur, ancien vice-président du conseil exécutif de l'UNESCO ; Etienne Wolff, de l'Académie française, administrateur honoraire du Collège de France.

(1) Cette Conférence s'achèvera mardi 12 novembre (NDLR).

LA HONGRIE PRÊTE A OUVRIR UNE REPRÉSENTATION EN ISRAËL

Jérusalem (AFP). — La Hongrie a fait savoir à Israël qu'elle était prête à ouvrir « dans un temps très court » une représentation en Israël, a annoncé, mercredi 30 octobre, la radio nationale israélienne.

Un représentant israélien devrait se rendre dans le même temps à Budapest, dans les locaux d'une ambassade étrangère, a précisé la radio. Ce rapprochement entre la Hongrie et Israël devrait avoir lieu dès le lendemain de l'ouverture d'une représentation de la Pologne en Israël, a souligné la radio.

Mercredi soir, M. Yitzhak Shamir, chef de la diplomatie israélienne, a révélé, au cours d'une interview à la télévision israélienne, qu'un pays du pacte de Varsovie — autre que la Pologne et la Hongrie — avait récemment manifesté son désir de renforcer ses liens avec Israël.

M. Shamir a refusé de dire de quel pays il s'agit.

« M. Arafat en Arabie saoudite. — Le chef de l'O.L.P., venant d'Amman, est arrivé mercredi 30 octobre à Médina, où séjournera actuellement le roi Fahd d'Arabie saoudite. Après son séjour en Arabie saoudite, M. Arafat pourrait se rendre au Caire, où deux responsables de son mouvement sont arrivés mardi pour préparer d'éventuels entretiens avec le président Mubarak. — (AFP, Reuter.)

L'opposition contre du pr

Une écono

SIERRA LEONE

Le siège a été fermé

مكتبة من الأصل

صداقت الاصل

AFRIQUE A TRAVERS LE MONDE

Libéria

L'opposition conteste la victoire électorale du président Doe

La victoire remportée par M. Samuel Doe à l'élection présidentielle du 15 octobre (51,05 % des suffrages exprimés) et l'obtention par sa formation, le NDPL (National Democratic Party of Liberia), de la majorité au Congrès (le Monde du 31 octobre) sont

vivement contestées par les partis d'opposition (ceux-ci avaient annoncé qu'ils étaient majoritaires avant même la proclamation des résultats). Ces partis vont en appeler à l'arbitrage de la Cour suprême, ce qui ne changera sans doute pas grand-chose. Le problème est de

savoir si leurs dirigeants pourront canaliser le mécontentement de la population. Les mesures de sécurité exceptionnelles prises le soir des résultats proviennent en tout cas que le président Doe n'entend pas revenir sur sa victoire.

Une économie sous perfusion

comme l'état catastrophique des infrastructures et le sous-développement d'une agriculture insuffisante pour nourrir la population (d'où la nécessité d'importer du riz américain), le Libéria a subi le contre-coup de la hausse du dollar sur ses marchés d'exportation. La baisse de l'activité économique, qui se traduit par la chute d'environ 30 % du chiffre d'affaires des gros commerçants, la diminution des exportations, ont entraîné une diminution des rentrées fiscales de 32 % en 1984-1985. Les

au paiement des importations, ponctionné par l'Etat, le secteur bancaire a pâti, globalement, du manque de confiance des acteurs économiques : les clients préfèrent déposer leurs dollars américains sur des comptes étrangers, et les importateurs ont tendance à financer toutes leurs opérations à l'extérieur du pays en alimentant leurs comptes par la monnaie américaine disponible localement. Pour remédier à cette pénurie de dollars américains, le gouvernement libérien a frappé pour 34 millions de dollars, en

lué à 113 millions de dollars en 1984-1985, la dette extérieure globale dépassant 990 millions de dollars.

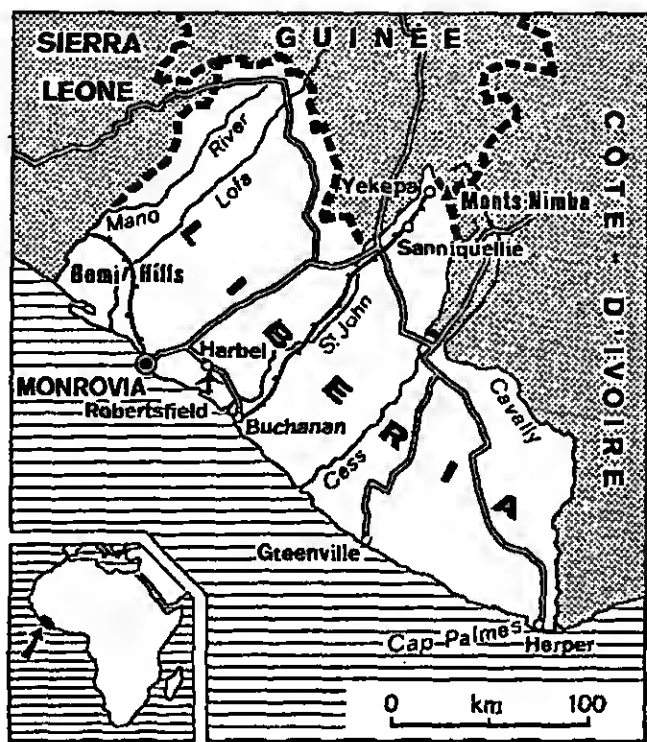
• Du temps du président Tolbert, au moins, on était payé régulièrement ! Cette réflexion, que font aujourd'hui beaucoup de Libériens, correspond à la réalité. Les militaires inexpérimentés qui ont pris le pouvoir en 1980 ne semblent pas, cinq ans plus tard, avoir fait beaucoup de progrès. Certes, les baraquements militaires du Barelay Training Centre sont ce qui se fait de mieux en matière de logement à Monrovia, et la solde des soldats, bien qu'ayant été réduite, reste enviable. Les 150 dollars par mois que touche un soldat représente un revenu bien supérieur à celui de tous les Guinéens, Ghanéens et Sierra-Léonais, si nombreux dans la capitale, et qui sont voués aux petits métiers (chauffeurs de taxi, serveurs, mécaniciens).

L'hôpital J.-F. Kennedy, au centre de la ville, peut constituer un symbole de l'impéritie des dirigeants libériens : entièrement pillé, transformé en mouvoir, il avait été fermé pendant un an et vient seulement de rouvrir. Cette crise de confiance, qui atteint au premier chef le président Samuel Doe, a été accentuée par les incertitudes électorales. Elle touche les milieux d'affaires, les bailleurs de fonds du Libéria (qui constatent l'incapacité du gouvernement à apporter sa quote-part dans des projets de développement), les Indiens et les Libanais, qui contrôlent l'essentiel du commerce et, bien sûr, les seuls qui avaient les moyens d'investir sur le marché intérieur, les « Américano-Libériens ».

Le repli des « Congos »

Ceux-ci, les « Congos », caste dominante avant l'arrivée au pouvoir de M. Doe, se sont prudemment contentés de remplir leurs comptes en banque, en Suisse et aux Etats-Unis, ou, pour certains, se sont exilés. En outre, des pratiques, comme celle consistant pour l'Etat à imputer 80 millions de dollars en « dépenses spéciales » sur le dernier budget, donnant la mesure du bon usage des finances publiques. Le développement du tourisme, dans ce pays qui dispose pourtant des mêmes plages superbes que son voisin sierra-léonais, étant resté à l'état de projet, la seule activité économique menée sérieusement demeure... la perception des royalties provenant du pavillon de complaisance. Les 1 900 navires battant pavillon libérien, qui ont transporté 60 millions de tonnes en 1984 (premier rang mondial), ont rapporté 25 millions de dollars à l'Etat, ce qui représente environ 10 % des recettes de celui-ci.

Pourtant, avec ses gisements de minerai de fer, d'or, de diamant, sa production de caoutchouc naturel (premier producteur africain avec 65 000 tonnes), de bois, de café, de cacao et d'huile de palme, le Libéria a - théoriquement - les moyens de son développement économique. A condition cependant que le nécessaire assainissement de la situation du pays s'exerce à la fois sur le plan politique (favoriser l'arrivée au pouvoir de quelques gestionnaires compétents) et sur celui des finances publiques. Sur ces deux tableaux, l'Onclé Sam, s'il le voulait, pourrait faire beaucoup. Avec un risque - déjà perceptible - l'émergence d'un « modèle culturel » qui ressemble beaucoup à un GI américain.



recettes d'exportation de minerai de fer, qui, à elles seules, en représentent plus de 65 % ont enregistré une baisse sensible de 1980 à 1984, et une légère remontée en 1985. Parallèlement, le Libéria n'a pas surmonté une grave crise de liquidités financières, qui paralyse le secteur bancaire.

Entièrement soumis aux dépôts en dollars qui sont censés servir

pièces de 1 et 5 dollars « nationaux », enfin, notamment, de payer les salaires des fonctionnaires, dont le nombre (cinquante mille) a plus que triplé depuis 1980. Outre que cette pratique a fait naître une sorte de taux parallèle de la monnaie nationale, elle a aussi tendance à alimenter une inflation estimée à plus de 30 %. Malgré des réajustements successifs, le service de la dette est, d'autre part, éva-

Tunisie

Le siège de l'UGTT a été fermé par les autorités

De notre correspondant

Tunis. - La pression exercée sur la direction de l'UGTT a atteint, jeudi 31 octobre, un nouveau degré, avec la fermeture de son siège central à Tunis. Des policiers en civil empêchent l'accès des lieux, vides de tout occupant. La fermeture du local, où la police n'a semble-t-il pas pénétré, prive les responsables de la centrale syndicale d'une grande partie de leurs moyens d'action.

Elle n'a fait, jusqu'ici, l'objet d'aucune explication, ni auprès des syndicalistes ni auprès de la presse. En revanche, l'évacuation du siège de l'Union régionale syndicale de la capitale et la perquisition qui a suivi (le Monde du 31 octobre) ont été justifiées, a posteriori, par l'annonce de la découverte de barres de fer, de matrasques, de chaînes et autres armes blanches, ainsi que par des exemplaires du Livre vert du colonel Kadhafi.

La présence de ces ouvrages vient ainsi étayer les accusations de complicité entre le colonel libyen et le secrétaire général de la centrale, M. Habib Achour, portées depuis plusieurs semaines par une partie de la presse. Selon des sources syndicales, plusieurs cadres de la centrale auraient été arrêtés au cours des dernières quarante-huit heures à Tunis, à Sfax et à Bizerte.

Le bureau politique du Parti socialiste destourien a tenu à nier tout

rôle dans les événements en cours, et à réaffirmer son « respect » de « l'entité et l'autonomie » de l'UGTT. Ce qui se passe au sein de la centrale syndicale est un conflit interne entre ses membres, déclare un communiqué diffusé jeudi.

Comme les jours précédents, des comités provisoires régionaux continuent un peu partout de se constituer en remplacement des bureaux en place évincés sans coup férir et la perspective d'un congrès extraordinaire demandé par les opposants à la direction actuelle se précise de plus en plus. Autre développement dans cette escalade : le fils du secrétaire général de l'UGTT, M. Thameur Achour, directeur de l'hôtel Amilcar dans la banlieue nord de la capitale, qui est propriétaire de l'UGTT, a été arrêté. Il lui serait reproché diverses activités dans le cadre de ses fonctions dans cet établissement, qui vient d'être mis sous séquestre, et un contentieux avec les services de la douane.

Si une certaine effervescence est visible dans les milieux syndicaux - partisans ou adversaires de la direction de la centrale, dont les jours sont comptés, - le calme n'en a pas moins régné, jeudi à Tunis, malgré des menaces de grève. A l'université seulement, deux meetings de solidarité avec l'UGTT ont été organisés, l'un par les islamistes, l'autre par les étudiants d'extrême gauche.

MICHEL DEURÉ.

LAURENT ZECCHINI.

AFGHANISTAN

Libération de quatre géologues chinois

Islamabad. - Quatre géologues chinois, qui avaient été enlevés le 14 septembre dans le Baloutchistan pakistanais et transférés en Afghanistan, ont été libérés, jeudi 31 octobre par les autorités afghanes, a annoncé Radio-Kaboul. Selon la radio, les quatre géologues avaient été capturés par la guérilla afghane et ont été libérés par les forces de sécurité gouvernementales. Une enquête a été lancée pour savoir s'ils n'étaient impliqués dans aucune activité anti-afghane et il a été décidé de les remettre à l'ambassade de Chine à Kaboul, a précisé la radio.

Les quatre géologues avaient été enlevés par une dizaine d'hommes non identifiés sur le chantier d'une centrale électrique en construction à Dukki, à 430 kilomètres au nord-est de Quetta, la capitale du Baloutchistan pakistanais. Des sources officielles pakistanaises avaient, à l'époque, donné une version totalement différente des faits, expliquant que les Chinois avaient été enlevés par des rebelles baloutches opposés au régime d'Islamabad et soutenus par Kaboul. Elles avaient accusé l'Afghanistan de vouloir ainsi compromettre les bonnes relations entre le Pakistan et la Chine. - (AFP.)

ALLEMAGNE FÉDÉRALE

Fassbinder interdit de représentation à Francfort

Francfort. - La première de la pièce de Rainer-Werner Fassbinder, *les Orfèvres, la Ville, la Mort*, n'a pas pu avoir lieu jeudi 31 octobre, des manifestants ayant envahi la scène au moment du lever du rideau. La communauté juive de Francfort, jugeant la pièce antisémite (le Monde du 1^{er} novembre), a fait savoir qu'elle interviendrait à nouveau le 4 novembre, date à laquelle le spectacle devrait en principe être à nouveau donné au Schauspielhaus, le théâtre municipal de Francfort. Jeudi soir, tandis qu'un dialogue s'engageait sur la scène entre les manifestants et les acteurs, plusieurs centaines de personnes portant une étoile jaune protestaient devant les portes du théâtre. Les précédentes tentatives de monter cette pièce dans laquelle Fassbinder a mis en scène un personnage nommé « le Juif riche », qui fait des affaires dans l'immobilier et soudoie la police, ont toutes échoué à cause de protestations similaires. Jeudi, M. Ignatz Böbis, un homme d'affaires juif de Francfort, a estimé que, cette protestation ayant eu lieu, le pièce devait maintenant être donnée, « sinon cela voudrait dire que les juifs ont dans cette ville le pouvoir d'interdire un spectacle », ce qui pourrait, selon lui, se retourner contre le communisme.

[L'antisémitisme que certains ont pu percevoir dans les films de Rainer-Werner Fassbinder a déjà suscité de vives critiques et réactions. En 1976, les Israéliens avaient demandé à leur délégation de se retirer du Festival de Cannes pour protester contre la projection de *A l'ombre des anges*, film de Daniel Seltzer d'après l'œuvre de Fassbinder. En 1981, on avait vu, à Paris, *Le Juif riche*, une des dernières œuvres de Fassbinder, devant encore être l'occasion de lourdes polémiques, son caractère provocateur pouvant passer pour équivoque, malgré des positions antisémites.]

ÉTATS-UNIS

« Soutien inébranlable » au Salvador

Washington. - Le président Reagan a reçu, jeudi 31 octobre, son homologue salvadorien, M. José Napoleón Duarte, en lui réaffirmant « le soutien inébranlable » de Washington après l'échange de prisonniers que M. Duarte a consenti pour obtenir la libération de sa fille, chaleureusement accueillie à la Maison Blanche. A l'issue d'un entretien d'une demi-heure, le président salvadorien a affirmé qu'aucune critique ne lui avait été adressée, malgré le refus de principe qu'il oppose au président américain à toute entente avec des guérilleros ou des révisseurs. De source américaine autorisée, on indique que l'échange de détenus, la semaine dernière, n'avait pas été approuvé à Washington, mais que l'administration Reagan préférait exprimer son appui à M. Duarte dans la crise politique intérieure suscitée par cette affaire. Le président salvadorien a, par ailleurs, qualifié à Washington le gouvernement sandinista de Menagua de « dictature terroriste, source de violence et de totalitarisme » en Amérique centrale. - (AFP, Reuter.)

PHILIPPINES

Le FMI contre M. Marcos

Washington. - Le Fonds monétaire international (FMI) bloque le versement de 453 millions de dollars de prêt destinés aux Philippines car le président Marcos a refusé de mettre en place les réformes économiques promises, a indiqué, jeudi 31 octobre, M. Paul Wolfowitz, sous-secrétaire d'Etat américain pour les affaires asiatiques. Il a déclaré que le FMI avait différé le versement de ce prêt jusqu'à ce que le gouvernement de M. Marcos s'attaque à la question de la réforme des monopoles des industries de l'huile de coco et du sucre.

M. Wolfowitz a dit, devant la commission des affaires étrangères du Sénat, que le FMI avait le « soutien ferme » de l'administration Reagan dans ses efforts pour démanteler ces monopoles. « Nous n'avons pas encore vu la moindre réforme substantielle », a-t-il ajouté. Ces monopoles sont contrôlés par des proches du président Marcos.

Un porte-parole du FMI a déclaré au *Washington Post* que l'organisation internationale était en train de réévaluer l'exécution des réformes économiques par le gouvernement de M. Marcos et devait « arriver à un accord sur les critères » avec Manille avant d'accorder tout crédit supplémentaire. - (AFP.)

SUÈDE

Echec au chasseur d'un sous-marin soviétique

Stockholm. - La collision, le 29 octobre, entre un navire de surveillance suédois et un dragueur de mines soviétique a été produite alors que le bâtiment suédois avait engagé une opération d'observation d'un sous-marin soviétique de la classe Kilo, dont le type n'avait jamais été signalé jusqu'à présent dans la mer Baltique. Ces indications, fournies jeudi 31 octobre à Stockholm par l'état-major, confirment des informations publiées par la presse suédoise. Le navire de surveillance électronique Orion avait repéré la présence d'un sous-marin étranger et s'est lancé à sa poursuite. Le dragueur de mines soviétique est alors intervenu pour l'empêcher de poursuivre sa chasse. Les dégâts entraînés par la collision ont été minimes, et le commandant de l'Orion a indiqué avoir pu observer et filmer le sous-marin soviétique pendant près de deux heures à une distance d'environ 800 mètres. - (AFP.)

Le poids du billet vert

Tout cela justifie probablement que Washington accorde au Libéria une assistance économique qui, par habitant, est la plus élevée du monde (environ 300 dollars). Cette aide, qui atteint environ 90 millions de dollars en 1985, ressemble pourtant à un caillou sur une jambe de bois : les 15 à 20 millions qui sont réservés au développement proprement dit du pays (santé, éducation, etc.) représentent un montant dérisoire pour pallier les carences multiples d'un pays trop artificiel. Washington se bécote, pour l'essentiel, à éponger les dettes du Libéria à la Banque mondiale et au Fonds monétaire international, et verse ce fait à Monrovia le montant d'un « bail » calculé au plus juste. Parallèlement, la Maison Blanche subit de plus en plus les pressions du Congrès américain, pour qui l'absence de véritable « démocratie » au Libéria justifierait la réduction de libéralités sous forme de millions de dollars.

La fragilité du Libéria réside, paradoxalement, dans l'extrême « ouverture » de son économie, dont la caractéristique est la quasi-équivalence entre le commerce extérieur et le PNB (environ 950 millions de dollars). Outre de graves faiblesses

politique

M^{me} Veil : les mille façons de faire de la politique

M^{me} Simone Veil, qui était jeudi soir 31 octobre l'invitée de « Questions à domicile », sur TF1, songe à « racrocher ». Non parce qu'elle se lasse de défendre l'Europe, une « cause » qu'elle a décidée de servir il y a longtemps déjà, dans ces jours les plus sombres de sa vie où elle a connu la déportation et perdu sa famille. Mais parce qu'elle pense qu'elle pourrait, en abandonnant une partie de sa vie de globe-trotter européen qui la mène trop souvent aux quatre coins du monde, servir en France d'autres « grandes causes », celles de tous les « opprimés », les « exclus » qui, dit-elle, font plus souvent appel à elle que les « gros bras ».

« Songe-t-elle à une activité plus « politique » en France ? Il y a mille façons de faire de la politique, explique l'ancienne présidente de l'Assemblée européenne. Elle pourrait accepter, dans un gouvernement d'« cohabitation », un poste ministériel, mais « cela dépend pour quoi faire et quel ministère ».

« J'ai un privilège, remarque M^{me} Veil. Etant venue par hasard à la vie politique et appartenant à l'UDF qui reste une confédération très souple, j'ai une indépendance formidable ; je peux demain tout abandonner si je ne peux faire ce pour quoi je me suis totalement engagée ».

M^{me} Simone Veil juge que la « cohabitation » peut être « viable » si le président de la République se plie à la nouvelle majorité UDF-RPR mais elle regrette que « tout notre système constitutionnel nous fasse vivre « dans une perspective présidentielle » et « occulte le rôle du Parlement ». C'est la raison pour laquelle elle se demande s'il ne serait pas « opportun » de réformer la Constitution pour aller vers un régime présidentiel avec réduction du mandat du chef de l'Etat, suppression du droit de dissolution et création d'une vice-présidence.

« Odieux ! » En attendant, elle continue de plaider pour l'union de l'opposition. « J'essais, dit-elle, d'inciter les uns et les autres à poursuivre dans cette voie ». Et de remarquer qu'elle avait permis à l'union de « franchir un grand pas » en exigeant une liste commune de l'opposition aux élections européennes.

Tout en déplorant que le débat télévisé entre M^{me} Fabius et Chirac n'ait pas donné lieu à une véritable confrontation d'idées, l'ancien ministre de la Santé et de la Famille s'est réjoui de la prestation du président du RPR « qui est un ami » et qui,

« Plutôt tous les démocrates »

M^{me} Veil qui a toujours combattu les thèses de M. Le Pen et a été la première à appeler l'opposition à la plus grande vigilance — « plutôt les démocrates que Le Pen », dit-elle — a toutefois regretté que, au cours de ce débat, les deux hommes en parlant de l'immigration n'aient pas « pondéré » leur propos d'« humanisme ». S'il est nécessaire, selon M^{me} Veil, d'appliquer des règles très strictes en matière d'immigration, il faut aussi, explique-t-elle, rappeler que « c'est nous qui avons fait venir les travailleurs immigrés en France, que beaucoup d'entre eux sont français et souhaitent s'assumer comme tels, que beaucoup n'ont plus de racines chez eux ». Il faut aussi, ajoute M^{me} Veil, quand on les les problèmes d'immigration et de sécurité, « comprendre ce qui est compréhensible » et examiner les tranches d'âge et le niveau social des délinquants.

Contrairement à M. Chirac, la présidente du groupe libéral de l'Assemblée européenne s'est prononcée contre le rétablissement de la Cour de sûreté de l'Etat, contre le rétablissement de la loi anti-casseur et des quartiers de haute sécurité (QHS). Quand à la prolongation de la garde à vue, elle pense qu'il faut étudier dans le cadre de la lutte contre le terrorisme.

Enfin, s'agissant de l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la Communauté européenne, M^{me} Veil juge que certaines modalités devraient être revues notamment en ce qui concerne les conséquences financières de cet élargissement. Cependant, elle n'hésiterait pas à ratifier le traité d'adhésion.

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

M. Fiszbin : pour améliorer ce qui doit l'être il faut être dans la gauche, et non pas contre elle

Le Parti communiste ne cherche pas à regagner les électeurs qu'il a perdus, mais à les démobiliser

M. Henri Fiszbin, ancien dirigeant de la fédération communiste de Paris, président de Rencontres communistes, candidat aux élections législatives sur la liste du PS dans les Alpes-Maritimes, veut convaincre les déçus du PCF de se « mobiliser » pour permettre aux socialistes de continuer à gouverner en 1986.

« En appelant les électeurs communistes à voter socialiste en 1986, ne les invite-t-on pas à désespérer en tant que communistes ? »

« Je m'adresse aux électeurs communistes depuis du PCF, qui, trop souvent, se sont réfugiés dans l'abstention. C'est la plus grande réserve de la gauche. Des élections européennes de 1979 à celles de 1984, le PCF est passé de 20,52 % à 11,28 % des suffrages exprimés. La différence entre ces deux chiffres donne la mesure de cet électeur. S'il se mobilise en 1986 autour du Parti socialiste, des possibilités réelles existent pour que la gauche puisse continuer à diriger les affaires du pays. Si, au contraire, cet électeur reste dans l'abstention, la défaite est assurée ».

« L'objectif prioritaire du Parti communiste n'est pas de regagner ces électeurs-là — c'est un impossible exploit, et il le sait — mais de les démobiliser en tant que le Parti socialiste et le pouvoir de gauche. Loin de viser la disparition de la culture communiste dont cet électeur est porteur, mon souci pour qu'il demeure dans son camp ne peut être que de lui faire prendre conscience de la nécessité de garantir la pérennité des meilleures traditions du peuple communiste ».

« La gauche est pluraliste, mais c'est aujourd'hui le PS qui en assure la représentation politique. S'il veut rester fidèle à ses convictions et défendre les intérêts des travailleurs,

un électeur communiste ne peut pas se situer ailleurs que dans la gauche. C'est en même temps le moyen de faire bénéficier la gauche de l'apport de la sensibilité communiste, ancrée dans le mouvement ouvrier ».

« Quelle place est faite à la « sensibilité communiste » dans le discours actuel du PS ? »

« Je souhaiterais que cette place soit plus grande. Je déplore, je l'ai déjà dit, que la carence du Parti communiste et, donc, l'absence de la sensibilité communiste dans la gestion du pays par la gauche ait eu pour conséquence, entre autres, une démarche par trop technocratique et une attention insuffisante au monde du travail et à l'intervention populaire ».

« Le congrès de Toulouse a affirmé la volonté de rassembler le monde du travail avec la gauche et d'être plus attentif à la nécessité de faire passer dans la vie quotidienne le changement et les réformes accomplies. La mise en œuvre de cette orientation dépend aussi de la présence du courant communiste dans la gauche. Pour améliorer ce qui doit l'être — et il y a beaucoup à faire — il faut être dans la gauche et non pas contre elle ».

« Le PS de Toulouse est-il toujours à vos yeux celui d'Epiney ? »

« Quand je vois que le reproche principal fait au PS par le PCF, c'est d'abandonner les options d'Epiney, je souris parce que je me souviens que le Parti communiste — dont j'étais, à l'époque, membre du comité central — avait jugé avec la plus grande sévérité le congrès d'Epiney, caractéristique, disait-on, de l'écroulement de droite du Parti socialiste ».

« Les orientations du congrès de Toulouse prennent en compte le fait que la gauche est passée de la contestation à la gestion de l'Etat. Elles restent dans le droit fil du programme commun, et réaffirment le dessein de rassembler toutes les forces attachées au socialisme en tenant compte du déclin irrévocable du Parti communiste ».

« Entre Epiney et Toulouse, la rupture avec le capitalisme a disparu ».

« Je conteste que la « rupture » ait disparu. L'œuvre accomplie par la gauche depuis 1981 est profondément révolutionnaire, dans la mesure où elle a changé concrètement les structures et les données économiques, sociales et politiques du pays. Il y a eu un temps où Georges Marchais ne disait pas autre chose ».

« Laurent Fabius a dit [NDLR. — à « L'heure de vérité », le 4 septembre dernier] que la « rupture » est très lente. Bravo ! L'histoire montre que, chaque fois qu'on a voulu aller trop vite, en ignorant les rapports de forces et les contraintes de l'environnement économique et social, on a abouti à des catastrophes. Pour aller loin dans la voie de la « rupture », il

faut avancer sûrement, mais lentement.

« A l'Assemblée nationale, voterez-vous la confiance à un gouvernement qui associerait le PS et des représentants de la droite ? »

« Si je suis élu, il va sans dire que je soutiendrais sans faille un gouvernement de gauche dirigé par un socialiste. Y aurait-il dans ce gouvernement des personnalités venant de l'opposition ? Je ne suis pas du tout scandalisé par cette perspective. Il est bien connu que les militaires se recrutent dans le civil : dans un pays où la gauche traditionnelle n'est pas majoritaire, elle ne peut le devenir que par le ralliement de forces et de dirigeants venant de la droite. Que je sache, la présence de Michel Jobert au gouvernement n'a pas empêché quatre ministres communistes de siéger avec lui ».

« La Constitution n'oblige pas le premier ministre désigné par le président de la République à demander un vote de confiance à l'Assemblée nationale pour le gouvernement qu'il a constitué. Seule l'adoption d'une motion de censure par la majorité absolue des députés peut défaire ce gouvernement. Lorsqu'une telle motion est déposée, ne prenant part au vote que ceux qui l'approuvent. Si le PS a réussi à rassembler suffisamment de forces pour rendre possible un tel scénario, j'affirme que le PCF ne pourra pas, quoi qu'il en dise aujourd'hui, s'allier avec la droite pour censurer un gouvernement de gauche. Je suis, de plus, certain qu'il se trouvera aussi dans une telle hypothèse un nombre non négligeable de députés, aux marges de l'opposition, qui refuseront d'empêcher la gauche de gouverner ».

Propos recueillis par PATRICK JARREAU.

JOURNAL D'UN AMATEUR, par Philippe Boucher

QUE M. Fabius ait fait un bide, dimanche passé, est d'une telle évidence qu'il n'y a pas lieu de s'y attarder, sous peine de paraître enfoncer le clou. Que le premier ministre soit le seul responsable de son échec n'est pas moins flagrant, qu'il ait pris la décision de se comporter comme on l'a vu, ou bien qu'il ait trop fiélement obéi aux avis de ses conseillers.

Souhaitée par l'intéressé, l'exhibition s'est traduite par un autoportrait d'une cruauté qui a probablement dépassé les espoirs de son adversaire. Y compris lorsque, rappelant qu'il était le « premier ministre de la France », M. Fabius a reproduit à l'identique le haut-le-corps de M. Giscard d'Estaing prédisant, en 1981, que le « citoyen-candidat » ainsi qu'il se désignait lui-même, avait droit aux égards du président de la République qu'il était encore.

M. Fabius, chef d'une majorité politique, n'a pas davantage supporté d'être un « roquet » que M. Giscard d'Estaing n'avait supporté d'être le « petit télégraphiste », selon l'expression de son concurrent, M. Mitterrand. Le premier ministre d'aujourd'hui et le chef de l'Etat d'hier ont eu, pour se rebeller, le même réflexe d'appeler à leurs fonctions courageuses, dans ce cas-ci n'étant pas en cause. On ne choisit pas ses arguments quand on perd pied.

L'autoportrait de M. Fabius n'est pas seulement celui d'un homme dont le crâne luit de son ambition contenue et qui en laisse sortir plus de lui-même qu'il n'en aurait voulu en donner à voir. C'est aussi le dessin de la voie retenue pour que cette ambition soit satisfaite, la confession prématurée d'une stratégie pour la bataille dont la nature est connue à défaut de ses dates.

C'est un curieux pari qui est fait : celui du déclin de la politique, du triomphe des chiffres sur les idées, de la technique sur le pensée ; d'une victoire politique qui ne passerait pas par la politique.

Alors que les hommes politiques sont à la recherche d'une identification, M. Fabius donne l'impression d'être celui qui ne veut pas en avoir. Soit qu'il doute de l'obtenir, soit qu'il estime néfaste, ou encore inutile. Alors que ce conservateur de la tradition libérale qu'est M. Mitterrand a labouré des années pour faire comprendre qu'il n'était pas de droite, puis faire croire qu'il était de gauche, M. Fabius s'essaye à la transparence idéologique. Il veut n'être nulle part pour être partout. C'est aussi le risque d'être « ailleurs ».

C'est un pari lorsqu'on est, aussi, le produit d'un parti. D'abord, parce que ce qui est gagné sur l'autre camp est perdu dans le sien propre. M. Rocard en sait quelque chose. Ensuite, parce qu'à flatter ses ennemis, on ne les convainc de rien, mais on déçoit ses amis.

Ce choix — politique — de M. Fabius, qui n'a rien à voir avec celui de M. Barre, résulte peut-être de la confusion qui est faite entre la cohabitation et la consensualité, entre le durable et le momentané.

sané, entre les jeux de partis et les décisions des citoyens qui se rendront aux urnes.

Il est dès à présent acquis que le scrutin proportionnel va émettre la répartition des parts dans ce pays. Il n'est pas moins certain que les uns devront être rangés sous une bannière, et les autres sous une autre. Ce n'est pas parce que sept, huit ou neuf appellations partisanes siégeront à l'Assemblée nationale que droite et gauche cesseront d'être la référence éminente de la vie démocratique de l'Hexagone.

Le centre lui-même, sous réserve qu'il ait une réalité, n'est-il pas obligé de se partager entre centre droit et centre gauche ? Si le centre n'est pas une illusion, si droite et gauche en sont une, ou du moins un critère périmé, comment se fait-il que l'union du centre gauche et du centre droit, du MRG et des radicaux valaisiens, ait toujours échoué, que ce soit sous Giscard qui y tenait tant, ou sous Mitterrand qui chargea plus d'un d'y parvenir, sans le moindre succès ni pour l'un ni pour l'autre ?

Autoportrait

LES sondages démontrent, paraît-il, que les Français veulent le consensus, la cohabitation au gouvernement de la droite et de la gauche, à l'exclusion des partis extrêmes, la communiste et la national. Si cela est vrai, que ne l'ont-ils fait savoir plus tôt ! Si cela est vrai, ne faudrait-il pas faire l'expérience d'authentiques listes d'union qui rassembleraient en nombre égal les adversaires d'aujourd'hui ? Ce serait divertissant !

Consensus et cohabitation sont d'une essence différente, notamment parce qu'il s'agit de deux moments de la vie d'un pays et de la mise en marche de mécanismes institutionnels différents. Le consensus, c'est ce qui résulte — ou pas — d'une consultation électorale référendaire. Il y a eu consensus de soulagement sur l'Algérie, consensus d'indifférence sur l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun. Il y aurait consensus pour l'école privée ou pour la priorité nucléaire militaire.

Le consensus se réalise autour d'un projet, d'un choix, à propos duquel les partis n'ont qu'un rôle second. Tel n'est pas le cas quand la nation est directement interrogée sur ces outils de division (en même temps que de synthèse) que sont légitimement les partis. Un tel scrutin est alors destiné à diviser autant qu'à réunir, car il est manière de savoir où est qui.

Consensus et majorité politique ne sont pas davantage synonymes. Une majorité poli-

tique est destinée à durer et, le cas échéant, à obtenir sur des sujets ponctuels une approbation dépassant ses frontières ordinaires. Une majorité cherche à s'appuyer sur ces consensus, mais ils sont nécessairement rares et éphémères. Avant de se dire allié, il faut se diviser au jour de l'élection.

La cohabitation échappe aux électeurs. Elle résulte de combinaisons entre les partis auxquelles les électeurs n'ont guère de part. Elle résulte aussi des chances du président de la République, celui d'aujourd'hui pour se maintenir, celui de demain pour être investi. La cohabitation n'est pas la suite logique des opérations électorales de 1986 ; elle n'est que du temps suspendu, le recours à une procédure que certains choisissent et d'autres refusent ; les uns croyant tirer profit des partis et les autres craignant d'en être étouffés. Il est clair par exemple que la voie suivie dès l'origine par M. Barre, en dehors des partis, était, pour lui, la seule qui convint. Fait-il école ?

Le problème avec M. Fabius, c'est qu'il cohabite avant que la question ne se pose ou ne l'impose. La mise entre parenthèses de toute politique que cela représente fait d'ores et déjà le fond de son discours. D'où ce recours immédiat aux chiffres, supposés idéologiquement neutres dans leur énoncé, d'où des silences proprement extravagants sur ces thèmes-clés de la gauche que sont la délinquance, les étrangers, les contrôles d'identité, la peine de substitution (I) à la peine de mort, la Cour de sûreté de l'Etat (d'ailleurs déjà plus ou moins rétablie dans les faits) ou la restauration de la loi anticasseurs.

Encore que ce soit être hon apôtre de parler de silence plutôt que d'approbation tacite. C'est un comportement sinon de défaite du moins de repli ; assurément l'attitude de quelqu'un qui propose la négociation avant que n'en sonne l'heure. Mais c'était brûler les étapes.

Ainsi s'explique l'« autocorrection » de M. Fabius, mercredi à l'Assemblée ; ainsi s'explique que, événement inhabituel à même insolite, des collaborateurs du premier ministre alertent, en tant que tels, pris la défense de leur patron dans ses colonnes. Un plaidoyer avant tout destiné à démontrer que l'image de neutralité idéologique donnée par M. Fabius n'était pas la bonne, ou n'était plus. Et d'insister sur des différences avec M. Chirac largement passées inaperçues au moment du débat.

Il y avait en effet urgence, car s'en remettre à la neutralité idéologique, c'est ni plus ni moins nier la nécessité du débat politique, c'est prophétiser sa mort, au profit d'un ne sait quelle ENA dont le compétence serait étendue au concours de l'Elysée.

C'est aussi une forme de mépris pour la politique qu'on était accoutumé jusqu'ici de voir fleurir du côté de la droite dite « populaire ». Même si, dans ce cas, la « populaire » serait en gents à crispin, attributs de l'escrimeur, comme chacun sait.

L'actualité croquée avec tendresse et férocité



Prix 59F

Une co-edition

La Découverte / Le Monde

هكذا من الأصل

50.10.1985

LA DISCUSSION BUDGÉTAIRE A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Travail, emploi : l'aide aux chômeurs égale le déficit budgétaire

Une fois encore, les députés socialistes se retrouveront seuls, le jeudi 31 octobre à l'Assemblée nationale, pour adopter le budget du ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle ; ceux du RPR, de l'UDF et du PC voteront contre. Ces crédits, de 65 500,05 millions de francs, sont en augmentation de 9,1 % par rapport à 1984, et représentent 5,76 % de l'ensemble des dépenses de l'État.

M. Michel Delebarre dispose du deuxième budget civil de l'État. On peut y voir deux raisons : la preuve de l'importance accordée par le gouvernement à la défense de l'emploi ou la confirmation que les socialistes n'ont pas su lutter contre l'importance du chômage, et doivent donc consacrer à ceux qui en sont les victimes de plus en plus d'argent. Selon que vous serez dans l'opposition ou dans la majorité, c'est bien entendu l'une ou l'autre de ces explications que vous retiendrez. Selon ce critère là aussi, les communistes ont clairement choisi leur camp. S'il y a un sujet où ils critiquent sans concession l'action gouvernementale, c'est bien celui de la situation de l'emploi.

M. Dominique Freleut (PC, Hauts-de-Seine), rapporteur de la commission des finances, fonction oblige, a donné de cette position une justification chiffrée : additionnant l'ensemble des dépenses qui doivent être consacrées à l'aide aux chômeurs, il a constaté que « le traitement social du chômage est une charge de plus en plus lourde », son coût représentant « 3 % du produit intérieur brut, soit l'équivalent du

déficit budgétaire prévu pour cette année » ; sa conclusion est simple : « Le chômage est bien la cause majeure de la tendance à l'augmentation des prélèvements obligatoires ». Cette situation est pour lui d'autant plus dommageable qu'elle entraîne le budget de ce ministère à être essentiellement « un budget de gestion des retraites et du chômage » au lieu d'être un « budget dynamique » de promotion de l'emploi. Argument qui fut aussi développé par les orateurs de la droite.

M. Alain Bocquet (PC, Nord) fit de cette situation une analyse plus directement politique : le chômage, « cancer de la société capitaliste », n'est pas une « fatalité », et s'il se développe c'est parce que les socialistes continuent « la politique d'avant 1981 ». Le premier secrétaire de la fédération communiste du Nord profita de ce débat budgétaire pour commencer la campagne électorale en accusant personnellement M. Delebarre, qui figurera sur la liste socialiste dans ce département : « Vous mettez, monsieur le ministre, un zèle particulier à faciliter la tâche du patronat ».

Les limites de la flexibilité

Le ministre répondit avec la même vivacité : « Vous tentez de faire oublier que le PC a figuré au gouvernement un an après la mise en vigueur de la politique de rigueur [...] Votre logique vous amène à dire qu'il faut mettre en plein jour, et, tout au long de son discours, M. Delebarre s'efforça de

montrer que son action se situait dans la continuité de celle de son prédécesseur, M. Jack Ralite.

La droite eut plus d'un point commun avec les communistes. Ainsi M. Antoine Gissinger (RPR, Haut-Rhin), rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, regretta que les moyens de contrôle des fonds consacrés par les entreprises à la formation de leurs salariés soient réduits. En revanche, sa défense et illustration de la « flexibilité » fut d'autant plus combattue par le PC qu'il accusa le PS de la préparer, mais elle fut aussi critiquée par les socialistes, pour lesquels elle se traduit par la demande de suppression de l'autorisation administrative de licenciement. M. Delebarre fit remarquer que celle-ci fut créée en 1975 lorsque M. Jacques Chirac était premier ministre et que les raisons invoquées alors : « S'assurer qu'un plan social a été discuté et négocié par les partenaires de l'entreprise », restaient d'actualité.

Même si les socialistes estiment, comme le dit M. Michel Coffineau (PS, Val-d'Oise), que « ce budget est le meilleur possible dans la conjoncture budgétaire actuelle », et si M. Marie-France Lecuir (PS, Val-d'Oise), rapporteur de la commission des affaires culturelles, se félicita que le chômage soit maintenant moins important en France que dans le reste de l'Europe, contrairement à la situation de 1981, ils n'ont pas caché les « ombres ». Leur réclamation a au moins amené le ministre à leur donner partiellement satisfaction : grâce à un redéploiement des crédits du ministère, il sera possible de financer 30 000 stages « seize-dix-huit ans », et non pas 15 000 comme il avait été initialement prévu.

Tous les orateurs socialistes, mais les « rocardiens » avec une force particulière, demandèrent une politique d'aménagement du temps de travail, permettant un « partage du travail », pour lutter contre le chômage. Mais cela sans remettre en cause la législation du travail, ce que demande pourtant la droite, qui, pour reprendre l'expression de M. Jean Royer (NI, Indre-et-Loire), « le droit du travail ne doit pas freiner le droit au travail ». Comme le dit M. Delebarre : « On ne peut, au nom d'une défense de l'emploi illusoire et mensongère, brader les droits de 17,5 millions de salariés ». Quel qu'en disent les communistes, il y a là une différence fondamentale entre les socialistes et la droite.

Th. B.

LE SÉNAT ET LA FORÊT

Le Sénat a examiné à deux reprises, jeudi 31 octobre, le projet de loi relatif à la gestion, la réaffectation et la protection de la forêt (le Monde daté 11, 12-13 mai, 23-24 juin et 6 octobre). Si de nombreux amendements tendant à rétablir le texte voté en première lecture ont été adoptés, ils ne revêtent guère de caractère irréductible avec l'Assemblée nationale. Sur le chemin du consensus, deux amendements du gouvernement ont été votés. L'un tend à modifier l'Assemblée nationale à l'Assemblée nationale, à organiser un système interprofessionnel - c'est-à-dire de permettre aux agents économiques intéressés à la filière bois d'entreprendre des actions concertées dont le bon déroulement soit garanti par l'Etat, et ce dans un cadre régional ; le second amendement étend aux commissaires de la République ce qui dans le texte relevait de la compétence des maires, à savoir la possibilité de renforcer les obligations de débroussaillage qui seront désormais obligatoires dans un rayon de 50 mètres autour des habitations. - A. Ch.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
AUJOURD'HUI

OUTRE-MER : l'annonce d'un « paquet-cadeau » !

Tout arrive ! M. Georges Lemoine a fait savoir, jeudi soir, qu'il annoncera mardi 5 novembre, à l'occasion de l'examen de son projet de budget par l'Assemblée nationale, une série de « mesures » tendant, dans les départements d'outre-mer, à réduire les inégalités sociales et à accélérer le développement économique. Le secrétaire d'Etat aux DOM-TOM réserve aux députés la primeur du détail du « plan » prévu par le gouvernement mais il a précisé que ces mesures procéderaient d'une double priorité : la relance des activités productives et l'amélioration de la formation professionnelle des jeunes.

Sous réserve d'inventaire il s'agit donc, pour la première fois depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir, de l'esquisse d'une nouvelle politique économique et sociale pour l'outre-mer. Il aura donc fallu le temps d'une législature pour que les socialistes se libèrent des préoccupations institutionnelles qui les ont complètement absorbés - pour ne pas dire obnubilés - jusqu'à présent, dans leur approche des problèmes économiques et sociaux des anciennes colonies. Si les intentions de M. Lemoine trouvent une concrétisation, il aura notamment fallu attendre plus de cinq ans pour que la majorité élimine, par exemple, cette disposition, indigne, subsistant outre-mer en vertu de laquelle on supprime le versement de certaines prestations sociales (en particulier l'allocation logement) aux chômeurs si ceux-ci demeurent trop longtemps sans activité professionnelle, alors que dans ces départements le chômage sévit à l'état endémique et atteint des taux de 30 % !

L'annonce de ces « mesures » répond évidemment aux cris d'alarme répétés de tous les élus locaux de gauche qui ne cessent de mettre en garde le pouvoir contre le « risque » de « troubles graves » et d'« explosion sociale », non seulement dans les départements concernés indépendamment - et où les affrontements de juillet en Guadeloupe ont donné la mesure de ce « risque » - mais aussi à la Réunion, où les indépendantistes déclarés sont à peine groupés et où, pourtant, la tension sociale apparaît croissante. Dans cette lie de l'océan indien la « révolte des collègues », qui a provoqué de nombreux incidents, début octobre, avant la ren-

Au Front national LES CONTESTATAIRES DE VAUCLUSE ACCENTUENT LEUR PRESSION

A la veille du congrès du Front national qui se réunit les 1^{er}, 2^e et 3^e novembre à Versailles, les militants contestataires de Vaucluse, proches de M. Jean-Maurice Domergue, ancien député poujadiste du Finistère, ont accentué leur pression sur l'état-major du parti de M. Jean-Marie Le Pen.

Leur chef de file Incel, M. Hugues d'Alauzier, a renouvelé mercredi 30 octobre ses critiques contre le secrétaire général du mouvement, M. Jean-Pierre Stirbois. Il a exprimé l'intention de déposer une motion demandant une amélioration des méthodes de travail de l'équipe dirigeante du parti. Il a également confirmé la création d'un « comité de vigilance » ayant pour objet d'organiser au niveau national une concertation des militants du Front national insatisfaits de la vie interne du mouvement telle qu'elle s'est organisée sous l'autorité de Jean-Pierre Stirbois.

M. d'Alauzier a ajouté que si lui-même et ses amis n'étaient pas entendus au cours du congrès de Versailles le « comité provisoire » constitué à Orange le 11 octobre « débouchera immédiatement sur une extension à tous les départements du Front d'opposition nationale créé en Corse [après la scission survenue dans ce département] afin de rallier l'ensemble des militants partageant ces préoccupations ».

« Je demande », a indiqué M. d'Alauzier, que les listes aux législatives soient établies par le vote des militants départementaux et non pas par la clique Stirbois, qui est « le plus grand diviseur commun du parti ».

Rappelant que M. d'Alauzier est un ancien membre du Centre national des indépendants et paysans, M. Le Pen a estimé que « cette question n'occupera pas beaucoup de temps lors du congrès ».

trée scolaire, à propos de simples problèmes de cantine, a été, elle aussi, révélatrice.

La prochaine visite de M. François Mitterrand aux Antilles, maintes fois annoncée depuis le début du septennat, mais confirmée désormais pour le mois de décembre, n'est certainement pas étrangère, non plus, à l'initiative gouvernementale.

Il est à craindre, malheureusement, que la volonté affichée par le gouvernement ne suscite quelque scepticisme, y compris au sein de la majorité. Les mesures qui seront présentées mardi pour 1986 avaient déjà été prévues... en septembre 1984, dans les colonnes du Monde, pour application dès 1985 ! Le volontarisme de M. Lemoine n'est pas en cause. Une fois de plus, c'est l'intendance (le budget) qui n'avait pas suivi. Le chef du gouvernement, notamment, n'avait pas donné suite - sous la pression, dit-on, du ministre de la défense - à la décision annoncée par M. Lemoine, en nom des impératifs de solidarité, de geler à la date du 1^{er} janvier 1985 les avantages qui s'ajoutent, outre-mer, aux traitements des fonctionnaires (primes de vie chère, index de correction). Or, à l'époque, dans l'esprit du secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, cette disposition conservatoire devait se prolonger

très vite par une révision globale du régime salarial des fonctionnaires. Il était envisagé d'opérer sur les primes dont bénéficient ceux-ci un prélèvement qui eût été affecté au financement des logements sociaux afin de contribuer, surtout, à la résorption des bidonvilles. A de rares exceptions près, les élus locaux n'avaient guère encouragé ce projet, et les ambitions de M. Lemoine sur ce point sont devenues beaucoup plus limitées.

Les circonstances dans lesquelles les « mesures » en question seront débattues en Parlement entrent également dans les ambiguïtés qui affectent les orientations du pouvoir. Le chef du gouvernement s'est refusé à organiser un véritable grand débat d'orientation sur sa politique outre-mer, comme le souhaitent notamment les députés socialistes. Il a simplement été décidé que la discussion du projet de budget des DOM-TOM pourra durer plus longtemps que prévu afin que M. Lemoine inscrive ce débat dans une présentation du bilan de l'action de la gauche depuis 1981.

Il conviendrait que le « paquet-cadeau » ainsi promis pour mardi soit bigrement bien « ficelé » pour que les populations locales, désenchantées, puissent le prendre vraiment au sérieux.

ALAIN ROLLAT.

SITUATIONS 86

BAS-RHIN : l'ancien premier secrétaire du PS annonce sa propre liste

De notre correspondant

Strasbourg. - M. Georges Hoffmann, premier secrétaire du PS du Bas-Rhin de 1981 à 1983, a annoncé jeudi 31 octobre, son intention de constituer sa propre liste pour les législatives sous l'étiquette « Socialisme maintenant ». Après la démission du maire rocardien de Schiltigheim, M. Alfred Muller, ce sera la troisième liste issue des rangs du PS, dont la commission exécutive fédérale soutient le député sortant, M. Jean Oehler (le Monde des 30 et 31 octobre).

M. Hoffmann a expliqué sa démarche par le souci d'affirmer « l'engrègement à gauche » et de refuser « l'abandon de la ligne de rupture avec le capitalisme, incarné par la politique de rigueur, qui entraîne la large désaffection de notre électorat ». Il a promis dans une quinzaine de jours une liste complète pour les législatives et pour-étre pour les régionales. L'ancien premier secrétaire du Bas-Rhin, mis en minorité après une sérieuse querelle avec plusieurs élus du PS en 1983 avait voulu présenter une motion « Socialisme maintenant » au congrès fédéral puis au Congrès de Toulouse. Elle n'a pas abouti, et la fédération bas-rhinoise s'était partagée entre les deux motions « officielles », tandis que les amis de M. Hoffmann ne prenaient pas part au scrutin.

L'actuel premier secrétaire, M. Claude Fritsch, a réagi brièvement à l'annonce d'une liste Hoffmann : « Nous enregistrons la déclaration de notre camarade dont il ne faut pas surestimer la représentativité ». La fédération avait déjà rappelé, au moment du départ de M. Alfred Muller, qu'une candidature, décidée sans le faire, était une faute majeure.

M. Hoffmann, par ailleurs, a signé un protocole d'accord à Paris, mardi dernier, avec le Mouvement pour un parti des travailleurs (trakté) qui devrait lui faciliter « l'expression libre » dans le journal du mouvement, Informations ouvrières.

J. F.

[Les idées de « Socialisme maintenant » s'expriment dans la revue Réflexions, publiée à Strasbourg (22, avenue de la Marcelliste 67000 Strasbourg). Néanmoins, M. Hoffmann compte des amis dans d'autres départements, notamment le Rhéun. Les défenseurs de « Socialisme maintenant » de ce département affirment, dans une lettre du 12 septembre, adressée au secrétaire national du PS que « plusieurs centaines de responsables, élus et militants [...] de plus de trente départements », soutiennent la tentative de dépôt d'une motion « Socialisme maintenant ».

A la direction du PS, on fait valoir que les amis de M. Hoffmann ne comptent pas de représentants au comité directeur et ne pourraient donc, aux termes des statuts, déposer une motion nationale. Le groupe Hoffmann est considéré, de même source, comme composé d'« éléments extrêmement minoritaires, opposés par nature, qui n'ont jamais assumé le fait gouvernemental ».

PRÉCISION. - Une erreur de transmission nous a fait écrire, dans nos premières éditions datées du 30 octobre, que M. Jean-Paul Planchou, dont les militants socialistes de Mayenne ont rejeté la candidature comme tête de liste pour les législatives dans leur département, n'a pas l'intention de faire appel de cette décision devant la convention nationale du PS des 9 et 10 novembre. En fait, cette convention nationale est souveraine. Il n'est donc pas possible d'indiquer, comme nous le faisons, que M. Planchou ne sera pas candidat en Mayenne.

MAITRISE de L'ENERGIE

LA BAISSÉ DES PRIX DE L'ÉNERGIE
une occasion de préparer l'avenir

L'INVITÉ DE MAITRISE

Robert Chapuis, député de l'Ardèche
président de la Mission d'information parlementaire
sur le bilan de la maîtrise de l'énergie

MARDI 5 NOVEMBRE
DANS « LE MONDE »
DATE 6

L'INNOVATION DANS LE BATIMENT

- La « domotique », vous connaissez ?
- La terre, nouveau matériau ?

société

UN ENQUÊTEUR SUR LES TROTTOIRS PARISIENS

Ces adolescents qui se prostituent

ÉDUCATION

Le Nord manque d'instituteurs

Les départements du nord de la France manquent d'instituteurs et ne parviennent pas à les recruter sur place. Une série de concours organisée dans les académies de Lille et d'Amiens avant la rentrée scolaire n'a permis d'admettre que cinq cent vingt-cinq candidats pour neuf cent dix postes à pourvoir. Pour résoudre ce problème, les académies ont décidé d'ouvrir des centres d'examen à Toulouse, Strasbourg et Rennes pour un second concours, le 25 novembre. Cette pratique ne remet pas en cause formellement le principe du recrutement départemental des instituteurs, mais le ministère de l'éducation nationale ne cache pas sa volonté d'encourager les candidatures venues des académies « occidentales ». Dans ce dessein, et pour la première fois dans un concours de la fonction publique, les candidats aux concours de Lille et d'Amiens pourront s'inscrire par Minitel.

IMMIGRATION

Nouvelles protestations contre le racisme

A la suite de l'expulsion de leur domicile d'une centaine de familles des quartiers de Belleville et de Barbès à Paris, l'Union des travailleurs arabes de France a protesté, jeudi 31 octobre, contre la « dégradation constante » de la situation des travailleurs immigrés. Son porte-parole a déclaré que « la communauté arabe était l'objet d'un rejet systématique, en butte à une discrimination humiliante et vexatoire ». Le président français de l'Union nationale des associations familiales, M. Roger Burnel, reçu le 31 octobre par le président de la République, a également plaidé la mort du racisme. « Nous représentons aussi les familles étrangères et nous sommes préoccupés », a dit M. Burnel.

SCIENCES

Mort du physicien soviétique E.-M. Lifchits

Le physicien soviétique Evgueni Mikhaïlovitch Lifchits vient de mourir, a annoncé le quotidien *Izvestia*. Né en 1916 à Kharkov (Ukraine), Lifchits était membre de l'Académie des sciences d'URSS depuis 1979. Spécialiste de physique théorique, il a travaillé dans divers domaines, notamment dans celui des basses températures. Il est, avec Lev Landau, co-auteur d'un *Cours de physique théorique* traduit en de nombreuses langues, notamment en français.

MÉDECINE

L'ANNONCE D'UN NOUVEAU TRAITEMENT SUR LE SIDA FAIT MONTER LES ACTIONS DE SANDOZ

L'annonce de l'utilisation de la ciclosporine dans le traitement du SIDA par trois médecins de l'hôpital Laennec a eu un effet immédiat sur les actions boursières de la multinationale Sandoz, fabricant du produit. A la Bourse de Zurich, les actions au porteur de Sandoz ont terminé le 31 octobre à 9300 F contre 8500 F le 28 octobre (AFP). Aux Etats-Unis, les responsables d'une filiale de Sandoz basée à East-Hanover (New-Jersey) ont annoncé que des essais utilisant la ciclosporine pourraient commencer dans quelques semaines, sans préciser toutefois combien de malades atteints du SIDA participeraient à cette expérimentation ni comment ils seraient choisis (UPI).

Le professeur Denys Pellerin (Necker-Enfants-Malades), président de la commission médicale consultative à l'Assistance publique, a appelé, le 31 octobre, à la « plus grande prudence » après l'annonce de ce nouveau traitement.

Des renseignements sur le SIDA, ses caractéristiques, son degré de contagion et les progrès des traitements curatifs sont maintenant accessibles par Minitel, grâce à la banque de données de La Villette. L'accès à cette banque se fait par le 36-14-91-66, code « Sevil », mot clef « SIDA ».

En Suisse, la société Migros, la plus grande chaîne suisse de distribution, a accepté, à la demande des autorités fédérales, de vendre des préservatifs pour lutter contre le SIDA. Elle l'a fait à son corps défendant, car son fondateur, Gottlieb Dittweiler, homme privé, entendait respecter certains principes : pas de ventes d'alcool, de cigarettes ou de préservatifs (Reuters).



CAPEL n'a pas peur des plus grands que lui

CAPEL, prêt à porter hommes grands, hommes forts : 74, boulevard de Sébastopol Paris 3^e • 26, boulevard Malesherbes Paris 8^e • Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15^e • 13, rue de la République 93001 LYON

GRACE A L'ACTION SUR LE TERRAIN ET A UN NOUVEAU MÉDICAMENT

La « cécité des rivières » devrait être bientôt vaincue

La lutte contre l'onchocercose, la fameuse « cécité des rivières », s'intensifie en Afrique. Lancé en 1974, le programme international va s'étendre aux pays côtiers d'Afrique occidentale (Guinée, Sénégal, Gambia, Sierra Leone). Cette extension permettra de protéger huit millions de personnes supplémentaires contre cette maladie parasitaire, grande cause de cécité, et d'empêcher une réinvasion de la mouche noire ou « simule » qui véhicule le vers parasite vers les pays de l'intérieur.

Commencé en 1974, le programme de lutte contre la cécité des rivières a connu un succès considérable, puisque dans les sept pays concernés (Niger, Burkina-Faso, Mali, Togo, Bénin, Ghana, Côte d'Ivoire) la transmission de la maladie a été virtuellement stoppée grâce à l'épandage aérien d'insecticides sur les sites de reproduction de la mouche noire

dans les rivières. Plus de trois millions d'enfants nés depuis le début des opérations ont ainsi pu grandir sans être exposés à ce mal.

Pour « couvrir » les onze pays de l'Afrique de l'Ouest, dans lesquels 24 millions de personnes sont exposées à l'onchocercose, seize gouvernements et organisations internationales donateurs ont décidé d'établir un nouveau plan d'action de six ans. A l'issue d'une conférence de deux jours qui vient de se tenir à Paris, la Banque mondiale a indiqué que 110 millions de dollars avaient été rassemblés. Selon les experts, 23 millions de dollars supplémentaires permettraient de financer ce programme jusqu'en 1991. Les donateurs sont la RFA, l'Arabie Saoudite, la Belgique, le Canada, les Etats-Unis, la Finlande, la France (pour 45 millions de francs), l'Italie, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Suisse, le Fonds de l'OEPE pour le développement

international, l'OMS, le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et la Banque Mondiale.

D'autre part un nouveau médicament, l'ivermectine, a été expérimenté avec succès pour le traitement de l'onchocercose humaine. Les premiers essais, dans plusieurs pays d'Afrique, ont démontré son efficacité (en dose unique) et sa bonne tolérance, ce qui le distingue des deux médicaments utilisés jusqu'à présent, la diéthylcarbamazine et la suramine, actifs, mais bien souvent mal tolérés.

Selon le professeur Larivière (hôpital Saint-Louis), on peut aujourd'hui espérer que « des distributions de masse de ce médicament, complémentaires de la lutte anti-simule, permettraient de triompher en quelques années de la cécité des rivières ».

F. N.

Enracinement historique et avenir technologique

(Suite de la première page.)

L'enracinement historique qui doit empêcher les nouvelles machines de se nourrir vite, il est culturel plus encore que politique. Quand on célèbre de nouveau Corneille, les présentateurs du journal télévisé l'ont peut-être dit et ne diront plus, comme l'autre soir à propos du *Greenpeace* : « Comme le dit le dicton populaire : Et le combat cesse faute de combattants ». L'année Victor Hugo aura justement gagné des lecteurs par milliers à une gloire du passé dont le prestige avait à tort décliné. Et l'Année Bach, fâchée plus timidement puisqu'il ne s'agit pas d'une gloire nationale, aura fait comprendre à d'autres que la grandeur de l'Europe, c'est aussi la joie musicale née dans le passé — plutôt que la passion tumultueuse commune pour le vivant Bruce Springsteen.

Ne méprisons pas pour autant le passé fictif. Pendant des décennies, l'enseignement de l'histoire de France dès l'école primaire a permis l'assimilation des enfants d'immigrés : Polonais, Italiens, Allemands, ils devenaient pleinement français en devenant les descendants de Vercingétorix, de Jeanne d'Arc et des « Poilus » de la Marne. Surtout, il se trouva qu, aujourd'hui, il ne faut pas trop compter sur l'histoire pour faire progresser une intégration à laquelle fait obstacle moins la relation au passé que l'absence de débouché professionnel.

Notre système éducatif ne favorise guère la préparation intellectuelle au développement technologique sans lequel l'industrie économique ne sera jamais retrouvée. Les meilleures études sur nos échecs et nos retards mettent l'accent sur les causes éducatives (3), notamment sur l'accumulation des inconvénients de la non-sélection et de l'hyper-sélection, tout au long de la formation, donc historiquement, dans la technologie allemande réalisée par Goethe. Il est alors naturel de voir l'équipe de son institut préoccupée de la place de l'Europe (4).

Il faudrait aussi écarter la nouvelle querelle sur l'Etat, sa présence ou son absence. Partout, à commencer par le Japon, l'argent public a contribué fortement au développement technologique. Qu'on discute de la méthode, mais qu'on ne fasse pas comme s'il y avait confit sur le principe. De plus, il se trouve précisément que le retard éducatif nécessite une action gouvernementale, sauf à considérer qu'il faudrait entièrement privatiser l'enseignement. Il s'agit bien de transformer la formation, y compris par la réorientation de nombre de formateurs. Comment y parvenir tout en maintenant, tout en approfondissant l'insertion culturelle, donc historique, sans laquelle la technologie créerait une société déboussolée et insipide ? Si seulement le débat électoral pouvait porter sur cette interrogation-là...

ALFRED GROSSER.

(3) Notamment P. Decler, J.-L. Leves, L.C. Tourret, *Les Dossier noirs de l'industrie française. Echecs, handicaps, espoirs*, Fayard, 1985.

(4) Qu'on compare par exemple les implications de N. Ponzil, *Totale Kontrolle* (Hamburg, Rowohlt, 1985) avec le bilan pondéré et délaissé de P.-A. Mercur, F. Pissard et V. Scardigli, *La Société digitale*, Seuil, 1984.

(5) Voir la conclusion inépuisable de la collègue et ami du prix Nobel, parue à quelques jours de l'attribution du prix : Hans Quasthoff, *Kristallene Krisen*, Mikrocirkuitronik, Wege der Forschung, Kampff von Mächt, Munich, Piper, ouvrage qu'on doit souhaiter voir traduit.

RELIGION

LA PRÉPARATION DU SYNODE ROMAIN

Pétitions et contre-pétitions

A l'approche du synode extraordinaire du 24 novembre prochain à Rome, une dizaine de mouvements catholiques (1) viennent d'écrire à Mgr Jean Vilain, qui représentera l'épiscopat français, afin de lui faire part d'un certain nombre de « préoccupations ».

Réagissant que les laïcs n'aient pas été associés à la préparation de cet événement, ils partagent le jugement globalement positif exprimé par l'épiscopat sur les résultats du Concile (ouverture au monde, actualisation, liberté religieuse, définition du « peuple de Dieu »). Mais s'appuyant sur les interventions romaines touchant à la théologie de la libération ou à la catéchèse française, ces mouvements se disent « troubles » et « heurtés », craignant de la part des autorités de l'Eglise un « refus du légitime pluralisme théologique et pastoral ».

Invocant un droit de libre expression dans l'Eglise, ils comptent sur les encouragements des évêques français à « poursuivre dans la voie du renouveau conciliaire et de

l'affirmation de la responsabilité propre des Eglises particulières ».

Plus radicale est la démarche suivie par les promoteurs de l'appel de Montpellier, qui, depuis mai dernier, ont recueilli sept mille signatures de laïcs et de prêtres : leur rencontre nationale de deux cent cinquante délégués dans l'Hérault, les 19 et 20 octobre dernier, a adopté un « message au peuple de Dieu », dans lequel il est souligné que « l'Eglise renonce aux pratiques de gouvernement autoritaires calquées sur les pouvoirs de ce monde ». Ce texte demande un accroissement de la place des laïcs, notamment des femmes, dans l'Eglise, et une plus grande collégialité des évêques.

Ces prises de position contre le pouvoir central de l'Eglise avaient suscité, dès le mois de juin dernier, un mouvement de réaction animé par quatre prêtres du Maine-et-Loire et de Vendée. Se voulant porte-parole de « curés de campagne », ils ont fait circuler une lettre de fidélité au pape, qui, à ce jour, avait recueilli treize mille signatures. Elle dénonce « l'exercice de division qui fait des ravages, non seulement à l'intérieur des communautés religieuses, des paroisses, mais au cœur même de l'Eglise ». Les signataires refusent « cette autre religion, sans dogmes et sans magistère, que l'on voudrait [leur] imposer » (2).

H. T.

Aux Etats-Unis LE GOUROU BHAGWAN ACCUSÉ D'ÊTRE UN « DANGER PUBLIC » PAR UN PROCUREUR FÉDÉRAL

Charlotte (AFP) — Le gourou indien Bhagwan Shree Rajneesh, qui comparaitrait, jeudi 31 octobre, devant un juge de Charlotte, en Caroline du Nord, a été accusé par un procureur fédéral d'être un « danger public ».

Le juge doit décider si le gourou, qui avait été arrêté lundi à l'aéroport de cette ville, alors qu'il tentait de quitter les Etats-Unis pour échapper à la justice, sera reconduit dans l'Oregon, où il est sous le coup de plusieurs inculpations.

« Je pense qu'il y a un danger réel et immédiat pour les autorités chargées de cette affaire. Nous découvrons que des personnes liées à Bhagwan Shree Rajneesh agissent pour le protéger de la main de justice », a affirmé le procureur adjoint de l'Oregon, M. Robert Weaver. Il a estimé que le gourou ne devait pas bénéficier d'une libération sous caution.

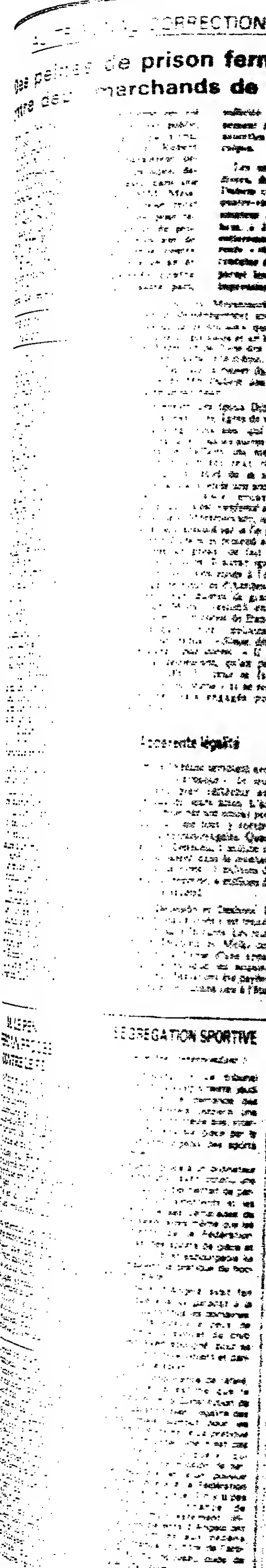
Lundi, un agent des services d'immigration avait affirmé au juge de Charlotte chargé du dossier que des fidèles du gourou avaient projeté d'assassiner deux magistrats de la ville de Portland (Oregon), le procureur de cette localité, M. Charles Turner et le procureur général de l'Etat, M. David Frohnmayer. Ces derniers enquêtent sur les activités de Bhagwan dans l'Oregon, où est établie la secte.

(1) Ces mouvements sont les suivants : Action catholique des membres de l'enseignement catholique (ACMEC) ; Action catholique des milieux scolaires et sociaux (ACMSS) ; Fédération nationale des catholiques professionnels (FNACP) ; Fraternité catholique des malades et handicapés (FCMH) ; Fraternité catholique des jeunes de France (FCJF) ; Mouvement rural de la jeunesse chrétienne (MRJC) ; Partage et rencontre : Vivre ensemble l'Evangile aujourd'hui (VEEA-AJC) ; La Vie nouvelle.

(2) F.A. Moreau, 36, avenue de la Blancherie, 49000 Angers.

« Mort du cardinal Maurice Roy ». L'ancien archevêque de Québec est décédé le 24 octobre à l'hôpital général de la ville. Il était âgé de quatre-vingts ans. Cardinal en 1965, il a été le premier président de la commission pontificale Justice et Paix, et son nom restera attaché à la lettre apostolique de Paul VI sur l'enseignement social de l'Eglise, publiée pour le quatre-vingtième anniversaire de l'encyclique *Rerum Novarum*, et plus connue sous le nom de « Lettre au cardinal Roy » (14 mai 1971). Sa mort ramène le Sacré Collège à 105 cardinaux, dont 116 âgés de moins de quatre-vingts ans et donc éligibles du pape en cas de conclave.

« BASKET-BALL : coupes d'Europe ». L'Allemagne a été battue (89-81), jeudi 31 octobre, à Salomon, en match aller du deuxième tour de la Coupe d'Europe des clubs champions.



هكذا من الأصل

AU TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE GRASSE

Des peines de prison ferme sont requises contre deux marchands de tableaux parisiens

Grasse. — Des peines de prison ferme ont été requises, jeudi 31 octobre, par le ministère public, contre deux marchands de tableaux parisiens, MM. Arthur Melki, cinquante ans, et Robert Schmitt, soixante-cinq ans, qui comparaissent depuis le 30 octobre, avec neuf autres inculpés, devant le tribunal correctionnel de Grasse dans une importante affaire de tableaux volés. MM. Melki et Schmitt sont poursuivis, la première pour recel aggravé, faux et usage de faux, la seconde pour recel aggravé. M^{re} Brigitte Sibet, substitut du procureur de la République, a réquis trois ans de prison et 2 millions de francs d'amende contre M. Melki et réquis une condamnation à un an de prison et 1 600 000 francs d'amende contre M. Schmitt. Le ministère public a, d'autre part,

solicité des peines allant de huit mois d'emprisonnement avec sursis à quatre ans ferme, également assorties d'amende, à l'encontre des autres inculpés.

Les onze prévenus ont à répondre, à des titres divers, du vol et de la dispersion de la collection Duhem commise au préjudice de M^{re} Nelly Duhem, quatre-vingt-neuf ans, fille adoptive du peintre et amateur d'art Henri Duhem. La villa de M^{re} Duhem, à Jean-les-Pins (Alpes-Maritimes), avait été entièrement dévalisée, en 1983 et 1984, par différents « visiteurs », qui ont dérobé puis écoulé une centaine de toiles de la collection qu'elle contenait, parmi lesquelles d'importantes œuvres de maîtres impressionnistes.

blissement de factures. Mais si le montant de ces factures correspondait bien aux sommes perçues par Duhem, la détermination des tableaux, en revanche, était incertaine et leur provenance dissimulée. En ce qui concerne, enfin, Schmitt, à qui Melki a vendu deux importantes toiles de Pissarro (*Vue de Paris*) et de Monet (*Moire, bord de Loire*), on entre dans un système beaucoup plus complexe. Les transactions, dans ce dernier cas, se sont opérées par l'intermédiaire de deux sociétés de droit panaméen domiciliées en Suisse et ayant un contrat d'achat-vente avec Schmitt. Après avoir été exportées en Suisse, les toiles sont revenues à Paris pour y être proposées à la vente.

Six jours après l'arrestation de Melki, elles ont été soudainement réexpédiées à leurs propriétaires. A l'audience, Melki et Schmitt ont affirmé qu'ils n'avaient pas eu connaissance de l'origine frauduleuse des tableaux volés au domicile de M^{re} Duhem. « J'ignorais tout de l'existence de cette collection et, a fortiori, qu'elle devait revenir à l'Etat », a déclaré, pour sa part, Schmitt, considéré comme l'un des meilleurs spécialistes de l'impressionnisme et directeur de l'une des deux plus importantes galeries de Paris. Melki se sert pour s'écarter, par sa part, de trouver des tableaux de grande valeur entre les mains d'un modeste infirmier autrichien qui lui avait été présenté comme le maître d'hôtel, comble de cadeaux, de M^{re} Duhem.

Après deux journées d'audience, les débats devant le tribunal correctionnel de Grasse devaient reprendre le lundi 4 novembre.

GUY PORTEY.

Apparente légalité

Les seurs Diblanc semblent avoir participé à l'« arnaque » de leurs parents sans bien réfléchir aux conséquences de leurs actes. L'une d'elles était mue par son amour pour Lauer qui, lui, n'est tout, y compris ses relations extracônjugales. Quant à Dédicaco et Desbous, 1 million de francs les séparent dans le moment de leurs transactions : 3 millions de francs pour le premier, 4 millions de francs pour le second.

Jusqu'à Dédicaco et Desbous, la vente des tableaux volés s'est traitée en espèces et sans factures. Les relations entre Desbous et Melki ont pris, ensuite, la forme d'une apparente légalité puisque les acquisitions faites par Melki ont été payées par chèques et ont donné lieu à l'éta-

SÉGRÉGATION SPORTIVE

(De notre correspondant.)

Strasbourg. — Le tribunal civil de Strasbourg a rejeté, jeudi 31 octobre, la demande des parents d'Angela Lezzerio, une adolescente de treize ans, interdite de hockey sur glace par le Club strasbourgeois des sports de glace.

Angela, grâce à un ordinateur mal renseigné, avait obtenu une licence qui lui permettait de partager les entraînements et les matches de ses camarades de l'autre sexe, alors même que les règlements de la Fédération française des sports de glace et celui du club strasbourgeois lui interdisaient la pratique du hockey sur glace.

Le père d'Angela avait fait valoir que c'était la loi garantissant la femme, dans tous les domaines, des droits égaux à ceux de l'homme. L'avocat du club strasbourgeois avait souligné, pour sa part, le caractère violent et dangereux de ce sport.

Dans l'ordonnance de référé, le tribunal a estimé que la préférence de la Constitution de 1946 garantissant bien l'égalité des sexes, mais surtout pour les libertés publiques, « la pratique d'un sport déterminé n'est pas une liberté publique », qui reconnaît « une mission de service public » et « un pouvoir réglementaire » à la Fédération des sports de glace. Il n'y a pas, a-t-il conclu, de trouble manifestement illicite. Les parents d'Angela ont été condamnés aux dépens (1 000 francs, au titre de l'article 700 du nouveau code de procédure civile).

JACQUES FORTIER.

M. LE PEN PERD UN PROCÈS CONTRE LE PS

M. Jean-Marie Le Pen a perdu, jeudi 31 octobre, un procès en diffamation intenté contre M. Yves Deschamps, secrétaire de la Fédération des Bouches-du-Rhône du Parti socialiste, devant la sixième chambre correctionnelle de Lyon.

Le président du Front national s'estime diffamé par un communiqué du PS diffusé en janvier dernier, affirmant que « l'inspiration à la xénophobie et à l'antisémitisme émanait des meetings du Front national ».

Dans ses attendus, le tribunal a estimé que le responsable du PS « a fait la preuve que des sympathisants (du Front national) incitent à l'intolérance et à la haine ».

Pour les juges lyonnais, « le communiqué qui émane d'une formation politique opposée, ce qui autorise une certaine vivacité dans les termes employés, n'exécute pas les limites admissibles de la polémique ».

Condamnation d'un membre du Front national. — M. Daniel Cousin, quarante-cinq ans, responsable du Front national dans le Val-d'Oise et candidat aux dernières élections cantonales de Sarcelles, a été condamné à un an d'emprisonnement avec sursis par le tribunal correctionnel de Pontoise, pour détention illégale d'armes de quatrième catégorie. Le ministère public avait requis une peine ferme d'un an.

M. Cousin avait tiré sur une voiture occupée par des Maghrébins avec un 357 Magnum. A son domicile, les policiers de Versailles avaient découvert des armes (carabines, revolvers, pistolets) dérobées illégalement et chargées. M. Cousin, inculpé, en outre, de tentative d'homicide volontaire, reste écroué.

L'affaire Barril

M. GODFRAIN (RPR) DEMANDE DES EXPLICATIONS A M. JOYE

M. Jacques Godfrain, député (RPR) de l'Aveyron, que l'accusateur du capitaine Paul Barril dans l'affaire des Irlandais de Vincennes a rencontré au mois de septembre, a demandé jeudi 31 octobre « des explications » au ministre de l'Intérieur, M. Pierre Joxe, sur les raisons pour lesquelles le procès-verbal d'audition par la DST de cet accusateur, M. Bernard Jégat, n'a été transmis qu'au bout de neuf mois à la justice. Dans une déclaration à l'Agence France-Presse, M. Godfrain a précisé : « Je demande à M. Joxe pour quelles raisons ses services ont transmis seulement il y a quinze jours le procès-verbal d'audition du témoin enregistré en janvier dernier. Il s'agit là d'un grave manquement aux obligations du code de procédure pénale ».

D'autre part, M. Godfrain a indiqué qu'il avait connu M. Jégat il y a une quinzaine d'années alors que tous deux étaient étudiants. « Depuis je ne l'avais pas revu jusqu'à ce qu'il vienne me voir en septembre dernier. Il m'est apparu sincère, mais un peu éméché. Il m'a affirmé travailler en liaison avec la présidence de la République, a mis gravement en cause le capitaine Paul Barril et a évoqué la nécessité qu'il lui soit accordé une compensation matérielle et de situation pour les désagréments subis dans cette affaire. J'ai fait part de ses déclarations à un magistrat de mes amis qui m'a informé le parquet de Paris ».

M. Jégat, entendu mercredi 30 octobre par le juge d'instruction Alain Verthez, chargé de l'affaire des Irlandais de Vincennes, a été de nouveau entendu, à la demande du procureur de la République cette fois, par M. Michel Gauthier, substitut à la huitième section, en présence du chef de cette section, le premier substitut Laurent Davennes. Cette audition a duré quatre heures et demie.

M. Christian Proust promu au grade de lieutenant-colonel. — Chef d'escadron de la gendarmerie, l'équivalent du grade de commandant — nommé préfet en mars dernier, conseiller technique du président de la République depuis juillet 1982, M. Christian Proust a été promu, à partir du 1^{er} novembre, lieutenant-colonel par décret du président de la République paru au Journal officiel du 5 octobre.

Cinquante mille francs d'indemnisation pour cinq mois d'incarcération injustifiée

La commission d'indemnisation des justiciables ayant été déboutés à tort (qui rend ses décisions à huis-clos et sans les motifs) a récemment accordé 50 000 francs à M. Didier Astier qui fut incarcéré du 27 juillet au 16 décembre 1982 à la demande d'un juge d'instruction de Carpentras puis bénéficia d'un sursis le 3 février suivant.

M. Astier avait été soupçonné d'être l'un des deux malfaiteurs qui commirent une agression à main armée le 22 juillet 1982 à l'agence du Crédit agricole de Mondragon (Vendée) car il avait été reconnu par

un employé de cet établissement. Il avait protesté de son innocence, laquelle fut admise lorsque les vrais coupables furent arrêtés en décembre 1982.

La commission a, d'autre part, alloué 20 000 francs à M. Patrice Messias qui fut écroué du 23 mai au 17 octobre 1980 après son incarcération pour le vol d'une femme agresse le 20 mai de cette année-là dans un bois proche d'Orvaux (Loire-Atlantique) et qui fut acquitté en décembre 1982 par la cour d'assises du Maine-et-Loire.

Polices municipales : le point de vue d'un élu

L'article d'Edwy Pleuel (*Le Monde* du 4 octobre) m'a scandalisé.

Il paraît aberrant, en effet, qu'un article puisse être bâti sur des rapports confidentiels, sinon secrets, établis à l'usage exclusif du ministre de l'Intérieur.

C'est un véritable réquisitoire contre une institution qui trouve son fondement dans la loi du 5 avril 1984. Il oserait d'ajouter que cette loi a été constamment remise à jour par nos gouvernements successifs.

La fonction de policier municipal est un emploi statutaire (créé le 22 septembre 1965). Les grades et emplois sont codifiés par des arrêtés ministériels spécifiques (arrêté du 25 mai 1970, du 3 janvier 1974 et art. 21 du code de procédure pénale).

Si la loi du 2 mars 1982 a supprimé l'agrément obligatoire du préfet au recrutement des policiers municipaux, elle lui a substitué celui des procureurs de la République. Est-ce à dire que l'agrément judiciaire aurait moins de valeur ? Je laisse au journaliste la responsabilité de ses propos.

Notre police municipale est qualifiée de « maximaliste », nous n'avons à Hyères aucun grief contre la police nationale. Ne mettant en cause ni l'institution, ni les hommes qui la composent, nous constatons

simplement qu'elle a dû abandonner nombre de missions importantes faute d'effectifs. Nous considérons donc la police municipale comme un complément indispensable.

Nos policiers municipaux sont armés, le maire est autorisé à prendre cette décision en fonction des art. 171 et 36 du décret du 12 mars 1973. Ils reçoivent la formation professionnelle correspondante.

Nos policiers municipaux sont chargés de faire appliquer les arrêtés du maire, surveiller la sortie des écoles, participer à la formation des jeunes (prévention routière), exercer une surveillance efficace d'urbanisme, instruire les dossiers (cartes d'identité et passeports), effectuer des enquêtes administratives, enfin participer à la surveillance de notre cité par des patrouilles vingt-quatre heures sur vingt-quatre, surtout la nuit, gérer une centrale d'alarme raccordée à tous les systèmes d'alarme des bâtiments communaux.

Tel est l'emploi exclusif de notre police municipale, nous n'entendons rien y changer car il est en tout point conforme à la loi et aux règlements en vigueur.

M. JEAN PÉPIN, colonel de gendarmerie en retraite, officier de la Légion d'honneur, adjoint au maire d'Hyères, chargé des problèmes de sécurité.

L'avocat de René Hardy

veut citer Klaus Barbie en diffamation

Klaus Barbie comparaitra-t-il un jour devant la dix-septième chambre correctionnelle de Paris pour « diffamation » ? M^{re} Jean-Marc Varaut l'espère et, jeudi 31 octobre, il a annoncé, devant cette juridiction, qu'avec l'accord de son client René Hardy, il allait faire citer l'ancien chef de la Gestapo de Lyon.

Cette poursuite était l'un des principaux arguments développés par l'avocat dans une plaidoirie consacrée à la défense de René Hardy, l'ancien chef du réseau Résistance-Fer, accusé de diffamation envers trois grands Résistants, Raymond et Lucie Aubrac et le général Pierre Guillaud de Bénouville. Dans un livre intitulé « Derniers mots », René Hardy, considéré comme suspecte la libération de Raymond Aubrac et sa libération après avoir été interrogé par Klaus Barbie. « Stupide, scandaleux, impossible », sont venus dire les chefs historiques de la Résistance Claude Bourdet, Serge Ravanel, Claudius Petit et Henri Frémey, à la première audience du procès, le 3 octobre, en indiquant que le général de Bénouville n'aurait jamais autorisé Hardy à se rendre à la réunion de Caluire où Jean Moulin fut arrêté, s'il avait su qu'il avait été interrogé par les Allemands et se trouvait sous la surveillance de la Gestapo.

Judi 30 octobre, à l'heure des plaidoiries, il a de nouveau été question de Klaus Barbie. « Ce n'est pas par hasard que ce livre est sorti ; il s'inscrit dans une campagne de diffamation qui a pour but, à l'occasion de l'effacement de la Résistance », s'est exclamé M^{re} Yves Jouffé, conseil des époux Aubrac, en ajoutant : « L'avocat de Barbie mène le bal ».

Après les conclusions du substitut Philippe Bilger, considérant que les diffamations étaient « indubitablement » il restait à M^{re} Jean-Marc Varaut à convaincre le tribunal de l'innocence de son client. Il s'y employa en évoquant, une fois de plus, Klaus Barbie, « qui ne songe qu'à détruire ce qui n'a pas encore été détruit » et « se réjouit de voir la Résistance se déchaîner ».

Pour M^{re} Varaut, le vrai coupable de la diffamation c'est Barbie, à travers le film de Claude Bar. Que la vérité est amère. Ce film fait état d'une lettre de Klaus Barbie adressée au réalisateur depuis la prison de La Paz dans laquelle il écrit notamment : « René Hardy n'était pas mon agent (...) J'ai échangé sa liberté contre Max... » (Jean Moulin). Aussi, M^{re} Varaut veut-il poursuivre Klaus Barbie et Claude Bar sur la base de ce document. Quant à Hardy, il le considère comme une victime : « Il est chassé depuis quarante ans ; quand on est chassé, on se défend. Ne le faites pas condamner pour condamner autre chose ».

Le tribunal, présidé par M^{re} Emile Cablé, rendra son jugement le 28 novembre.

MARC PORTEY.

Manifestation juive devant la prison où est détenu Klaus Barbie à Lyon. — A l'appel des Eclaireurs et Eclaireuses Israélites de France, cent cinquante personnes environ ont manifesté, jeudi 31 octobre après-midi, devant la prison Saint-Joseph de Lyon, où est détenu Klaus Barbie. La manifestation visait à marquer le quarantième anniversaire de la fin des camps de concentration et la « fidélité à la mémoire des disparus, notamment celle des enfants d'Izieu » (Ain).

CRIMINEL DE GUERRE NAZI RÉFUGIÉ EN SYRIE

Alois Brunner jette le masque

Alois Brunner, bras droit d'Eichmann durant la seconde guerre mondiale, finit peut-être par rendre des comptes à la justice. Réfugié depuis 1958 en Syrie sous la fausse identité de Georg Fischer, alias Fescoor, démasqué en 1982 par Beate et Serge Klarsfeld, Brunner vient en effet — pour la première fois — à l'âge de soixante-trois ans, de reconnaître sa véritable identité. L'hebdomadaire ouest-allemand *Bunte*, en date du 30 octobre, publie plusieurs photographies du criminel nazi et cette surprise est « confession » : Brunner serait prêt à quitter la Syrie s'il obtenait quelques garanties dont l'assurance de ne pas être jugé en Israël (*Le Monde* du 30 octobre).

M^{re} Klarsfeld, au cours d'une conférence de presse réunie à Paris, le 31 octobre, a rappelé que Brunner est une figure « infiniment plus importante » dans la barbarie nazie que le dispositif d'extermination du peuple juif mis en place par les nazis. Recherché en vain après guerre, il a été condamné à mort par contumace, le 3 mai 1954, par le tribunal permanent des forces armées de Paris. Puis l'Autriche, son pays natal, demandait son extradition à la Syrie en 1948, le rabbin de la communauté de Salonique raconte que c'est la plus féroce des douces « bourreaux » était Brunner (...) Il fusillait ses victimes avec une cravache faite de fines lanières de cuir enroulées de fils de fer et il les terrorisait avec un pistolet qu'il leur braquait sur le nez, sur le front ou sur le temple ».

La quatrième « mission » de Brunner eut lieu en France, à partir de juin 1943, lorsqu'il devint commandant du camp de Drancy et commença d'entreprendre des rafles à travers le pays, notamment à Nice. A Drancy, le 31 juillet 1944, il ordonne l'arrestation et la déportation de plus de trois cents enfants, dont aucun n'eut la vie sauve. Dans une note, rédigée le 14 avril 1944, Brunner avait spécifié : « Les enfants en bas âge qui se trouvent dans des foyers sont également à inclure dans les actions ».

L'avocat, président de l'association Les fils et les filles des déportés juifs de France, a rappelé qu'il avait d'abord tenu à

La mort de 100 000 juifs

Tout au long de la guerre, Brunner a envoyé plus de 100 000 juifs à la mort. Ses premières « missions » ont lieu en Autriche — 47 000 juifs déportés à l'Est — puis à Berlin et, à partir du 6 février 1943, à Salonique où il déporta 43 000 juifs de la ville et de la région à destination d'Auschwitz. Dans un récit publié en 1948, le rabbin de la communauté de Salonique raconte que c'est la plus féroce des douces « bourreaux » était Brunner (...) Il fusillait ses victimes avec une cravache faite de fines lanières de cuir enroulées de fils de fer et il les terrorisait avec un pistolet qu'il leur braquait sur le nez, sur le front ou sur le temple ».

La quatrième « mission » de Brunner eut lieu en France, à partir de juin 1943, lorsqu'il devint commandant du camp de Drancy et commença d'entreprendre des rafles à travers le pays, notamment à Nice. A Drancy, le 31 juillet 1944, il ordonne l'arrestation et la déportation de plus de trois cents enfants, dont aucun n'eut la vie sauve. Dans une note, rédigée le 14 avril 1944, Brunner avait spécifié : « Les enfants en bas âge qui se trouvent dans des foyers sont également à inclure dans les actions ».

L. G.

Accident à un passage à niveau sur une ligne du TGV. — Le TGV Grasse-Lyon a, samedi, jeudi 31 octobre, peu après 20 heures, une voiture au passage à niveau de Saint-André-le-Gaz (Isère). Il n'y a pas eu de blessés. Une automobile, qui s'apprêtait à franchir le passage à niveau a été surprise par le signal sonore annonçant la fermeture des barrières. Elle a brutalement freiné, mais à ce moment arrivait un second véhicule qui, lui, n'a pu freiner à temps. La première voiture, violemment percutée, a été projetée sur la voie. Sa conductrice a juste eu le temps de sortir de son véhicule avant l'arrivée

du train. La voiture a été traînée sur plusieurs dizaines de mètres par le TGV, qui a été retardé d'une trentaine de minutes.

Quelques heures plus tôt, une personne a été grièvement blessée dans une collision entre un train de marchandises sur la ligne Châteauroux-Buzançais (Indre) et une voiture particulière. Le véhicule de M^{re} Micheline Smaghe, qui franchissait un passage à niveau non gardé, mais protégé par un stop, a été trahi sur deux cents mètres par le train. La passagère a été conduite à l'hôpital.

سكوت المصطفى

ÉCHECS

Le championnat du monde (21^e partie)

LA VOIE ROYALE ?

Dès le 7^e coup Karpov était fixé : il y aurait du sang ! En jouant 4, un coup trouvé par Botvinnik, dans la variante d'échanges du gambit de la dame, Karpov lui faisait comprendre que c'était le gain et non la nullité qu'il cherchait.

Mauvais souvenir, du reste, pour Karpov que cette variante qui lui valut une défaite contre Kortchnoi dans leur match de Merano en 1981. Chat échaudé... Toujours est-il que le champion du monde a résisté de toutes ses forces. Constantement dominé, il a paré, vers le 30^e coup, l'équilibre de la position mais, après les échanges de tours et la subtilité reprise = 36-g x F5, les cavaliers de Karpov étaient partis pour semer la terreur.

A l'ajournement décidé par Karpov, les Blancs avaient sous la main trois menaces - la poussée e4-e5, la capture du pion f6 et la montée de leur roi sur la diagonale d1-h5. Sa voie royale, peut-être.

S'il gagnait, ce vendredi, cette 21^e partie, Karpov mènerait 12 à 9. Tout serait fini pour Karpov qui ne pourrait empêcher son rival de marquer seulement un demi point en trois parties. Lui-même et toute son équipe n'avaient qu'une nuit pour sauver leur royaume.

B. de C.

Blancs : KASPAROV
Noirs : KARPOV

Vingt et unième partie
Gambit de la dame

1. d4	d5	2. d4	d5	3. c3	e6	4. exd5	exd5	5. f4	e6	6. f3	e5	7. g4	e4	8. h4	e3	9. f5	e2	10. f6	e1	11. f7	e0	12. f8	e9	13. f9	e8	14. f7	e6	15. f6	e5	16. f5	e4	17. f4	e3	18. f3	e2	19. f2	e1	20. f1	e0	21. f0	e9
-------	----	-------	----	-------	----	---------	------	-------	----	-------	----	-------	----	-------	----	-------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----

Le tournoi des candidats

LA PERCÉE DE SOKOLOV

Somptueuse finale à Montpellier. Le jeune loup soviétique Sokolov, vingt-deux ans, prend la tête avant la dernière ronde. Belitsky remonte. Tal et Youssoufov, avec une journée chacun, devraient terminer dans les trois premiers, mais Vaganian garde toutes ses chances de qualification ainsi que Timman qui serait ainsi le seul « étranger » à se joindre au bloc soviétique.

QUATORZIÈME RONDE. - Portisch-Yousoufov, ajournée; Scirvan-Tal, ajournée; Spraggett-Vaganian, 0-1 (39); Noguera-Timman, 0-0-5 (24); Sokolov-Ribli, 1-0 (42); Smyslov-Kortchnoi, ajournée; Tehernia-Spassky, 0-5-0-5 (18); Belitsky-Short, 1-0 (34).

CLASSEMENT. - 1. Sokolov, 8,5; 2. Tal, Youssoufov (1 ajourn.) et Timman, 8; 5. Vaganian (1 ajourn.), Belitsky, Spassky, 7,5; 8. Portisch (1 ajourn.), 7; 9. Smyslov (1 ajourn.), 6,5, etc.

GUIDE

LES DÉDALES DE SAINT-OUEN. - Avec ses mille cinq cents stands répartis dans neuf marchés et son million de visiteurs par an, le Marché aux puces de Saint-Ouen est le premier marché des antiquités de France. Pour se retrouver dans ce véritable labyrinthe, les éditions O'Imp publient la seconde édition (actualisée et traduite en plusieurs langues) de leur *Plan guide des Puces*. Ce guide propose une vue générale des Puces, avec l'emplacement des marchés, des rues « puçières », des parkings et des restaurants. Il offre également un index des spécialités et un plan détaillé des marchés. Il est diffusé dans les stands, dans les syndicats d'initiative, les librairies et à l'Office de tourisme de Paris. On peut aussi le commander aux éditions O'Imp, 151, rue Montmartre, 75002 Paris (10 F plus 4 F de frais de port), tél. : 45-67-48-57.

INFORMATIONS « SERVICES »

MÉTÉOROLOGIE

Évaluation probable du temps en France entre le vendredi 1^{er} novembre à 0 heure et le samedi 2 novembre à 24 heures.

Une perturbation située vendredi sur la moitié ouest du pays se déplace lentement vers l'est. Une nouvelle zone pluvieuse atteindra samedi les régions du Nord-Ouest et traversera la France en étant suivie d'air froid et très instable.

Samedi matin : Les nuages, parfois accompagnés de précipitations, seront abondants des Vosges et du Jura à la Provence et à la Corse. Sur les autres régions, un temps nuageux prédominera et quelques bancs de brouillards seront observés de l'Aquitaine au Centre.

Une zone pluvieuse atteindra dès le matin les régions situées de la Bretagne au Nord. Elle se déplacera vers le sud-est et gagnera en soirée l'Aquitaine, le Massif Central, le Jura et le nord des Alpes. À l'arrière de cette perturbation, les averse seront fréquentes et prendront parfois un caractère de giboulées. Il pourra neiger au-dessus de 700 à 1 000 mètres sur les Vosges, le Jura, le nord du Massif Central et des Alpes.

Le vent, de sud-ouest à est s'orientera au secteur nord et soufflera modérément.

Évolution probable pour dimanche :

Une hausse temporaire du champ de pression apportera une amélioration relative : dimanche matin, un temps frais et peu nuageux sera observé, avec toutefois quelques averse résiduelles sur les Pyrénées et du Jura à la Corse. Au cours de la journée, les nuages risquent d'être abondants de la Bretagne au Nord-Est, mais, plus au Sud, les éclaircies seront belles, excepté sur la Côte d'Azur et la Corse où un risque d'averses persistera. Les températures maximales en hausse seront voisines de 8 à 18 degrés du Nord au Sud.

Le vent de sud-ouest soufflera assez fort près de la Manche et le vent de nord soufflera toujours fort en Méditerranée.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré dans la journée du 31 octobre, le second, le minimum de la nuit du 31 octobre au 1^{er} novembre) : Ajaccio, 21 et 14 degrés; Biarritz, 16 et 10; Bordeaux, 12 et 8; Brétat, 10 et 7; Brest, 11 et 4; Cannes, 21 et 12; Charbourg, 5 et 1; Clermont-Ferrand, 11 et 4; Dijon, 7 et 2; Dinard, 8 et 4; Embrun, 16 et 5; Grenoble-St-M-H., 18 et 9; Grenoble-St-Genève, 18 et 8; La Rochelle, 15 et 6; Lille, 3 et 0; Linoges, 8 et 6; Loriet, 11 et 1; Lyon, 14 et 7; Marseille-Marganne, 19 et 14; Menton, 20 et 12; Nancy, 11 et 4; Nantes, 14 et 1; Nice, 20 et 12; Paris-Montsouris, 7 et 4; Paris-Orly, 7 et 2; Pau, 14 et 10; Perpignan, 18 et 11; Rennes, 7 et 2; Rouen, 4 et 2; Saint-Etienne, 14 et 4; Strasbourg, 8 et 2; Toulouse, 16 et 10; Tours, 11 et 3.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 24 et 12 degrés; Genève, 16 et 9; Lisbonne, 20 et 10; Londres, 9 et 5; Madrid, 20 et 8; Rome, 21 et 13; Stockholm, 8 et -5.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PARIS EN VISITES

SAMEDI 2 NOVEMBRE

« Les salons de l'hôtel de Lassay », 15 h 30, 2, place du Palais-Bourbon (M^o Rejoan).

« Promenade à travers le bourg Saint-Médard », 15 heures, métro Censier-Daubenton (Lutèce visites).

« L'hôtel de Soubise, les appartements du prince et de la princesse, les Archives nationales, la vie à la cour sous Louis XIV », 15 heures, 60, rue des Francs-Bourgeois (L. Haullier).

« Le vieux village de Passy », 15 heures, métro Passy (G. Bouteau).

« Découverte de l'enceinte de Philippe Auguste, de la porte de Bucy à la tour de Nesles », 15 h 15, métro Saint-André-des-Arts (S. Barbier).

« Sculptures et objets d'art de la Grèce antique », 14 h 30, Louvre (porte Desnos) (Approche de l'art).

« Le couvent des Carmes et ses jardins », 15 heures, sortie métro Saint-Sulpice (les Flâneries).

« De la place des Vosges aux hôtels Rohan-Soubise », 14 h 30, métro Pont-Marie (les Flâneries).

« Le Père-Lachaise à la carte », 10 h 30, 10, avenue du Père-Lachaise, et « de Valdes à Groussot », souvenirs de la Commune de Paris », 14 h 45, sortie escalator métro Père-Lachaise (V. de Langlade).

« Maniffetard et ses mystères », 14 h 30, portail Saint-Médard (la France et son passé).

« Les chrysanthèmes au fleuriste municipal », 14 h 30, 2, avenue de la porte d'Anteuil (l'Art pour tous).

« Promenade sur le viaduc de l'ancienne voie ferrée Bastille-Vincennes », 10 h 30, métro Montgallet (les Amis de la Terre de Paris).

« Le vieux Ménilmontant », 14 h 30, métro Ménilmontant (M. Banassat).

« Le faubourg Saint-Honoré », 15 heures, parvis Madeleine (M. C. Lasserre).

« Les salons de réception du ministère des affaires étrangères », 15 heures, 37, quai d'Orsay.

« L'exposition Reynolds au Grand Palais, la peinture anglaise du dix-huitième siècle », 11 h 30 ou 17 h 15, hall bureau d'information (M^o Rejoan).

« Les salons du ministère de la marine », 14 h 45, 2, rue Royale (C. A. Messer).

« Le cimetière révolutionnaire de Picpus », 15 heures, 35, rue de Picpus (Association internationale de tourisme culturel).

« Dimanche 3 NOVEMBRE »

« Visite à l'hôtel de Soubise », 15 heures, 60, rue des Francs-Bourgeois.

« Les salons du ministère de la marine », 10 h 30, rue Royale (S. Rejoan).

« Une heure au Père-Lachaise », 10 heures, 11 h 30, 14 h 15 et 15 h 15, entrée principale (V. de Langlade).

« Moulins et vieux villages de Montmarre », 14 h 30, métro Abbesses.

« Maisons et ruelles médiévales autour de Saint-Séverin », 15 heures, sortie métro Maubert-Mutualité.

« Le quartier du Luxembourg », 15 heures, place du Panthéon (Approche de l'art).

« De la rue Visconti et ses célèbres habitants à l'ex-palais de la reine Margot », 15 h 15, 21, rue Visconti (S. Barbier).

« Le vieux village de Charonne », 14 h 30, métro Alexandre-Dumas, ou 15 heures, métro Porte-de-Bagnolet, sortie Mordir (G. Bouteau).

« Le Sénat, Louis XIII et le jour des dupes, la duchesse de Berry, les jours fastes du Directoire », 15 heures, 12, rue de Tournon (L. Haullier).

« Saint-Eustache et son quartier », 15 heures, métro Louvre, kiosque à journaux (Lutèce Visites).

« Des bords de l'Oise à la forêt d'Halatte, demeures pré-privées et leurs parcs autour de la chambre des Anges à Senlis », tél. (1) 45-26-26-77 (Paris et son histoire).

« La Sainte-Chapelle restaurée », 15 heures, boulevard du Palais, devant la grille (Arcus).

« Le Vieux Marais », 14 h 30, 62, rue Saint-Antoine (La France et son passé).

« Les salons du ministère des finances », 15 heures, 93, rue de Rivoli.

La « Samar » fait peau neuve

La vénérable Samaritaine fait peau neuve, après cent quinze ans. En effet, le magasin orné de quatre immeubles dont celui du front de Seine où se trouvent désormais réunis, au deuxième étage, tous les secteurs de la mode féminine, comme en témoigne le calicot géant qu'on voit du bateau-mouche. Sous la présidence de Georges Renard, trente-cinq ans, PDG depuis trois ans, c'est toute une restructuration qui se met en place pour créer, dans le cadre fabuleux de ce Vieux Paris sans cesse en rénovation, un lieu de promenade et d'accueil pour les Parisiens et les touristes qui s'y pressent, le créneau demeurant à l'échelle humaine.

Les quelques sobriétés marquées à découvrir au long des allées spacieuses donnent le vedette aux bons rapports qualité-prix. Le rayon des grandes tailles est devenu pimpant, celui des jeunes amusant par les visages des mannequins se dédoublant en masques. Les jupes voisinent avec les chemisiers et les tricotés, les fourrures de Spung Frères apportent une note chaude à l'enfilade des manteaux, le tout harmonisé par Conran Associés, le bureau parisien du créateur anglais d'habit.

Dans le cadre des grands travaux, la superbe verrière métallique 1900 s'élève à nouveau le magasin, des verres spéciaux empêchant la réverbération. Pointe en carrelage de bleus, elle surmonte une gigantesque fresque en tons jaunes, blancs, style Art nouveau.

Parmi les projets en cours, Georges Renard évoque le magasin 3, voué aux sports et aux loisirs, pour les approvisionnements duquel il vient d'adhérer au groupement S, d'une vingtaine de détaillants indépendants. Une grande épicerie trouvera aussi sa place côté Rivoli en 1986.

Dans le même esprit, le Bon Marché a pavé de marbre gris les 3 500 m² du premier étage. Son

« Le ministère de l'Agriculture », 15 h 15, 78, rue de Valenciennes.

« Le musée Picasso », 10 h 30, 5, rue de Thorigny.

« La civilisation pharaonique au Louvre », 10 h 30, porte Saint-Germain-Auxerrois; « La salle des Nymphéas et la collection Walter Guillaum », 10 h 30, Orangerie, hall.

CONFÉRENCES

DIMANCHE 3 NOVEMBRE

11 bis, rue Keppler, 17 h 30, « Réincarnation et christianisme », 1. rue des Prouvaires (1^{er} étage droit), 15 heures, « L'âme et le dogme de la transmission d'après les dogmes sacrés de l'Inde ancienne » (Jean Noël, astrosologie); « Peut-on communiquer avec l'au-delà ? » (Natyra).

14 h 30, « Venise et San-Marino », 16 h 30, « Le bouddhisme et la Thaïlande », 18 h 30, « La Sardaigne et la Sicile », 60, boulevard Latour-Maubourg (M. Baumfeld).

Les mots croisés se trouvent dans « Le Monde Loisirs » page X

LE CARNET DU Monde

Décès

- Castres. Poudis. Castelnaudary. Aili.

M^o Gabriel AUSSAUBESSES, née Vergnes, M. Jean AUSSAUBESSES, M. et M^o Jean-Pierre Riu et leurs enfants Olivier, Aude et François-Xavier, Les familles AUSSAUBESSES, Passchoc, Vergnes, Parais et allées, ont le douleur de faire part du décès de

M. Gabriel AUSSAUBESSES, maire honoraire de Poudis, chevalier de l'Ordre national du Mérite, chevalier du Mérite agricole, médaille de la Légion d'honneur et communal.

survenu à Castres (81100) le 29 octobre 1985 à l'âge de quatre-vingt-quatre ans, muni des sacrements de l'Eglise.

48, boulevard Henri-Sizaire, 81100 Castres. Poudis, 81700 Puy-lauroux.

- M^o René Basquin, son épouse, Le professeur et M^o Michel Basquin et leurs enfants, M. et M^o François Basquin et leurs fils, M. et M^o Jacques Brongniart et leurs enfants, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès, dans sa quatre-vingt-neuvième année, le 30 octobre 1985, de

M. René BASQUIN, inspecteur général honoraire de l'éducation nationale, directeur honoraire de l'ENSET, officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'Ordre national du Mérite.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Gilles, 6 bis, boulevard Carnot à Bourg-la-Reine, le samedi 2 novembre à 10 h 30.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Bourg-la-Reine sans faire-part. Cet avis tient lieu de faire-part. Ni fleurs ni couronnes, mais des dons pour l'œuvre de votre choix.

Anniversaires

- En ce jour de premier anniversaire du décès de

M. Henri BLAUSTEIN, tous ceux qui l'ont connu et aimé auront pour lui une pieuse pensée et garderont son souvenir. 3 novembre 1985.

M. Roger RENAUD, inspecteur général des ponts et chaussées, officier de la Légion d'honneur.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité à Ouzouer-en-Morvan.

M. Frédoeur-RENAULT, ancien des Epinettes, 01150 Lagnies.

- Dans l'avis de décès de

M. Maurice SOUCHON, survenu à Senlis le 29 octobre 1985, la famille nous prie de préciser qu'il faisait bien lire :

De la part de M. Christian Verdeau, son cousin.

Les obsèques auront lieu le lundi 4 novembre à 16 heures en la cathédrale de Senlis.

Remerciements

- La Réunion. Saint-Xandre (17). M^o Françoise Clemencau, M. et M^o André Pholipon, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^o Pierre Clemencau, leurs enfants et petits-enfants, très touchés des marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

M^o Georges CLEMENCEAU, née Jane Lucy Roseaux, remercient très sincèrement les personnes qui se sont associées à leur peine.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

MORT

DE CLAUDE ABASTADO

L'étude de la poésie symboliste

Avec la mort de Claude Abastado, survenue à la suite d'un cancer à l'âge de soixante ans, c'est peut-être un des universitaires les plus originaux de sa génération qui disparaît. Agrégé de grammaire, professeur de littérature française à l'université de Paris-X-Nanterre, doué d'une intelligence aigüe, il était un maître de la recherche et de l'enseignement, un animateur intellectuel, autant pour ses étudiants que pour ses collègues qui gardaient qu'il avait créé autour de lui.

Son intérêt pour l'enseignement de la littérature en Afrique et les problèmes du sous-développement l'avaient amené à organiser des missions de coopération au Cameroun, au Togo, en Guinée. Il avait créé à Paris-X un Centre d'études sémiotiques dont une section se consacrait aux récits de vie et l'autre à la littérature africaine.

Ses travaux s'organisaient selon deux axes : la réflexion sur les médias et l'étude sémiotique de la poésie, notamment symboliste. Claude Abastado laisse, outre de nombreux articles, les ouvrages suivants : *Introduction au surréalisme* (Bordas, 1971); *Mythes et rituels de l'écriture* (Edition Complexe, 1979); *Messages des médias* (Codic, 1980).

M. C.

LE SUICIDE DES JEUNES

Des adolescents, des parents, des éducateurs témoignent

L'Éducation

NUMÉRO DE NOVEMBRE EN VENTE PARTOUT

هكذا من الأصل

culture

THÉÂTRE

« NAPOLEON ET LES CENT-JOURS », de Christian Grabbe

La Salpêtrière, scène de massacres

Un sommet de théâtre classique, allemand, sur les Cent-Jours, est attendu pour la première fois en France, sur les lieux d'un massacre de septembre 1792, la Salpêtrière, qui abrita l'Empereur à Sainte-Hélène.

« L'Europe est une vieille femme ramolue en enfance, et qui a besoin d'une correction. » Ainsi s'exprime l'Allemand Christian Grabbe (1801-1836), « *Napoleon et les Cent-Jours* ». L'Empereur, alors seulement « souvenir de l'île d'Elbe », nous sommes fin mars 1815, est debout, sur une falaise près de Porto-Ferrato, le visage tourné vers les côtes de France.

L'acte II nous le montre déjà aux Tuileries : « Bizarre, ce fauconnier, c'est le fauconnier du roi ? Enlevez-le ! ». Bertrand le 13 juin, à 7 heures du soir, nous serons près d'Avenches, avec toute l'armée, sans qu'elle sache comment elle s'y trouve rassemblée, et sans que l'ennemi soupçonne même notre présence.

Mais, à la fin de l'acte V, à Waterloo, le 18 juin, Napoléon remonte sur son cheval, pour faire retraite. Grouchy n'est pas réapparu. « La chaussée est défoncée, dit-il, reprenons-nous à travers champs. Faut-il que le destin d'un grand pays comme la France dépende de la négligence ou même de la bassesse d'un seul misérable !... Au lieu d'un seul grand tyran, comme ils disent, ils vont en avoir une nuée de petits... Médiosité, sottise, mensonge... Attachez mieux mon manteau, la pluie redouble... Cavaliers de la Garde, prenez-nous le passage ! ».

Cette pièce de Grabbe, écrite en 1830, montre à quel point les Français de l'époque, de Brandebourg, ne pouvaient se remettre des guerres de Napoléon. Grabbe donne une analyse à la fois brève et subtile de l'Empereur, il fait entendre la voix des soldats et celle du peuple de Paris, mais les moments les plus forts de l'œuvre sont les descriptions des batailles, de Ligny à Waterloo.

Enrangement, « *Napoleon et les Cent-Jours* » n'a jamais été joué en France. Mais, les soirs du 28 et du 29 octobre, M^{me} Sarah Vajda, qui participe à des séminaires de théâtre de l'Université philosophique européenne dirigée par Jean-Pierre Paye, a présenté avec cinq acteurs un travail sur cette pièce de Grabbe, dans le très beau site de la chapelle de la Salpêtrière.

Il est curieux que cette œuvre de théâtre, l'une des plus remarquables sur Napoléon, soit abordée, pour une

fois en France, dans ce lieu, car la tuilerie des prisonniers de la Salpêtrière, dans l'après-midi du 4 septembre 1792, avait frappé Napoléon. Les massacres de Septembre sont l'un des événements qui occupaient l'esprit de l'Empereur, à l'île de Sainte-Hélène.

Les militaires, en petit nombre

Napoléon n'était pas présent à Paris quand ces massacres ont eu lieu. Il venait juste d'en repartir, pour Marseille et la Corse, car il avait, trois jours plus tôt, reçu l'expédition du bœuf qui le réintègrait capitaine d'artillerie de son régiment (il avait été rayé comme lieutenant le 31 décembre 1791).

Or ces massacres de Septembre dans les prisons de Paris, y compris à la Salpêtrière, prison de femmes, avaient eu lieu dans des conditions de sauvagerie si affreuses, avec des bâtons et des piques, qu'ils avaient tout de même égaré beaucoup de monde chez les révolutionnaires. Mais Napoléon, dans son exil de Sainte-Hélène, trouve à ces massacres des raisons d'être, et aussi des effets salutaires : « Les massacres de Septembre ont été l'œuvre d'anciens militaires qui ont voulu égorger les ennemis de l'intérieur avant de rejoindre l'armée », disait-il, selon le *Journal de Gourgand*.

Napoléon est l'un des « historiens » aux yeux de qui l'invasion étrangère est une cause des massacres. Les Prussiens avaient franchi nos frontières le 19 août. Ils avaient investi Thionville le 30 et, le même jour, mis le siège devant Verdun. Les massacres dans les prisons parisiennes débutèrent le 2 septembre, à 14 heures. « Les Prussiens entraînent,

dit Napoléon d'après le *Mémorial*, *avant de partir à eux on a voulu faire mais base sur tous leurs auxiliaires dans Paris : peut-être cet événement influa-t-il dans le temps sur le salut de la France.* » Et, d'après Montheau, dans ses *Récits de captivité*, Napoléon revient sur le sujet : « L'armée prussienne était arrivée à quarante lieues de Paris. Le peuple se persuada que la première garantie du salut de la Révolution était la mort des partisans de la vieille royauté : il courut aux prisons, et s'en vint de sang au cri de « Vive la Révolution ! ». Son énergie fut électrique... Cent mille volontaires coururent à l'armée. La Révolution fut sauvée. » Et Napoléon ajoutait, d'après Gourgand : « Je crois que les massacres de Septembre ont fait un bon effet sur l'esprit des combattants. Ils n'ont plus vu qu'une population entière soulevée contre eux. »

Une fois le rideau tombé

Aligner ces paroles de Napoléon n'est pas inutile : elles montrent à quel point il avait, sur les massacres de Septembre, des vues singulières, inattendues. Ces paroles risquent d'ailleurs de donner une idée fautive de la personne des massacres. Les militaires, en très petit nombre, y furent présents, mais plutôt témoins. La boucherie fut l'œuvre, non de soldats fédérés en partance pour le front, non de gardes nationaux et de sans-culottes, mais d'excités des classes moyennes : les documents sûrs citent, à la prison de l'Abbaye, un joaillier, un limonadier, un clerc d'huisier, un cordonnier ; à la prison de la Force, un mar-

chand de tableaux, un marchand mercier, deux serruriers, un fabricant de bas, etc.

Revenons à nos jours, au travail de Sarah Vajda sur le *Napoleon* de Grabbe, dans les murs, très beaux, très simples, de la chapelle de cette Salpêtrière.

La pièce, dans son intégralité, compte des centaines de protagonistes, dont quelques dizaines essentiels. Sarah Vajda retient Napoléon, le général Bertrand, et, surtout, trois « gens de la rue », ce qui est intéressant, car Grabbe a donné une grande place aux réactions du peuple, soit dans les armées soit à l'arrière. « Le peuple est un phénomène étrange », écrit Grabbe. Il est composé d'individus, et ceux-ci ne sont en général que médiocrement d'accord, et ne comprennent que médiocrement ce qui se passe. Ce qui se présente à eux. Et, cependant, c'est toujours dans le peuple considéré comme un tout que l'on rencontre les vives et les réactions les plus justes. »

Ces cinq jeunes acteurs, Sylvie Allanche, Valérie Dayre, Didier Lafaye, Michel Villatte, Vincent Violette, ne jouent pas la pièce à proprement parler. Ils en prennent une image, une pensée, ils s'attachent à l'interpréter d'autres images d'un autre ordre, des bribes d'un autre théâtre, des airs de chansons, ils s'égarent même chez Labiche, par moments, comme s'ils avaient travaillé le *Major Cravache* en même temps que ce *Napoleon*. C'est comme si les acteurs revivaient une toute première approche de leur jeu, un cours de lectures solitaires, de méditations sur le projet. C'est d'abord un début, puis, si l'on entre dans la ronde, c'est passionnant, et cette expérience, une fois le rideau tombé, laisse une « nostalgie de théâtre » que les pièces normalement présentées ne donnent pas.

Pour seul décor, à part des toiles de baches qui recouvraient les grandes peintures religieuses, en porte-à-faux avec cette pièce, Sarah Vajda avait répandu, sur le sol de la chapelle, des bottes de paille, c'est tout. Et cela nous ramenait aux massacres de Septembre, puisque les corps des femmes égorgées à la Salpêtrière avaient été dépouillés de leurs vêtements et jetés dans des charrettes, vaguement recouverts de paille, pour être emportés vers les cimetières à travers les rues de Paris : c'est ce transport des cadavres de femmes par la voie publique, usés dans de la paille ébouriffée, qui indigna grand nombre de passants, les retourna contre les septembriseurs.

MICHEL COURNOT.

DANSE

« LE LAC DES CYGNES » à l'Opéra de Paris

Retour à la version Bourmeister

Ballet phare du répertoire, le *Lac des cygnes* a connu de multiples versions depuis sa création par le Bolchoï en 1877 - un échec, malgré la musique sublime de Tchaïkovski - et le succès au Mariinski de Saint-Petersbourg en 1892 dans une nouvelle chorégraphie signée Ivanov et Petipa.

Le ballet n'a cessé d'être remis au goût du jour et il fait l'objet depuis quelques temps de rélectures à tendance psychologique le détournant de son côté populaire - l'histoire d'une princesse transformée en cygne par le vilain enchanteur Rothbart.

John Neumeier imagine un drame dont le héros, Louis II de Bavière, vit ses tendances homosexuelles à travers la symbolique du cygne.

Dans un esprit voisin mais avec moins d'audace, Rudolf Noureev suggère à travers ce conte l'univers mental du prince Siegfried et l'empire qu'il a sur lui son précepteur, assimilé à Rothbart. Ce « lac » un peu vénéneux à la façon de Gustave Moreau n'a pas plu aux danseurs de l'Opéra, qui ont souhaité revenir à la version inspirée d'Ivanov et de Petipa telle qu'était venue la remonter Bourmeister en 1960. Et, comme en matière de ballet, on en est toujours à la transmission directe, c'est Claire Motte - qui en fut l'interprète pour ses débuts d'étoile et pour ses adieux à la scène - qui en assure la restitution.

Cette reprise respecte la simplicité de l'intrigue, son côté éternel - même dans la laideur des costumes. Elle peut se prévaloir d'un style très soviétique. L'Opéra joue la perfection sur son rôle de musée du répertoire. Mais pourquoi s'en tiendrait-on à une seule version ?

Eu fait, l'intérêt de « lac » est ailleurs. Il s'agit avant tout d'une opération magique dont on ne sait jamais si elle va réussir ou pas. Le cygne blanc va-t-il se transformer en princesse ? La princesse va-t-elle assumer sa dualité, Odele la blanche, Odele la noire ?

Chaque danseuse demeure fascinée par ce ballet-miroir, ballet-piège où à chaque fois son sort se remet en jeu. Il lui faut pour aborder le rôle oublier toutes les stars de la danse qui l'ont précédée, il lui faut aller au bout de son désir et de sa peur, mettre tout son être dans l'ondoiement d'un bras ou le rituel des trente-deux fouettés jusqu'au moment où le spectateur, parcouru de frissons, ne voit plus la scène qu'à travers une buée de larmes.

Cette magie-là joue dès l'apparition de Sylvie Guillem. Vingt ans seulement, et elle sait d'instinct éveiller son long corps de femme-oiseau, frissonner comme pour s'assurer de sa métamorphose et prendre un plaisir pervers aux joies de la séduction. Elle a encore parfois d'attendrissantes maladresses enfantines mais tout dans son exécution, sa ligne, annonce la *prima ballerina*.

Son aura fausse le jeu des carrières et des promotions, mais elle est, pour certaines âmes bien trempées, une occasion de se dépasser et de relever le défi. Ainsi en est-il d'Elisabeth Platel, super technicienne, qui creuse de plus en plus le mystère de son personnage ou encore Isabelle Gréin, subtile, ambiguë, féminine.

MARCELLE MICHEL.

* Opéra de Paris, les 1^{er}, 2, 14, 16, 19, 21, 23 novembre.

MUSIQUES

La « HUGO SYMPHONIE », de Pierre Henry à Lille

Tous les lions de l'ouragan

De notre envoyé spécial

Lille - Pierre Henry avait été en 1977 le héros du premier grand Festival de Lille organisé par Maurice Fleuret, où il avait réalisé, en particulier, la création de *Dieu sur des textes* de Victor Hugo. Double raison pour qu'il réservât à ce même Festival le deuxième volet de sa

Hugo Symphonie. Après la *Terre à Musica 85*, ce sont les symphonies de l'air et de l'éther qui entraient en scène dans la salle des malades de l'hospice Comtesse avec son admirable jubé de style bourguignon.

Comme le décor délabré et fantomatique de l'Eden Théâtre à Strasbourg, l'hospice paraît spontanément accordé avec l'œuvre, tant l'interprète unique, l'admirable Martine Viard, pendant soixante-cinq minutes, la habitude, hantée, remplie d'une présence tragique, sculpturale, accordée au souffle de Victor Hugo.

A Strasbourg, Pierre Henry avait semblé entrer lentement dans cette œuvre colossale, créant peu à peu des formes musicales impressionnantes et déchaînant ensuite des climats sonores qui développaient et surmontaient le texte comme de véritables scènes d'opéra ou de sérénade dans un climat poétique de l'édén. Dans cette seconde partie, nous avons eu l'impression qu'il développait des visions symphoniques plus amples et libres entretenant avec la voix des rapports plus concentrés que simplement illustratifs : dans ce dialogue d'égal à égal, pourrait-on dire, les discours lyriques se renforcent en une sorte de tension dynamique.

Le vent, les vents, la brise, « tous les lions de l'ouragan » sont, il est vrai, essence musicale au premier degré, surtout quand on y ajoute, à la suite de Hugo, les murs qui frissonnent, les fenêtres qui battent, les voix des trépassés, les mille suggestions d'une imagination fabuleuse embrassant le cosmos, pour lesquelles Pierre Henry a prodigieusement renouvelé son matériau avec une invention inépuisable.

Tout juste faut-il remarquer qu'il n'a pas encore trouvé le style vocal qui conviendrait à sa musique ; les essais d'insertion de la voix chantée qui tiennent de la vocalise, de la chanson populaire ou réaliste, voire, dans la première partie, du style officiel, restent hétérogènes au souffle fantastique de l'œuvre, bête essentiellement sur le mariage de la poésie dramatique et du puissant discours électronique et concret.

Mais il faut attendre la fin de l'entreprise pour se faire une idée exacte. La prochaine étape sera la symphonie du *Feu* aux Rencontres internationales de Metz, le 21 novembre, celle de l'*Eau* (qui devrait être créée au Sigma de Bordeaux) n'interviendra que le 15 décembre à Radio-France, au lendemain de l'audition à Paris des trois premières parties.

JACQUES LONGCHAMP.

CINÉMA

« ELLE A PASSÉ TANT D'HEURES SOUS LES SUNLIGHTS », de Philippe Garrel

Le grand rêve du film muet

Sommes-nous exactement sur la même planète cinématographique quand nous voyons le dernier film de Philippe Garrel d'un côté, *Hold-up* et le *Quatrième pouvoir* de l'autre ? A l'évidence non. Presque tout le cinéma aujourd'hui, et encore plus les grosses machineries américaines, fabriquent de la fiction à bras raccourcis, martèlent leur récit comme à la commande, ne visent que l'efficacité immédiate, sans prolongement pour l'imagination du spectateur.

Pour Philippe Garrel rien n'existe que l'image, la beauté de l'image, le mouvement intérieur de l'image : un art qui nous ramène un grand rêve du film muet, capable de conjuguer les vertus de la musique et de la peinture, tout dans la jouissance, dans le plaisir secret. Les acteurs sont quatre, deux hommes (Lou Castel et Jacques Bonnaffé) et deux femmes (Anne Wiazemsky et Mireille Perrier), plus les usages, l'histoire du cinéma hier et aujourd'hui (Andy Warhol, Jean Eustache, Jean-Luc Godard expressément cités, mais aussi Dreyer, Bresson, tous les autres depuis Méliès).

Elle a passé tant d'heures sous les sunlights prend des altitudes d'art poétique, leçon de choses sur l'art, dit septième, d'abord, fondamentalement muet, mais enrichi à l'occasion de son, parole ou musique. Une petite fille recite un texte, la beauté de la voix crée l'émotion. Une musique rock surgit inopinément, en fait de manière très débridée, le film se transforme. Ou bien encore, Philippe Garrel, masque de tragédie noyé sous une chevelure somptueuse, et Jacques Doillon, aussi

calme, « naturel », que son dernier film (*La Tentation d'Isabelle*) force les nerfs de spectateur, papotant, traitant de l'éducation des enfants ou du plaisir de l'homme. La parole reprend le dessus, verbe créateur, original.

L'histoire ? Un cinéaste filme un cinéaste filmant, les stars bien sûr, mais aussi l'envers du décor, toute la vie privée de chacun qui se joue derrière ce faux-semblant de vérité. Jacques Bonnaffé est en train de devenir notre plus grand acteur, l'homme mal dans sa peau par excellence. Lou Castel n'en finit pas de traîner sa révolte pasticheuse-huitième mal associée. Les femmes nous séduisent. Mireille Perrier, photographiée sous tous les angles imaginables, dont l'image est trépidante, maladroite, comme pour bien nous rappeler que le cinéma n'est pas la vie, qu'il recrée tout et reste toujours l'art par excellence. Anne Wiazemsky est un ravissement, cadrée de façon magique : génie du plan très rapproché de Philippe Garrel, ébloui sur toute la largeur de l'écran « panoramique format 1,85 » (l'italien ou l'américain, par opposition à 1,66 français).

Elle a passé tant d'heures sous les sunlights qu'en noir et blanc, péan contre la télévision triomphante, la couleur simplifiée, les fausses évidences. Garrel travaille à l'économie, s'est inventé sa totale liberté, sans rien demander aux organismes qui encouragent le cinéma. On rêve du jour où, malgré tout, il daignerait raconter une histoire pour tout le monde. Ce pourrait être sublime.

LOUIS MARCORELLES.

* Bouquins (voir les exclusivités).

LE CONGRÈS DE PALERME DE L'INSTITUT INTERNATIONAL DE PHILOSOPHIE

Le vrai peut-il être dit pluriel ?

L'Institut international de philosophie, dont le siège est à Paris, a tenu cet automne à Palerme son congrès annuel sur le thème : « Les formes actuelles du vrai. »

Cette institution a la particularité d'être à la fois authentiquement internationale quant à sa composition et à ses activités, et française quant à son statut juridique et sa gestion administrative et financière. L'IIIP a été fondé à Paris en 1937 par la Sorbonne et l'Université de Lund (Suède) lors du Congrès Descartes rassemblant les sociétés de philosophie du monde entier. Gaston

Berger, puis Alexandre Koyré le parraineront et confieront ultérieurement à Henry Duméry la tâche de l'administrer - ce qu'il fait encore à ce jour - un côté d'un secrétaire général qui est aujourd'hui Yves Belaval succédant à Georges Ganguilhem.

Depuis sa fondation, l'IIIP a atteint sa taille actuelle, soit près de cent vingt membres, dont neuf Français, représentant une quarantaine de pays. S'y confrontent les écoles de philosophie les plus marquantes de notre époque, depuis les philosophes analytiques, qui dominent dans les pays de langue anglaise et

dans l'Europe du Nord, jusqu'au marxisme professé à l'Est et ailleurs, en passant par l'épistémologie, la phénoménologie, l'herméneutique et les surgissements de l'école de Francfort, prédominants dans l'Europe de l'Ouest.

Le thème de cette année était particulièrement propice à un tel dialogue : peut-on parler de vérité hors des limites de la cohérence des systèmes logiques ou de la vérification par voie empirique ? Mais, est-il légitime de parler de vérité dans le domaine moral ou au plan religieux ? Encore : quelque chose d'autre que des propositions peut-il être dit vrai ou faux ? Ainsi, est-il légitime d'appeler vraie une œuvre d'art ? Bref le vrai peut-il être dit pluriel sans cesser d'être le vrai ? Il n'était pas inapproprié de débattre de ce problème en Sicile, cette île qui vit éclore la philosophie, la rhétorique et la politique.

Il faut souhaiter que le statut unique en son genre de l'Institut international de philosophie soit préservé dans l'avenir, car c'est un honneur pour la France d'héberger et de financer pour l'essentiel une institution représentative de la communauté philosophique mondiale, et qui en même temps satisfait aux règles du droit public français.

PAUL RICKEUR.

LE BOOKER PRIZE, le plus important prix littéraire britannique, a été attribué, cette année, à l'écrivain Nito Zúñiga Keri Halmes, pour son premier roman, *The River People*, par un jury présidé par Norman Maclean-John-Stevens, ancien ministre des arts. Ce prix est doté d'un montant de 15 000 livres (environ 170 000 francs).

J.-F. L.

CHAÎNE CULTURELLE

La fin de la mission Desgraupes

Le secrétariat d'Etat chargé des techniques de la communication vient de mettre fin à la mission de M. Pierre Desgraupes sur l'étude d'une chaîne de service public destinée au satellite TDF 1. M. Desgraupes a déjà rendu le 30 juin dernier son rapport sur la création d'une chaîne culturelle européenne (*le Monde* du 11 juillet), mais sa mission avait été prolongée de quatre mois pour harmoniser le projet avec les nouvelles décisions gouvernementales en matière de télévision payée.

Dans une lettre adressée à M. Desgraupes, M. Georges Filloud indique que « les modalités juridiques de mise en œuvre de la structure qui accueillera ces programmes éducatifs et culturels, pour lesquels le gouvernement a réservé 300 millions de francs dans le cadre du projet de loi de finances pour 1986, seront arrêtées dans les jours prochains ». Le ministre précise qu'« il est nécessaire d'explorer les modalités de participation des

télévisions étrangères et des institutions de la Communauté ». Après avoir remercié chaleureusement M. Desgraupes, M. Filloud conclut : « Les éléments d'information que vous avez réunis ainsi que les contacts que vous avez noués constituent une base déterminante pour la réalisation de ce projet, auquel le gouvernement attache une importance particulière. »

On confirmait ces dernières semaines à Matignon que le gouvernement souhaitait une mise en œuvre rapide du projet. Mais on semble s'orienter, pour des contraintes budgétaires, vers une solution plus légère que la création d'une chaîne, proposée par M. Desgraupes. Une petite société, filiale du service public, serait chargée de l'édition des programmes et commanderait des séries d'émissions à des sociétés de productions publiques et privées. Celles-ci seraient diffusées régulièrement sur l'antenne de FR3, en attendant le lancement du satellite.

سكوت المان

COMMUNICATION

ÉPIDÉMIE DE LICENCIEMENTS A « DROIT DE RÉPONSE »

Préavis de grève à TF 1 pour le 9 novembre

Les syndicats CFTC, CFDT, FO, CGT et SNJ ont déposé, jeudi 31 octobre, un préavis de grève sur TF 1 pour la soirée du samedi 9 novembre, de 19 heures à 23 heures, trame horaire qui compte notamment la diffusion de « Droit de réponse ». A la SFP (Société française de production), où est produite l'émission, la CGT a également déposé un préavis d'arrêt de travail pour la même durée. Parmi les motifs avancés par les syndicats figure la protestation contre « la précarité de l'emploi dans l'entreprise ». D'autre part, les organisations syndicales estiment que la direction de TF 1 « n'a pas apporté le moindre élément de réponse » sur le sort des quatre collaborateurs de « Droit de réponse » dont les contrats n'ont pas été renouvelés, contrairement à ce qui avait été annoncé lors de précédentes négociations, ouvertes à l'occasion d'un premier préavis de grève déposé pour le samedi 19 octobre (le Monde des 8, 11 et 16 octobre). Les syndicats reprochent aussi à Michel Polac d'avoir « utilisé l'antenne à des fins personnelles ».

A la direction de TF 1, on reconnaît qu'aucun emploi n'a été proposé aux journalistes concernés, mais on se déclare prêt à les « dédommager financièrement » pour le préjudice subi, compte tenu du « caractère brutal » et des « conditions particulières » dans lesquelles les intéressés ont vu le non-renouvellement de leurs contrats. On précise que des propositions chiffrées devraient leur parvenir le mardi 5 novembre.

Les conflits entre Michel Polac et certains de ses collaborateurs, journalistes pigistes réguliers, ont commencé à la fin du mois de septembre. Depuis lors, on assiste à une véritable épidémie de licenciements au sein de l'équipe de l'animateur de « Droit de réponse » : après ceux (au début du mois d'octobre) de quatre journalistes (Sylvie Espaga, Bernard Lefort, Daniel Mandinet et Nicole Vidal), suivis, la semaine dernière, du renvoi d'un autre collaborateur (Claude Guyomarch), un sixième journaliste (Olivier Languepin) a été mis à pied pour avoir, dit-il, manifesté son désaccord avec les méthodes de Michel Polac.

« Droit de réponse »

Dans un communiqué publié le mardi 29 octobre, le dernier journaliste en rupture avec l'animateur de « Droit de réponse » explique ses raisons : « Sur de lui, Michel Polac continue de répondre sur le mode qu'il a choisi depuis le début, l'insolence et le mépris (...). Il soutient, notamment, que Claude Guyomarch, avec lequel j'étais en train de travailler sur le dossier « armée », n'était qu'un collaborateur de secteur artistique. C'est faux, il a bien été embauché pour faire un travail de journaliste (...). Se renier ou démissionner, voilà l'alternative que propose Michel Polac à ses journalistes. »

[La cascade de démissions au sein de l'équipe de « Droit de réponse » montre qu'il existe des problèmes dans les relations de travail entre Michel Polac et certains de ses collaborateurs. En grande partie, le différend semble venir de certaines méthodes peu collégiales adoptées par l'animateur de « Droit de réponse ». Elles sont d'autant plus mal vécues par les intéressés que leur statut est éminemment précaire. Cette émission relève, en effet, du service des programmes - comme beaucoup d'autres dans le secteur de l'audiovisuel - et non de celui de la direction des informations de TF 1. D'où des conditions d'emploi différentes. Dans les émissions rattachées au service des programmes, les journalistes ont un statut de pigistes, ils ont des contrats à durée déterminée, comme les gens de spectacle payés au cachet. Pour les émissions d'informations, les journalistes bénéficient d'un contrat à durée indéterminée, avec une sécurité d'emploi évidente.]

A. Rd.

L'ALLIANCE

SEYDOUX-BERLUSCONI

PROVOQUE DES INQUIÉTUDES

Le projet d'alliance entre M. Jérôme Seydoux, président du groupe des Châteaux, et M. Silvio Berlusconi, magnat italien de l'audiovisuel, pour exploiter une chaîne de télévision multiville (le Monde du 1^{er} novembre), commence à susciter des inquiétudes.

La Fédération nationale de la presse française, qui se plaint d'avoir été « ni consultée, ni avisée », exprime son « indignation du fait que la presse se trouve écartée, une fois de plus, de toutes les études entreprises par le gouvernement. Elle souligne qu'en Italie les conditions de mise en place de la télévision privée ont pour conséquence d'hypothéquer gravement l'aventure de l'écrit, de compromettre le développement de l'information et de la culture ».

Le Syndicat de la presse parisienne estime pour sa part que, « dans un pays moderne, la presse a vocation à participer prioritairement au développement d'une télévision privée ». « La presse, jusqu'à présent écartée de la communication radiophonique, s'indigne de voir qu'au moment où une première privatisation de la télévision doit venir elle est à nouveau écartée de cette expérience au profit d'intérêts qui ne sont pas les siens. Elle ne peut l'accepter. »

Un secrétariat d'Etat chargé des techniques de la communication, en précisant que le projet de M. Jérôme Seydoux a été officiellement déposé et qu'il sera examiné au même titre que la candidature de la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion.

LES PROJETS DU RPR POUR L'AUDIOVISUEL

M. Jacques Toubon :

« privatiser sans opération sauvage »

Le RPR met en place autour de son secrétaire général, M. Jacques Toubon, et du secrétaire national à la communication, M. Elie Crespi, une organisation de réflexion et d'action dans le secteur de la communication. Objectif : avoir les moyens d'appliquer, en cas d'alternance en 1986, le programme de l'opposition.

Après avoir maintenu plus de trente ans le monopole d'Etat dans l'audiovisuel, les formations de droite ont fait leur examen de conscience et changé de doctrine. Le cap est inversé à 180°. M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, le résume ainsi : « L'opposition a révisé sa conception de manière décisive. Les socialistes l'ont aidée, en ne levant pas vraiment la main du système audiovisuel. Pour se garantir à l'avenir de la tentation de maintenir le pouvoir, il faut établir un véritable système concurrentiel, et réduire le rôle de l'Etat. Il faut concevoir la télévision audiovisuelle avant tout en termes économiques ».

Les grandes lignes ont été esquissées pour le RPR par son président, M. Jacques Chirac, en mai 1984 (le Monde du 16 mai 1984). Depuis, Canal Plus, chaîne à statut privé, a vu le jour, et le gouvernement socialiste a pris la décision d'autoriser de nouvelles chaînes privées, nationales et locales, dont une pourrait avoir sa place, à côté d'une chaîne publique culturelle, sur le satellite TDF1. Le paysage audiovisuel risque donc, surtout si le gouvernement se sort des imbroglios actuels, d'être profondément modifié. Pourtant le secrétaire général du RPR estime que rien n'est changé : « Le projet que nous aurons à mettre en œuvre sera dans le même esprit que celui défini par M. Chirac, de la même veine ».

tion en matière de presse et d'audiovisuel, entre l'ultra-libéralisme de certains thèses de la droite et le système d'économie mixte mis en place par les socialistes, le RPR choisit un modèle proche du système américain, mais opte pour un certain « réalisme » sur la méthode. Un maître-mot : la concurrence.

Tel est l'objectif. M. Toubon estime qu'il est compatible avec le sonci du RPR de « ne pas laisser partir le système n'importe comment, au détriment des chaînes actuelles et des téléspectateurs ». Il faut, estime le député de Paris, « mettre en œuvre une solution très libérale et en même temps très positive pour les créateurs, les techniciens, les groupes de communication ». Il faut, « face à une liberté de choix illimitée que la technique et l'économie peuvent nous offrir, une certaine protection, une certaine sauvegarde, en particulier des intérêts nationaux culturels et économiques ». « Le paysage idéal est au loin, déclare-t-il. Elaborer une politique de l'audiovisuel, c'est déterminer le chemin pour y arriver. » Et, en particulier, « traiter les structures et le personnel avec délicatesse. Faire les choses progressivement. Nous ne voulons pas d'opérations sauvages dans le secteur audiovisuel ».

C'est à cette tâche que s'attellent dès maintenant deux groupes de travail au sein du RPR : un groupe « politique », autour de M. Jacques Toubon, avec MM. Denis Baudouin, Jacques Baumel, Bertrand Cousin, Elie Crespi, Charles Pasqua, Michel Péricard, Roger Romani et Robert André Vivien. Un groupe d'études, d'autre part, autour de MM. Elie Crespi, Bertrand Cousin et José Fréchet, qui en sera le rapporteur. Ce second groupe comprendra six commissions de travail. Il est chargé d'élaborer d'ici la fin de l'année des propositions concrètes et de faire le tour de tous les acteurs de la communication pour que les solutions

préconisées puissent recevoir en 1986 un début d'application. Deux futurs projets de loi seront élaborés, un pour l'audiovisuel, l'autre pour la presse écrite.

En ce qui concerne la presse écrite, les débats autour de la loi du 23 octobre 1984 ont « affûté » les positions. M. Toubon ne s'y était-il pas illustré, avec MM. François d'Aubert et Alain Madelin (UDF), les deux autres « monégasques » de l'opposition ? Les dispositions sur la transparence seraient maintenues ; en revanche, le contrôle des groupes de presse pour éviter les concentrations serait aboli, et la nouvelle loi aborderait les aspects économiques du développement de la presse écrite.

Qui dit presse écrite dit groupe Hérault. L'opposition s'aurait-elle pas donné des gages à M. Robert Hérault pour prix de ses bons et loyaux services, dans ses journaux, en faveur de l'opposition ? Ne murmure-t-on pas qu'Antenne 2, privatisée, reviendrait dans son cercle ? M. Jacques Toubon s'en défend fermement : « Il n'y a aucun accord, aucune collusion avec le groupe Hérault. Pour ce genre de projets, on ne peut pas prendre d'engagements sur la dévolution du capital. Les licences seront attribuées au profit de ceux qui en auront la capacité. C'est cela le libéralisme concurrentiel. Mais il faut aussi protéger l'industrie française de la communication et la domination américaine, il faut créer un espace européen et que plusieurs entreprises prennent une dimension internationale. »

YVES AGNÈS.

Décès de François Donati rédacteur en chef du quotidien « Les Echos »

François Donati, rédacteur en chef du quotidien Les Echos et titulaire de la rubrique Bourse à TF 1 est décédé à Paris le 31 octobre, des suites d'une hémorragie cérébrale.

[Né à Nice le 5 juin 1921, François Donati - qui signait parfois de son pseudonyme Georges Lombard - a collaboré dès 1955 au journal L'Entreprise, avant de participer en 1958 à la création de l'Europe financière. Cette même année, il devient chef du service économique du quo-

tidien Paris-Presses puis crée en 1964 la rubrique boursière à la télévision française. Dès 1966, il est rédacteur en chef puis directeur de la rédaction de L'Opinion économique et financière. En 1974, il devient titulaire de la rubrique Bourse à TF 1 et prend la direction en chef de l'économie générale au quotidien Les Echos. Il était chargé en outre, depuis 1977, des relations du journal avec les grandes places financières étrangères. François Donati était marié et père de deux enfants.]

Abolir

le monopole de TDF

La même veine, c'est-à-dire une dénationalisation poussée du secteur, qui conduise à une prédominance des chaînes privées, comme aux Etats-Unis. Il ne resterait plus qu'une chaîne publique de TV (mais M. Toubon est favorable au projet Desgranges de canal culturel européen par satellite) et une société de radio d'Etat (Radio-France). La privatisation de l'agence Havas et de la Société française de radiodiffusion (SOFIRAD) soustrairait la quatrième chaîne et les stations de radio grandes ondes à l'influence de l'Etat. La Société française de production (SFP) se transformerait en plusieurs sociétés privées ayant en commun un groupement d'intérêt économique pour l'utilisation du patrimoine de la SFP (décor, costumes, accessoires...). Pour M. Toubon, la SFP a « réussi son redressement en tant que secteur privé de la production et en imposant aux chaînes des coûts qui ont pesé sur leurs budgets ».

La direction générale des télécommunications (DGT) deviendrait probablement une société d'économie mixte, ou une société nationale à statut commercial. Enfin Télédiffusion de France (TDF), dont le rôle est si controversé, serait transformée en société d'économie mixte et surtout soumise à la concurrence d'autres diffuseurs, privés ceux-là. Condition essentielle aux yeux de M. Toubon pour que l'Etat ne reprenne pas d'une main ce qu'il donne de l'autre. Les recettes ? La redevance aux sociétés publiques, la publicité aux chaînes privées concurrentes, qui seraient titulaires, comme aux Etats-Unis, de « licences », alors que la loi du 29 juillet 1982 prévoit seulement pour les chaînes privées nationales des « concessions de service public ». Une commission, analogue à la Federal Communications Commission américaine, remplacerait la Haute Autorité pour les autorisations et le contrôle de la diffusion. Les sociétés publiques de télévision et de radio seraient sous tutelle, comme par le passé, du pouvoir politique.

« Pas d'accord conclu avec M. Hérault »

Quant aux nouvelles chaînes privées déjà créées (Canal Plus) ou en voie de l'être (chaînes musicales et généralistes multivilles) avec les concours engagés d'Europe 1, RTL, et Télé-Montecarlo, la privatisation d'Havas et de la SOFIRAD conduirait à l'alternance suivante : « On bien le système monté hier la route et il continue, ou bien, le concours de l'Etat disparaissant, les chaînes se révoltent non rentables et disparaissent. »

CONTRE-INFORMATION A GRENOBLE

« Interpeller la presse » conteste le monopole du « Dauphiné libéré »

De notre correspondant

Grenoble. - Après plusieurs années de silence, l'association grenobloise « Interpeller la presse » reprend du service. Créée en 1972 par des « usagers de l'information locale et régionale », elle avait tenté, avec beaucoup de difficulté, de secouer le monopole exercé sur Grenoble et une très large partie du département de l'Isère par le Dauphiné libéré. Elle réclamait, en vain, une réelle diversification des organes d'information qui aurait pu permettre, selon l'association, « une lecture différente de l'actualité locale ».

L'association, composée aujourd'hui d'universitaires, de magistrats, d'avocats, de médecins et de syndicalistes, reprend presque point par point les thèmes développés treize ans plus tôt, la situation de la presse locale n'ayant pas évolué depuis.

Toutes les tentatives d'édition à Grenoble soit d'un hebdomadaire - Ville ouverte en 1978 - soit d'un nouveau quotidien - le Point du jour en 1978 (à l'initiative du Parti communiste) ou le développement de pages locales du Progrès en 1980 - ont échoué. Quant au projet de lancement d'un quotidien dans le département de l'Isère soutenu activement par M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale, il a été reporté au printemps 1986 (le Monde du 22 août 1985).

L'association cooostatée aujourd'hui qu'un groupe (le Dauphiné libéré) contrôlé par M. Robert Hérault sans concurrence et sans frein tend non seulement sur la presse et la radio « et... modèle l'opinion plus qu'il ne l'écoute ».

« Interpeller la presse », qui affirme ne pas vouloir « partir en croisade » contre le Dauphiné libéré, entend toutefois se doter de moyens originaux pour susciter l'attention des usagers du Dauphiné

Libéré sur le traitement de l'information locale. Ainsi, un « pavillon d'urgence de l'information » verra le jour dans quelques semaines à Grenoble, qui accueillera les informations non diffusées par le grand quotidien ou tout simplement troquées par celui-ci.

« Nous serons le lieu de l'anticipation », souligne l'un des responsables de l'association, M. Philippe Galliard. Nous tenterons de ramener à la rigueur les tricheurs ». L'association mettra également à la disposition de ses membres ou des personnes qui la solliciteront les outils juridiques nécessaires à l'exercice du droit de réponse. Enfin « Interpeller la presse » utilisera les services du Minitel pour diffuser un « bulletin d'alerte » traitant de l'information locale.

L'association, qui devrait recevoir un soutien certain dans l'opinion publique grenobloise, risque cependant de se heurter aux mêmes obstacles que celui rencontré en 1972, à savoir l'hésitation de nombreux acteurs de la vie locale à entrer en conflit avec un journal omnipotent dans la cité. En effet, quel homme politique ou quel syndicaliste peut se permettre, aujourd'hui comme hier, de contester publiquement un quotidien qui dispose du monopole de l'information locale ?

CLAUDE FRANÇILLON.

« La Corne sans » - Nice-Matin. - L'édition du quotidien Nice-Matin destinée à la Corse a pas été distribuée le 31 octobre : vingt-six employés de la société Publ-Nice, filiale de Nice-Matin, chargés de sa distribution, ont bloqué des dizaines de milliers d'exemplaires sur les aéroports de Poretta, Bastia et Ajaccio. Leur syndicat unique, Force ouvrière, réclame des négociations sur les salaires, les treizièmes mois, les indemnités et les systèmes des primes. Le mouvement de grève a débuté dans l'après-midi, des négociations devant s'ouvrir dès la semaine prochaine.

RADIO-TÉLÉVISION

Vendredi 1^{er} novembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

20 h 35 Spécial Nathalie Baye. Émission proposée par Bernard Schmitt. Réal. J. Paul Jaud. L'émission propose de suivre la comédienne pendant une journée : ses rencontres, le studio, etc.

21 h 55 Téléfilm : Ana Non. D'après le roman d'A. Gomez-Arcos. Réal. Jean Prat. Ana Non, épouse, mère et veuve de quatre hommes finis par la guerre civile espagnole et dont mille pierres tombales ne portent le nom. La quête d'une vieille femme illustre, son éveil et sa mort. Une adaptation du roman d'Augusta Gomez-Arcos par Jean Prat, qui a voulu garder les deux niveaux de l'œuvre, le réalisme et la fantastique métaphorique.

22 h 40 Journal.

23 h 55 Yaguez nocturne. Le groupe Indochine, Bazanarama, Christophe.

DEUXIÈME CHAÎNE

20 h 35 Feuilletton : Jeu, set et match. De J. Gouan et E. Salla ; réal. : M. Wya. Avec E. Viellard, H. Guybet, B. Roman. Dans ce troisième épisode, Arnold rencontre ses premiers vrais problèmes : la rivalité des copains, la tentation de l'argent, le mobisme.

21 h 40 Agoraphobie. Magazine littéraire de B. Pivot. Sur le thème « La vie des saints », sont invités : Pierre Bourgeade (Mémoires de Judas), Jacques Duguesne (Saint Elie), Jean Guizot (Portrait de Marthe Robba), Jean Marthe (Le Chien de la agesse, un roi nommé Saint Louis), Luigi Mezzadri (Vincent de Paul).

22 h 55 Journal.

23 h 6 Ciné-club : Une aussi longue absence. Film français de H. Colpi (1960), avec A. Valli, G. Wilson, J. Hardin, D. Leprieux. (N.) Le patrimoine d'un petit café de Putzbourg reconnaît, dans un clochard comique, son mari, déporté en 1943 et dont la mort n'a jamais été prouvée. Belle, émouvante histoire, pour les débuts dans la réalisation de Henri Colpi. L'univers de Marguerite Duras (scénariste avec Gérard Jullien) porté par une atmosphère impressionniste en milieu populaire.

TROISIÈME CHAÎNE

20 h 35 Feuilletton : le Paris. Réal. D. de la Patellière et A. Kantor. Avec Ch. Aznavour, O. Picon, J. Charry. Julien Mourès (Charles Aznavour) est revenu après vingt ans d'exil au sein de sa famille, bien décidé à

faire éclater la vérité. Pax de cadeau de part et d'autre. Un feuilletton à la Dallas, amour, passion, coups bas. Efficace malgré les stéréotypes (volonté). Bien joué.

21 h 30 Quelques mots pour le dire, de la Sécurité routière.

21 h 35 Vendredi Soir 3 : Salut, les patrons (et à 22 h 40).

Édition spéciale d'André Campana et Christian Demaria. Un voyage dans le monde des chefs d'entreprise à travers le portrait de trois d'entre eux : Serge Dassault, François Delachaux et Robert Etcheberry, avec la participation d'Yvon Gattaz (président du CNPF) et d'Edmond Mèze (secrétaire général de la CFDT).

22 h 25 Journal.

22 h 55 Magazine : Montagne. Dossier sur l'aménagement des pistes. Salot de la neige et de la montagne. Premier de cordée : Patrice Bellefont.

23 h 45 Coup de cœur.

23 h 55 Préface à la nuit. « Le Cœur de cimetière », de Dédou de Séverac, par le pianiste Alain Kremsky.

FR3 PARIS - ÎLE-DE-FRANCE

17 h, La révolte des Habsbourg ; 17 h 15, Le théâtre du Fut (marionnettes géantes) ; 17 h 30, L'œuf de Dany ; 18 h, Nougano au Festival de Bourges ; 18 h 55, Hello, Molenau ! ; 19 h 5, L'image de l'homme devant la mort ; 19 h 30, Scott Ross au festival d'Aix ; 19 h 35, Un journaliste un peu trop voyant.

CANAL PLUS

20 h 35, Supertaxi ; 21 h, Venez-vous danser avec moi ? film de M. Boileau ; 22 h 35, De plein fouet, film de B. Hirt ; 0 h 18, Ligne de mort, film de M. Azopardo ; 1 h 35, Viva la vie, film de C. Lelouch ; 3 h 25, Box ; 4 h 25, Chronosone 3, film de D. Crossberg ; 5 h 55, Hill Street Blues.

FRANCE-CULTURE

17 h 30 Soirée d'œuvre : à l'occasion de l'exposition de dessins de Victor Hugo au Petit Palais.

21 h 30 Black and blue : le jazz de A à Z, avec François Billard.

22 h 30 Nuits magiques : la nuit et le moment ; à 23 h, Afrique du Sud.

0 h 5 De jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

20 h Concert : « Boris Godounov », de Moussorgski, par l'Orchestre national de France et le Chœur national bulgare S. Obretenov, dir. T. Fulton, sol. E. Randova, M. Talvela, W. Oehman, A. Diakov, J. Gilmore, P. Meyen.

23 h Les séries de France-Musique : Aimez-vous Bach ?

Les programmes du samedi 2 et du dimanche 3 novembre se trouvent dans « le Monde Loisirs »

221.82.4 Dessirier 380.50.72
MAÎTRE-ÉCAILLER RESTAURATEUR
9, PLACE DU MARECHAL JUIN (ex place Féraud) 17

économie

REPÈRES

Dollar : repli à 7,97 F

Les dernières statistiques assez décevantes sur l'état de l'économie américaine, notamment un déficit commercial record en septembre (15,5 milliards de dollars), ont provoqué, vendredi 1^{er} novembre à New-York, puis sur les places européennes restées ouvertes, un léger repli du dollar. Le « billet vert » a coté 2,6060 DM (contre 2,6135 DM la veille) et 7,97 F (contre 8 F). La devise américaine s'est surtout dépréciée vis-à-vis du yen, son prix passant, à Tokyo, en dessous de la barre des 210 yens pour la première fois depuis mars 1981 (209,85 yens, contre 211,80 yens).

Commerce extérieur : nouvel excédent japonais

La balance commerciale japonaise a été excédentaire de 5,3 milliards de dollars en septembre, soit 20 % de plus qu'en août, et 3 % de plus qu'en septembre 1984. La balance des comptes courants, qui comprend, outre les échanges de biens tangibles, ceux des invisibles, a été excédentaire, en septembre, de 4,9 milliards de dollars, contre 3,5 milliards en août. Sur l'ensemble du premier semestre, l'excédent commercial a donc déjà atteint la somme de 23,2 milliards de dollars, notamment grâce aux ventes records d'automobiles vers les Etats-Unis, du doublement des exportations à destination de la Chine, et d'un fléchissement des importations. Sur l'ensemble de l'année, ce surplus pourrait dépasser la projection officielle de 50 milliards, et ce malgré les efforts du gouvernement japonais pour réévaluer le yen, engagés depuis la réunion, le 22 septembre à New-York, du groupe des cinq premières puissances industrielles. La hausse de la devise japonaise, si elle se poursuit, n'aura d'effet sur les performances commerciales du pays que sur le long terme.

Pétrole : les pays de l'OPEP désormais libres de fixer leurs prix et leurs quotas, selon M. Oteiba

Le ministre du pétrole des Emirats arabes unis, M. Man Said Al Oteiba, a déclaré, jeudi 31 octobre, que, « après l'échec de toutes les tentatives de l'OPEP, notamment auprès des autres pays producteurs de pétrole non membres de l'Organisation, pour respecter les prix officiels, chaque pays producteur est désormais libre de fixer le prix de son brut selon sa convenance ». Les membres de l'OPEP, qui « se sont trop longtemps sacrifiés » au profit des autres producteurs, sont désormais, a-t-il ajouté, « libres de fixer leur quota et de vendre leur pétrole au prix qui leur convient ». Succédant à la déclaration, au début de la semaine, de M. Subroto, président de l'OPEP, qui estimait que la défense des prix officiels de l'OPEP apparaissait désormais irréaliste, les propos de M. Al Oteiba montrent que les membres de l'Organisation semblent prêts à abandonner toutes les règles qu'ils avaient tenté d'appliquer depuis trois ans afin de soutenir le marché pétrolier : respect de prix officiels, plafonds et quotas de production. Selon les statuts de l'Organisation, il faudra, pour que cet abandon devienne officiel, qu'il soit approuvé par l'ensemble de ses membres au cours de la prochaine conférence, prévue à Genève le 7 décembre.

SOCIAL

Renault-Douai : procédure de licenciement contre deux responsables de la CGT

La direction de Renault-Douai a décidé, le 31 octobre, « d'engager une procédure de licenciement pour faute lourde » à l'encontre de MM. Jean-François Caré, secrétaire général de la CGT de l'usine, et Eric Laschamps, secrétaire du comité d'entreprise. Selon la direction, ils « ont été formellement identifiés parmi les agresseurs de deux employés, sur un parking de l'usine, dans la soirée du 15 octobre dernier. (...) Divers témoignages ont permis d'établir de façon irréfutable qu'ils se sont livrés à des violences physiques ». Deux autres représentants de la CGT sont mis à pied pour huit jours. Un comité d'établissement est convoqué pour le 6 novembre.

Se défendant de vouloir engager une épreuve de force avec la CGT, la direction estime que « l'agression relève du droit commun et ne peut s'apparenter à une forme normale d'action syndicale ». Après une plainte de la direction contre X, les deux employés agresseurs ont engagé une action sur le plan pénal contre « les agresseurs identifiés ». M. Caré s'est étonné de la plainte de la direction ait été « déposée quinze jours après les faits », lui reprochant d'avoir engagé des procédures « avant que la justice ait fait son enquête ».

Dans une interview au mensuel de la Régie, avec M. Besse souligne que « Renault est malade, très malade. (...) Les salariés l'ont d'ailleurs compris dans leur très grande majorité, et c'est ce qui explique que le réalisme et le bon sens l'aient emporté en faisant valoir la modération contre les tenants d'une démarche suicidaire ».

M. MAIRE ET LA GRÈVE

Le PSU craint que la CFDT ne se transforme en « simple groupe de pression »

Les déclarations de M. Edmond Maire sur la « myologie » de la grève (le Monde du 30 octobre) ont suscité de nombreuses réactions. Pour l'union régionale CFDT de Basse-Normandie, traditionnellement dans l'opposition à la direction confédérale, ces déclarations ne s'appuient sur aucune décision du conseil national de la centrale. En « opposition fondamentale » avec

ces propos, l'union régionale estime que « d'électrochoc en électrochoc, Edmond Maire poursuit une entreprise de démolition qu'il faut stopper ».

Dans un communiqué, le PSU « craint de voir ce syndicat se transformer en simple groupe de pression déclinant bien éloigné du socialisme autogestionnaire ». « Pour négocier avec un patronat de plus en plus dur, affirme le PSU, il faut obtenir un rapport de force en faveur des salariés. La grève en est encore souvent un des moyens les plus efficaces ».

Enfin, M. Jean Bornard, président de la CFDT, a déclaré le 31 octobre à Bagnoles-sur-Cèze (Gard) que M. Maire « paraît revenir à une plus juste appréciation de la grève comme ultime recours des travailleurs. Mieux vaut tard que jamais et pourvu que ça dure ».

(Publié)
Aujourd'hui, les toutes dernières affaires en vente de fonds de

COMMERCE

BOUTIQUES - LOCAUX - BUREAUX
atm., cafés, librairies, divers
dans le journal *Le Monde* depuis 40 ans
« LES ANNONCES »
En vente parcoure 4,20 F et 36, rue de
Maitre, 75011 Paris - Tél. (1) 805.20.30

ÉTRANGER

Le déficit commercial américain progresse encore

Mettant en application sa décision de masquer la politique commerciale, l'administration Reagan a dressé l'inventaire, mercredi 30 octobre, des deux cent vingt-sept principales barrières commerciales américaines, dans trente-quatre pays, contre les produits américains. De quoi amorcer en partie l'impact causé, le lendemain, par l'annonce d'un nouveau record - négatif - de la balance des échanges du pays : 15,5 milliards de dollars au mois de septembre, soit une aggravation de 56 % par rapport au mois d'août. Le précédent record, en juillet 1984, était de 13,7 milliards.

Cette nouvelle aggravation ne peut que relancer le débat sur le protectionnisme aux Etats-Unis. Le Congrès réclame toujours des restrictions à l'importation de textile, de chaussures, et songe même à de nouvelles limitations aux achats d'acier étranger. L'envisage même de lever le veto d'un texte protégeant l'industrie du textile et de la chaussure américaine, à la « reconciliation bill », une proposition de loi qui précise le budget pour 1986.

Mais ce projet, favorable aux Etats producteurs du Sud et de l'Est du pays, se heurte à l'opposition de l'Ouest américain, aux liens étroits avec les principaux exportateurs de textile d'outre-Pacifique. Les oppositions sont telles qu'on a évoqué le spectre d'une « nouvelle guerre civile » où s'affronteraient l'Est et l'Ouest des Etats-Unis.

Les divisions du Congrès expliquent aussi son incapacité à passer outre au veto opposé par le président Reagan à la loi limitant les importations de chaussures - une telle action supposant un vote à la majorité qualifiée.

L'administration, quant à elle, annonce que, ayant précisément identifié les barrières opposées aux produits américains sur les marchés étrangers, elle est désormais en mesure d'en demander le démantèlement, « par des négociations bilatérales, par l'application agressive des accords américains, ou par des recours auprès des organisations internationales ».

La liste vise principalement le Japon, dont les protections handicapent les ventes de bois, de vin, ou de matériel de télécommunications américaines. Sont également citées les restrictions aux importations de fruits en Europe, de bière de vin et de contreplaqué au Canada, et l'interdiction d'importation de camions et d'autobus au Mexique.

REPRISE DES HOSTILITÉS ENTRE AMÉRICAINS ET EUROPÉENS

Reprise des hostilités entre Américains et Européens. Les Etats-Unis viennent de relancer de manière spectaculaire les droits perçus sur les importations de pâtes alimentaires en provenance de la Communauté, rompant ainsi brutalement la trêve qui avait été conclue entre les deux parties en juillet. Les droits sont portés de 8 % à 40 % sur les pâtes sans œufs et de 2,5 % à 25 % pour celles contenant des œufs.

Ce relèvement, qui équivaut à un embargo et qui affectera presque exclusivement l'Italie, devrait logiquement conduire la Communauté à augmenter à titre de représailles les droits sur les importations de noix et de citrons en provenance des Etats-Unis. C'est ce qu'elle avait annoncé en juillet lorsque Washington s'en était pris pour la première fois aux pâtes italiennes.

On trouve à l'origine de ce conflit à l'égard des exportations américaines d'agrumes, qui s'estiment lésés par les conditions préférentielles qu'accorde la Communauté à ses partenaires et fournisseurs commerciaux. C'est pour évaluer l'agressivité des Californiens. L'effort s'ajoute à celui de la Communauté qui veut peser les intérêts de ces derniers, déjà très préoccupés par les effets négatifs qu'aura pour leurs exportations de fruits l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun.

Cependant, elle était disposée à concéder un geste - une légère baisse du droit appliqué - pour calmer l'agressivité des Californiens. L'effort s'ajoute à celui de la Communauté qui veut peser les intérêts de ces derniers, déjà très préoccupés par les effets négatifs qu'aura pour leurs exportations de fruits l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun.

Quant à M. Gérard Gaumé, secrétaire de la CGT, il a réaffirmé « sa volonté de voir le droit d'exportation directe des salariés prendre l'essor le plus grand ». « Aujourd'hui, des millions de salariés sont privés d'un tel droit. La CGT fera tout dans son action sur le terrain et dans ses démarches auprès des parlementaires pour faire vivre dans la réalité le droit d'exportation pour tous les salariés ».

« Ramenez à deux « représentants » sur les rangs. - Après la liquidation de biens de l'entreprise Ramon (fabrique française de Sod), prononcée le 1^{er} octobre dernier, le tribunal de commerce d'Als (le Monde du 20-21 octobre), deux propositions de reprise de la société seraient présentées à la fois au syndicat et aux ministères de l'Industrie et de la Culture. Un plan de reprise émane de la société Franco-Pianos (qui a réuni pour cela 1,5 million de francs de capitaux privés), l'autre d'un ancien directeur adjoint du groupe Bussac. Le personnel se serait montré favorable, selon Franco-Pianos, à un reprenneur privé.

183 licenciements autorisés chez Technip. - La direction départementale du travail des Hauts-de-Seine a accepté le licenciement de 183 salariés de Technip à La Défense sur les 234 demandés par la direction.

Japan Airlines perd des passagers. - La compagnie aérienne japonaise Japan Airlines (JAL) a perdu, entre le 1^{er} octobre et le 14 octobre, 41,7 % de la clientèle qui avait emprunté, l'année dernière à la même époque, sa ligne Tokyo-Osaka. Cette défection est une conséquence de la catastrophe du Boeing-747 qui s'est écrasé, le 12 août dernier, près de Tokyo, provoquant la mort de cinq cent vingt personnes.

EN SUÈDE

Mort à l'impôt sur l'héritage !

De notre correspondant

Stockholm. - Dans la vie, il faut être prévoyant. A trente-quatre ans, Fredrik Lundberg, directeur général du groupe familial L.E. Lundberg (bâtiment et travaux publics), est l'un des hommes les plus riches de Suède. Sa fortune personnelle est évaluée à environ 1,3 milliard de couronnes, soit autant de francs français. Il pense déjà à l'avenir problématique qui attend son entreprise et ses deux jeunes enfants, si par malheur il recevait une grosse tuile sur le crâne. Ne voulant pas risquer de léguer... des dettes à sa progéniture, il a décidé de se domicilier, à la fin de l'année, à Zurich en Suisse.

Fredrik Lundberg est un de ces nababs suédois qui désirent que l'affaire montée par les grands parents restant propriété familiale dans les décennies à venir. Il veut échapper au lourd impôt sur l'héritage et les successions qui réduisent plus d'un « capitaliste », en prenant parfois des proportions tout simplement extravagantes. Au printemps dernier par exemple, les héritiers de M. Sally Kistner se trouvaient à la tête d'une fortune de 311 millions de couronnes en titres. Pour s'acquitter de l'impôt sur l'héritage (170 %), ils durent vendre la portefeuille d'actions Astra (laboratoire pharmaceutique) - dont les cours avaient chuté après le décès de M. Kistner - et payer quand même 24 % de taxes supplémentaires sur le capital au titre de la plus-value. Résultat : mise en faillite avec une dette de 20 millions de couronnes !

Les enfants de l'armateur Dan-Axel Broström ont connu les mêmes mésaventures et bien d'autres cherchent fébrilement une ficelle légale pour ne pas tout donner au percepteur. Le patron-fondateur d'IKEA, Ingvar Kamprad, a ainsi transféré une partie de ses biens dans une fondation à l'étranger. En Suède, dit un expert fiscal, il est

préférable de placer son argent en timbres qu'en actions. Fredrik Lundberg n'a aucune envie de tomber dans le « piège Kistner » qui peut jouer sur les héritages supérieurs à 6 millions de couronnes et d'obliger ses enfants à payer 94 % d'impôt. Il va donc s'installer en Suisse où le taux sur les successions n'est que de 6 %. De Zurich, il continuera, comme directeur général-adjoint, à diriger l'entreprise familiale et à superviser son expansion à l'étranger. Il laisse - pour le moment - tout son capital en Suède et paiera docilement pendant trois ans l'impôt sur le revenu au percepteur de sa ville de Norrköping.

« Je ne suis pas heureux de quitter la Suède, déclare-t-il à la télévision. Et je suis prêt à regagner mon pays si un changement de législation permet à la famille de conserver intacte à l'avenir la majorité du capital social de l'entreprise ».

Les sociaux-démocrates suédois se sont toujours efforcés de faire bon ménage avec l'industrie privée qui, sur le plan fiscal, est bien étagée par rapport aux particuliers. Ils reconnaissent que les modalités de l'impôt en question doivent être révisées car son objectif n'était absolument pas d'inciter les capitalistes à s'expatrier. Cet impôt a été introduit essentiellement pour des raisons morales et de justice sociale et son poids dans les recettes de l'Etat est négligeable : moins de 1 % des revenus de la taxe à la valeur ajoutée.

Le gouvernement semble maintenant envisager d'aligner le taux d'imposition des successions sur ceux, plus modérés, appliqués dans les autres pays scandinaves. A l'heure actuelle, sur un héritage, en titres, d'un montant de 400 millions de couronnes, le légataire finlandais garde, une fois l'impôt payé, 344 millions, le Norvégien 300 millions, le Danois 272 millions et la Suédois... 24 millions. Un record du monde !

ALAIN DEBOVE.

Les « nouveaux pauvres » sont de plus en plus nombreux

De notre correspondant

Stockholm. - S'il a une fin de mois difficile, le citoyen suédois sait qu'il peut, sans devoir en principe se sentir dégradé ou humilié, aller trouver le bureau d'aide sociale qui lui fournira assez généreusement et le secours momentané dont il a besoin. C'est un droit, il paye suffisamment d'impôts pour en bénéficier lorsqu'il est dans l'embarras.

Toutefois, ce « filet de protection » avait été mis en place à l'origine pour faire face à des situations exceptionnelles, et non pour devenir un élément permanent de la « société de bien-être ». C'est bien, pourtant, ce qui est en train de se produire et qui a amené les deux grands syndicats de travailleurs, employés et cadres, à alerter le gouvernement social-démocrate.

L'année dernière, 525 000 Suédois - soit plus de 6 % de la population - ont touché une aide sociale. Leur nombre a augmenté de 50 % en l'espace de cinq ans et il continue à croître. Certes, les « nouveaux pauvres » ne sont pas ici des gens qui vivent dans la misère, et, s'ils qualifient la situation actuelle de « grave », les syndicats évitent de faire des comparaisons - avec les problèmes qui existent en Angleterre, en Allemagne de l'Ouest ou en France -.

Une bonne partie des assistés sociaux suédois - et c'est nouveau - sont en fait « comme tout le monde ». Ils ont souvent un emploi ordinaire, mais n'arrivent pas, simplement, à joindre les deux bouts. Les loyers, par exemple, ont les salariés au cours des cinq dernières années.

Le chômage et les effets des restructurations industrielles ne sont pas les seules explications. Parmi ces « nouveaux pauvres », il y a beaucoup de femmes célibataires, sans enfants, qui travaillent à temps partiel ; beaucoup de jeunes de dix-huit à vingt ans, employés à des travaux d'utilité collective, qui ne vont pas loin avec quatre heures rémunérées par jour. S'ils habitent encore à la maison, ils ont couramment en Suède que les parents leur réclament une participation aux frais de loyer et de nourriture.

D'autres « nouvelles » catégories touchées sont les réfugiés, les hommes célibataires et les jeunes couples, avec enfants, qui travaillent pas tous deux à plein temps, condition presque nécessaire aujourd'hui en Suède pour vivre convenablement. De plus en plus, les

bureaux d'aide sociale doivent aussi prêter main-forte à des propriétaires de maisons individuelles qui ne peuvent plus rembourser leurs emprunts à la banque ou qui sont sévèrement frappés par des taux d'intérêt meurtriers et la hausse constante de diverses taxes indirectes : l'immobilier, sur le fuel domestique ou l'électricité.

Une honte

A Malmö, cette année, près de 20 000 ménages, contre 10 000 en 1980, sont tributaires de l'aide publique. Le pourcentage est, en moyenne, 13 000 couronnes par an, soit autant de francs.

« Nous n'avons pas connu une telle situation depuis les années 30 », dit M. Bengt Hedén, chef des services sociaux de la troisième ville de Suède. Ces chiffres montrent que quelque chose ne va pas. C'est une honte pour notre société.

La fédération des communes, qui vient de publier ces statistiques, relève un phénomène tout à fait nouveau : le besoin d'aide sociale augmente dans une période de haute conjoncture économique, alors que l'industrie automobile et le commerce de détail battent des records de vente et que le chômage s'est stabilisé à environ 3 % de la main-d'œuvre active. Autrefois, en effet, on remarquait la tendance inverse : le nombre d'assistés sociaux, relativement élevé en période de récession, diminuait presque automatiquement avec la reprise de l'activité industrielle.

On pensait que ce serait le cas cette fois encore, après la dévaluation de 16 % de la couronne en 1982 et le « boom » des exportations qu'elle a entraîné. Mais cette relance s'est accompagnée d'une politique d'économies dans les dépenses publiques qui a réduit sensiblement la marge de manœuvre financière du Suedois moyen : les revenus réels ont diminué d'environ 10 % en dix ans, les allocations pour le logement, les études et le chômage n'ont pas suivi la hausse du coût de la vie et, en particulier, des prix des produits alimentaires.

Le gouvernement social-démocrate ne sait pas trop comment faire face à ce problème nouveau. Il s'est contenté de mettre en place une commission chargée d'analyser rapidement les causes de ce nouveau paupérisme. Il est à noter que c'est dans les régions touchées plus que d'autres par le chômage que la gauche a perdu du terrain aux élections communales du mois de septembre.

ALAIN DEBOVE.

Au Canada

La nouvelle politique électorale approuvée par l'industrie

La nouvelle politique électorale approuvée par l'industrie. L'industrie canadienne a approuvé la nouvelle politique électorale du gouvernement libéral. Cette politique vise à réduire les dépenses électorales et à augmenter la transparence des campagnes. Les industriels ont soutenu ces mesures, estimant qu'elles favorisent une concurrence plus saine et réduisent les coûts de la politique.

La nouvelle politique électorale approuvée par l'industrie. L'industrie canadienne a approuvé la nouvelle politique électorale du gouvernement libéral. Cette politique vise à réduire les dépenses électorales et à augmenter la transparence des campagnes. Les industriels ont soutenu ces mesures, estimant qu'elles favorisent une concurrence plus saine et réduisent les coûts de la politique.

La nouvelle politique électorale approuvée par l'industrie. L'industrie canadienne a approuvé la nouvelle politique électorale du gouvernement libéral. Cette politique vise à réduire les dépenses électorales et à augmenter la transparence des campagnes. Les industriels ont soutenu ces mesures, estimant qu'elles favorisent une concurrence plus saine et réduisent les coûts de la politique.

مكتبة من الأصل

50 من الأصل

MATIÈRES PREMIÈRES

LA CRISE DE L'ÉTAIN

Menaces sur la Bourse des métaux de Londres

Le Conseil international de l'étain, réuni à Londres les 29 et 30 octobre pour tenter de sauver l'accord international relatif à cette matière première, a ajourné ses travaux, mercredi soir, jusqu'au mardi 12 novembre. Aucune solution n'a été annoncée pour résoudre la crise grave qui frappe ce marché, les pays consommateurs - mais aussi la Malaisie - ayant refusé de soutenir des cours « artificiellement élevés ». Les maisons de négoce sont en danger, se trouvant engagées à hauteur de 50 000 tonnes de métal, soit environ 400 millions de livres (4,5 milliards de francs).

Cette crise touche donc la Bourse des métaux de Londres qui a suspendu les cotations de l'étain jusqu'à lundi prochain 4 novembre. Elle risque d'entraîner la baisse d'autres métaux non ferreux - les cours du cuivre ont notamment déjà fléchi, - ce qui peut satisfaire les pays consommateurs (voir tableau), mais nuirait aux producteurs. La Malaisie envisage de fermer une partie de ses quatre cents mines, tandis que la société canadienne International Nickel (INCO), le premier producteur mondial de nickel, vient de demander la fermeture provisoire du marché de ce métal. Le sort de la place de Londres est en jeu, préoccupant la Banque d'Angleterre et le gouvernement britannique.

latine. La Malaisie arrive nettement en tête, suivie par la Bolivie (qui ne se souvient de l'étain, « roi » de l'étain), l'Indonésie et la Thaïlande, soit à quatre, plus de la moitié de la production.

Il s'agit aussi du marché le plus anciennement contrôlé : les producteurs se réunissent pour la première fois en 1921, une association fut créée dix ans après ; un Conseil international a été installé en 1954, le premier accord signé en 1956 et le sixième en 1982, qui ont permis une certaine tenue des cours, supérieurs de 1970 à 1980 à la hausse mondiale des prix.

Toutefois, de nouveaux acteurs, comme le Brésil et la Chine, qui ne sont pas membres du Conseil, n'en respectent pas les disciplines de production et d'exportation, alors même que la consommation du « métal du diable » - comme le nomment les mineurs boliviens qui moururent sur les hauts plateaux - fléchissait (environ 150 000 tonnes face à une production de plus de 200 000 tonnes). Suite à une chute des cours, les cotations ont été suspendues le 24 octobre (le Monde du 26 octobre) à la Bourse des métaux

de Londres (London Metal Exchange).

Cette suspension s'est poursuivie jeudi et vendredi, tandis que les interventions du Conseil international, par le biais de son stock régulateur - ce qui permettait de soutenir les cours du métal au-dessus d'un prix plancher - restent interrompues, jusqu'à nouvel ordre. La réunion de Londres rassemblait six importants producteurs et seize importants consommateurs d'étain, mais leur contrôle est loin d'être assuré.

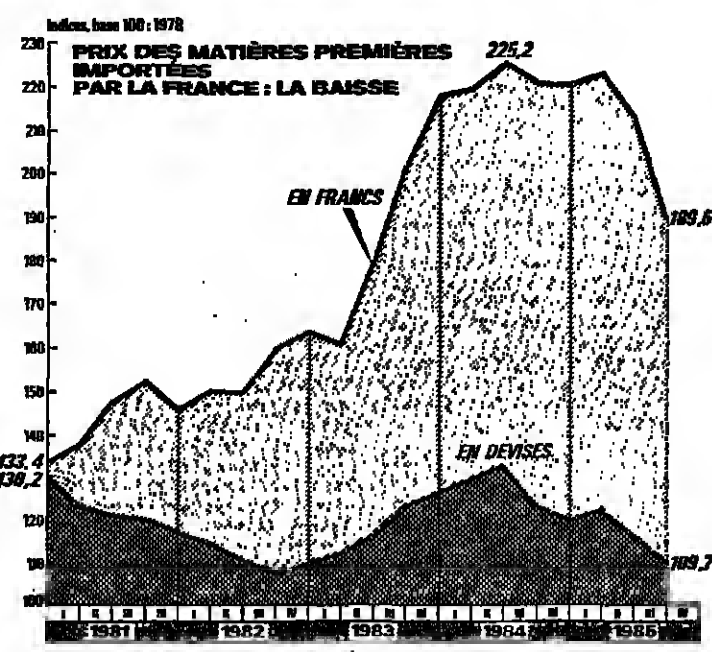
Ni les Etats-Unis, qui disposent d'un stock stratégique substantiel, ni la Bolivie, dont l'étain représente le tiers de ses exportations, n'ont adhéré aux sixième accord quinquennal, pour des raisons opposées. Écarter le Tin Council, comme l'appellent les spécialistes, doit faire face à une contrebande endémique en provenance d'Indonésie, de Malaisie et surtout de Thaïlande, via Singapour. Il s'est trouvé enfin face à une Association des pays producteurs, créée en 1983, qui a pu faire figure d'OPEP du métal blanc. Avec la crise qui vient d'éclater, le marché de l'étain s'obscurcit encore.

MICHEL BOYER.

Le « métal du diable »

La route du chrome n'a pas été coupée par l'Afrique du Sud, mais la crise s'aggrave sur le marché de l'étain. Menace de manque, d'un côté, d'une matière première « stratégique », indispensable notamment dans l'industrie aéronautique ; excès de production, de l'autre, d'un minerai lié au fer blanc, mais concurrencé par l'aluminium et le plastique. Les métaux sont à la base de l'activité économique, et leurs turbulences inquiètent non seulement les maisons de négoce et les banques, mais aussi les pays producteurs, souvent situés dans le tiers-monde.

Il en est ainsi de l'étain, dont la production est pour l'essentiel concentrée dans les pays en développement, en Asie surtout, mais également en Afrique et en Amérique



ÉNERGIE

Au Canada

La nouvelle politique énergétique est bien accueillie par l'industrie pétrolière

De notre correspondant

Montréal. - Cinq ans jour pour jour après l'entrée en vigueur du programme énergétique national, mis en place par le gouvernement libéral de M. Trudeau, les conservateurs ont mis fin à une politique qui a cessé d'être combattue par les sociétés pétrolières, en particulier les multinationales étrangères. Le ministre de l'énergie, M. Patricia Carney, a déposé, mercredi 30 octobre, à la Chambre des communes, un projet de loi sur les ressources en hydrocarbures, qui annule les dispositions les plus controversées de la politique du gouvernement précédent, tout en maintenant ses objectifs : porter à 50 % la part des intérêts canadiens dans la production pétrolière et assurer l'autosuffisance du Canada.

La « fuite des derricks »

La remise en question de la politique énergétique intervient au moment où elle a pratiquement atteint les deux objectifs fixés par ses auteurs. Les sociétés canadiennes contrôlaient à peine 25 % de la production pétrolière du pays en 1980 ; le reste étant entre les mains des grandes compagnies américaines et, à un moindre degré, de quelques sociétés européennes, comme British Petroleum, Fina, Elf-Aquitaine et Total. Depuis, la société nationale Pétro-Canada a racheté successivement Fina et BP, tandis que les deux sociétés françaises ont choisi de quitter un pays que la politique de « canadiarisation » avait rendu peu attrayant pour les sociétés étrangères. A la suite de ces acquisitions, Pétro-Canada est devenue la deuxième société pétrolière du pays avec des activités de plus de 4 milliards de dollars (environ 25 milliards de francs).

Le gouffrement des activités Pétro-Canada ne s'est pas fait sans douleur. S'estimant lésées par la nou-

velle politique en vigueur, plusieurs sociétés américaines ont préféré traverser la frontière vers leur pays d'origine pour profiter de la reprise de l'activité pétrolière aux Etats-Unis à la suite de la politique de déréglementation des prix décrétée par Washington. Après avoir été une simple menace pour tenter de forcer Ottawa à abandonner sa nouvelle politique énergétique, la « fuite des derricks » s'est concrétisée, et la principale province productrice, l'Alberta (85 % de la production canadienne), en a beaucoup souffert.

Aujourd'hui, le gouvernement conservateur de M. Mulroney veut attirer des investissements étrangers pour relancer l'activité pétrolière et créer des emplois. Depuis six mois, les prix du brut sont dégrégés, ce qui satisfait les provinces productrices et les compagnies pétrolières. Selon M. Carney, les projets d'investissements dans ce secteur auraient déjà augmenté de 25 % par rapport à l'année dernière. Les exportations de gaz naturel à destination des Etats-Unis (4 milliards de dollars en 1984) devraient s'accroître à la suite de la réduction des prix - conséquence de la déréglementation - qui entre en vigueur ce vendredi 1^{er} novembre.

« Les temps sont difficiles... »

L'industrie pétrolière a bien accueilli la nouvelle politique énergétique. Le président de la Canadian Petroleum Association, M. Bernard Isautier, qui dirigeait la filiale canadienne d'Elf-Aquitaine jusqu'à son départ du pays en 1981, s'est félicité de la suppression des dispositions « discriminatoires » à l'égard des sociétés étrangères, en particulier la clause qui les obligeait à vendre au gouvernement 25 % de leurs intérêts dans toute nouvelle découverte d'hydrocarbure (cette disposition n'a jamais été appliquée, mais elle a découragé les sociétés

étrangères de poursuivre leurs recherches).

Toutes les compagnies seront désormais traitées de la même manière, et les subventions gouvernementales à l'exploration seront substantiellement réduites. Les sociétés pétrolières auront droit à des dégrèvements fiscaux jusqu'à concurrence de 25 % des coûts de forage. L'ancien système accordait des subventions pouvant aller jusqu'à 80 % des coûts pour les sociétés canadiennes et 50 % seulement pour les compagnies étrangères. « Les temps sont difficiles », déclare M. Carney, et nous ne pouvons plus nous permettre de donner de l'argent aux sociétés pétrolières. Selon ces nouvelles dispositions, le gouvernement devrait accorder entre 150 millions et 250 millions de dollars par an à l'industrie pétrolière à partir de 1987, contre un 1 700 millions de dollars en 1984 et environ 700 millions de dollars en 1986.

Le porte-parole de l'industrie pétrolière, M. Isautier, estime que la nouvelle politique est beaucoup plus rationnelle, dans la mesure où elle va obliger les sociétés canadiennes qui, grâce aux subventions gouvernementales du gouvernement, poursuivaient leurs forages dans des régions au potentiel insuffisant à tenir compte des lois du marché. Le retour des compagnies étrangères, dit-il encore, va créer un climat de concurrence plus sain et encourager des initiatives plus productives, en particulier dans les régions difficiles comme l'Arctique et la côte Atlantique, où le potentiel semble intéressant malgré des résultats peu convaincants pour l'instant.

Cette analyse n'est pas partagée par l'opposition à la Chambre des communes, qui reproche au gouvernement d'avoir cédé aux pressions des Etats-Unis et de mettre en péril la prospection offshore en coupant les vivres à l'industrie pétrolière canadienne.

BERTRAND DE LA GRANGE.

AFFAIRES

Thomson négocie le rachat d'Air-Equipement

Thomson négocie le rachat de la division électronique aéronautique de Allied-Bendix en France, contre la cession au groupe américain de sa filiale Socapex, spécialisée dans les composants. Troisième négociation qui est actuellement en cours, et que Thomson espère aussi conclure avant le 15 novembre, l'acquisition, déjà annoncée, de certains actifs de l'américain Mostek (semi-conducteurs). Ces trois opérations inaugureront pour Thomson son entrée dans une phase de « longue vie », explique son PDG, M. Alain Gomez, qui considère avoir sorti l'entreprise de la période de survie en mettant un terme à sa « folle diversification ».

La reprise de la division Air-Equipement, la filiale française du groupe Allied-Bendix, devrait renforcer la position de Thomson dans l'électronique aéronautique. Air-Equipement, un chiffre d'affaires de 450 millions de francs, emploie près d'un millier de personnes à Asnières et à Blois et est spécialisée dans les commandes de vol et les gouvernes de missiles. Cette opération complèterait les alliances passées dans ce

domaine avec le britannique Lucas, l'allemand Lieber, et le rachat, en 1983, de la division aéronautique de Jaeger.

Cette opération est la contrepartie du projet de cession à Allied-Bendix de la Socapex, filiale à 100 % spécialisée dans les connecteurs. Pour M. Gomez, sondeux de « dédramatiser le débat », l'entreprise n'était rentable que pour un tiers de ses opérations. Sa cession est « l'exemple parfait de notre stratégie de recentrage », a-t-il précisé, répondant ainsi aux critiques de la CGT, qui avait condamné l'opération.

Il a d'autre part souligné que le groupe américain s'était engagé à renforcer les activités de la Socapex, d'investir et de multiplier par deux la part à l'exportation. Enfin M. Gomez résume les critiques selon lesquelles le rachat de Mostek (troisième opération en cours) interviendrait alors que le marché des semi-conducteurs est frappé de surproduction. Selon lui, c'est précisément « à contre-cyclo » qu'il faut investir, pour être sur le marché lors de sa reprise, vers 1986-1987.

ENTREPRISES

Supports magnétiques : Hoechst devient numéro un européen

Le groupe allemand Hoechst, numéro trois mondial de la chimie (128 milliards de francs de chiffre d'affaires), accroît sa suprématie dans l'industrie européenne des supports magnétiques (films polyester pour cassettes audio et vidéo, bandes informatiques). Il vient de doubler la capacité des installations de sa filiale Kalle à Wiesbaden (Hesse) en inaugurant une nouvelle unité de 6 000 tonnes/an. Le coût de cet investissement est de 95 millions de deutschmarks (290 millions de francs).

Avec les usines de sa filiale American Hoechst (E.-U.), la firme de Frankfurt est désormais à la tête d'un outil d'une dimension élargie de 46 % et capable de fabriquer 19 000 tonnes/an de films polyester, qui la place, sur le Vieux Continent, loin à tête devant ICI (G-B) et Rhône-Poulenc (France), et dans les tout premiers rangs à l'échelon mondial avec une part de 24 % environ d'un marché en forte croissance.

Avec un besoin annuel de 45 000 tonnes de films polyester, le seul marché européen des videocassettes atteindra 1 milliard de dollars en 1990. Dans le monde, les japonais Toray et Teijin dominent l'industrie des supports magnétiques (plus de 50 % du marché). Ils sont suivis par Du Pont et 3 M (E.-U.), puis par ICI et Rhône-Poulenc, qui, récemment, avec son partenaire japonais Toyobo, a manifesté la volonté de prendre 20 % du marché mondial.

En prenant de nouvelles positions, le groupe Hoechst entend participer activement au combat qui s'engage entre les grands électroniques dans la nouvelle procédure vidéo 8 mm.

L'hypermarché Continent de La Ville-du-Bois sera fermé les dimanches 3 et 10 novembre

Afin de « prendre un peu de recul », la direction du groupe Promodès a décidé de ne pas ouvrir son récent hypermarché Continent de La Ville-du-Bois (Essonne) les dimanches 3 et 10 novembre, sans exclure une réouverture le 17 novembre. Des dérogations se sont dévoilées toute la semaine : la CFT souhaitait qu'une négociation nationale sur l'ouverture des magasins la dimanche précède des négociations régionales et locales ; FO demande que les textes soient respectés ; les petits commerçants disent être prêts à manifester ; en cas d'ouverture, le préfet de l'Essonne enverra un « avertissement » et maintiendra l'ordre ; le secrétaire d'Etat au commerce, M. Jean-Marie Bockel, dans une mise au point, précise que l'ouverture aurait

Peugeot : la 309 en Egypte ?

La firme Peugeot n'a pas perdu tout espoir de remporter le concours lancé par l'Egypte, en 1984, pour mettre sur pied la chaîne d'assemblage de voitures équipées soit de moteurs de 1 000 centimètres cubes, soit de 1 500 centimètres cubes. Peugeot continue à négocier pour que la 309, dernière née de sa gamme, soit retenue. La firme française est en concurrence avec les japonais Honda, Nissan, Toyota, le français Renault, l'italien Fiat, le britannique Austin-Rover et les allemands Volkswagen-Audi et Opel. Jusqu'à présent, les observateurs estimaient qu'Opel, filiale de l'américain General Motors, était le mieux placé.

MARCHÉS FINANCIERS

NEW-YORK

Léger repli

Des ventes bénéficiaires se sont produites, jeudi, à Wall Street, parvenant à la veille à son plus haut niveau historique. Elles ont été bien absorbées dans l'ensemble, et, à la clôture, l'indice des industrielles s'enregistrait qu'un léger repli de 1,27 point à 1 374,30. Le bilan de la journée est même demeuré positif. Sur 1 981 valeurs traitées, 770 ont monté, 685 ont baissé et 526 ont varié.

Les dernières nouvelles sur le marché de l'économie ont un peu déçu les opérateurs : déficit commercial record de septembre (15,5 milliards de dollars), baisse de 0,6 % des commandes à l'industrie, relative stabilité le même mois du principal indicateur (+ 0,1 %).

Cependant, le sentiment était relativement bon autour du « Big Board ». L'optimisme a été alimenté par les propos rassurants du secrétaire d'Etat au commerce, qui s'est déclaré persuadé que l'expansion allait se poursuivre, également par les rumeurs persistantes selon les-

quelles le Fed pourrait décaler d'assouplir les conditions de crédit pour donner un peu d'oxygène à l'économie. Une assez forte activité a régné, et 122,13 millions de titres ont changé de mains, contre 120,36 millions la veille.

VALEURS	Cours du 30 oct.	Cours du 31 oct.
Alcoa	32 3/8	31 7/8
A.T.T.	20 5/8	20 3/4
Boeing	46 3/8	45 7/8
Chem. Manhattan Bank	58 1/4	58 1/2
Du Pont de Nemours	81	82 1/4
Eastman Kodak	42 5/8	42 5/8
Exxon	54 1/8	56
Ford	47	46 1/2
General Electric	58 1/4	57 5/8
General Foods	120	119 7/8
General Motors	67	66 3/4
Goodyear	28 1/2	28 5/8
IBM	131	129 7/8
I.T.T.	33 3/4	33 1/2
McDonald	31 3/8	31 3/4
Pfizer	46	45 3/4
Schlumberger	33 5/8	33 3/8
Texas	38 3/4	38 3/8
U.A.L. Inc.	48 3/8	47 3/4
Union Carbide	59 1/8	58 5/8
U.S. Steel	26 5/4	27 1/2
Westinghouse	43 7/8	43 1/4
Xerox Corp.	80 1/4	80 3/8

Nominations

● A l'Association du transport aérien international (IATA), M. MOHAMMED MEKOUAR, a été élu président. Depuis 1984, M. Mekouer, quarante-huit ans, dirige la compagnie aérienne Royal Air Maroc dont il est le PDG. Il aura pour tâche d'animer, pendant un an, les travaux de l'IATA, qui regroupe cent quarante compagnies aériennes assurant des vols internationaux.

● A Bocavien, M. HOLETTE, trente-sept ans, polytechnicien et ingénieur du génie rural, a été nommé directeur général. Il était jusqu'ici directeur adjoint de l'Office des viandes. Le groupe Bocavien emploie deux mille personnes et réalise 5,4 milliards de francs de chiffre d'affaires dont 1,370 milliard à l'exportation. Il traverse actuellement d'importantes difficultés économiques.

● Chez Saupiquet, M. JEAN-FRANÇOIS BAUER, président de la Compagnie française de sucrerie, sera nommé directeur général, le 1^{er} janvier prochain, sur proposition de la Compagnie de navigation mixte. Il remplacera M. Sylvain Wibaux. Le chiffre d'affaires de Saupiquet, arrêté au 30 juin, augmente de 11 %, mais les résultats pour le premier semestre ne s'élevaient qu'à 7,3 millions contre 36,5 millions pour la même période de 1984.

● Au CENCA, M. MAURICE HASSON, a été nommé directeur général, en remplacement de M. Georges Seillan, qui réintègre la ministère de l'Agriculture. Agé de cinquante ans, M. Hasson était depuis 1976 délégué pour les affaires agricoles représentant la France auprès des Communautés européennes. La CENCA (Centre national des expositions et concours agricoles) organise notamment le Salon annuel de l'Agriculture.

● Au Syndicat général des fabricants d'huile et de tourteaux de France, M. PIERRE RIGENBACH, du groupe Lesieur, a été élu président. Il succède à M. Georges Robin, PDG d'Astra-Calvé (Unilever) qui occupait ce poste depuis cinq ans.

● Chez JEAN THOUARD, conseil en immobilier et rapprochement d'entreprises, M. ALAIN TRITANT, ingénieur Arts et métiers, quarante-trois ans, est nommé directeur général du groupe, qui comprend quinze filiales et agences réparties sur le territoire national. M. Tritant est entré au cabinet Jean Thouard en 1988.

● A l'ONIC (Office national interprofessionnel des céréales), M. CLAUDE CHE-REAU, quarante-quatre ans, est nommé directeur général adjoint. Licencié en sociologie, docteur en histoire, M. Chereau a commencé sa carrière à l'ONIC en 1984 : il fut notamment délégué agricole auprès de la CEE de 1978 à 1980 et attaché agricole à Madrid de 1982 à 1985, poste où il participa activement aux négociations d'élargissement de la CEE. Il est également depuis août 1985, conseiller technique au cabinet de M. Nallet.

● M. PHILIPPE SAN-MARCO élu président de la commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations. M. Sanmarco, député (PS) des Bouches-du-Rhône et conseiller municipal de Marseille, a été élu, le mercredi 23 octobre, président de la commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations. M. Sanmarco, qui avait été désigné par l'Assemblée nationale pour siéger au sein de cet organisme, succède à M. Dominique Taddéi, qui avait renoncé, récemment à son mandat de député (PS) de Vaucluse afin de se consacrer à une mission sur la répartition du temps de travail. La commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations est composée de douze membres dont trois désignés par l'Assemblée nationale et un par le Sénat.

Le Monde

DEVANT LA PRESSE PARISIENNE

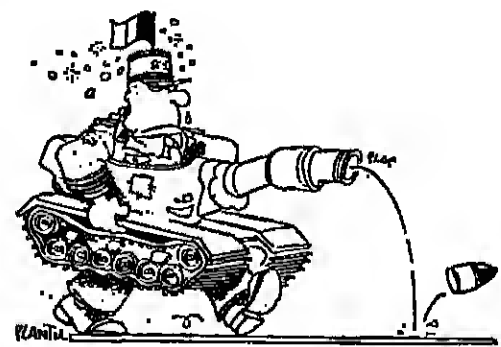
Le général Arnold dénonce le « retard » de l'armée blindée française

L'état-major de l'armée de terre a vigoureusement réagi aux propos tenus par le général Arnold, commandant la première division blindée, sur le « retard » de l'armée blindée française par rapport aux Allemands et aux Américains. Estimant ces propos « inadmissibles quant à la forme », le chef d'état-major de l'armée de terre a convoqué le général Arnold pour lui demander de s'expliquer. Il indique qu'il « proposera au ministre de la Défense les suites qu'il convient de donner à cette affaire ».

C'est devant la presse municipale parisiennaise et d'Ile-de-France venue à Trèves s'informer des conditions dans lesquelles les jeunes appelés effectuent leur service national en RFA que le général Arnold a exprimé, mercredi 30 octobre, ses inquiétudes sur l'insuffisance de notre armement. « Certains de nos blindés datent des années 60, et l'AMX-30 B-2 est prévu pour deux ans seulement », a déclaré le général après avoir regretté l'échec politique majeur du projet de char franco-allemand.

Tout en rendant hommage aux qualités techniques des AMX-30, il a regretté que « dix ans soient nécessaires pour mettre au point un char français et vingt ans pour démarrer sa chaîne de fabrication ». Le parc de blindés de l'armée française ne dépasse pas un million d'engins. Les Allemands renouvellent leur rythme de 1 000 par an et les Soviétiques de 1 000 tous les quatre mois.

Le général Arnold a indiqué que le budget « activité » de la première DB a diminué de 17 % en 1984 par rapport à 1983, et de 8,5 % en 1985, avec une enveloppe de 21 millions de francs.



Le couple char-hélicoptère

Les propos du général Arnold — un officier issu de l'armée blindée et de la cavalerie — illustrent l'impénitence de cette arme à disposer le plus vite possible d'un nouveau char d'embat qui puisse remplacer l'AMX-30 et ses dérivés. Il faut rivaliser techniquement avec les blindés étrangers, notamment soviétiques et ouest-allemands.

L'échec d'un projet commun à la France et à l'Allemagne fédérale en 1980, puis à nouveau en 1983, a fortement déçu les partisans du char en France. La solution retenue par le gouvernement a été, dans un premier temps, de moderniser le peu de frais l'actuel AMX-30 et ensuite de se lancer, à plus long terme, dans la conception d'un nouveau blindé sans l'aide d'un pays partenaire.

Cependant, pour justifier qu'elles soient, les remarques du général Arnold — qui fut pendant trois ans l'aide de camp de M. Giscard d'Estaing à la présidence de la République — relèvent du même état d'esprit critique développé par de nombreux officiers lors de la démission du général Jean Delaunay de son poste de chef d'état-major de l'armée de terre au printemps 1983. Pour ces officiers, en effet, la réorganisation de l'armée de terre proposée par le gouvernement, et approuvée depuis par le Parlement, ne faisait pas la part assez belle à l'arme blindée et au char, longtemps considérés

comme les pièces maîtresses dans une éventuelle bataille en Europe. Beaucoup de ces officiers, hostiles à la réforme décidée, ont eu du mal à comprendre que désormais le couple « char + hélicoptère de combat » doit devenir l'élément primordial d'une bataille terrestre.

En s'affranchissant des obstacles sur le terrain, l'hélicoptère, par sa mobilité et la rapidité de ses déplacements, est le principal ennemi du blindé adverse qu'il peut détruire à l'aide de ses missiles antichars.

Caracolant en tête du dispositif militaire, l'hélicoptère de combat, qui est armé de missiles, et l'hélicoptère de manœuvre, qui transporte l'infanterie, conquièrent le terrain que peut ensuite occuper le blindé qui les accompagne. C'est tout le sens de la doctrine en France d'une division aéromobile installée depuis cet été dans la région de Nancy et composée de trois régiments d'hélicoptères.

Dans la mesure où il a fallu faire des choix budgétaires au sein des crédits du ministère de la Défense, l'armée blindée a paru avoir été financièrement défavorisée aux yeux de ses nombreux partisans pour que l'accent puisse être mis sur la montée en puissance de cette force d'hélicoptères de combat. C'est sans doute là l'origine de l'amertume ressentie aujourd'hui par les spécialistes du char lorsqu'ils constatent, non sans raisons techniques, que l'AMX-30 au sein des unités françaises reste un blindé largement dépassé par des réalisations étrangères.

J. L.

SELON « BILD ZEITUNG »

Andrei Sakharov et Anatoli Tchitcharanski pourraient être échangés contre des agents de l'Est après le sommet Reagan-Gorbatchev

Bonn (AFP). — Le prix Nobel de la paix Andreï Sakharov, et le mathématicien dissident, Anatoli Tchitcharanski pourraient être échangés, après le sommet Reagan-Gorbatchev de Genève, les 19 et 20 novembre, contre des agents de l'Est détenus à l'Ouest, écrit, vendredi 1^{er} novembre, le quotidien à grand tirage ouest-allemand Bild Zeitung.

Selon le journal, qui se réfère à des « sources diplomatiques à Bonn et à Washington », l'opération se déroulerait soit à Moscou, soit à Berlin-Est. L'URSS, les Etats-Unis, la République fédérale et le RDA seraient impliqués « simultanément » dans cette négociation.

L'avocat de Berlin-Est, M. Wolfgang Vogel, qui avait déjà organisé en février 1982 l'échange entre le pilote d'avion-espion américain Gary Powers et le colonel du KGB, Rudolf Abel, ainsi que l'ambassadeur des Etats-Unis à Berlin-Est, M. Francis Meehan, s'occuperaient activement des tractations.

L'opération comporterait la libération par les Etats-Unis d'un nombre indéterminé d'espions condamnés à de lourdes peines de prison. Moscou pour sa part libérerait, outre Sakharov et Tchitcharanski, « jusqu'à douze agents » américains, britanniques et ouest-allemands. De son côté, la RDA récupérerait son maître-espion, Lothar Erwin Lutz, détenu depuis 1976 en RFA. Enfin, Berlin-Est libérerait dix espions ouest-allemands en

En visite à Paris

M. TRIKI ANNONCE LA RÉUNION PROCHAINE DE LA COMMISSION DE COOPÉRATION FRANCO-LIBYENNE

M. Ali Triki, ministre libyen des affaires étrangères, a effectué, les 30 et 31 octobre, une visite à Paris, la première depuis la signature de l'accord sur le retrait des forces françaises et libyennes du Tchad, en septembre 1984. Après avoir rencontré M. Roland Dumas, il a annoncé, jeudi, la réunion de la commission franco-libyenne de coopération économique et technique à Tripoli « fin 1985-début 1986 ». Cette commission ne s'était pas réunie depuis trois ans.

L'entretien avec le ministre français des relations extérieures, a porté sur les relations bilatérales, la situation au Proche-Orient et la question du Tchad. Il s'agit là d'un « problème politique qui nécessite une solution politique » et « il faut soutenir les efforts de l'OUA pour encourager les Tchadiens à se réconcilier », a dit M. Triki.

Par ailleurs, le chef de la diplomatie libyenne a préconisé une « coopération triangulaire entre l'Europe, l'Afrique et le monde arabe », estimant que « les intérêts de l'Europe sont souvent en contradiction avec ceux des Etats-Unis ».

Après sa rencontre avec M. Triki, M. Roland Dumas a commencé, jeudi, une tournée dans trois pays africains : Cameroun, Nigeria et Mauritanie.

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel 36-15-91-77 + ISLM

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde AUJOURD'HUI

CET HIVER à COURCHEVEL 1850

LE BYBLOS des neiges

PHONE: 79.08.12.12
TELEX: 980.580 F

l'ambiance d'un chalet,
l'atmosphère d'un refuge,
le luxe d'un grand palace.

prix spéciaux hors vacances

l'été LE BYBLOS de STROPEZ PHONE: 94.22.00.04
TELEX: 470.235 F

Sur le vif

Flies

Vous vous rappelez le film la Guerre des polices ? Avec Bresson et Rich. Ils se jalousaient, ils se surveillaient, il se canardaient, c'était génial. Des brigades, des groupes d'intervention, il y en a tout plein, en France, c'est vrai. BSG, BRB, BRI, BAC, DST, GIPN, DCRG, DCP, DGSE, SRPJ, GSN, DPJ... A quoi ça correspond, ces sigles ? Trop long à vous expliquer, trop compliqué. En gros, au lieu d'une bonne police normale, nous, on en a des tas. Des petites, des grandes, des parallèles, des spéciales, des polyvalentes et j'en passe.

Mittérand, c'est sa passion. Il adore ça. De temps en temps, il dit : « Combien on en a déjà ? » — « Une bonne vingtaine, monsieur le président. » — « Ça fait pas tellement... » Alors, on lui en broche une en vitesse. Un GIGN avec une antenne à l'élysée, ça vous irait ? Là, il était très content. Il les avait sous la main, ses soldats de plomb. Il pouvait s'amuser avec, il en exhibait souvent l'heure du goûter.

Et puis, il y a des méchants qui ont essayé de lui casser son joujou. Il a piqué une casquette à Du coup, Joxe vient de lui en offrir un nouveau, super-

chouette, un RAID (Recherche et saisie intervention-dissuasion). Sobante-dix-sept flies très sur le volet. Qu'est-ce qu'ils vont faire ? Ce que font les autres, enquêter, lutter contre le terrorisme et le grand banditisme. Mais mieux, bien mieux.

Hier, en sortant du journal, j'ai retrouvé, comme tous les soirs, au bar-tabac du coin, mon contact aux RG. Ça, vous savez, RG (renseignements généraux). Et en échange d'un tuyau, une conversation surprise dans le couloir du troisième étage, entre une rédactrice de mode et un copain du service religion, je lui ai demandé ce qu'il en pensait, du RAID.

Il trouve que c'est une très bonne idée. Ça manquait, ils commencent à s'embêter, les policiers, pendant les planques et les filoches. A force de se tirer dessus, s'entretenir, de se dessouder, toutes ces bandes rivales sont pratiquement décimées, côté gendarmes. Grâce à quoi, côté voleurs, ça va très bien, merci.

CLAUDE SARRAUTE.

Elf-Aquitaine propose 1,4 milliard de francs à Phillips pour un permis en mer du Nord

Le groupe pétrolier français Elf-Aquitaine aurait offert 180 millions de dollars (1,44 milliard de francs) au groupe britannique Phillips Petroleum pour lui racheter la part de 35 % qu'il détient dans un permis d'exploitation situé en mer du Nord britannique. Selon le Financial Times, qui a révélé l'information, l'offre du groupe français serait évaluée à 2 milliards de dollars.

La filiale britannique du groupe français confirme qu'elle a signé un accord avec le groupe Phillips et que celui-ci a accepté son offre, mais se refuse à préciser le montant de l'opération. Cette offre doit être soumise à l'approbation des autorités britanniques de l'énergie et aux partenaires de Phillips sur ce permis, qui disposent d'un droit de préemption.

Phillips, qui a été depuis son doublement consécutif à la vente de ses actifs et de ses intérêts pétroliers en France, a été contraint de vendre une partie de ses actifs et de ses intérêts pétroliers en France. Le permis convoité par Elf, surnommé « bloc T », est situé au large de l'Ecosse, près du champ de pétrole de Murchison, découvert et exploité par Phillips. Il est considéré comme l'un des plus prometteurs de la zone, car il recouvre quatre champs, contenant au total des réserves estimées de 250 à 700 millions de barils (34 à 95 millions de tonnes) d'hydrocarbures.

Toutefois, en dépit de dix-sept années de recherches, ces champs n'ont encore jamais été déclarés commercialement exploitables, du fait d'une structure géologique extrêmement complexe.

C'est pourquoi, selon le quotidien britannique, la plupart des analystes avaient, jusqu'ici, estimé que la participation de Phillips sur ce bloc ne valait guère plus de 50 millions de dollars (400 millions de francs). Pour Elf, qui jusqu'à présent n'est pas intervenu sur un champ en production ou en développement en mer du Nord britannique, l'acquisition de ce permis offrirait l'opportunité d'employer à terre, une partie des équipes qui travaillent actuellement sur le champ gazier de Frigg, à cheval sur les zones britanniques et norvégiennes, après l'épuisement de ce gisement au début des années 90.

La désignation d'Elf comme opérateur sur le bloc T est, toutefois, soumise, même si l'affaire est conclue avec Phillips, à l'approbation des autres groupes ayant des participations dans ce permis : Petrofina (30 %), Agip (18 %), Lasso (8 %) et Century Power and Light (8 %). Chacun des partenaires de Phillips a, par ailleurs, le droit de faire une offre au moins égale à celle d'Elf d'ici à trente jours.

V.M.

La curieuse « candidature » de M. Charles Hernu

De notre correspondant régional

Lyon. — « Je lance un défi à Raymond Barre : si ma liste a autant d'élus que la sienne aux législatives — je table sur cinq — je serai candidat à la troisième décade aux élections présidentielles, à condition que François Mitterrand ne le soit pas... »

M. Charles Hernu, ancien ministre de la Défense, est décidément imprévisible. A l'occasion de l'entrée imminente — à part entière — au « Bébête-Show » d'une marionnette à son effigie, M. Hernu a organisé, jeudi 31 octobre, à l'improvvisée, un déjeuner de presse restreint et limité aux trois journalistes politiques des journaux locaux le Progrès, le Journal-Rhône-Alpes et Lyon-Matin.

Se « confidence-choc » a été diversement interprétée. Les deux premiers titres font leur sur cette « candidature » doublement hypothétique, la troisième relève l'information dans un « encadré... ». Il est vrai que la déclaration aurait été faite, selon Françoise Vacher du Progrès, sur un « ton enjoué ».

Avant cette « petite phrase », M. Hernu a longuement parlé du succès remporté par le club de réflexion qu'il a récemment créé. Le GERM — devenu d'ailleurs GERMES — Groupement d'étude et de réflexion militaire et stratégique — compte deux mille cinq cents adhérents dans toute la France. Son siège va être installé, le 25 novembre prochain, à Paris au 7, rue Jules-Guesde

dans la quatorzième arrondissement.

M. Hernu n'est pas mécontent, dit-on, que cette structure soit éparpillée à calla des réseaux barbares. Au cours de ce déjeuner confidentiel — qui n'avait rien de comparable à la « déclaration médiatique » de M. Michel Rocard à Confians-Sainte-Manorina, — l'ancien ministre de la Défense a soigné une nouvelle fois son image de « rassembleur » : « Je suis l'homme du consensus national, pas sectaire... »

Il reste que, pour acquiescer une crédibilité suffisante, M. Hernu devrait réussir son premier « pari » électoral : avoir autant d'élus que M. Raymond Barre. Une tâche pour le moins ardue dans le Rhône où l'ancien premier ministre espère six sièges et où la hypothèse pré-déclaratoire situation de trois une large fourchette — de deux à cinq élus — le score de la liste PS.

Une liste d'ailleurs engendrée dans la douleur puisque M. Jean Popereau, numéro deux du PS, n'a abandonné qu'avec beaucoup de réticences la tête de liste au maire de Villeurbanne. Et l'on imagine mal l'appareil socialiste dans son ensemble servir de « marchepied » aux ambitions — réelles ou supposées — de M. Hernu. Il est à prévoir que la déclaration de M. Hernu — « souff » pur et simple ou « ballon d'essai » — provoquera plus d'embarras que d'enthousiasme au sein d'une famille politique déjà amplement fournie en « présidentsables ».

CLAUDE RÉGENT.

LE PRÉSIDENT CENTRAFRICAIN DEMANDE LA SAISIE D'UN LIVRE DE ROGER DELPEY

La saisie du dernier livre de Roger Delpey, *Affaires centrafricaines*, publié par les Editions Jacques Grancher, a été demandée jeudi 31 octobre au tribunal civil de Paris par M. Bernard Jouanneau, au nom du général Kolingba, président de la République centrafricaine, et de sept de ses ministres. Plusieurs de ces derniers et l'ambassadeur du Centrafrique accompagnaient M. Jouanneau.

L'avocat de l'éditeur, M. Jean-Yves Dupleix, s'est opposé à la demande de saisie, alors que M. Delpey, le conseil du général Kolingba, pour sa part, a fait valoir que le livre imputé à ses clients des malversations exceptionnelles graves, ce qui constitue, a-t-il dit, d'une part, des offenses envers un chef d'Etat étranger, d'autre part, des diffamations à l'encontre des membres de son gouvernement mis en cause, et enfin, une véritable « entreprise de déstabilisation » de la nation centrafricaine, auprès tant de la France que de ses voisins d'Afrique.

Une ordonnance sera rendue lundi 4 novembre.

• Vingt-huit blessés dans un attentat en Grèce. — Vingt-huit personnes ont été blessées jeudi 31 octobre à Athènes, lors de l'explosion d'une bombe dans un autobus des lignes aériennes grecques. A part un passager de nationalité irakienne, toutes les victimes sont des Grecs. Le premier ministre, M. Papandréou, a réagi tard dans la nuit à cet attentat, qui n'a pas été revendiqué. Il a mis en garde contre le développement de « forces déstabilisatrices qui menacent les institutions démocratiques du pays ». Ces forces, a-t-il dit, sont encouragées par le « climat de confrontation » qui s'est installé dans le pays, après l'annonce par le gouvernement d'un ensemble de mesures d'eustérité. (AFP.)

Sur CFM

de 19 heures à 19 h 30
à Paris (89 MHz)
à Lyon (100,3 MHz)
à Bordeaux (101,2 MHz)
à St-Nazaire-La Baule (94,8)
à Limoges (102,1 MHz)
à Toulouse (88,6 MHz)

VENDEDI 1^{er} NOVEMBRE GASTON DEFERRÉ

ministre d'Etat chargé du Plan et de l'aménagement du territoire sera face au « Monde » avec MICHEL KAJMAN et FRANÇOIS KOCH
LUNDI 4 NOVEMBRE Allô « le Monde » préparé par FRANÇOIS KOCH 47-20-62-87
TÉLÉVISION, RADIO ET SATELLITES DE COMMUNICATION avec JEAN-FRANÇOIS LACAN

هكذا من الأصل

New-York patchwork

Des foies gras de Manhattan, aux « branchés » de Columbus Avenue en passant par Harlem et Broadway



DES foies gras. Des vrais, entiers, tout en couleurs. Pas de la conserve, non, pas du stérilisé qui vous tue et les microbes et le goût. Du vrai, vous dis-je, frais, délectable. Ariane Daguin, vingt-sept ans, est la digne fille de son père, André, empereur en son domaine de l'Hôtel de France, à Auch. Ariane, seule nuance, a planté ses fourneaux à New-York, voilà un an.

Toute une aventure — américaine bien sûr — pour cette Française sortie de la Columbia University où elle faisait sciences po et qui rencontra sur le campus son associé, George Faison, un Texan de vingt-neuf ans avec qui elle a créé la D'Artagnan Incorporated. Tout un programme que ce foie gras cent pour cent made in USA!

Pour la petite histoire, le canard a surgi dans le paysage américain de l'élevage un certain 1^{er} septembre 1984. Et une véritable révolution gastronomique s'est ensuivie. Nourris (on ne dit surtout pas gavés aux États-Unis), blanchis, ce sont aujourd'hui deux mille de ces canards — dûment expédiés ad patres — qui quittent toutes les semaines une ferme géante de Monticello, dans l'État de New-York. Ladite ferme romonne. Elle est capable de doubler sa production sans nouveaux investissements; elle emploie cinquante salariés; elle a des

ambitions. Franco, fais attention! Ton foie gras fout le camp.

« Deux mille canards par semaine, vous vous rendez compte, dit Ariane Daguin, c'est la production annuelle d'une petite ferme classique dans le Gers. » Bref, New-York va faire trembler Auch et Condom réunis.

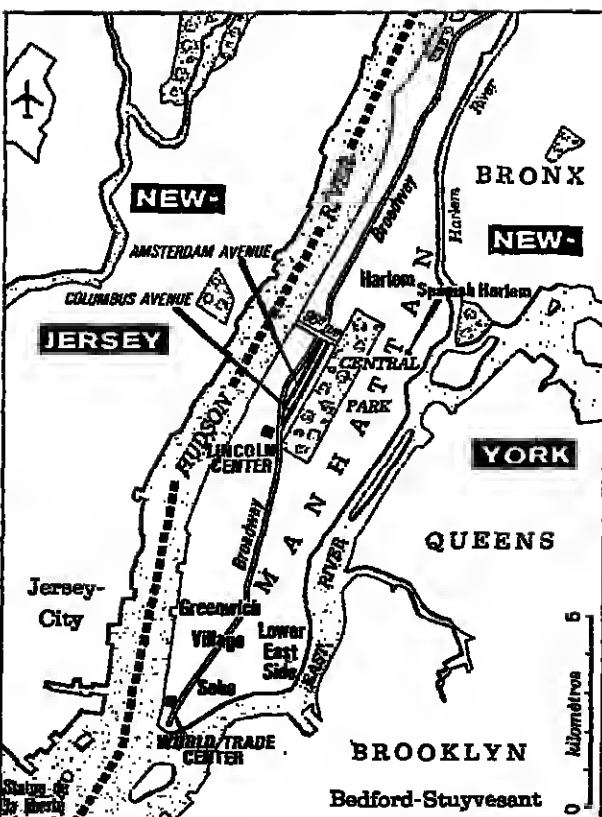
Les Américains apprécient. Le New York Times s'est déjà fendu de deux petits articles sur le « New York confit ». Le Daily News lui a consacré une pleine page. Et Venture, le magazine des entrepreneurs, lui a tiré son chapeau. Qui dit mieux?

Le foie gras n'est pas tout. Il y a aussi Harlem! Bien sûr, disent les Blancs de Manhattan, « c'est sordide, des taudis, n'y allez pas, vous risquez la mort ». Nous y sommes allés... Courageux mais pas téméraires, nous avons choisi pour notre première incursion la visite guidée toute simple à 15 dollars (tout de même 120 F). Simplette, mais conseillée. Idéale pour désamorcer vos craintes. Mais décevante.

Car, en trois heures de rang, vous tuez deux mythes. Le mythe de Harlem haut lieu de la culture noire, d'abord: Harlem n'est plus Harlem et il y a longtemps que Duke Ellington et compagnie ont rejoint le paradis des artistes ou qu'ils se sont égarés vers d'autres lieux plus sympathiques. D'où la mort du mythe number two: le ghetto n'est plus ce qu'il était, sublime, forcément sublime...

Il n'y a donc plus que les touristes allemands, français, italiens et japonais pour s'imaginer découvrir le ghetto des ghettos confortablement installés derrière les vitres d'un car blindé cinglant à travers une foule hargneuse. Harlem n'est plus Harlem! Vous retardez de dix ans, disent en souriant Ed Greenidge et Michèle Scott, les deux patrons du tourisme de cette fausse banlieue noire.

Harlem est seulement Harlem. Un grand quartier déserté — peuplé de Noirs, de Porto-Ricains et d'Asiatiques — qui aspire à une renaissance et que l'on visite à pied (de jour). Une ville



qui a besoin d'argent frais et — pourquoi pas — des dollars du tourisme. Alors, une fois la visite guidée terminée, n'hésitez pas à vous aventurer un peu, à visiter le Studio Museum. « Comparé au Metropolitan, c'est petit, résume Mary Schmidt Campbell, la conservatrice, mais le contenu est de qualité. » Tout ce que vous avez envie de connaître de l'art africain et afro-américain est là, ou presque, présenté à l'occasion d'expositions thématiques. Et le musée héberge, tous les ans, trois artistes noirs qui bénéficient d'une bourse rondelette.

N'hésitez pas à marcher dans le Spanish Harlem, au nord de la 96^e Rue, que les Blancs d'Amérique ne franchissent pas, par « un mélange de peur et de culpabilité et par un respect des valeurs d'une société qui aime par-dessus tout la richesse ». nous dit Anna Lou De Havenon, anthropologue new-yorkaise. Vous découvrirez des rues en chantier, mélange de taudis, d'immeubles noircis par les incendies volontaires qui permettent aux propriétaires (généralement blancs) de toucher les primes d'assurances, mélange aussi de bâtiments style West Side Story, en cours de rénovation, destinés à de jeunes couples blancs aisés.

Harlem n'est plus Harlem. On commence à dépasser cette ville dans la ville, qui effraye et fascine. Spanish Harlem s'appelle dorénavant Upper-Yorkville. C'est tellement plus propre et chic. Tellement plus rassurant.

Qui aurait cru, il y a seulement cinq ans, que les promoteurs s'intéresseraient à ce bout de terre damné? Qui aurait cru que les pauvres seraient chassés à leur tour de cet îlot maudit vers le Bronx et Brooklyn? Qui aurait cru qu'il n'y aurait bientôt plus de pauvres à Harlem?

Les Noirs informés ne se trompent pas. Ils sentent leur ville bouger. Ils savent que Donald Trump, l'un des plus grands princes de l'immobilier, conçoit de vastes projets pour ce quartier qui s'appela, un jour, Harlem...

Pas de « sinistrose ». New-York, c'est aussi la fête, et Broadway, le quartier des shows, comme il y a un quartier des affaires. Il faut, impérativement, sacrifier au rite de Broadway, voir a chorus line et crouler de rire. Et puis, comme sur les Champs-Élysées la nuit, ne pas trop emprunter les rues adjacentes.

Rien n'empêche non plus de jouer aux badminton. Nous avons eu droit au défilé de la communauté des Polonais de New-York, un dimanche, sur la 52^e Rue.

Les mémés avaient sorti leurs pliants au pied des gratte-ciel pour voir passer la Cbopin Music Society et autres Polska Szkoła. Le soleil chauffait l'ambiance, un prêtre en grand uniforme était conduit dans un véhicule de police, une Crown-Victoria, le clan des pompiers polonais de la ville jérkait à tout-va sur leur énorme bolidé rouge. Bref, c'était divin.

Le lendemain, tandis que le flot des touristes était expédié par ascenseur au 107^e étage de la tour II du World Trade Center (410 mètres de hauteur, à ne pas manquer), tandis que le peuple des laissés-pour-compte farfouillait les poubelles en quête de bouteilles consignées à 5 cents et que les agents de change trépiquaient autour de la corbeille du Stock Exchange, le King passait un mauvais quart d'heure devant les magistrats new-yorkais.

Le King est un étrange monsieur, la cinquantaine, les cheveux blancs ramenés en un énorme épi sur le sommet de son crâne, qui a oublié de déclarer quelques millions de dollars au fisc américain.

Le King est une vedette, organisateur des plus grands matches de boxe, du dernier concert de Michael Jackson, et gros flambeur à Las Vegas. Le King n'avait pas l'air content. Il n'avait pas l'air d'apprécier ce feuilleton judiciaire en attendant d'être éventuellement impliqué dans un meurtre...

Il faut, aussi, descendre Columbus Avenue. Cette rue est un mille-feuilles. Il faut la prendre à la hauteur de la 65^e Rue jusqu'à la 110^e, au cœur de Manhattan. Quatre kilomètres de marche et vous avez New-York sur un plateau.

LAURENT GRELSAMER.

(Lire la suite page XII.)

LIRE

2-3. VIE PRATIQUE

Un tour
au Salon
du bricolage

4. PROMENADE

Week-end
dans le Valois

5-8. RADIO-TV

12. TOURISME

Les jardins
anglais
en automne

Charters chics pour ville choc

Ville d'abord rêvée avant d'être soit adorée, soit détestée, New-York est bien plus qu'une escale ou une destination: un aimant. Rien d'étonnant, donc, si pour s'y rendre on a l'embarras du choix.

Council Travel Services offre notamment de novembre à mars, au départ de Paris via Londres, un « charter chics » (repas chaud, vin, cinéma gratuits) pour rejoindre la ville choc avec les Boeing-747 de Tower Air, à partir de 3 150 F aller-retour, un prix équivalent à ceux proposés par Nouvelles Frontières ou Jet'Am, la filiale d'Air France. Au départ de Bruxelles: à partir de 2 790 F.

CTS propose également une formule de réservations d'hôtels, à partir de la France, pour la ou les nuits suivant l'arrivée, dans trois catégories d'héber-

gement, de la YMCA à l'hôtel trois étoiles, ainsi qu'un système d'échange de domiciles selon un procédé présentant un maximum de garanties et de souplesses.

P. FR.

● Council Travel Services, 31, rue Saint-Augustin, 75002 Paris. Tél.: (1) 42-66-20-87 et 42-66-34-73. Bureaux à Bordeaux et à Nice.

● Nouvelles Frontières, 74, rue de la Fédération, 75015 Paris. Tél.: (1) 42-73-25-25.

● Jet'Am, dans toutes les agences de voyages agréées et agences Air France.

● Office du tourisme des États-Unis, 23, place Vendôme, 75001 Paris. Tél.: (1) 42-60-57-15 Minitel: (1) 614 9166 - VGL.

L'art d'inventer les mètres carrés

Comment gagner de la place... en ajoutant quelque chose.

L'ÉTAT du parc immobilier français, avec ses logements plus petits que la moyenne européenne et souvent médiocrement équipés, est-il à l'origine du boom enregistré par le marché du bricolage depuis vingt ans ? Sans doute, mais le développement des résidences secondaires a accéléré le phénomène, ainsi que le goût assez récent des Français pour les changements de décor. Désormais, les intérieurs suivent la mode. Les papiers peints, les linoléums, voire les carrelages, ne sont plus posés pour la vie. On décolle, on recolle, on repeint, on transforme. Cette évolution des comportements domestiques s'est télescopée avec des contraintes économiques nouvelles. Faire réaliser entièrement les travaux de rénovation et de décoration de son appartement coûte cher. Alors, les Français se sont retournés vers les spécialistes que les parties les plus « techniques » des travaux, réservant leur capacité d'investissement à l'achat d'équipements (électroménager et audiovisuel) et de mobilier. Dans ces domaines, l'immuable n'a plus cours non plus. On hésite moins à acheter des meubles datés, s'exposant à les voir se démoder. La maison est devenue un marché vivant et le Salon du bricolage, pittoresque à sa création en 1965, un événement économique et technologique de première grandeur.

INSCRIT le plus logiquement du monde dans la mouvance de l'énorme Salon du bricolage, le Salon « Gain de place » ne se distingue certes pas par sa taille (1 000 mètres carrés et une trentaine de stands), mais par le fait qu'il concrétise, pour la première fois, l'une des motivations prioritaires du bricoleur.

Mijanou Bardot, son instigatrice, s'est fait, depuis des années, un solide prénom dans la décoration et l'aménagement intérieur. Pour constater que, malheureusement, les solutions « gain de place » ont un bel avenir : « Je suis frappée par le nombre de jeunes couples qui s'installent et vivent dans moins de 12 mètres carrés, cuisine et salle de bains comprises ! » Quand on n'a pas assez de mètres carrés, il faut, c'est bien connu, lever la tête et recourir à la troisième dimension. C'est ainsi qu'elle a commencé, il y a sept ans, à fabriquer et à commercialiser son « lit-loft », mezzanine permettant d'isoler le lit du reste de l'appartement.

Le problème du logement et de l'espace disponible ne semblant pas en voie de résolution, de plus en plus de gens inventifs se sont mis à réfléchir aux différentes manières de mettre en valeur un espace clos de murs ou cloisons qu'on ne peut ni percer ni pousser. L'étape suivante, c'était tout naturellement de réunir ces gens.

« Gain de place » s'adresse donc aux jeunes en priorité ; de



Création Atelier Mijanou Bardot.

préférence à ceux que le spectacle d'une boîte de vis ou d'une perceuse n'effraie pas trop. Mais on peut aussi y trouver des solutions destinées à une clientèle un peu

plus âgée et aisée. Ainsi, si vous avez deux voitures mais un seul box ou garage, l'astucieux « AFG parking system » vous permettra de les ranger immédiatement en

duplex, sans gros travaux, ce qui peut être également intéressant pour loger un bateau ou une caravane. Autre exemple : en bois blanc, l'armoire rustique Cézame se transforme en une table, deux bancs, un vaisselier, une commode, deux rangements, une petite armoire !

Plus impressionnant encore : le remarquable petit ensemble proposé par Anthony Claux, une entreprise corrézienne, qui loge, tenez-vous bien, une cuisine, un sanitaire et un lit pour deux personnes sur 3 mètres carrés : la cuisine est adossée au sanitaire et le couchage vient se poser sur l'ensemble, ce qui évite tout mélange des genres. Ce « compact » est proposé en kit : une gague de la place, même à l'emballage, ce qui procède d'une saine logique.

Où trouvera aussi, bien sûr, des vérandas, des couloirs qui se déplient en tables immenses et toute sorte d'éléments modulaires, etc.

En somme, ce royaume de la pièce ou du meuble convertibles est fondé sur un paradoxe assez cocasse : on gagne réellement de la place... en ajoutant quelque chose dans une pièce déjà trop petite ! En attendant l'invention de la chambre de bonne décapotable qui, aux beaux jours, se transforme en terrasse-jardin, on peut parier, sans grands risques, que ce petit Salon n'a pas fini de grandir.

MICHEL DROULHOLE.

Aux quatre coins de France

Vins et alcools

VINS FINS D'ALSACE médailles
CHARLES SCHLIERER propriétaire
viticulteur à 68230 TURCKHEIM

VIN BLANC, ROUGE, ROSÉ
BORDEAUX
Direct propriété, quelques 75-78.
M. GREFFIER,
Château Lussac, 33790 SOUSSAC.

SAUTERNE 1^{er} GRAND CRU
« CHATEAU LA TOUR BLANCHE »
BOMMES 33210 LANGON
Tél. : 16 (56) 63-61-55
Tarif sur demande Vente directe

BORDEAUX SUPÉ. Fco TTC
66 ltr. : 1 200 F (chèque joint)
24 bout. 1982 + 24 bout. 1984 : 960 F
24 bout. 1976 + 24 bout. 1979 : 1 100 F
24 bout. 1872 + 24 bout. 1974 : 1 320 F
24 bout. 1975 + 24 bout. 1970 : 1 600 F
BELLLOT, vigneron, 33620 LABUSCADE

REVELLON GASCONE
Le plus Fco 600 150 g
et le Cordon 2 Cordon 150 g
Tél. : 56-56-66
La Route de l'Océan
16, rue du Télégraphe 31000 TOULOUSE
Documentation gratuite

CHAMPAGNE Claude DUBOIS
A la propriété LES ALMANACHS
VENTEUX 51200 ÉPINALY. T. (38) 58-48-57
Vin vieux en foudre. Tarif sur demande.

Grand vin de BORDEAUX
A.O.C. FRONSAC
Les Trois Croix 33126
GUILLON KEREADAN Paire
Tél. 57-84-32-99

GRANDS VINS MÉDAILLÉS
BORDEAUX
Direct du producteur au consommateur.
Vignoble S.A. J. BOIREAU
ARTIGUES 33570 LUSSAC

CLOS LABARDE
SAINT-ÉMILION GRAND CRU
Médaille d'Or Concours international
de dégustation Vinexpo-France 1983
Millésimes disponibles : 1978 à 1983
Documentation et tarif sur demande :
BAILLY Jacques, viticulteur
« Bergat », 33330 SAINT-ÉMILION

N'ATTENDEZ PAS
LES FÊTES DE FIN D'ANNÉE
POUR VOS COMMANDES
MONTLOUIS A.O.C.
Vin blanc sec, demi-sec, moelleux, méthode
providée 12 bouteilles 1982 : 420 F TTC franco dom.
A. CHAPEAU, 15, rue des Ateliers,
Husseau, 37270 MONTLOUIS-S/LOIRE.
Tél. : 47-50-80-84.

MERCUREY A.O.C. Vente directe
12 bouteilles 1982 : 420 F TTC franco dom.
TARIF SUR DEMANDE - Tél. (86) 47-13-94
Louis Modrin, viticulteur, 71690 Mercurey.

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côte d'Azur

06500 MENTON
HOTEL DU PARC ***
Tél. : 93-57-66-66
Près mer. Centre ville. Parking.
Grand jardin. Cuisine réputée.
Déjeuner sur demande.

HOTEL DU PIN DORÉ **
Tél. 93-28-31-00
Chambres et petits déjeuners
Confort et accueil réputés
Le meilleur emplacement de Menton.
Centre ville et bord de mer. Près du
casino. Jardin emboîté. Piscine d'été.
Bar. Salons de TV. Tél. direct. Parking.

06230 VILLEFRANCHE-SUR-MER
Cet hiver sur la Côte d'Azur...
Hôtel LE VERSAILLES ***
dans un cadre privilégié,
terrasse dominant la mer.
7 jours/7 suite en demi-pension :
1 680 F/pers. de Noël à Pâques
et conditions spéciales en janvier
et séjour de 4 à 7 jours.
Tél. : 93-91-89-56

Mer

Iles Anglo-Normandes
ILE DE JERSEY
Zeste de Côte d'Azur flottant sur le Gulf
Stream à 20 km des côtes de Normandie,
Jersey est un joyeux petit État rattaché à
la Couronne d'Angleterre.

L'automne est une période idéale pour découvrir les charmes de cette ravissante et passionnante île : 20 km de long, 10 km de large, 75 000 habitants.
Les immenses plages de sable fin, les hautes falaises plongeant dans la mer si bleue, les vieux manoirs, les petits ports de pêche, vous attirent d'avantage.
Les auberges, les pubs paraissent encore plus sympathiques et pittoresques.
Dans votre palace de grand luxe ou dans votre petite pension, vous êtes séjournés au maximum.
Et dans les rues piétonnes de la capitale, Saint-Hélier, un Londres en miniature, le shopping est toujours roi.
Pour recevoir une documentation en couleurs :
MAISON DE L'ILE DE JERSEY
Département F 13
19, bd Malesherbes, 75008 PARIS
Tél. 47-42-92-08
Plus que jamais, l'île de Jersey vous attend : c'est le dépaysement, la vraie détente et une qualité de vie particulière.

Italie

VENISE
HOTEL LA FENICE
ET DES ARTISTES
(près du Théâtre la Fenice)
5 minutes à pied de la place St-Marc.
Atmosphère intime, tout confort.
Prix modérés.
Réservation : 41-32-333 VENISE.
Tél. : 41-11-50 FENICE I.
Directeur : Dante Apollonio.

Formes et couleurs

DANS la compétition de la création de mobilier contemporain, les Français et les Italiens se font une guerre sans merci. Si la pugnacité des industriels italiens est parfois supérieure, les talents des créateurs sont souvent de valeur égale.

Deux points communs ressortent des nouveautés présentées cet automne. Ce sont des meubles de lignes très architecturées. Mais conçus pour être « vécus » au quotidien, donc pratiques et confortables. Dans son vaste magasin entièrement voué au contemporain (une gérance lorsqu'on est installé au faubourg Saint-Antoine) Roger Le Bihan présente des sièges conçus par Busnelli.

A partir d'une forme cubique, avec accotoirs droits légèrement évases au sommet, Ugo La Pietra a imaginé deux interprétations d'aspects (et de prix) très différents. Sous le nom de « Pretenziosa », un petit canapé deux places et des fauteuils sont en châtaignier, dont l'originalité est d'être rainurés. Les pieds sont chassés de cuivre mouluré et les coussins - d'assise, de dossier et d'accotoirs - sont revêtus d'un cuir beige rosé (16 240 F le fauteuil). Dans la version « Agevole », les mêmes sièges ont une structure en tube laqué gris et des coussins recouverts d'un tissu rose vif (11 610 F le canapé).

Pour la rentrée, Michel Schulmann, PDG de Mobilier interna-

tional, a choisi d'éditer (et de fabriquer dans son usine de Tours) certains meubles créés pour les appartements de l'Élysée. Jean-Michel Wilmette a traité en chêne teinté noir à veines blanches, rehaussé d'un large quadrillage gris, un bahut à trois portes (18 975 F), un long canapé à socle et blocs latéraux, une chauffeuse accompagnée d'un pouf pour former méridienne. De Ronald Cecil Sportes, un fauteuil en lignes courbes fait d'un fin maillage en acier tendu sur une structure métallique, le tout laqué en gris ou noir (7 825 F) et un canapé à grosse monture tubulaire, permettant au dossier de s'abaisser jusqu'à l'horizontale.

Spécialiste italien du mobilier de bureau de grand standing, Tecno souhaite mettre le PDG dans un cadre aussi raffiné que celui de son appartement. Pour réaliser cette continuité, Tecno mise sur la couleur. Celle du cuir des sièges, avec un bleu canard, un rouge vif, un jaune clair, très inhabituels dans ce domaine. Couleur aussi de la laque, brillante ou mate, fort réussie en bordeaux ou en gris. Certains de ces meubles (bibliothèques, vitrines) vont également dans la maison.

Pour la chambre, pièce la moins bien lotie en innovation, de nouveaux meubles, italiens, sont vendus dans les magasins de mobilier composables MD. Cette collection « Mélodie » comprend, outre des lits, des chevets, com-

modés, semainiers, coiffeuses et secrétaires. Ces petits meubles sont indépendants mais juxtaposables. Parmi les plus originaux : une commode à plateau ovalisé largement débordant (4 872 F) et un chevet à base circulaire et plan supérieur ovale, décentré. Les nombreux coloris des laques se choisissent en contraste (noir-blanc, noir-rouge) ou en dégradés de tons.

Jusqu'au 15 novembre, Sarah Nathan présente dans son magasin « Edificio » (27 bis, bd Raspail) une exposition du designer Marc Berthier. Depuis le bureau d'écolier en plastique moulé

jusqu'à la chaise dessinée par ordinateur, vingt années de création de mobilier et luminaires témoignent du sens que Marc Berthier donne au mot « design ».

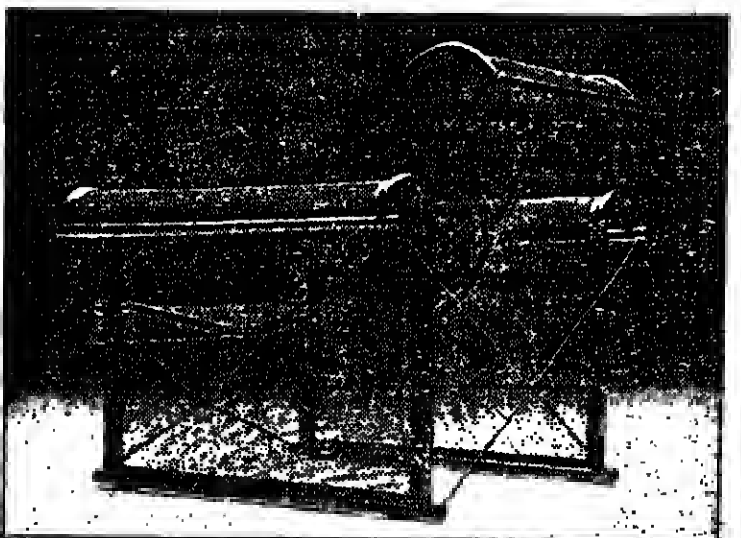
JANY AUJAME.

● Le Bihan, 25, fg Saint-Antoine, 75011 Paris. Tél. : 43-43-06-75.

● Mobilier International, 166, fg Saint-Honoré, 75008 Paris. Tél. : 43-59-08-40.

● Tecno, 242, bd Saint-Germain, 75007 Paris. Tél. : 42-22-18-27.

● MD, 85, rue du Bac, 75007 Paris. Tél. : 45-44-38-84.



Fauteuil créé par Ronald Cecil Sportes pour Mobilier international.

SCHWARZWALDHOTEL
Ruhhhhl
Village de vacances RUHHHL, ça vaut le coup !
Des bungalows et appartements très bien équipés dans une région merveilleuse de la Forêt Noire et ses environs.
Restaurant, bar à l'hôtel avec cheminée, bowling, grande piscine couverte avec jacuzzi, sauna, solarium, court de tennis, manège, pour enfants, ping-pong, équestre (basses pour enfants), en hiver : skis de fond et ski alpin aux environs ; voile, planche à voile, pêche, court de tennis couvert.
Prix forfaitaire.
D-7625 LINGENHOF 1 - Tél. 1948-7653-621.
Sud de la Forêt Noire.
Das Schwarzwald

HOCHSCHWARZWALD
ferienhof
Ruhhhhl
... où les heureux passent leurs vacances
L'hôtel des gourmets, tout en style rustique, atmosphère paisible, confort.
Grande piscine couverte, sauna, solarium, bowling, court de tennis.
Jeu pour enfants, magnifiques sentiers pédestres ; en hiver : piste de ski alpin et de ski de fond.
Chambres et petit déjeuner par personne à partir de DM 53,50 par jour.
Schwarzwaldhof Ruhhhhl
Am Schönenberg 8, D-7625 LINGENHOF 1
Tél. 1948-7653-621.

AVEC TOURISME SNCF
DÉCOUVREZ MOSCOU :
- du 14 décembre au 17 décembre 1985 2 660 F
- du 8 février au 11 février 1986 2 985 F
- du 8 mars au 11 mars 1986 2 985 F
- du 22 mars au 25 mars 1986 2 985 F
OU DÉCOUVREZ LÉNINGRAD :
- du 15 février au 18 février 1986 2 985 F
- du 15 mars au 18 mars 1986 2 985 F
- du 22 mars au 25 mars 1986 2 985 F
CES PRIX COMPRENNENT :
- le transport aérien aller retour,
- le séjour en pension complète,
- la visite de la ville.
CONDITIONS SPÉCIALES TARIFAIRES POUR REJOINDRE PARIS PAR LE TRAIN
- dans les bureaux de tourisme SNCF,
- dans les gares SNCF de Paris,
- dans les gares du RER,
- par correspondance : Bureau de tourisme SNCF B 62.08
75362 Paris Cedex 08.
- par téléphone : (1) 43-21-49-44.

مكتبة من الأصل

501 امت الاصل

Le rendez-vous des touche-à-tout

Des bricoleurs, gros et petits.

Le Salon du bricolage a vingt ans. Pour fêter dignement cet anniversaire, il s'est mis en quatre. Parallèlement aux 45 000 mètres carrés réservés aux 475 exposants spécialistes du bricolage, le CNIT Paris-la Défense accueille cette année trois autres salons. Les désormais traditionnelles Décorations se sont confortablement installées au troisième niveau sur 15 000 mètres carrés (250 exposants) où elles cohabitent avec

siennes, les visiteurs provinciaux étant surtout des ruraux.

Le bois est la superstar du Salon

A 2 % près, tous les visiteurs ont déjà touché un outil, mais 19,3 % avouent être « novices », 37,7 % sont des « bricoleurs avertis » et 41,2 % estiment « posséder quelque expérience ». Le bricolage ignore les classes sociales : il n'y a guère plus de novices chez les cadres supérieurs que chez les ouvriers. En revanche, la nature des travaux entrepris instaure une nette discrimination entre les gros bricoleurs qui n'hésitent pas à poser du carrelage (77 % d'entre eux), à installer leur électricité (67 %) ou à réparer la plomberie (77 %) et les débutants qui se limitent prudemment à la peinture, au papier peint et au jardinage. Le bois reste cependant la superstar du Salon : 30 % des personnes interrogées souhaitent apprendre à le travailler ou se perfectionner ; la plomberie (10 %), la maçonnerie et l'électricité (5 %) arrivent loin derrière dans les phantasmes des apprentis bricoleurs.

Enfin, question qui intéresse directement les exposants du Salon : que vient-on chercher au CNIT ? Des idées pour 72 % des visiteurs, des produits nouveaux (37 %) et des conseils (25 %).

Généralement bien équipés (99 % possèdent l'outillage à main, 89 % du matériel électro-portatif, 46 % du matériel de soudure), les visiteurs envisagent, pour 61 % d'entre eux, un achat dans un proche avenir. Pour les convaincre de faire le bon choix, la plupart des stands multiplient les démonstrations et fournissent des devis. Ainsi, l'opération « Combien ça coûte ? » du Centre d'information du bricolage (CIB) avait généré pour ses vingt-trois fournisseurs adhérents plus de 7 000 « contacts » en 1984.

Tandis que papa parlemente à propos d'un chauffe-eau solaire et que maman rêve devant un robot de cuisine, les enfants font leur moisson habituelle de prospectus. Est-ce, comme on l'a toujours cru, par simple jeu ? L'enquête réalisée par BDG (Business Development Group) nous apprend que 38,9 % des enfants bricolent à la maison, soit avec leurs parents, soit seuls.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

Pour y aller

Du jeudi 31 octobre au lundi 11 novembre :

CNIT Paris-la Défense. De 10 heures à 19 heures tous les jours. Nocturnes jusqu'à 22 heures les mardi 5 novembre et vendredi 8 novembre.

Entrée : 25 francs (15 francs pour les jeunes, troisième âge et comités d'entreprise sur présentation de la carte). Le billet donne accès aux quatre salons.



Une innovation : un tournevis multitête à manche de conception unique, monté à la main de l'homme. Les têtes, 2 plates et 2 cruciformes, sont logées l'une sur l'autre et les 3 autres dans des alvéoles sur le manche. Interchangeables, elles sont faciles d'accès et ne peuvent pas s'égarer.

le salon réservé aux loisirs créatifs (50 stands sur 4 000 mètres carrés). Le dernier venu n'occupe que 1 000 mètres carrés pour une trentaine d'exposants ; c'est la minirevue des choses puisqu'il s'appelle Gain de place et qu'il est consacré aux « solutions astucieuses pour récupérer de l'espace à vivre ».

Mais le phare vers lequel convergent depuis le jeudi 31 octobre des flots de visiteurs chaque année plus denses (304 587 l'an dernier contre 247 000 en 1977) reste le Salon du bricolage, cette gigantesque boîte à outils et à idées. Ici les échalumeaux voisinent avec les coffres-forts, le tournevis multitête copine avec la cisaille grignoteuse, les perceuses et les téléphones perdent leurs fils, les machines à bois et la caravane des badauds passe...

Devant une telle diversité, les organisateurs ont voulu dresser un portrait-robot du visiteur type. Qui est-il ? D'où vient-il ? Que souhaite-t-il ? Mille interviews ont été réalisées, l'an dernier, dans les travées mêmes du Salon. Résultat sans grande surprise : le visiteur du CNIT est plutôt un homme (73,5 %), plutôt d'âge mûr (79,4 % ont entre 25 et 65 ans), plutôt actif (79 %), plutôt marié (76 %), plutôt propriétaire de son logement (64,4 %), qui se trouve être, dans 54 % des cas, une maison individuelle. Les deux tiers du public viennent de la région pari-

New York
vol direct
de Luxembourg

aller
retour **F. 3290**
(super Apex - tarif 750 jours)
Les autres destinations
ICELANDAIR :
Washington (BWI) F. 3370
Chicago F. 3590
Detroit F. 3590
Orlando/Florida F. 3890
A compter de 10 personnes.
Tous les détails consultez-nous.
Avec un minimum 5000 km de vols.
de Paris et de l'Est de la France.
(*) service de bus en Floride.
votre agent de voyages ou
ICELANDAIR
9, Bd des Capucines
75002 PARIS (1) 47 42 52 26

SAHARA PASSION !
Des escapades inoubliables...
de dunes en camions
à pieds souvent en 4x4 parfois
à cheval
NOMADE
30, av. des Ternes - 75008 PARIS
Téléphone : 43 29 06 80 (12 h - 20 h)

RÉSIDENCES CAMPAGNE MER MONTAGNE

COTE D'AZUR
Mer 600 mètres. PETITS STUDIOS
Prix : 2 pers. 1100 F sem. 2 sem.
1715 F. 4 sem. 2770 F (si vac. scol.).
Promot. du 5/11 au 15/12 - 10 %, du
4 au 25/1 - 5 %.
ROI SOLEIL
153, boulevard Kennedy, 06600 ANTIBES
Tél. 93-61-68-30.

SAINT-TROPEZ
100 m de la plage, 800 m du port.
Dans un immeuble de deux étages.
Magnifique 3 pièces 62 m² habitables +
30 m² de terrasse. Cave + grand garage.
Terrain. Parc de 12000 m².
Tél. 93-24-62-09.

COTE D'AZUR
Littoral VAR ou Arrière-Pays.
Choix permanent VIAGERS libres ou
occupés pour ts budgets. LISTING grat.
LA MAISON DU VIAGER
29, bd Strasbourg - 83000 TOULON
(94) 83-54-53.
FRETUS sur R.V. 94-51-44-11.

TOULON CAP-BRUN
Dans superbe parc. Directement en bord
de mer, avec piscine et tennis.
Très beau T4 103 m² + cave + 2 parkings
+ 2 balcons. Cuisine équipée.
Vendu sous videant : 860 000 F.
ACTIMER 84-41-42-18

SOFILOISIRS aime et sélectionne pour vous, au juste prix !

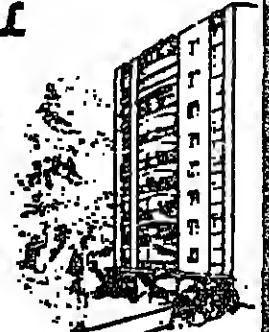
L'E SAGITTAIRE

NICE : du studio au 4 pièces, 31 appartements
rénovés, de grand standing. Cuisines équipées.
Avec parkings ou garages en sous-sol. Habitable
immédiatement.
EXEMPLE DE PRIX : beau 2 pièces 480 000 F.
Bureau de vente sur place : Le Sagittaire, 9, rue
Andréoli - 06000 NICE. Tél. 93.44.43.05



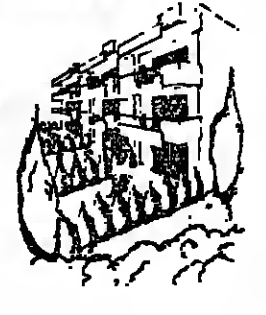
L'ARC EN CIEL

NICE : studios et 2 pièces avec cuisines équipées
et caves, parkings ou garages en sous-sol. Habita-
ble de suite. Entre le port et Acropolis. Charges
de copropriété réduites.
EXEMPLE DE PRIX : 2 pièces 47 m² + balcon
+ cave 450 000 F.
Bureau de vente : L'Arc en Ciel, 68, Bd Delfino -
06300 NICE. Tél. 93.56.55.02



LES BOUGAINVILLES

CAGNES-SUR-MER : studios, 2 et 3 pièces,
grand standing, 2 étages seulement. Habitable
immédiatement. Larges terrasses, plein sud ou
jardins privés au rez-de-chaussée. 13 apparte-
ments de grand standing, cuisine équipée, caves,
parkings.
EXEMPLE DE PRIX : grand 2 pièces 520 000 F.
Bureau de vente sur place : Les Bougainvilles,
18, ch. des Amandiers - 06800 CAGNES-SUR-
MER. Tél. 93.22.50.41.



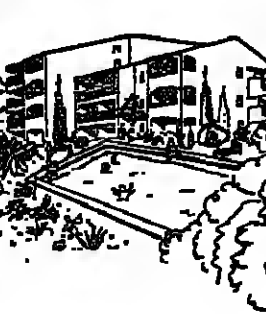
L'ASTROLABE

CAGNES-SUR-MER : 16 appartements du stu-
dio au 4 pièces, au milieu d'espaces verts, à
100 m de tous commerces, à 300 m de la plage.
Larges balcons, jardins privés en rez-de-
chaussée. Parkings en sous-sol fermé, cave.
EXEMPLE DE PRIX : 2 pièces 51 m² + 11 m²
balcons 510 000 F.
Bureau de vente : L'Astrolabe, rue Jean-Bouin -
06800 CAGNES-SUR-MER. Tél. 93.73.62.14.



Le Domaine du Préconil

SAINT-VALENT : près du centre et des pla-
ges, studios, 2 et 3 pièces avec cuisine équipée,
cave et parking en sous-sol, jardins, piscine.
Dans une propriété de 5 hectares une réalisation
de petits immeubles de qualité dans un site privi-
légié.
EXEMPLES DE PRIX : studio mezzanine
247 000 F. 2 pièces 310 000 F. 3 pièces 63 m² +
terrasse 14 m² 610 000 F.
Bureau de vente sur place : Le Domaine du Pré-
conil, Chemin des Virgiles - 83120 SAINT-
MAXIME. Tél. 94.43.81.18



LE GENTIANA

VAL-DE-SUZE : Au cœur de la station
de Praz-sur-Arly, à 200 m des remontées méca-
niques. Construction traditionnelle dans le style
du pays. Studios + alcôve, 2 pièces, duplex, gara-
ges, commerces. Caves cuisine équipée, cave,
placards à skis, parking extérieur ou couvert.
EXEMPLE DE PRIX : 2 pièces 330 000 F.
cave, cisterne à skis, parking.
Bureau de vente : Le Gentiana, 74120 Praz-sur-
Arly - MEGEVE. Tél. 93.24.62.09 Vence.



Pour information :
SOFILOISIRS : 1055, Avenue Rhin et Danube
06140 VENCE Tél. 93.24.62.09

NOM _____
Adresse _____

☐ Le Sagittaire ☐ L'Arc en Ciel
☐ Les Bougainvilles ☐ L'Astrolabe
☐ Le Domaine du Préconil ☐ Le Gentiana



Le roman du gothique

Au cœur des forêts royales du Valois, sur les pas de Gérard de Nerval.

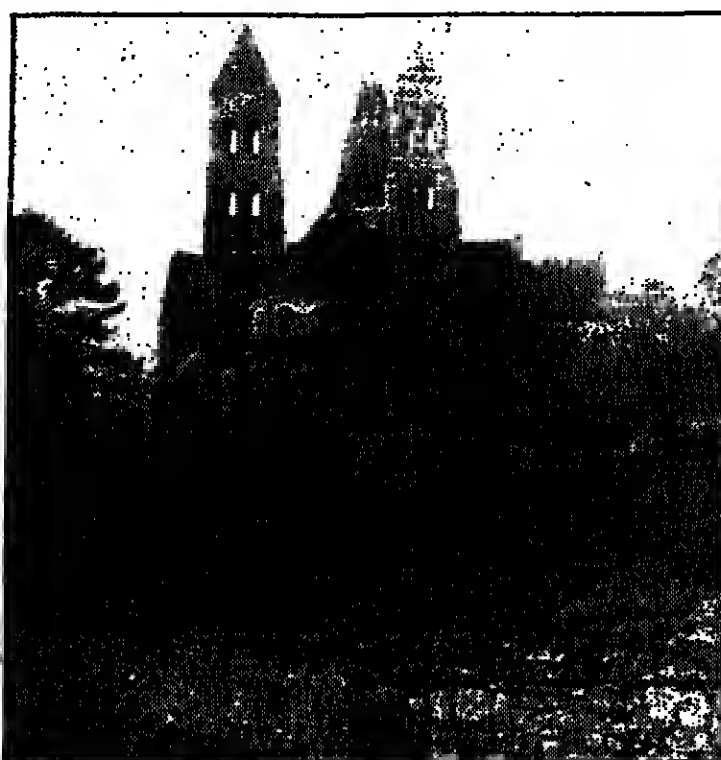
La Caisse nationale des monuments historiques et des sites, les caisses régionales du Crédit agricole de France et de l'Oise, le Club du Vieux-Manoir, viennent de lancer une route historique. « Du roman au gothique par les forêts royales de l'Oise ». C'est une invitation à découvrir d'admirables monuments (l'abbaye du Moncel, le château de Pierrefonds, les églises de Saint-Leu-d'Esserent et de Morienvall et quelques autres), et les forêts de Chantilly, d'Halatte, de Compiègne, de Senlis ou d'Ourscamps, superbes en toutes saisons. Cette longue randonnée au nord de Paris peut occuper tout un week-end, si on veut pousser jusqu'à Noyon et sa cathédrale, « Parthénon de l'architecture chrétienne ». Il est vrai que toute cette région de la plaine de France, du Valois et de l'Oise mérite qu'on la découvre lentement, sur les pas de Gérard de Nerval, qui y vécut son enfance et sa jeunesse (1).

La route conseillée par les organisateurs a pris Saint-Denis et sa basilique comme point de départ « gothique » du parcours qui passera par Saint-Leu-d'Esserent pour aboutir à Noyon, avec retour par Morienvall, ensemble remarquable élevé au milieu de forêts aux routes bien balisées. Au-delà de l'abbatiale des rois de France, il n'est pas nécessaire de suivre l'autoroute A1, on pourra lui préférer la N17. L'une ou l'autre vous mèneront à Senlis, la vieille cité romaine, dont subsistent tous les murs d'enceinte. Ville royale

aussi, dont les monuments et la vieille ville, exceptionnellement préservés, méritent qu'on s'y arrête longuement.

Après Senlis, par la D924 et la D162, on aperçoit de fort loin les hauts clochers de Saint-Leu-d'Esserent, abbatiale bénédictine des douzième et treizième siècles, qui connut à travers le temps des fortunes diverses jusqu'à sa restauration à la fin du dix-neuvième siècle par l'architecte Selmersheim. En 1944, Saint-Leu subit un terrible bombardement qui coupa la nef en deux et endommagea gravement le clocher nord de l'abbatiale. Depuis 1950, une savante restauration, œuvre de Jean-Pierre Paget, a rendu à l'admirable abbatiale sa splendeur primitive. Des vitraux modernes d'une tonalité discrète, posés en 1960, ont achevé de donner à ce noble et vaste sanctuaire (71 mètres de long en comptant le narthex et 21 mètres de haut) un style particulier.

De Saint-Leu-d'Esserent, on rejoindra par la forêt d'Halatte, si souvent évoquée par Gérard de Nerval dans *Sylvie*, le joli village de Fienrines, sorte de clairière, halte paisible proche de Pontpoint, d'où on découvrira l'abbaye royale du Moncel, fondée pour des clarières par Philippe le Bel en 1309. Un chef-d'œuvre de l'architecture du quatorzième siècle, dont le Club du Manoir a entrepris une remarquable et complète restauration. L'ensemble des bâtiments conventuels, comportant un réfectoire, un cellier et un très



L'abbaye romane de Morienvall.

beau cloître du seizième, couvrent 10 000 mètres carrés et s'élèvent au milieu d'un parc de 6 hectares ajouté au domaine des clarières par Louis XIV, qui leur offrit ce cadeau royal en même temps qu'un château.

On repartira par Verberie, à la belle église romane, sur la lisière de la forêt de Compiègne, qu'on suivra jusqu'à Compiègne-méme.

De l'hôtel de ville et son beffroi du seizième siècle, de la tour Beaugard à l'église Saint-Jacques, on peut désormais par-

courir Compiègne, plaque tournante du tourisme régional, grâce à des voies piétonnes. Le château, reconstruit au milieu du dix-huitième siècle par Gabriel, et qui fut une des résidences de prédilection des deux Napoléon, l'oncle et le neveu, s'ouvre sur la place du palais par une élégante colonnade donnant sur la cour d'honneur.

Noyon, qu'on atteint après avoir traversé les forêts de Laigle et d'Ourscamps, prolongements de la forêt de Compiègne, n'est distante de la sous-préfecture de l'Oise que de 25 kilomètres.

Le passé historique de Noyon est d'une richesse incomparable. On y trouve d'importants vestiges gallo-romains, et elle fut une des premières cités à obtenir une charte des libertés communales. C'est en ses murs qu'en 768 Charlemagne fut couronné roi des Francs et des Lombards et que François I^{er} et Charles-Quint signèrent en 1516 un traité d'alliance.

La ville, qui fut en partie détruite durant la guerre de 1914-1918, peut s'enorgueillir de posséder une des plus belles cathédrales du nord de la France, qui, à elle seule, vaut qu'on s'arrête longuement à Noyon. Édifiée à partir du milieu du douzième siècle, elle fut achevée au début du quatorzième siècle; elle reste le plus grand exemple architectural du style dit de « transition ». Des chapelles furent adjointes à sa superbe nef du quatorzième siècle, et les chapiteaux des colonnes de son déambulatoire offrent des sculptures historiques de figures fantastiques de pur style roman.

Au nord, le cloître de style ogival, défendu par un mur crénelé, et la salle capitulaire font de la cathédrale de Noyon un édifice d'une ampleur et d'une richesse exceptionnelles.

Sur la route du retour, à une portée de fusil de Noyon, on découvre l'abbaye d'Ourscamps, dans un paysage qui l'attache directement à la réalité cistercienne, avec la grandeur et la rigueur que cela comporte.

D'Ourscamps, par la forêt de Laigle et en suivant par la D16 le très charmant vallon du Fourchon, on atteindra Rethondes et le célèbre carrefour de l'armistice de la guerre 1914-1918, puis le très joli village de Vieux-Moulin, dans le vallon du ru de Bernes. Dominé par le mont Saint-Marc, c'est l'un des points culminants de la forêt de Compiègne, dont l'église construite par Viollet-le-Duc en 1860 est le signe annonciateur de la proximité du château de Pierrefonds.

En effet, le château de Pierrefonds est à 7 kilomètres de ce joli village, et nul ne peut ignorer que Viollet-le-Duc s'employa des années durant à transformer un chef-d'œuvre de l'art militaire du Moyen Âge, d'ailleurs complètement ruiné et démantelé, en un romantique palais princier où son imagination se donna libre cours.

Pierrefonds était un amas de ruines quand il fut acheté en 1810 par Napoléon I^{er}, et il ne fut inscrit sur la liste des monuments historiques qu'en 1848. Deux ans après, Louis-Napoléon Bonaparte, prince président, le visita et en

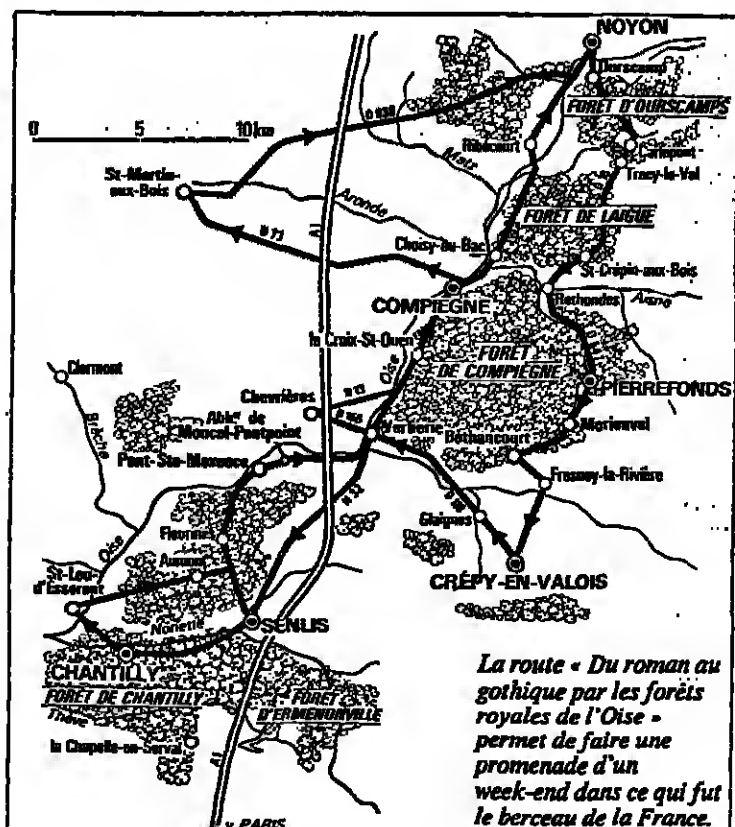
confia, en 1857, la restauration à Viollet-le-Duc. Les travaux durèrent longtemps, ils furent abandonnés puis repris et achevés en 1885. C'est sur le chemin du retour, avant Crépy-en-Valois et la forêt d'Ermenonville, que le visiteur pourra s'arrêter à Morienvall, dont l'abbaye, ancien convent de bénédictins, fondée au septième siècle, a été en partie détruite durant la Révolution. Des monuments abbatiaux, il ne reste que l'église Notre-Dame, imposante construction des onzième et douzième siècles, remarquablement restaurée, comme Saint-Leu-d'Esserent, par l'architecte Selmersheim, au début du vingtième siècle. Elle comprend une nef majestueuse, flanquée de bas-côtés, un transept et un chœur, entourés d'un déambulatoire, ornés d'admirables chapiteaux et de statues de bois des quinzième, seizième et dix-septième siècles. L'ensemble que forme l'église avec son clocher carré et ses deux ailes du dix-septième siècle est certainement un des plus beaux et des plus intéressants de cette région du Valois, si riche, si belle, encore préservée, et dont les villages ont gardé, malgré la proximité de la capitale, un grand charme rural.

ANDRÉE JACOB.

(1) La route « Du roman au gothique par les forêts royales de l'Oise » est décrite dans une brochure illustrée qu'on peut se procurer gratuitement à la C.N.M.H.S., 52, rue Saint-Antoine, 75004 Paris, et au Club du Vieux-Manoir, 10, rue de la Cassonerie, 75001 Paris.



La façade de ce que fut l'abbaye d'Ourscamps.



La route « Du roman au gothique par les forêts royales de l'Oise » permet de faire une promenade d'un week-end dans ce qui fut le berceau de la France.

PHILATÉLIE n° 1920

Vasté programme de l'UNESCO

Une manifestation internationale, dans quatre-vingt-dix villes historiques de cinquante-quatre pays, intitulée « Mémoire des rues » est le vaste programme envisagé par l'UNESCO pour le second semestre 1986.

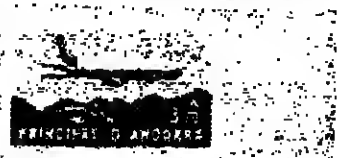
Cependant, pour sensibiliser déjà le public, il est envisagé d'organiser des expositions dans les dix stations à grande fréquentation du métro parisien, chacune avec un thème différent sur la ville de Paris.

Ainsi, le Musée de la poste et l'administration des monnaies et médailles auront en espace à la station Montparnasse du 19 au 23 novembre. Le cachet du bureau temporaire (de 15 heures à 19 heures) sera illustré par l'ancienne gare et comportera l'inscription « UNESCO - RATP - MÉMOIRE DES RUES - PARIS - MÉMOIRE DU MONDE ». Boîte aux lettres spéciale pour l'oblitération. — Seuls deux timbres seront vendus, 1,80 F. « la France à ses morts », et 2,20 F. « 40^e anniversaire de la Documentation française ».

● POINT PHILATÉLIE ouvert à Rennes République (Ille-et-Vilaine), à partir du 5 novembre.

La principauté d'Andorre...

... au cours de ce mois de décembre sera doté d'un « premier » aérogramme. L'entier représente



« Airbus survolant le lac d'Engolasters », d'après une maquette de Jean Chesnot. Impression offset. — Le 13 décembre, les deux timbres suivants seront retirés de la vente: 2,80 F. Jeux olympiques d'hiver-Sarajevo, et 3 F. Communauté de travail des Pyrénées.

● A VINCENTES, une exposition au logement à Robert Louis, artiste hollandais, depuis il y a vingt ans, se déroule jusqu'au 9 novembre, à la mairie.

● Galerie de Messager: du 11 janvier au 15 février 1986 se tiendra l'exposition de prestige de l'Académie de philatélie, qui convie les philatélistes à sa journée du 11 janvier, dans la salle des conférences du Musée à partir de 10 h et de 14 h 15, pour la deuxième partie. — 34, bd de Vaugirard, 75015 Paris.

Calendrier des manifestations

● 56100 Lorient (E. exp.) 22/12/85.
● 83000 Toulon (E. exp.) 4/5/12/85.
● 75000 Paris (FO) 5-6/12/85.
● 26000 Valence (E. exp.) 5-6/12/85.
● 93350 Le Bourget (Vente) 8-15/12/85.
● 49320 Gagne (E. exp.) 11/12/85.
● 75000 Paris (CP) 18-12/85.
● 75000 Paris (tableau) 19/12/85.
● 49000 Angoulême (Rotary) 19/12/85.
● 26000 Valence (E. exp.) 19-20/12/85.
● 13000 Marseille (E. exp.) 25/12/85.
● 13000 Marseille (tableau) 26-27/12/85.
● 75015 Paris 27/12 au 20/1/86.
● 75015 Paris (Air) 28-29/12/85.
● 21000 Dijon (E. exp.) 30/12/85.
● 67000 Strasbourg (CE) 31/12/85.
● 59000 Lille 31/12/85-1/1/86.

● Voir « Bureaux temporaires », le Monde, du 9 mars et du 6 juillet.

● COMORES: pour le 10^e anniversaire de l'indépendance de la République fédérale islamique des Comores, a paru une série de quatre timbres, sujet unique réalisé d'après une maquette locale par Ahmed Hassane: 10, 15, 125 et 300 fr. Imprimés en offset par Edita.

● A la galerie de Messager, l'exposition Moretti, annoncée la semaine dernière, durera jusqu'au 23 novembre. 34, bd de Vaugirard, Paris-15^e.

● NIGER: deux timbres d'usage courant, 85 fr., croix d'Agadez et 110 fr., jeune fille portant de l'eau;



gravés par Cécile Guillaume, d'après les maquettes de A. Barre. Imprimés en taille-douce à Périgueux.

● POLYNÉSIE FRANÇAISE: pour l'exposition « Italis 85 », un timbre P.A. de 130 F et un bloc-feuillet de 240 F. Maquettes et gravures d'Eugène Lacaze. Taille-douce, Périgueux.



● WALLIS-ET-FUTUNA: un timbre P.A. de 245 F représente, sur grand format 36x48 mm, un tableau « Patrice Nially ». Impression offset, d'après document photo, par l'imprimerie de Périgueux.

ADALBERT VITALYOS.

Le Monde DES PHILATÉLISTES

Tous les mois, toutes les nouvelles émissions, les expositions, les ventes et les cours. Tout ce qu'il faut savoir pour mieux gérer votre patrimoine philatélique.

SPÉCIAL SALON D'AUTOMNE

LA RUSSIE D'HIER ET D'AUJOURD'HUI

En vente chez votre marchand de journaux

هكذا من الأصل

صكرامتن الأصل

SEMAINE DU 2 AU 8 NOVEMBRE 1985

Le Monde

LE MONDE LOISIRS
SAMEDI 2 NOVEMBRE 1985

V

TELEVISION

Gens de crayon à mine ouverte

Plantu, Faizant, Wolinski : trois portraits sans caricature



ILS sont gens de crayon cotoyant gens de plume. Sur le papier journal des quotidiens ou sur les pages lisses des magazines, les traits de leurs dessins, provocateurs, insolents, dévoilent ce qui parfois resterait caché entre les lignes des colonnes voisines. A leur disposition, une arme absolue : l'humour. Ils sont caricaturistes ou dessinateurs de presse, selon la manière dont on préfère les définir.

Guetteurs sans cesse à l'affût des convulsions du monde contemporain, ils ont en commun ce pouvoir - bienfaisant entre tous - de libérer la charge d'irrévérence enfouie en chacun de nous. Mais aussi, au-delà du sourire ou du rire qu'ils suscitent, celui de forcer à l'interrogation, à la réflexion, mieux que ne le ferait le meilleur des discours. Leur renommée - du moins pour la plupart d'entre eux - n'est plus à acquiescer. Pourtant leurs publicités ne les connaissent qu'à travers leur signature. Qui sont-ils en vérité ?

Le réalisateur Isidro Romero a eu l'idée de lever un coin du voile avec « La caricature, miroir d'une époque », une série de trois émissions dont les héros sont Plantu, Faizant et Wolinski. Cette série, coproduite par l'INA et FR3, prolonge l'expérience lancée en novembre 1984 (déjà sur la troisième chaîne) avec « Tim et de Gaulle ».

Première rencontre : Plantu ou plus exactement « Le monde de Plantu ». Celui de la France et d'ailleurs, qu'il observe de son regard incisif, parfois féroce, jamais cynique, tendre aussi. Au fil de dessins et d'images d'archives bien choisies, de témoignages rapportés d'un peu partout, Isidro Romero présente l'histoire toute chaude des années les plus

récentes. Résultat : un vrai scénario, dont chacun peut être complice, reflet de la vie avec ses aspects tragiques, divertissants, mais également faits d'injustices, de brutalité. Modeste, Plantu ne parle guère de lui. Il laisse les autres s'en charger. Et, s'il le fait, c'est avec le même humour, la même élégance que celle émanant de ses coups de crayon. Sur un point, il ne transige pas : son refus de subir la moindre contrainte. C'est en lycée Henri-IV qu'il a vécu mai 68, qu'il a découvert *Charlie-Hebdo* et *Reiser*. « Cela a été le choc, dit-il, avec *Reiser* tout devenait possible. » Le premier dessin de Plantu publié dans les colonnes du *Monde* date de 1972. C'était une colombe pas très réussie qui ressemblait à un pigeon dodu. Ce fut une fête pour lui, qui était à l'époque vendeur aux Galeries Lafayette, rayon meubles de cuisine.

Truculence

Tout autre est l'ambiance un peu sige qui se dégage du film consacré à Faizant et signé par Jean-Daniel Verhaeghe. Peut-être cela tient-il à trop de plans fixes ? Faizant se raconte, se détache souvent en gros plans sur l'écran. Il force à la satire pas à pas son parcours. Quitte à ce qu'on en oublie l'humour. Son premier dessin est paru dans *Carrefour*, en 1945. Quatorze ans plus tard, il entre au *Figaro*, qu'il n'a plus quitté. Faizant s'est lancé dans le dessin politique en 1959, « lorsque, dit-il, de Gaulle est revenu aux affaires ». Le personnage l'a séduit, marqué à tout point de vue. L'époque gaullienne, la grande selon lui. La seule, a-t-on parfois le sentiment en regardant le

deuxième volet de cette série, pourtant tiré « Marianne et ses quatre présidents ». Un autre homme a beaucoup compté pour lui, son « maître spirituel », Jean Effel. On ne s'y attendait pas.

A Faizant ses vieilles dames. A Wolinski ses petites femmes légères qui courent éperdument. Le trajet de Wolinski a été plus compliqué que celui de ses deux autres confrères. De *l'Enragé* et de *Charlie-Hebdo* de mai 68 au *Nouvel Observateur*, aujourd'hui, en passant par *l'Humanité*, le dessinateur a suivi, en quelque sorte, le flux et le reflux de l'époque. « Mais à quoi pense Wolinski ? », c'est la question que pose la troisième émission, réalisée cette fois-ci par Dominique Page. A quoi pense, en effet, cet homme au visage arrondi, au regard parfois si triste - une tristesse dont il se défend, - qui n'aime pas parler de lui, mais dont le talent excelle à faire explorer le comique ? On le découvre au fur et à mesure de ce portrait mené tambour battant, ravissant, émaillé de souvenirs (merveilleux, les images sur les mardis de *Charlie-Hebdo*), de grandes affirmations (« Pour faire un bon dessin politique, il faut être indigne et injuste »), d'éclats de rire, comme dans cette scène au *Crazy Horse* Saloon, où se jouait, dans les années 60, un divertissement de son cru. Sans oublier la truculence. Wolinski oblige.

ANITA RIND.

« La caricature, miroir d'une époque » : « Le monde de Plantu », dimanche 3 novembre ; « Marianne et ses quatre présidents », dimanche 10 novembre ; « Mais à quoi pense Wolinski ? », dimanche 17 novembre, FR3, 20 h 35 pour les trois émissions.

Les films de la semaine. Le palmarès de Jacques Siclier. ■ A VOIR ■ GRAND FILM

DIMANCHE 3 NOVEMBRE

L'homme qui voulait être roi ■■

Film américain de John Huston (1975), avec S. Connery, M. Caine.
TF 1, 20 h 35 (130 mn.).

Inde, années 1880. Deux anciens sergents de l'armée britannique pénètrent dans une contrée mystérieuse pour y prendre le pouvoir. D'après Rudyard Kipling, un extraordinaire récit d'aventures et une réflexion très houstonienne sur la gloire et le destin.

Musique dans les ténèbres ■■

Film suédois d'Ingmar Bergman (1947), avec M. Zetterling, S. Melander (v.o. sous-titré (N)).
FR 3, 22 h 30 (85 mn.).

Un pianiste devenu aveugle est l'ami d'une jeune ouvrière, et souffre d'être traité en infirme. Le quatrième film de Bergman - très peu connu, c'est loin - emprunte de naturalisme social et de romantisme douloureux. La Suède est triste, la vie faite de compromis, tel l'amour.

LUNDI 4 NOVEMBRE

Flics de choc ■■

Film français de Jean-Pierre Desagnat (1983), avec P. Massimi, C. Nobel.
TF 1, 20 h 30 (95 mn.).

Tueur à moto, prostitution clandestine, influences politiques sur l'enquête. Le commissaire Massimi force avec sa brigade de choc, dont fait partie Chantal Nobel, et ce polar, façon « Série B » américaine, ne se prend pas au sérieux. Un bon point.

Le Sang des autres

Film français de Claude Chabrol (1984), avec J. Foster, M. Ontkean - Deuxième épisode.
A2, 20 h 35 (90 mn.).

Une femme dans la guerre, l'Occupation, la Résistance. Adaptation du roman de Simone de Beauvoir dans une version télévisée, plus courte qu'on ne croyait. Suite et fin.

L'Héritier ■■

Film français de Philippe Labro (1972), avec J.-P. Belmondo, C. Graven.
FR 3, 20 h 35 (110 mn.).

L'héritier d'un magnat de la presse et des affaires enquête sur la mort prétendument accidentelle de son père. Labro rend hommage au cinéma de Francesco Rosi. Belmondo est excellent en chevalier moderne menacé par les requins d'une multinationale.

MARDI 5 NOVEMBRE

La Guerre du feu ■■

Film franco-américain-canadien de Jean-Jacques Annaud (1981), avec E. McGill, R. Dawn Chong.
A2, 20 h 35 (95 mn.).

Le feu entrepris par la tribu des Elms s'étant éteint, trois guerriers partent à la recherche d'une flamme pour le ranimer. Cette adaptation d'un roman de J.H. Roedy a été tournée entièrement en décors naturels, nous ramène à l'âge de pierre et aux balbutiements d'une humanité primitive qui commence à se détacher de l'animal. On y croit, à cause d'une reconstitution parlant à l'imagination et recréant nos lointains ancêtres. Et l'on est très ému.

La Java des ombres ■■

Film français de Romain Goupil (1983), avec T. Karyo, F. Camus.
FR 3, 20 h 35 (90 mn.).

Un ancien militant de mai 68, devenu terroriste, sort de prison et tombe dans une manipulation politico-policiaire. Les préoccupations idéologiques de l'auteur de *Mourir à trente ans* dans un récit de fic-

tion. Romain Goupil a filmé avec fièvre la fatalité, le malheur des idéalistes peumés.

MERCREDI 6 NOVEMBRE

Le Trésor de la montagne sacrée ■■

Film anglais de Kevin Connor (1979), avec C. Lee, M. O'Shea.
A2, 14 heures (110 mn.).

Un calife usurpateur, un prince subissant des épreuves pour l'amour d'une jeune fille. Le recours au merveilleux donne un charme certain à ce conte oriental rappelant un peu le *Voleur de Bagdad*.

JEUDI 7 NOVEMBRE

Tout le monde peut se tromper

Film français de Jean Couturier (1982), avec F. Cottencin, F. Perrin.
A2, 20 h 35 (88 mn.).

Une dactylo se montre plus roublarde que le truand qui a voulu cambrioler la bijouterie de son patron. Qui croit qu'il meurt en série. La mise en scène est très laborieuse. Dormez pour Fanny Cottencin.

VENDREDI 8 NOVEMBRE

La Collectionneuse ■■

Film français d'Eric Rohmer (1966), avec P. Bauchau, H. Polloff.
A2, 22 h 55 (85 mn.).

Dans une ville de Saint-Tropez, un jeune antiquaire mondain dépense beaucoup d'énergie à résister à une jeune fille qui collectionne les garçons. Les grandes manœuvres du refus de l'amour et de l'érotisme glacé. La mise en scène de ce « conte moral » prend ses distances avec une certaine perversité intellectuelle.

Samedi 2 novembre

8.00 Bonjour la France. 9.00 Partez gagnant. 9.50 5 jours en Bourse. 10.05 Reprise : Performances (diff. le 30 octobre). 10.35 Reprise : Les trois premières minutes (diff. le 30 octobre). 11.00 Haute de germines, magazine musical (diffusé en simultané sur France-Musique).

12.00 Tournez... mariages.

13.00 Journal.

13.35 La séquence du spectateur.

14.10 La rendez-vous des champions.

14.20 Série : Pour l'amour du risque.

15.15 Le merveilleux voyage de Nils Holgersson.

15.45 Casaque et bottes de cuir.

Magazine du cheval.

16.20 Temps X.

Magazine de science-fiction.

17.10 Série : Les hommes de Rosa.

18.05 30 millions d'amis.

18.30 La route bleue.

Magazine de la sécurité routière.

18.35 Magazine auto-moto.

19.05 D'accord, pas d'accord (INC).

19.10 Jeu : Anagram.

19.40 Cocorococoboy.

20.00 Journal.

20.35 Tirage du Loto.

20.40 Au théâtre ce soir : la Pomme.

De L. Vercell et G. Beer. Avec M. Dadiou, G. Beller, D. Prévoist. Comédie de boulevard sur le mariage. Deux jeunes gens, destinés à convoler sans se connaître, réussissent à réconcilier leurs pères, mari et amant de la mère de l'un d'eux. Situations cocasses.

22.15 Droit de réponse : Lectures pour tous.

Emission de Michel Polak.

Avec François Weyergans, Jean-Jacques Brochier, Genevieve Dormann, Françoise Xenakis, notre collaborateur Jacques Cellard, Jean-Maurice de Montreuil, Nicole Viloteau, Pierre Dumayet... Des étudiants font la critique des ouvrages susceptibles de figurer parmi les prix littéraires.

0.00 Journal.

0.15 Ouvert la nuit. Série : Les Incorruptibles (redif.).

8.55 Journal des sourds et des malentendants. 9.15 Gym tonique. 9.50 Reprise : Apostrophes : la vie des saints, diff. le 1^{er} nov. 11.00 Le Journal d'un siècle, de L. Bériot. Edition 1925. 12.00 A nous deux.

12.45 Journal.

13.25 Série : Cannon.

14.15 Superplatiné.

Jean-Jacques Lafon, Michel Jonasz, Tina Turner, Charlotte et Serge Gainsbourg, Bad Boys Blue, Noé Willer. Les jeux du stade.

Tennis : demi-finales du tournoi d'Anvers ; planche à voile : la traversée de l'Atlantique ; colloque : la violence dans le sport.

17.10 Les carnets de l'aventure.

La glace et le feu : mourir en Islande.

18.00 Récré A2.

Sindbad le marin : Les mondes engloutis.

18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres.

19.10 D'accord, pas d'accord (INC).

19.15 Emissions régionales.

19.40 Jeu : La trappe.

20.00 Journal.

20.35 Variétés : Ferrat 85.

De B. Pivot, réal. N. Ribonski.

22.00 Les histoires d'Ono Willy : Ivanhoé.

8^e épisode : la Rançon.

Les enfants du rock.

Rockline : extraits du concert de Sting à Mogador ; Nick Kershaw : le grand retour de Squeeze et Armory Show ; Musicalfaria : des interviews du groupe Dire Straits, de Frank Zappa, du groupe The Matels ; extraits de concerts, de James Brown et Red Hot Chili Peppers.

23.35 Journal.

0.00 Bonsoir les clips.

12.15 Connexions : De l'ANPE et l'ONISEP.

13.30 Espace 3 : Horizon, magazine des armées ; 14.45 Repères, émission du ministère du travail.

16.15 Liberté 3. Emission des associations.

17.30 Emissions régionales.

20.04 Disney Channel

Cocktail de dessins animés et programmes de Disney Channel. La grande soirée familiale : les aventures de Winnie l'ourson, Mickey, Zorro, Donald, et, trésors de la soirée, les DTV, les vidéo-clips, montages inédits de dessins animés sur les plus grands « tubes » des vingt dernières années.

21.55 Journal.

22.20 Feuilletton : Dynastie.

23.05 Musiclub.

« Passion selon saint Jean », de J.S. Bach, interprétée par l'Orchestre de chambre de Salzbourg et l'Orchestre du Théâtre de la Fenice, dir. D. Gutschmidt. L'événement musical que FR3 propose pour la rentrée.

● ETL, 20 h, Série : Les deux font le paire ; 21 h, A vous de choisir : le Bar de la Fourche, film d'Alain Levent, ou le Mur de l'Atlantique, film de Marcel Camus ; 22 h 35, Série : Espion modèle.

● TMC, 20 h, Série : Knight Rider ; 21 h, Mini-série : Okara ; 22 h 50, Monte-Carlo zoom ; 23 h 10, Sky Trax.

● RTB, 20 h, Le Jardin extraordinaire ; 20 h 35, Cinéma : SOS Titanic, film de Billy Wilder ; 22 h 15, Le mot de la fin.

● RTB-TÉLÉ 2, 20 h 10, Tennis (en eurovision d'Anvers).

● ISR, 20 h 5, Maguy ; 20 h 40, Tréfle d'or ; 22 h 25, Journal ; 22 h 40, Sport ; 23 h 40, La Vallée de la vengeance, film de Richard Thorpe.

	Dimanche 3 novembre	Lundi 4 novembre	Mardi 5 novembre
TÉLÉVISION FRANÇAISE 1	<p>6.00 Grand prix d'Australie de formule 1; 8.00 Bonjour la France; 9.00 Émission islamique; 9.15 A Bible ouverte; 9.30 Foi et tradition des chrétiens orthodoxes; 10.00 Présence protestante; 10.30 Le jour du Seigneur. Magazine: « L'Eglise de l'Atlantique à l'Oural »; 11.00 Messe au collège Saint-Etienne de Strasbourg; 12.00 Télé-foot 1.</p> <p>13.00 Journal.</p> <p>13.25 Série: Starzky et Hutch.</p> <p>14.20 Les habits du dimanche.</p> <p>15.00 Allée au pays des merveilles.</p> <p>15.30 Tiercé à Autuail.</p> <p>15.45 Série: Sakit champion.</p> <p>16.45 Scoop à la une. Avec Jean Rochefort.</p> <p>17.30 Les arènes du monde. Le clown et l'andamé.</p> <p>18.00 Feuilletton: Dallas.</p> <p>19.00 Sept sur sept.</p> <p>Magazine de la semaine de J. Lazzi et Anne Sinclair, présenté cette semaine par Anne Sinclair.</p> <p>Invité: Pierre Juquin, membre du comité central du PCF, dont le dernier livre, Autocritiques, sur les relations entre le PCF et Moscou a provoqué des remous au sein du parti.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.35 Cinéma: L'homme qui voulut être roi.</p> <p>Film de John Huston.</p> <p>22.40 Sports dimanche soir.</p> <p>Actualité sportive du week-end.</p> <p>23.40 Journal.</p> <p>23.55 C'est à lire.</p>	<p>9.20 ANTIOPE 1: 9.30 Canal FIT/TF1: 9.45 La Une chez vous; 10.00 Challenge 85; 10.30 RFE; 10.45 Croque-vacances; 11.30 Les jours heureux; 12.02 Tournez... manège.</p> <p>13.00 Journal.</p> <p>13.50 Série: Les faucheurs de marguerites.</p> <p>Rediffusion d'un feuilleton en sept parties, sur la conquête du ciel par les premiers avions.</p> <p>14.45 Les choses du lundi: les timbrés de la poste.</p> <p>16.30 Croque-vacances.</p> <p>Dessins animés, variété, bricolage...</p> <p>17.30 La chance aux chansons.</p> <p>18.00 Salut les petits loups.</p> <p>18.30 Mini-journal pour les jeunes.</p> <p>18.45 Feuilletton: Santa-Barbara.</p> <p>19.15 Jeu: Anagram.</p> <p>19.40 Cocoricooboy.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.35 Cinéma: Flics de choc.</p> <p>Film de Jean-Pierre Desguat.</p> <p>Écoutes et toiles.</p> <p>22.05 Magazine de Martine Jonard et Frédéric Mitterrand.</p> <p>Un entretien avec Alf Sjöberg, cinéaste suédois; hommage à Nikita Mikhalov; présentation du film: « Tango, l'exil de Gardel ».</p> <p>23.10 Journal.</p> <p>23.20 C'est à lire.</p>	<p>9.20 ANTIOPE 1: 9.30 Canal FIT/TF1: 10.55 Le chemin des écoliers (CNDP); 11.15 La Une chez vous; 11.30 Les jours heureux; 12.02 Tournez... manège.</p> <p>13.00 Journal.</p> <p>13.50 Série: Les faucheurs de marguerites.</p> <p>Transcontinental. Magazine des voyages.</p> <p>14.45 Reprise: Contre-enquête.</p> <p>Magazine de Anne Hoang (diffusé le 29 octobre).</p> <p>17.10 La maison de TF 1.</p> <p>17.30 La chance aux chansons.</p> <p>18.00 Salut les petits loups.</p> <p>18.30 Mini-journal pour les jeunes.</p> <p>18.45 Feuilletton: Santa-Barbara.</p> <p>19.15 Jeu: Anagram.</p> <p>19.40 Expression directe: L'Assemblée nationale.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.30 D'accord pas d'accord (INC).</p> <p>20.35 Les grands écrans de TF 1: Commissaire Moulin.</p> <p>Passes notes, de P. Andrieu (rediff.).</p> <p>Cécile, jeune médecin psychiatre, est persuadée que son père ne s'est pas suicidé, mais qu'il a été assassiné. Le commissaire Moulin enquête...</p> <p>22.00 Document: l'Holocauste nucléaire.</p> <p>De S. Yasuma et M. Ogahara.</p> <p>Quarante ans après l'explosion de la première bombe atomique sur Hiroshima, une équipe de télévision japonaise montre, avec l'appui de nombreux scientifiques, les conséquences catastrophiques d'un conflit nucléaire à l'échelle mondiale.</p> <p>23.15 Journal.</p> <p>23.30 C'est à lire.</p> <p>23.45 Tifi, magazine de l'informatique.</p>
ANTENNE 2	<p>9.30 Informations et météo; 9.45 Les chevaux du tiercé; 10.00 Récré A2. (La chanson de Dorothée; Candy); 10.30 Série: Marlène, une étoile pour Napoléon; 11.35 Entrez les artistes.</p> <p>12.45 Journal.</p> <p>13.20 Tout le monde le sait.</p> <p>14.30 Série: Le juge et le pilote.</p> <p>15.20 L'école des fans.</p> <p>16.15 Kiosque à musique.</p> <p>17.00 Les enquêtes du commissaire Maigret.</p> <p>de G. Simonon, réal. J.-P. Sassy. Avec J. Richard, S. Favre, F. Costençon... Maigret et l'homme tout seul (rediff.).</p> <p>18.30 Feuilletton: Maguy.</p> <p>19.00 Studio 2.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.35 La grande échiquier.</p> <p>de J. Chancel.</p> <p>Around de Michel Berger: Jean-Jacques Goldmann, Daniel Balavoine, Fabienne Thibault, Eric Berthot, Johnny Hallyday, l'Orchestre des Concerts Colonne...</p> <p>Fils du professeur Hamburger et de la pianiste Annette Hass. Michel Berger, qui a changé de nom pour se frayer son propre chemin, s'est imposé comme auteur-compositeur, travaillant au succès de Véronique Sanson, France Gall, Diane Dufresne, Françoise Hardy, Elton John et aujourd'hui Johnny Hallyday.</p> <p>22.40 Portrait: Reiser.</p> <p>Réal. M. Joulaud-Castro.</p> <p>Un hommage au dessinateur disparu depuis deux ans. Soixante minutes de bonheur, qui font revivre, à l'aide d'extraits d'émissions de télévision ou de radio, de photographies et de dessins, le créateur de Mon Papa, Copains et P'titesses.</p> <p>23.30 Journal.</p> <p>23.55 Bonsoir les clips.</p>	<p>6.45 Télématin; 8.45 RFE; 10.30 ANTIOPE; 11.30 Les rendez-vous d'Antenne 2; 11.35 Itinéraires, de S. Richard: Irak, mille et une nuits et une guerre; 12.00 Journal et météo; 12.10 Jeu: L'académie des neuf.</p> <p>12.45 Journal.</p> <p>13.35 Feuilletton: Rancune tenace.</p> <p>Premier de trente-cinq épisodes.</p> <p>Une biscuiterie dans une petite ville tranquille: « Soap opera » à la française.</p> <p>Aujourd'hui la vie.</p> <p>14.00 Questions à la justice: qui sont les magistrats du parquet? avec M. Jacques Vergès.</p> <p>15.00 Série: Hôtel.</p> <p>Début d'une série où trois ou quatre personnages venus d'horizons différents descendent dans le même hôtel: l'occasion de reconnaître au passage des acteurs célèbres.</p> <p>15.50 C'est encore mieux l'après-midi.</p> <p>17.30 Récré A2.</p> <p>Ploem; Chapi Chapi; Superdoc; Lataha et Lirili; Tahoua et Grégo; Cobra; Les aventures de M. Dédé.</p> <p>18.30 C'est la vie.</p> <p>18.50 Jeu: Des chiffres et des lettres.</p> <p>19.10 D'accord pas d'accord (INC).</p> <p>19.15 Émissions régionales.</p> <p>19.40 Jeu: La trappe.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.30 Loto sportif.</p> <p>20.35 Série: La sang des autres.</p> <p>Film de C. Chabrol (2^e partie).</p> <p>22.20 Série documentaire: Le cerveau.</p> <p>De M. Toello, réal. J. Henningway.</p> <p>Le deuxième volet de cette série traite de notre « cerveau animal », celui qui nous relie aux grands rythmes du cosmos; les mystères de la chrono-biologie.</p> <p>23.05 Journal.</p> <p>23.30 Bonsoir les clips.</p>	<p>6.45 Télématin. 11.30 Les rendez-vous d'Antenne 2. 11.35 Les carnets de l'aventure (Everest 84). 12.00 Journal et météo. 12.10 Jeu: L'académie des neuf.</p> <p>12.45 Journal.</p> <p>13.30 Feuilletton: Rancune tenace.</p> <p>Aujourd'hui la vie.</p> <p>Femmes de...</p> <p>15.00 Série: Hôtel.</p> <p>15.50 C'est encore mieux l'après-midi.</p> <p>17.30 Récré A2.</p> <p>Ploem; Image Imagino; Superdoc; Il était une fois le cirque; Robinson Crusoe; C'est chouette...</p> <p>18.25 Derby.</p> <p>18.30 C'est la vie.</p> <p>18.50 Jeu: Des chiffres et des lettres.</p> <p>19.15 Émissions régionales.</p> <p>19.40 Jeu: La trappe.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.30 Loto sportif.</p> <p>20.35 Les dossiers de l'écran: la Guerre du feu.</p> <p>Film de Jean-Jacques Annaud.</p> <p>22.15 Débat: Il y a 500 000 ans s'allume la flamme de la civilisation.</p> <p>Avec MM. Yves Coppens, professeur au Collège de France, Jacques Tassin, directeur de recherches au CNRS, André Langaney, biologiste, Mircea Hădăreanu, anthropologue, Catherine Perles, maître de conférences à l'université Paris X-Nanterre, Raymonde Bonnefille, directrice de recherches au CNRS. Le débat porte sur nos origines: à quel ressemblaient nos ancêtres? Comment vivaient-ils et communiquaient-ils? Comment ont-ils domestiqué le feu?</p> <p>23.15 Journal.</p> <p>23.40 Bonsoir les clips.</p>
FRANCE RÉGIONS 3	<p>9.00 Debout les enfants; 10.00 Mosaïque (Les rencontres de la Coupe du monde de football; magazine France-Piuril; les marches contre le racisme; variétés: avec Sherazade, Jamal Khe); 12.00 D'un soleil à l'autre.</p> <p>13.00 Paris-kiosque.</p> <p>14.30 Magazine 85: émission de la GME.</p> <p>15.00 Émissions pour les jeunes (et à 19 h 15).</p> <p>17.30 Décalé.</p> <p>Avec Blancmange, Tokyo, Ivanhoé, Equivoque, Sparks...</p> <p>18.00 Culture Clap.</p> <p>Invité: Bernard Cathelat, directeur de recherche au centre de la communication avancée de l'Agence Havas.</p> <p>19.30 Documentaire secret. Jeu de Pierre Bellemare.</p> <p>20.00 Série: Benny Hill.</p> <p>20.35 Série: La caricature, miroir d'une époque.</p> <p>N°1: Le monde de Pianta.</p> <p>(Lire notre article)</p> <p>21.30 Aspect du court métrage français.</p> <p>La Caisse, de D. Ziegler; Hosto tango, de J. Gozland et B. Jalbert.</p> <p>21.55 Journal.</p> <p>22.30 Cinéma de minuit:</p> <p>Musique dans les ténèbres.</p> <p>Film d'Ingmar Bergman (cycle hommage à I. Bergman).</p> <p>23.55 Prélude à la nuit.</p> <p>« O viva Flamma », de Monteverdi, par I. Poulenard, J. Feldman, sopranos, S. Cunningham, basse de violon, D. Moroney, clavier.</p>	<p>16.00 Télévision régionale.</p> <p>Programmes autonomes des douze régions, sauf à 16 h 15, où l'on verra, sur tout le réseau, la Révolte des Haidouks; à 17 h 15, Dynastie; à 18 h 55, Hello, Moineau!; à 19 h 40, Un journaliste un peu trop voyant.</p> <p>18.55 Dessin animé: Les entrecrochets.</p> <p>Les jeux.</p> <p>20.35 Cinéma: l'Héritier.</p> <p>Film de Philippe Labro.</p> <p>22.25 Journal.</p> <p>22.55 Urb.</p> <p>Magazine de la ville, de B. Baillaut.</p> <p>Invité: Jean Auroux, ministre de l'urbanisme, du logement et des transports. Les lois sur les nouveaux droits des travailleurs.</p> <p>23.30 Coup de cœur.</p> <p>« Nature, reconforte-moi... »</p> <p>23.35 Prélude à la nuit.</p> <p>Quatre mélodies de Moussorgski interprétées par L. Albert, basse, et M. Dibbern, piano.</p>	<p>17.00 Télévision régionale.</p> <p>Programmes autonomes des douze régions, sauf à 17 heures où l'on verra, sur tout le réseau, la Révolte des Haidouks; à 17 h 15, Dynastie; à 18 h 55, Hello, Moineau!; à 19 h 40, Un journaliste un peu trop voyant.</p> <p>19.55 Dessin animé: Les entrecrochets.</p> <p>Les jeux.</p> <p>20.30 D'accord, pas d'accord (INC).</p> <p>20.35 Cinéma: la Java des ombres.</p> <p>Film de Romain Goupil.</p> <p>22.10 Journal.</p> <p>22.40 Émissions régionales.</p> <p>Chaque station régionale présente son propre programme.</p> <p>L'Alsace, la Lorraine-Champagne-Ardenne et la Provence-Côte d'Azur présentent un dossier sur la presse quotidienne régionale: l'île-de-France célèbre l'année Ronsard.</p> <p>23.35 Coup de cœur.</p> <p>Une petite fille trop raisonnable.</p> <p>23.40 Prélude à la nuit.</p> <p>« Le joueur de flûte », de Roussel, interprété par Michel Debost et Christian Inaudi.</p>
PÉRIPHÉRIE	<p>RTL, 20 h, Série: Tous les fleuves vont à la mer; 21 h 30, Journal; 21 h 45, Grand écran.</p> <p>TMC, 20 h, Série: L'homme au katana; 21 h, Mini-série: Gloria; 22 h 50, Forum RMC; 23 h 15, Sky Trax.</p> <p>RTB, 20 h 5, Variétés: Domino; 21 h 20, le Loufiat, film de Michel Balaron.</p> <p>TSR, 20 h, Série: La vengeance aux deux visages; 20 h 50, Tickets de première; 21 h 45, Ernst Junger, journal d'occupation; 22 h 35, Journal.</p>	<p>RTL, 20 h, Dynastie; 20 h 55, Jeu; 21 h, Meurtre d'un bookmaker chinois, film de John Cassavetes; 22 h 55, Journal; 23 h 5, Midi-minuit.</p> <p>TMC, 20 h, Dynastie; 20 h 55, Jeu; 21 h, Nid d'espions... Téhéran 43, film d'A. Ajour et V. Nazoumov; 23 h 25, Sky Trax.</p> <p>RTB, 20 h, Écran-témoignage: Un étrange voyage, film d'Alain Cavalier.</p> <p>RTB-TELÉ 2, 20 h 5, Le temps retrouvé; 20 h 30, Théâtre wallon.</p> <p>TSR, 20 h 15, Spécial cinéma; 22 h 55, Journal; 23 h 10, Court métrage: Intermède.</p>	<p>RTL, 20 h, Cinéma: l'Ours et la Poupée, film de Michel Deville; 21 h 35, Journal; 21 h 40, Comme tu me veux, film de George Fitz Maurice; 22 h 55, Cinéma.</p> <p>TMC, 20 h, Série: Les deux fous la paire; 20 h 55, Jeu; 21 h, l'Auberge du 6^e bonheur, film de Mark Robson.</p> <p>RTB, 20 h, Billet de faveur: Du vent dans les branches de sassafras, de R. de Obaldia; 21 h 55, Il était une fois la télé.</p> <p>RTB-TELÉ 2, 20 h, Variétés: Rox-Box; 21 h 5, Ciné-club: Heimat, d'E. Reitz (5^e épisode).</p> <p>TSR, 20 h 10, Série: Vice à Miami; 21 h 5, Alegria; 21 h 55, Regards: La révélation de l'édit de Nantes; 22 h 25, Journal; 22 h 40, Falco Holden von Heuse; 23 h 30, Hockey sur glace.</p>

هكذا من الأصل

TÉLÉVISION

LE MONDE LOISIRS
SAMEDI 2 NOVEMBRE 1985 VII

Mercredi 6 novembre	Jeudi 7 novembre	Vendredi 8 novembre	
<p>8.00 RFE : 9.30 ANTIOPE 1 ; 10.00 La Une chez vous ; 10.15 Vitamine (et à 13 h 40) ; 11.30 Les jours heureux ; 12.02 Tournez... manège.</p> <p>13.00 Journal.</p> <p>15.00 Série : Mon ami Gaylord (rediff.).</p> <p>17.00 Les trois premières minutes.</p> <p>17.30 La chance aux chansons.</p> <p>18.00 Salut les petits loups.</p> <p>18.30 Anagram.</p> <p>19.05 Loto sportif et tirage du Tao-o-Tao.</p> <p>19.20 Journal.</p> <p>19.55 Football : Nantes-Belgrade. Coupe d'Europe, deuxième tour, match retour.</p> <p>Au cas, toujours possible, où le match ne serait pas retransmis, le programme s'établirait comme suit : 18.30, Mini-journal ; 18.45, Santa Barbara ; 19.15, Anagram ; 19.36 Loto sportif ; 19.40, Cocoricocoboy ; 19.55, Tirage du Tao-o-Tao ; 20.00, Journal ; 20.30, Tirage du Loto ; 20.35, Arsène Lupin ; 21.35, Le taxi jaune ; 22.15, Performances ; 22.45, Journal ; 23.00, C'est à lire.</p> <p>21.50 Arsène Lupin : Le bouchon de cristal. de R. Wheeler, réal. J.-P. Decourt. Avec G. Descrières, D. Gelin. Aidé par deux complices, Arsène Lupin cambriole une luxueuse villa. Il entend un coup de feu...</p> <p>22.45 Performances. Magazine d'actualités culturelles de M. Cardozo. Les chanteurs Rolando et Luis Antonio ; un reportage sur les films d'horreur ; portraits du compositeur français contemporain Henri Dutilleul.</p> <p>23.15 Journal.</p> <p>23.30 C'est à lire.</p>	<p>10.45 ANTIOPE 1 ; 11.15 La Une chez vous ; 11.30 Les jours heureux ; 12.02 Tournez... manège.</p> <p>13.00 Journal.</p> <p>13.50 Série : Les faucheurs de marguerites.</p> <p>14.45 Documentaire : les animaux du monde. La compagnie des bêtes noires (les sangliers).</p> <p>15.15 Quarté en direct de Vincennes.</p> <p>15.30 A cœur ou à raison. Claude François.</p> <p>17.00 La maison de TF 1.</p> <p>17.30 La chance aux chansons.</p> <p>18.00 Salut les petits loups.</p> <p>18.30 Mini-journal pour les jeunes.</p> <p>18.45 Série : Santa Barbara.</p> <p>19.15 Jeu : Anagram.</p> <p>19.40 Cocoricocoboy.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.35 Série : Kokumbo. Requiem pour une star, de J. Gillis, réal. R. Quino ; avec P. Falk, A. Baxter, M. Ferrer... (rediff.).</p> <p>Nora Chandler, actrice adulée en son temps, qui vit retirée à Hollywood, décide de se venger d'un journaliste malveillant, mais l'affaire tourne mal...</p> <p>21.50 Infovision. Magazine de la rédaction, proposé par A. Desviers, R. Pic, M. Albert, J. Decourt et B. Laine. La part du feu (les incendies de forêt) ; les « parrains » du Vieux-Port (règlements de comptes dans le « milieu » marseillais).</p> <p>23.05 Journal.</p> <p>23.20 C'est à lire.</p>	<p>9.20 ANTIOPE 1 ; 9.30 TF1/Canal FIT ; 10.55 Le chemin des écoliers (émission du CNDP) ; 11.15 La Une chez vous ; 11.30 Les jours heureux ; 12.02 Tournez... manège.</p> <p>13.00 Journal.</p> <p>13.50 Série : Les faucheurs de marguerites.</p> <p>14.45 Temps libres... à la pub (et à 16.25).</p> <p>Le point sur ce système de communication du monde moderne, avec Chantal Goya, Jean-Jacques Debout et des responsables des grandes règles de publicité.</p> <p>16.00 Série : Au nom de la loi.</p> <p>17.10 La maison de TF1.</p> <p>17.30 La chance aux chansons.</p> <p>18.00 Salut les petits loups.</p> <p>18.30 Mini-journal pour les jeunes.</p> <p>18.45 Feuilletton : Santa Barbara.</p> <p>19.15 Jeu : Anagram.</p> <p>19.40 Cocoricocoboy.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.35 Variétés Carnaval. Émission de Patrick Sébastien. Avec Paul Préboist, Dalida, Mireille Mathieu...</p> <p>21.40 Multisport. Émission du service des sports, présentée par Thierry Roland, avec des extraits de matches et, comme invité, Coluche.</p> <p>23.30 Journal.</p> <p>23.45 Tapeage nocturne. Émission de G. Foucaud. Avec Julien Clerc, Pat Benatar, UB 40, Michel Polnareff, Dick Rivers, Bronsky Beat...</p>	<p>TÉLÉVISION FRANÇAISE</p> <p>1</p>
<p>8.45 Télématin ; 8.45 RFE ; 9.15 Récré A2 : Bibi Foc ; Camera off ; Tchou et Grôdo ; L'empire des cinq ; Johan et Pirlouit... ; 12.00 Journal et météo ; 12.10 Jeu : L'académie des neufs.</p> <p>12.45 Journal.</p> <p>13.30 Feuilletton : Rancune tenace.</p> <p>14.00 Cinéma : le Trésor de la montagne sacrée. Film de Kevin Connor.</p> <p>15.35 Récré A2. Les Schtroumpfs, les Poupees, Latulu et Lirell, Clémentine.</p> <p>17.00 Magazine : Terre des bêtes. Terre des bêtes au Japon.</p> <p>17.30 Série : Les brigades du tigre.</p> <p>18.25 Derby.</p> <p>18.30 C'est la vie.</p> <p>18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres.</p> <p>19.10 D'accord pas d'accord (INC).</p> <p>19.15 Émissions régionales.</p> <p>19.40 Jeu : La trappe.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.35 L'heure de vérité : Jacques Toubon. Magazine de F.H. de Virieu. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, répond aux questions de F.H. de Virieu, Alain Duhamel (pour A2), Jean-Michel Helvig (Libération) et Albert du Roy (l'Événement du jeudi).</p> <p>22.05 Magazine : Mol... je. De B. Bouthier. 3 francs, 6 cles (neuf personnages en mal de liquidité... au mont-de-piété) ; communiquer... c'est pas facile (les stages d'expression orale font recette) ; rendez-vous (au-delà des petites annonces... la rencontre) ; à corps et à cru (le nouveau cri, c'est manger cru) ; vidéo-miroir (six personnes en face de leur image sur écran) ; la dame au frigidaire (ou comment congeler son épouse morte).</p> <p>23.00 Histoires courtes. « Parfum de nuit » de V. Moniac ; « le Voyage de M. Guillon » de P. Aubier.</p> <p>23.25 Journal.</p> <p>23.50 Bonsoir les clips.</p>	<p>8.45 Télématin ; 10.30 ANTIOPE ; 11.30 Les rendez-vous d'Antenne 2 ; 11.35 La télévision des téléspéctateurs ; 12.00 Journal et météo ; 12.10 Jeu : L'académie des neufs.</p> <p>12.45 Journal.</p> <p>13.35 Feuilletton : Rancune tenace.</p> <p>14.00 Aujourd'hui la vie. Chicane et zizanie : harcèlement sexuel, mythe ou réalité ?</p> <p>15.00 Série : Hôtel.</p> <p>15.50 C'est encore mieux l'après-midi.</p> <p>17.30 Récré A2. Ploom ; Image imagine ; Super doc ; Mes mains ont la parole ; Terre des bêtes ; Les mondes engloutis...</p> <p>18.30 C'est la vie.</p> <p>18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres.</p> <p>19.15 Émissions régionales.</p> <p>19.40 Expression directe : le Sénat.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.30 D'accord, pas d'accord (INC).</p> <p>20.35 Cinéma : Tout le monde peut se tromper. Film de Jean Cocteau.</p> <p>22.05 Magazine : Planète foot. Présenté par B. Péro, avec R. Piantoni. L'actualité internationale du football. Coupes européennes : rétrospectives ; la Coupe du monde.</p> <p>23.05 Journal.</p> <p>23.30 Bonsoir les clips.</p>	<p>8.45 Télématin ; 10.30 ANTIOPE ; 11.30 Les rendez-vous d'Antenne 2 ; 11.35 Magazine : Terre des bêtes (rapport) ; 12.00 Journal et météo ; 12.10 Jeu : L'académie des neufs.</p> <p>12.45 Journal.</p> <p>13.30 Feuilletton : Rancune tenace.</p> <p>14.00 Aujourd'hui la vie. On recherche enfants disparus.</p> <p>15.00 Série : Hôtel.</p> <p>15.50 C'est encore mieux l'après-midi.</p> <p>17.30 Récré A2. Image imagine ; Super doc ; Histoires comme ça ; Latulu et Lirell ; Bibi Foc ; Les maîtres de l'univers...</p> <p>18.30 C'est la vie.</p> <p>18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres.</p> <p>19.15 Émissions régionales.</p> <p>19.40 Jeu : La trappe.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.30 Loto sportif (tirage).</p> <p>20.35 Feuilletton : Jeu, art et match. De J. Geron et E. Solal ; réal. : M. Wyn. Avec E. Viellard, H. Gaybet, B. Rouan...</p> <p>Dernier épisode. Le jeune tennisman, blessé à la main, remarque à l'hôpital une jolie interne brune, Catherine, ambivalente comme lui. Le succès est au bout du match : happy ending.</p> <p>21.40 Apostrophes. Magazine littéraire de R. Péro. Sur le thème : danger, passion ! Sont invités : Michel Braudeau (Naissance d'une passion) Raphaëlle Billetdoux (Mes nuits sont plus belles que vos jours), Catherine Hermery-Vielle (l'Indidèle), Joëlle Pratte (les Persimmons), Silvia Monfort (qui a préfacé Phèdre de Racine), Françoise Sagan (qui a préfacé les Lettres d'amour de Sand et Musset).</p> <p>22.55 Journal.</p> <p>23.05 Ciné-club (cycle années 60) : la Collectionneuse. Film d'Eric Rohmer.</p>	<p>ANTENNE</p> <p>2</p>
<p>14.55 Questions au gouvernement à l'Assemblée nationale.</p> <p>17.00 Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions sauf à 17 h, où l'on verra sur tout le réseau La Révolte des Haidouks ; à 17 h 30, Edgar, le détective cambrioleur ; à 18 h 55, Hello, Moineau ! ; à 19 h 40, Un journaliste un peu trop voyant.</p> <p>19.55 Dessin animé : les Entrecrochets.</p> <p>20.05 Les jeux.</p> <p>20.35 Au nom de l'amour (et à 22 h 50). Émission de Pierre Bellocq.</p> <p>« On m'a volé mon enfant » : cette émission s'intéresse aux enfants dont les parents divorcés sont originaires de civilisations ou pays différents — notamment français et maghrébins. La deuxième partie de l'émission aura lieu à 22 h 30.</p> <p>21.35 Thalassa. Magazine de la mer, de G. Pernoud. Scaphandriers, l'école des pros.</p> <p>22.20 Journal.</p> <p>23.10 Coup de cœur. « Possédé par le rock ».</p> <p>23.15 Prélude à la nuit. « Trio pour violon, violoncelle et piano » de Ravel, par N. Lee, piano, G. Poulet, violon, et P. Muller, violoncelle.</p>	<p>17.00 Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions, sauf à 17 heures, où l'on verra sur tout le réseau La Révolte des Haidouks ; à 17 h 30 Edgar, le détective cambrioleur ; à 18 h 55 Hello, Moineau ! ; à 19 h 35 Un journaliste un peu trop voyant.</p> <p>19.55 Dessin animé : les Entrecrochets.</p> <p>20.05 Les jeux.</p> <p>20.35 Cinéma 16 : les Idées fausses. Réal. Eric Le Hung. Un jeune homme analphabète, dont la mère est alcoolique et le père en prison, envisage de devenir président de la République... en vertu du principe d'égalité des individus dans une société démocratique...</p> <p>22.00 Journal.</p> <p>22.25 Millema. Une série de M. Paradisi et P. Bouhin. Pour vous donner le goût du vin (et bien le choisir).</p> <p>22.55 Coup de cœur. « Télévision, tu ne fais pas ton devoir... ».</p> <p>23.00 Prélude à la nuit. « Concerto pour alto et orchestre à cordes » en sol majeur, de Telemann, par les Deutsche Streicher Salisier.</p>	<p>17.00 Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions, sauf à 17 h où l'on verra sur tout le réseau La Révolte des Haidouks ; à 17 h 30, la Fugue ; à 18 h 55, Hello, Moineau ! ; à 19 h 35, Un journaliste un peu trop voyant.</p> <p>19.55 Dessin animé : les Entrecrochets.</p> <p>20.05 Les jeux.</p> <p>20.30 D'accord pas d'accord (INC).</p> <p>20.35 Feuilletton : La paria. Réal. D. de la Patellière et A. Kautof. Avec Ch. Aznavour, O. Picolo, J. Topari...</p> <p>Candarine injustement vingt ans plus tôt, Julien Mauris rentre en France un jour avant la prescription. Il a vingt-quatre heures pour prouver son innocence...</p> <p>21.30 Quelques mots pour le dire. de la Sécurité routière.</p> <p>21.35 Face à la Trois : Valéry Giscard d'Estaing. Magazine d'information d'A. Campana et J. Barrière.</p> <p>22.35 Journal.</p> <p>22.55 Bleu outre-mer. Émission de RFO.</p> <p>23.50 Coup de cœur. « Vivre chaque jour comme si c'était le dernier. ».</p> <p>Prélude à la nuit. « Maseppa » de Liszt interprété par Yves Rault, piano.</p>	<p>FRANCE RÉGIONS</p> <p>3</p>
<p>RTL, 20 h, Série : Falcon Crest ; 20 h 55, Jeu ; 21 h, Esclave et pharaon, film de Patrick Mourier ; 22 h 35, Journal ; 22 h 45, Midi-matin.</p> <p>TMC, 20 h, Série : Falcon Crest ; 20 h 55, Jeu ; 21 h, Téléfilm : Cas de conscience ; 22 h 45, Résultats sportifs ; 22 h 55, Sky Trax.</p> <p>RTB, 20 h, Série : Au nom de la loi ; 21 h 5, Feuilletton : Miami Vice ; 22 h, Coup de film ; 22 h 10, Cargo de nuit.</p> <p>RTB-TELE 2, 20 h, Les enfants de septembre : Namur, Brabant wallon ; 20 h 30, Caméra Sports.</p> <p>TSE, 20 h 10, A bon entendeur ; 21 h 20, Football.</p>	<p>RTL, 20 h, Dallas ; 20 h 55, Jeu ; 21 h, Le Toboggan de la mort, film de James Goldstone ; 22 h 5, Journal ; 22 h 15, Midi-matin.</p> <p>TMC, 20 h, Série : Un espion naître ; 20 h 55, Jeu ; 21 h, Spéciale première, film de Billy Wilder ; 22 h 45, Sky Trax.</p> <p>RTB, 20 h, Autant savoir ; 20 h 25, L'Été meurtrier, film de Jean Becker ; 22 h 30, Cinéscope.</p> <p>RTB-TELE 2, 20 h, Série documentaire : La guerre secrète ; 20 h 50, Concert ; les Kings Singers.</p> <p>TSE, 20 h 10, Temps présent ; 21 h 20, Dynasty ; 22 h 10, Journal ; 22 h 25, Gymnastique (championnats du monde).</p>	<p>RTL, 20 h, Série : Falcon Crest ; 20 h 55, Jeu ; 21 h, Série : L'appel de la gloire ; 22 h, Journal ; 22 h 5, Justine, film de George Cukor.</p> <p>TMC, 20 h, Série : Falcon Crest ; 20 h 55, Jeu ; 21 h, Téléfilm : Le Triangle du diable ; 22 h 45, L'Oiseau rare, film de J.-C. Brialy.</p> <p>RTB, 20 h, Feuilletton : Espionne et taise-toi ; 21 h 5, Grand écran : l'Incorrigible, film de Ph. de Broca (avec J.-P. Belmondo).</p> <p>RTB-TELE 2, 20 h, Le point de la médecine ; 21 h, Arts magazine ; 21 h 30, Théâtre club : « Entre-deux-guerres », de R. Kalisz.</p> <p>TSE, 20 h 10, Teli Quel ; 20 h 45, le Passager de la pluie, film de René Clément ; 22 h 40, Journal ; 22 h 55, Gymnastique ; 23 h 55, Octo-giciel.</p>	<p>PÉRIPHÉRIE</p>



صداقت الاصل

COMMUNICATION

LE MONDE LOISIRS
SAMEDI 2 NOVEMBRE 1983

Médias du Monde

ÉTATS-UNIS

Loews principal actionnaire de CBS

La chaîne américaine CBS vient de mettre un terme à plusieurs mois de spéculation sur d'éventuelles prises de contrôle en offrant au groupe Loews 25 % de son capital. Ce groupe — qui a des participations dans des secteurs d'activité très diversifiés, dont l'hôtellerie et le tabac — possédait déjà 11,3 % du capital de la chaîne, et sa promotion au rang d'actionnaire principal a été saluée par le conseil d'administration de CBS comme la conclusion « d'une histoire d'amour mutuel ».

L'échec de la tentative d'OPA de M. Ted Turner au mois d'août n'avait pas mis CBS à l'abri des périls. Pour y

échapper, la chaîne avait dû racheter 21 % de ses actions et se trouvait financièrement très affaiblie.

D'autre part, des groupes de pression proches du Parti républicain continuaient à spéculer sur une déstabilisation de la chaîne, dont ils mettent en cause la politique d'information. Le renforcement de la position de Loews a découragé la plupart des initiatives et le cours de l'action CBS à Wall Street s'est immédiatement stabilisé. De plus, les 650 millions de dollars qu'aurait engagés Loews vont permettre à la chaîne de retrouver sa puissance d'investissement.

CHINE

Sacrés caractères

Un service de vidéotex sera installé en République populaire de Chine par l'industrie française. C'est ce que prévoit l'accord signé à l'issue de la visite effectuée par l'Académie de recherches scientifiques des postes et télécommunications de Pékin au Centre national d'études des télécommunications (CNCT).

Le projet se déroulera en trois phases : l'envoi, en novembre prochain, de trois experts français en Chine pour prendre connaissance de la situation, en matière de réseau et d'alphabet ; l'accueil en France de quatre experts chinois au Centre commun d'études de télécommunications (CCETT) ; l'élaboration des caractéristiques techni-

ques des matériels qui seront spécialement développés pour le vidéotex chinois.

En effet, les idéogrammes posent un véritable casse-tête... chinois. Là où cinquante caractères différents suffisent pour transmettre une langue latine, la chinoise exige un minimum de mille cinq cents caractères et peut en utiliser jusqu'à trois mille.

Alors que les populations majoritairement chinoises de Singapour et de Hongkong ont adopté l'anglais pour leurs réseaux de communication, la Chine s'y refuse — avec une fierté nationale toute naturelle. Ce qui crée des problèmes d'adaptation, de mise en forme et d'écriture sur papier ou sur terminal. La France est le seul pays à s'être penché sur le dossier.

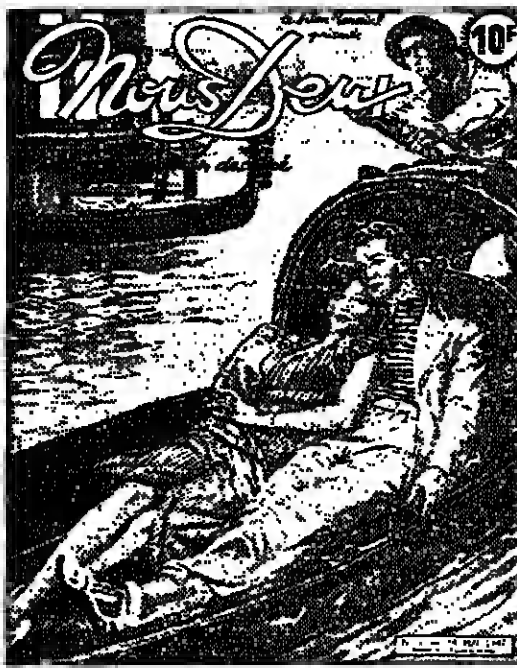
SAN ANTONIO a dû rester bouche bée : Frédéric Dard, son père en littérature, l'a abandonné. Le temps de signer dans le numéro 2000 de *Nous Deux*, paru le 29 octobre, une nouvelle policière — et sentimentale — le *Palais des Terranova*. Six autres écrivains, dont François Nourissier, membre de l'Académie Goncourt, lui ont emboîté le pas. C'est que les écrivains ne signent plus sous pseudonyme dans *Nous Deux*. Locomotive de la « presse de cœur », l'hebdomadaire lancé le 14 mai 1947 par Cino Del Duca leur garantit une diffusion importante et la fidélité d'un public divers : 823 397 exemplaires sont vendus chaque semaine et 2 408 000 lecteurs se délectent des nouvelles, des romans « à suivre » et surtout des romans-photos qui figurent invariablement au sommaire de chaque numéro.

En 1983 pourtant la vente enregistre une légère baisse, de l'ordre de 3 %. Mais le lectorat, lui, s'est étendu : avec 31 000 lecteurs de plus que l'année dernière, *Nous Deux* est le seul titre de la presse féminine à avoir accru son audience. Une audience majoritairement composée de femmes, dont 46,1 % ont moins de trente ans, et dont les deux tiers habitent des villes de province de moyenne importance. Mais les hommes ne font pas la fine bouche ; ils représentent plus d'un quart des lecteurs. Aucun ne prétendra lire *Nous Deux* que pour sa nouvelle policière...

Paradoxe : malgré ce lectorat en progression, *Nous Deux* n'a guère la faveur des publicitaires et des annonceurs. Il est victime de son image de marque, celle d'un hebdo de la « presse de cœur » que dévorent les seules minidettes.

Le résultat est là : on dénombre tout au plus quinze à vingt pages de publicité en moyenne chaque semaine, sur un total de plus de cent pages. Une répartition radicalement différente de celle qui

Nous Deux, 1947-1983 : 2 000 numéros et une belle carrière même si la concurrence est dure !



est pratiquée dans les titres de la presse féminine.

La mauvaise image de marque de *Nous Deux* n'est pas la seule responsable du faible intérêt que lui portent les publicitaires. Dès sa création, il y a trente-huit ans, Cino Del Duca avait décidé que *Nous Deux* serait vendu avec le moins de publicité possible. « Rosier rouge » — traduction de Cino, dont le véritable prénom était en fait Pacifico — Del Duca n'aimait pas « la réclame ». « Il lui arrivait de nous demander de retirer les pages de publicité qui lui déplaisaient », raconte M. Henri Caradelli, maquettiste à *Nous Deux* depuis le numéro un. « Quelques heures avant le bouclage, il fallait modifier l'ensemble ». La phobie de Cino Del Duca est ensuite partagée par sa femme. De 1967 à 1980, époque où elle règne sur *Nous Deux* et les autres titres du groupe des Editions Mondiales, Simone Del Duca évite la pub. Y compris et surtout celle qui vante la lingerie

féminine. Un comble dans un magazine surtout lu par des femmes.

Cino Del Duca n'aimait pas la publicité mais il suivait la croissance de *Nous Deux* à la trace. Ce patron de presse, qui quitta l'Italie en 1932 après avoir séjourné dans les gèbres fascistes, a toujours en un faible pour la presse sentimentale. *Nous Deux* était son fleuron. Pour lui, il monte des « coups », comme cette diffusion de *Nous Deux* en 1949 et en 1951 dans le sillage du Tour de France. Le tirage monte et atteint 1 500 000 exemplaires. « C'était la belle époque, se souvient Henri Caradelli. Il y avait de l'atmosphère ». Les journalistes étaient encore capables de louer un cabaret pour faire la fête.

Pendant qu'ils font la fête, Cino Del Duca veille. Il fait le tour des kiosques parisiens afin de vérifier que les titres de son groupe (*Boléro*, *Modes de Paris*, *Paris-Jour*, etc.), et surtout *Nous Deux*

figurent bien dans les présentoirs. Il interroge la concierge de l'immeuble qui abrite le journal à propos des rubriques et des thèmes abordés. Ce marketing à la petite semaine est payant : jamais *Nous Deux* ne passe en dessous d'un tirage millionnaire.

Le succès ne se dément pas depuis. L'enfant chéri de Cino Del Duca, celui qui lui permettrait de tout s'offrir (haras, automobiles et production de films) s'est seulement adapté. « L'hebdo du roman dessiné », ainsi que s'intitulait aussi le numéro un de *Nous Deux*, a abandonné ses pin-up aux rondeurs soulignées par les dessinateurs (et critiqué par l'Eglise catholique des années 50) pour se lancer très vite dans le roman-photo. Celui-ci devient la charpente de *Nous Deux*. Il séduit des stars du show business (Jonny Hallyday) et du petit écran (Chantal Nobel, Luc Mérenda). Ses titres et ses thèmes sont toujours à l'eau de rose — *Ames ensorcelées* en 1947, *Désert et oasis* en 1983 —, mais ils font toujours rêver les lectrices. Et surtout, ne les choquent pas : ni sexe, ni violence. Ni politique non plus.

Dernière évolution de *Nous Deux* avec ce numéro 2000. Sous l'impulsion de Monique Pivrot, la directrice de la rédaction, le magazine tente de devenir un « journal de lecture » à part entière.

Les écrivains sollicités pour ce numéro anniversaire ne sont que des avant-gardes. Catherine Hermery-Vielle et Henri Verneuil les suivront ; leurs romans *l'Indiade* et *l'Amérique* paraîtront par épisodes dans l'hebdomadaire « du couple et des sentiments ». Grâce à ces habitués du best-seller, la locomotive de la presse du cœur compte accroître sa diffusion. Et surtout améliorer son image de marque auprès des milieux publicitaires.

YVES-MARIE LABÉ.

(1) Cécile Aubry, Françoise Xenakis, Nadine de Rothschild, Patrick et Olivier Poivre d'Arvor.

GASTRONOMIE

Quel bon vin vous amène...

L'ACCORD des mets et des vins ? Toute règle me paraît sottise qui ne tient pas compte de l'instant, de l'occasion et... du portefeuille ! Il est vrai que je puis dire, avec Raoul Ponchon : « Je ne suis pas sommelier ! Mais quand j'ai bu, alors, c'est moi qui devient bouchon. Il est en moi, il ferment, le bouchon saute et je commence à chanter ! »

Le prix d'une grande bouteille, si elle le vaut, n'est alors que justice et se paye ainsi que l'on doit payer une fête. Cette vérité ne justifie pas les tarifs insensés, au restaurant, des vins de la carte, qu'ils soient d'ici ou de là. Dans les pages du *Nouvel Observateur* sur « les assassins de la cuisine française » et qui ont tant fait parler, j'ai lu avec plaisir ces lignes sur les bons petits vins à 50 francs, les champignons fruités,

les gaillards madirans et les mâcons friands que l'on ne trouve généralement pas dans les restaurants en vogue où « vous n'avez droit qu'à ces châteaux du Médoc bouffis de suffisance, qu'à ces pommards roublards. 200 francs, 300 francs la bouteille, plus 15 % de service pour des vins de toute façon vendus trop jeunes pour être bons à boire ». Et de citer aussi les « passe-partout » signés Dubouff, ou Coste pour les bordelais. Encore faut-il reconnaître que ce dernier ne cache pas ses produits, d'honnête rapport qualité-prix, sous une étiquette époustouflante de château inconnu !

Les éditions Féret et fils (9, rue de Grassi à Bordeaux) ont « repris » à quelques milliers d'exemplaires la reproduction intégrale de l'édition 1850 du

Bordeaux et ses vins de Charles Cooks. Je ne saurais trop vous conseiller d'avoir cet ouvrage en main pour des comparaisons passionnantes avec les éditions d'aujourd'hui. A remarquer d'abord que, cinq ans avant la fameuse classification de 1855, Cooks donne, pour les médocs et à quelques exceptions le même classement. Mais il cite aussi les crus du Saint-Emilionnais que le classement exclut.

Depuis, combien sont nés de châteaux, combien sont devenus pavillons, notamment pour de secondes montures de grands crus ?

Laissons aux amateurs le plaisir de courir Bordeaux, ses environs, ses vignes et ses vins sur les traces d'un Anglais connaisseur, pour en revenir aux accords... et aux possibilités d'accords des mets et des vins.

Tenez, avec les cépages à la bordelaise. Au temps glorieux du Grand Vétour de Raymond Olivier, le cher Hénocq, vieux sommelier sourcilieux mais avisé, m'avait proposé un figecac 1947.

Je me suis amusé, sur la Côte, à poser la question à quelques grands sommeliers. Jacques Narozny, au *Grand Hôtel de Saint-Jean-Cap Ferrat*, a choisi, sur sa carte, un montrose 78, tandis que Philippe Cronenberg, au *Chantecler* de Nice (Jacques Maximin était allé préparer le repas de noces de M. Mourou), me proposa un châteausiran du même millésime.

Anne-Marie Quaranta, jeune et brillante sommelière de la *Chèvre d'or* (Eze village), toujours dans les 78, me conseilla un châteausalles, et il fallut le cher Armand Melkonian (à la *Voile d'or* de Saint-Jean-Cap Ferrat) pour changer de terroir avec un chambolle-musigny « les Amoureu-ses » 1982.

Tandis qu'enfin au *Métropole* de Beaulieu, l'accord se fit total (du chef Estival au directeur de salle Outhier en passant par votre serviteur) sur le bouzy rouge de Perrier-Jouet, particulièrement en accord, avec son arrière-goût de tuf, avec les cépages.

LA REYNIÈRE.

L'amateur de bordeaux

Le nouveau numéro de l'*Amateur de bordeaux* est sorti. Après les vendanges et avant les vins primés, alors que Jean-Paul Kauffmann, son rédacteur en chef, entame au Liban son sixième mois de détention, les amis du journal tentent à assurer la sortie de ce trimestre original qui vante les mérites et la poésie des terres à vigne et des hommes du vin de Bordeaux.

An sommaire de ce numéro 8 (nouvelle série), l'architecture viticole, les hommes de Saint-Julien-Beycheville, la thérapie par les vins du Médoc, des Graves

et de Saint-Emilion. Une dépêche de Sorj Cbalandon, lui aussi envoyé spécial de *Libération* à Beyrouth, évoquant l'amour de Kauffmann pour le vin sous les bombes de Tripoli. Un Jean-Paul Kauffmann auquel des gens de Banyuls viennent de rendre hommage et qui, au quatre-vingt-troisième jour de sa détention, écrivait : « Les situations sont moins désespérées qu'il n'y paraît, j'essaie de ne pas perdre courage. »

● L'*Amateur de bordeaux*, 4 numéros par an. Abonnement 140 F (étranger 180 F). 83, rue Michel-Ange, 75016 Paris.

Les Tables de la Semaine

En route pour Bordeaux

A Tours
Saint-Cyr-
sur-Loire

La Poêle d'or est une petite maison face au fleuve nonchalant, où J.-J. Niqueux (un ancien du château d'Artigny) sait apprêter le sandre du fleuve, les pigeons de Touraine et le filet de bœuf au bourguignon. Très souriant accueil et très belle cave de vins de Vouvray. Un bon menu à 150 F net et carte.

● La Poêle d'or, 9, quai des Maisons-Blanches, à Saint-Cyr-sur-Loire, Tours, tél. : 47-54-43-62, fermé mardi soir et mercredi.

A Poitiers
La Croutelle

Pierre Benoist, venu de Chaunay, s'est installé là l'autre année, dans une ancienne ferme au milieu des bois des côtesaux poitevins. Cadre rustique élégant, et sérieuse cuisine d'un « pro », du pigeonneau à l'ail au poulet farci à la vapeur, de la terrine de saint-Jacques au vovray aux aiguillatras de caneton sauce au chinon. Vins de Loire bien choisis et vieux millésimes. A la carte comptez 200 à 250 F.

● Pierre Benoist, à La Croutelle, tél. : 49-57-11-52, dimanche soir et lundi.

A Saintes

Le Mancini est un hôtel confortable, au cœur de la ville, mais surtout le cuisine de François Baty mérite attention, aussi peu régionaliste soit-elle (hélas !).

Les filets de rougets sont eux écorcés de citron, le caneton aux pêches, le magret à la fremboise, fruits... des cogitations du cuisinier, heureuses il en faut convenir !

Délaissez les menus éche-lonnés de 70 F (un peu court) à 250 F, pour le carte.

● Le Mancini, rue des Messageries, tél. : 46-93-06-61.

A Libourne

Le Landais est l'annexe du restaurant de l'hôtel Loubat, bien rénové, et où l'on est bien logé et bien accueilli par les Douté (et une cava da bordelais exceptionnels !). Mais abandonnez pour une fois le restaurant Loubat pour ce Landais, avec son jardin d'été, ses vins en carafa et surtout des menus régionaux à pas chers.

● Le Landais, 17, rue des Treilles, tél. : 56-74-07-40, tous les jours.

L. R.

Branle-bas de combat dans les caves

Pendant que la maison Alexis Lichine et Cie crée le club Hôte des vins et châteaux (1), ouvrant ainsi à ses clients les grilles de ses châteaux (Lascombes, Laroque ou Coutet), une initiative originale et prometteuse voit le jour. Initiative dérangeante aussi, puisqu'elle cherche à décrire la réalité des tarifs des grands crus de Bordeaux.

Amoré par M. Jacques Luxey dans le tome II des *Dégustations du grand jury*, cette entreprise prend avec M. Mielbel Hénocq et son Club vinophile de conseil une dimension qui pourrait inquiéter nombre de cavistes ou de négociants.

Ancien paysagiste passionné de vin, M. Hénocq s'est ingénié à comparer les tarifs de près de cinq

cents fournisseurs. Résultat : des écarts souvent notables, presque toujours injustifiés. Ainsi — succès oblige — la bouteille de chateau d'Yquem, dont le prix peut, selon M. Hénocq, parfois varier de 300 F. Ce club d'un nouveau genre propose, moyennant 380 F par an, de fournir à la demande les trois meilleurs tarifs nationaux par château et par millésime. Cent dix-neuf châteaux sont actuellement référencés et, en 1986, la Bourgogne passera à son tour à la moulinette. — J.-Y. N.

(1) Alexis Lichine et Cie, 109, rue Achard, 33028 Bordeaux Cedex.
(2) Club vinophile de conseil, Centre d'affaires, Sophia Antipolis II, les Algorithmes, 06360 Valbonne. Tél. : (93) 77-35-65.

صحنه من الأصل

DISQUES

LE MONDE LOISIRS
SAMEDI 2 NOVEMBRE 1985

Classique

« La Belle Hélène » d'Offenbach par Michel Plasson

Répéterait-on assez qu'il faut à Offenbach des chefs et des voix d'opéra ? Les seuls qui, pouvant le plus souvent le moins, sachent éviter les faux effets, les charges grossières, bref le vulgairisme du ton et des manières. Voici au contraire la juste allégresse, le sens exact du parodique (car la *Belle Hélène*, c'est avant tout cela : une parodie de grand opéra, avec citations, allusions et références, la limite extrême de l'humour quand il est encore fasciné par son objet tout en le retournant sur lui-même pour mieux le démontrer), la netteté du « mot » (calembour ou vrai phrase) et en même temps le charme vocal de qui maîtrise inflexions et colorations. Vif-argent et délicatesse de la direction de Michel Plasson (orchestre et chœur du Capitole de Tou-

louse), nerveuse, efficace, enlevée. Excellente distribution masculine : Charles Burles sobre mais drolatique ; Jean-Philippe Laffont jouant subtilement des richesses de sa grande voix ; John Aler plus français, voire très parisien, que pensable ; Gabriel Becquiar surtout, superbe de diction, de tempérament, ramassant toute l'attention dès qu'il apparaît.

Enfin, sublime, dominant tout, Jessye Norman, souverainement bien chantante, modulant, détaillant, sans jamais pour autant altérer la sincérité et la simplicité d'un jeu éblouissant de comique et de séduction.

ALAIN ARNAUD.

• Deux disques, EMI 2701.713.

« I Capuleti e i Montecchi » de Bellini



Riccardo Muti, qui a dirigé ce « Capuleti et Montecchi » de Bellini.

Au Covent Garden, en 1984, les représentations des *Capuleti et Montecchi*, de Bellini, concurrençant un succès si légitime que Riccardo Muti a fort bien fait d'écarter qu'il s'agit de reprises comme telles au disque. L'équilibre suprême de sa direction, toujours vive et légère mais sachant atténuer le brio et le langage romantique, l'intensité de l'ensemble et l'élégance des lignes instrumentales isolées, redonnaient force à cette musique que l'on réduit bien hâtivement à un simple accompagnement des voix.

Mais, bien sûr, tout ici dépend du duo de Juliette et Roméo. Il n'est pas exagéré d'affirmer que non seulement la réduction d'Edith Gruberova et d'Arnold Beltsa est une rencontre unique dans le panorama lyrique actuel, mais encore qu'elle prend place dans l'histoire du bel canto. Leurs timbres respectifs sont d'une intrinsèque beauté, et surtout, critères indispensables, ils s'ajoutent par-

faitement. Partant, leurs duos n'ont pas uniquement valeur dramatique mais aussi valeur musicale, harmonique et sonore. Leurs techniques sensiblement différentes (plus allemande et instrumentale chez Gruberova, plus italienne chez Beltsa), leurs tempéraments d'artistes nettement distincts (Gruberova étant plus portée à la virtuosité et à l'élégalité, Beltsa à l'engagement du son et du sens) se complètent à merveille.

Phénomènes rares dans ce répertoire où l'on se contente généralement de la perfection des numéros de divas, une conviction, une émotion saisissant l'auditeur. C'est là tout exceptionnel pour qu'on ne le salue pas hautement.

A.A.

• Deux disques EMI. 2701.923, avec aussi Dano Radford, Gwynne Howell, John Tomlinson.

Les « Légendes » de Dvorak

La production des compositeurs les plus célèbres recèle souvent des trésors inconnus, parfois du genre « grande machine », parfois aussi de caractère intime et secret. De la seconde catégorie relèvent les *Légendes* opus 58 de Dvorak, achevées en 1881 dans l'ombre de la *Sixième Symphonie*, relativement connues dans leur version pour orchestre, mais beaucoup moins dans leur version originale pour deux pianos. C'est cette dernière que nous offrons aujourd'hui Wynne Jordans et Leo van Dessel, jeunes pianistes néerlandais jouant ensemble en duo depuis bientôt une décennie.

Il y a dix pièces en tout, tour à tour dansantes, lyriques, méditatives. Elles ne sont désignées que par des tonalités, aucun programme ne leur est attaché. À l'auditeur — le titre global du recueil l'y invite fortement — de donner libre cours à son imagination. Il y est aidé autant par la musique elle-même, admirée en son temps sans réserve par Brahms, que par ses deux interprètes, qu'il faut féliciter de se présenter à nous hors des sentiers battus.

MARC VIGNAL.

• Etcetera, Distr. Harmonia Mundi, ETC 1032.

Rock

Les enfants du Velvet

Six groupes français appartenant à la firme Virgin sont réunis sur ce disque. Chacun a pioché un titre de son choix dans le répertoire du Velvet Underground pour l'interpréter à sa façon. De quel droit et à quel bon ? D'où parlent-ils ces prétendus « Enfants du Velvet » ? S'il fallait une réponse à ces questions, elle se trouve dans un très beau texte sur la groupe new-yorkais au verso de la pochette : Laurent Chailumau y cite Elliott Murphy : « Ils ne vendent pas beaucoup de disques, mais ceux qui les achètent forment un groupe le lendemain. » Quinze ans après la séparation du Velvet Underground, on les attendait au tournant, ces petits Français de pas grand-chose qui s'attachaient, bête en tête à plus (trop) gros qu'eux. Pour le principe surtout, qui veut qu'on prenne en France des trains en marche depuis des lustres et qu'on s'accroche à des locomotives culturelles plutôt que de faire soi-même les choses. Pourtant, leur hommage — si tel était leur propos — tient le coup. Et, à travers cet hommage, ce sont encore plus les chansons du Velvet Underground, ici, toutes de Lou Reed de quelque façon qu'elles soient traitées, qui tiennent le route per la force indétournable de leurs mélodies. Que ce soit dans les

extrêmes : Rita Mitsouko qui a choisi, avec *All Tomorrow's Parties*, l'exercice de style en reproduisant parfaitement le son crasseux de l'époque avec un parti pris minimaliste, Catherine Ringer au chant et Fred Chichin à la guitare dérapant volontairement dans le faux pour faire plus vrai, ou bien Alix Terrel qui réussit à faire de l'If Be Your Mirror une rengaine désamorcée. Tous ont réussi à révéler la part du Velvet qu'ils ont en eux. On le savait de Marc Seberg (ici avec l'ampleur de *Venus In Furs*), d'Etienne Daho (dans l'intimité de *Sunday Morning*, qu'il reprenait déjà sur scène), de Tati Giti (les seuls à pousser l'adaptation au texte de Stephanie Sava écrit et chanté en français : *Je rêve encore de toi*). On le découvre de Graciosa de Michèle avec *Sweet June*. De près ou de loin, le Velvet Underground a fait école. Quand on a dit ça, on n'a rien dit. Au-delà de l'influence musicale, ils ont inventé et laissé un esprit. C'est cet esprit qui traverse la décade et s'il permet à certains de découvrir le Velvet, ce sera un juste retour de manivelle : ils n'auront pas enfanté pour rien.

ALAIN WAIS.

• Virgin, 70389.

Variétés

Jean Ferrat : autoportrait

Il y a cinq ans, Jean Ferrat avait récupéré les droits de toutes ses chansons (cent treize) et les avait réenregistrées pour la firme (Alléluia) dont il est copropriétaire avec Gérard Meys, après leur avoir donné une couleur musicale plus large, plus éclatante.

Puis le chanteur était retourné dans le petit village de l'Ardèche où il s'était retiré sept ans auparavant, prenant, à cinquante ans, le temps de vivre dans une petite communauté de cinq cents personnes où la fraternité n'est pas un vain mot : « Là-bas, dit Ferrat, j'habite dans une maison paysanne. Mais je ne joue pas au poète-paysan. Les divers écrivains que j'ai voulu entreprendre ont tous été catastrophiques : les lepins, que j'avais mis en liberté, ont disparu dans la nature ; les canards sauvages, qui avaient conservé leurs ailes, ont pris la poudre d'escampette ; les poules se sont fait bouffer par je ne sais qui. Je ne vis pas en reclus. J'écris et je sors. J'aime l'opéra : je vais à Vienne, Genève, Aix, écouter Mozart, Strauss. »

Cinq ans après la réédition de l'ensemble de son catalogue, Jean Ferrat fait sa rentrée discographique en trois temps : d'abord sous la forme de deux 45 tours, puis avec un album ; enfin, avec un compact de vingt-deux titres constituant en soi une petite anthologie. En tout, quatorze titres nouveaux. Paroles de Guy Thomas, musiques de Jean Ferrat, arrangement Alain Goraguer.

Certaines chansons comme le *Châtaignier* retiennent singulièrement l'attention de vivre du chanteur. D'autres contiennent un humour parfois grinçant. Une autre enfin (*Je ne suis qu'un cri*) résume un peu l'aventure de Ferrat, est une mise au présent de ce qu'il est, un auto-portrait :



« (...) Je ne suis pas un cri de plaisir
Ni goulard de comédie
Le cri qu'on pousse en apparence
Pour épater la compagnie
Mais j'ai rompu le silence
C'est pour éviter l'asphyxie
Qui je suis un cri de défense
Un cri qu'on pousse à la folie
Je ne suis qu'un cri
Pardonnez si je vous dérange
Je voudrais être un autre bruit
Être le cri de la mésange
N'être qu'un simple gazouillis
Tomber comme un flocon de neige
Être le doux bruit de la pluie
Mais je suis un cri qu'on abrège
Je suis la détresse infinie. »

Conseiller municipal et adjoint au maire de son village de l'Ardèche pendant douze ans, Jean Ferrat ne s'est pas représenté aux dernières élections de 1983. Il chemine toujours à côté du Parti communiste, en « compagnon de route », suivant l'expression consacrée. « Mais, dit-il, je suis plus critique. Et la conjoncture n'est pas au beau fixe. »

CLAUDE FLÉOUTER.

• Disques Alléluia. Distr. Parthé Marconi.

Jean Ferrat

BICYCLETTE DE PRESTIGE CADRE « SL37 COMPACT » SPÉCIAL TRIATHLON



Succès technique, mais aussi sportif, avec à ce jour quatre titres de champion de France.

Avantages : En plus de la rigidité qu'offre le cadre réduit au triangle arrière, le cadre offre une très bonne sensation de rendement lors des démarrages et dans les côtes. L'entre-axe arrière du SL37 compact est très court, 37 cm.

CYCLES J.-P. LAURENT
9, bd Voltaire, 75011 PARIS - (4) 700-27-47
Importateur EUROPE-CYCLES
105, rue du Pontal, 78100 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE
Brevet exclusif A. Sanson

Jazz

Monk : « Genius of Modern Music »

Introduction improvisée, s'empilant seulement d'arpèges combinant les silences quand la mélodie se suspend. Monk en fait tout de même, par la vigueur insoufflée, autre chose qu'une ballade ordinaire. Ça n'a l'air de rien, et c'est ce rien qui est tout.

Monk dévoile et cache, en même temps, la substance des standards. La nouveauté naît de cette dualité ou complexité, de cet embrouillement ou imbroglio ou entortillage, de cette équivoque délectable où

Gérard Genette voit, comme un jeu de fantaisie ou un bricolage grave que cultive à sa façon la littérature, une sorte de manuscrit double où paraissent, sur un unique parchemin, deux textes superposés, le plus récent n'effaçant pas complètement l'ancien et le laissant même, à travers lui, effleurer. Le jour de la mort de Monk, en corrigeant les épreuves de *Palimpsestes*, un des dix grands livres de ces dix dernières années, Genette dédie sa méditation sur le genre d'ambiguïté

que créent la demi-opacité et la demi-transparence... « à Thelonious, qui s'y entendait ». Eloge à double sens adressé à un homme entendu à ces exercices, habile, adroit, ingénieux en improvisation, et qui, dans le fond à moitié désaimé, se retrouve, se reconnaît, entend, dans celle de l'autre, sa propre voix. (Blue note, 857 8 1510. Imprimé par EMI France. Distribué par Parthé Marconi.)

LUCIEN MALSON.

Didier Lockwood : « Out of the Blue »



Didier Lockwood et le guitariste gitano Christian Escudé.

Le séjour de Lockwood aux Etats-Unis n'est pas passé inaperçu. La revue *Down Beat* lui a consacré une élogieuse chronique. Pour un musicien européen, un artiste français, l'événement souligne une reconnaissance, une notoriété planétaire. Quant à Legs, une composition qui tient lieu de générique, elle bénéficie de l'engouement de New-York : on l'écoute, on la joue là-bas presque comme un standard. En l'occurrence, tant mieux.

Pourquoi Lockwood, après un long voyage « rock », aborde-t-il le rivage du jazz, qu'il foule en huit pages ? Parce que cette année, en février, au concert de Town Hall, il fut transi par une ambiance. Tout le gratin musical se trouvait là : Herbie Hancock, Jack DeJohnette, Stanley Jordan et les autres étoiles géantes de la galaxie Blue Note. Le drummer Billy Hart a invité Lockwood à faire un disque avec lui, Branford Marsalis et Kenny Kirkland : « Si tu veux te plaire, en tant que soliste, éloigne-toi, ne sois-ce qu'un jour, de la fusion. » Lapalissade géniale : pour penser cette évidence, encore fallait-il la dire.

Nous attendions de Lockwood ce détour. Il a invité Billy Hart pour, cette fois, un recueil bien à lui : « *Out of the Blue* », dont il est content — on le serait à moins. Il avait souhaité que se joigne au groupe le pianiste Gordon Beck, qui toujours apporte, dit-il, « adresse, souplesse, intelligence ». Gordon Beck est venu. Chaque morceau est un improptu. Tout réenregistre-ment était exclu, et tout montage. Il apparaît, donc, de petites erreurs. Lockwood dit : « Quelqu'un, le tempo pressé. » Nous répondons : « Beaucoup de chefs-d'œuvre du disque commencent au trot et finissent au galop. » Il le sait : « Je ne suis pas content. Les nouvelles technologies suppriment l'irremplaçable vie, comme on la sent chez Coltrane, chez Miles, lorsqu'ils s'engagent dans l'invention sportive et qu'ils travaillent, sous tension, sans fillet. » Lockwood a pris des risques. Il nous les fait partager. Il nous donne, à ses côtés, la joie de la réussite. (JMS QS7. Distribution Adès.)

V.

Jardins d'Albion

Quand les 250 000 feuilles du chêne changent de couleur...

Le charme de l'automne n'appartient vraiment qu'aux zones tempérées du globe, lorsque nuits plus fraîches et jours plus courts s'associent pour offrir aux promeneurs une végétation aux couleurs chatoyantes : pendant deux à trois semaines, les érables prennent feu, l'or coule du tulipier ou des platanes, les cuivres rutilent sur les hêtres et les sorbiers. La première forte gelée jettera, en quelques bourrasques, un tapis de feuilles ratatinées au sol. La fête sera finie.

Il est un pays où, depuis un siècle et plus, l'on a réuni, plantées dans de vastes parcs vallonnés, les plus belles essences de coloration automnale. Là-bas, on se déplace en famille, bottes aux pieds, parapluie en alerte, pour profiter de cet éclat superbe, digne des plus belles toiles impressionnistes. C'est en effet dans le sud de l'Angleterre que des botanistes comme Tradescant, Compton, Bartram, Fraser, puisant dans la riche flore américaine, envoyèrent le copalme (*Liquidambar*), le tulipier (*Liriodendron*), l'érable à sucre (*Acer saccharinum*) ou le chêne écarlate (*Quercus coccinea*). Parallèlement, au cours du dix-huitième et du dix-neuvième siècle, arrivaient d'Asie, et notamment de Chine, le ginkgo (1727), l'aïlaothe (1750), l'hamamélis (1789)... déconcertés et expédiés de ce vaste continent par Cunningham, Pierre d'Incarville, William Kerr, Fortune et plus tard Wilson, Forrest, Farrer ou Kingdon-Ward.

Ces jardins, parfaitement entretenus, se visitent jusqu'à la mi-novembre, comme on irait admirer une exposition temporaire.

Cet été indien de la vieille Europe est dû à un phénomène de sénescence : la diminution, puis l'arrêt de la circulation de la chlorophylle dans les feuilles permet de voir apparaître les autres pigments qui, le reste de l'année, sont cachés. Quand vient l'automne, le système circulatoire de l'arbre est privé d'eau qui ne franchit plus la couche fatiguée des cellules d'abaissement, là où le pétiole s'attache au rameau. Cette arthrose temporaire modifie les



En automne, dans le sud de l'Angleterre, des jardins-palettes.

échanges chimiques : les sucres s'accumulent pour offrir des colorations rouges et pourpres à base d'anthocyanines; le carotène, plus ou moins stimulé par des tanins, vire aux jaunes dégradés de cuivre à bronze. Résultat : les deux cent cinquante mille feuilles (une moyenne) du chêne changent totalement de nuance en quelques jours.

Les conifères sont épargnés parce que leur surface de transpiration étant sensiblement le quart de celle d'un feuillu, la déperdition d'eau est considérablement réduite. Mais il existe des exceptions dans ce monde qui se veut

persistant : le cyprès (*Taxodium*) devient vraiment chauve; le métasequoia, arbre fossile redécouvert en 1947 dans le Hubei, rejoint le ginkgo dans la chute des feuilles, tandis que le mélèze dore les pentes de nos montagnes avant de passer l'hiver ramure nue.

Les meilleures adresses

Cette palette exceptionnelle offre ses plus brillants éclats dans des situations très ensoleillées. Un été lumineux et un automne sec accentuent plus vivement encore les nuances. A cet égard, 1985 devrait être un bon cru.

● Au départ de Calais ou de Boulogne, avec arrivée à Dou-

vrès : *Bedgebury National Pinetum*, à *Gowhurst (Kent)*. Créé en 1925 pour agrandir et compléter les collections de Kew en leur évitant la pollution atmosphérique londonienne, cette surface de 40 ha renferme la plus belle collection de conifères d'Europe; un excellent écrin pour les arbres d'automne : nombreux érables, grande avenue plantée de *Liquidambar*, *Nothofagus*... Ouvert tous les jours de 10 h au coucher du soleil.

Sheffield Park Garden, à *Uckfield (East Sussex)* : ce parc, dessiné vers 1775 par « Capabillity » Brown, abrite l'une des plus

somptueuses collections d'arbres des îles Britanniques.

Cinq lacs avec cascades constituent un bel environnement pour des plantations ayant mis l'accent sur les colorations d'automne : *Fothergilla*, *Nyssa*, *Amelanchier*, nombreux cornus et sorbiers, beaux érables. Du mardi au samedi de 11 h à 17 h, dimanche de 14 h à 17 h.

■ Au sud de Londres, sur la route de Portsmouth, *Witley Gardens*, près de *Ripley (Surrey)*, est un « must » pour tous les amateurs de végétaux. Ce jardin de 81 ha, qui appartient à la RHS, Société royale d'horticulture, depuis 1904, entretient les plus beaux lacs. Ses points forts en automne tournent autour du lac (*Liquidambar*, *Taxodium*, *Fontaines*, *Rhus*...) et dans le jardin de bruyères (sorbiers, hamamélis, tilleuls...). Si vous avez le temps, ne négligez pas l'arboretum, caché derrière le restaurant. Ouvert tous les jours de l'année (sauf Noël) de 10 h au coucher du soleil.

A quelques miles de Witley, *Winkworth Arboretum*, près de *Godalming (Surrey)*, étale ses collections sur des pentes entourant deux lacs, avec une surprenante famille d'érables, assistés de sorbiers, chênes, houx... Tous les jours, du lever au coucher du soleil.

● Au départ de Cherbourg ou du Havre, avec arrivée à Portsmouth :

Furze Gardens, à *Minstead*, près de *Lyndhurst (Hampshire)*. Toute la terre de ce grand jardin a été apportée par charrette à cheval, pour faire oublier l'argile originelle impropre aux plantations : superbes collections de bruyères, dont de très belles bruyères en arbre, arbustes pen courants, *Nyssa* et *Parrotia* pour les nuances d'automne. Tous les jours de 10 h au coucher du soleil.

L'arboretum d'Hillary, à *Ampfield*, près de *Romsey (Hampshire)*, réunit la plus vaste collection d'arbres et d'arbustes rustiques des régions tempérées : plus de quinze mille espèces et variétés. Le nom d'Hillary cointe tous de faire le tour du monde : c'est chez lui qu'on trouve l'introducteur. Du lundi au vendredi de 9 h à 16 h 30.

Un peu plus au nord (faire le détour pour la découverte de l'élégante et si harmonieuse ville de Bath), *Westonbirt Arboretum*, près de *Tetbury (Gloucestershire)* fut planté au dix-neuvième

A lire

Les responsables du tourisme britannique ont récemment publié une nouvelle brochure sur les 91 plus beaux jardins d'Angleterre. Quelques lignes donnent des informations succinctes sur chacun d'eux : description rapide, heures et dates d'ouverture, prix d'admission et adresse. Une carte permet aussi aux automobilistes, en particulier, de localiser les jardins et d'organiser leur itinéraire en fonction des étapes choisies.

● *Brochure English Gardens* à l'Office de tourisme britannique, 6, place Vendôme, 75001 Paris.

Londres en famille...

Cette année encore Brittany Famies renouvelle sa formule, « Londres gratuit pour les enfants », jusqu'au 10 avril. Le « forfait week-end » proposé comprend :

— Le transport maritime des personnes et du véhicule depuis Roscoff jusqu'à Plymouth ou depuis Saint-Malo jusqu'à Portsmouth.

— Le trajet Portsmouth-Londres en train pour les « pétons », qui embarquent à Saint-Malo. En revanche, Plymouth-Londres est à la charge des passagers venant de Roscoff.

— Une nuit d'hôtel à Londres, avec petit déjeuner. Prix : 1 150 francs pour deux adultes et deux enfants, 1 150 francs également pour deux adultes et un enfant ; 785 francs pour un adulte et un enfant.

● *Brittany Famies*, Port de Blouet, R.P. 72, 29 211 Roscoff. Tél. : (16) 98-61-22-11.

...et via l'aéroglossier

Cédant à l'amicale pression de sa clientèle, la société Hoverspeed, spécialiste des traversées de la Manche en aéroglossier, a décidé de proposer également à Londres. Deux formules au choix : l'une en hôtel trois étoiles (790 F comprenant l'aller-retour de la voiture et de son conducteur, deux nuits en chambre double avec petit déjeuner, 530 F pour l'adulte accompagnant le conducteur et réduction de 30 % pour les enfants de moins de douze ans) ; l'autre en hôtel quatre étoiles (1 100 F + 850 F pour le compagnon adulte). A noter que le départ peut intervenir n'importe quel jour de la semaine. Quant à la réservation, elle peut s'effectuer soit chez Hoverspeed, qui délivre un billet pour l'ensemble du déplacement, soit dans une agence de voyages.

● *Hoverspeed*, agent général de ventes, 4, rue de la Paix, 75002 Paris. Tél. : (1) 42-60-36-45.

siècle par les Holford, père et fils, dans un double but : le décor des rhododendrons au printemps et les couleurs d'automne. Découvrez-le fusain ailé tout rouge, les érables à écorce décorative (*Acer griseum*, A. capillaires, A. davidii). Tous les jours de 10 h au coucher du soleil.

MICHELLE LAMONTAGNE.

● Certains des jardins évoqués ici ont été visités dans le cadre d'un récent voyage de presse organisé par la compagnie de car-ferries Townsend Thoresen qui propose, pour cet hiver, un vaste programme d'excursions en Angleterre. A signaler notamment, au départ du Havre et de Cherbourg, un voyage en voiture avec logement dans un « bed and breakfast » à Portsmouth pour 358 francs par personne, sur la base de quatre personnes, prix comprenant les traversées maritimes (passagers et véhicule), ainsi qu'un forfait « un jour en Angleterre avec votre voiture », au départ de Calais ou de Boulogne, qui permet à quatre adultes (deux enfants peuvent se substituer à un adulte) de faire l'aller-et-retour dans la même journée et dans la même voiture pour 550 francs.

Renseignements et brochures sur simple demande auprès des bureaux TT de Calais, de Boulogne, de Cherbourg et du Havre et à Paris, au 41, bd des Capucines, 75002 Paris. Tél. : (1) 42-61-51-75.

New-York patchwork

(Suite de la page 1.)

Le New-York trendy (branché) d'abord, le New-York province ensuite, puis le New-York populaire, le New-York pauvre : New-York trafic, New-York combine (petits vols et mines patibulaires). Une rue pour sociologues urbains... Une rue qui revient de loin.

« Il y a cinq ans, raconte un habitant du quartier, je craignais de m'y faire tuer à chaque pas. Aujourd'hui, ma seule crainte est de ne pas être habillé suffisamment dans le coup ». Etre ou ne pas être trendy ? « Tout est parti de la renaissance du Lincoln Center, notre Opéra, à la 65^e Rue, résume Janet N. Gifford, agent immobilier. Le sud de Manhattan ne pouvait plus contenir tout le monde. Alors, des jeunes aisés sont venus vivre à Columbus Avenue. Les bars, les restaurants et les antiquaires ont suivi. »

Robert Larkin, ancien danseur et auteur, connaît sa Columbus Avenue par cœur. Depuis 1976, il assiste à la « gentrification » d'un quartier autrefois envahi par les taupins. Il est la mémoire de ces rues, dont l'un des charmes est d'être bordées d'arbres et de laisser pénétrer le soleil dans les appartements puisque les gratte-ciel sont minoritaires. « Tout à coup, tout le monde a voulu habiter ici. Les médecins, les avocats, les musiciens, les acteurs et les danseurs. Les immeubles sont vieux et agréables, explique Robert Larkin, avec de grandes pièces, des plafonds hauts, des poutres et des boîtes ». La rareté même à New-York, où des cadres louent pour 10 000 francs dans les quartiers élitaires, des studios avec cuisines illégitimes.

D'où le succès de Columbus Avenue (Columbus pour Christophe Colomb) et de sa voisine Amsterdam Avenue. Les bouti-

ques de mode ont rappliqué. Laura Ashley, Cardin de Paris, Benetton, Tommy Hilfiger, Connections, La Mercerie, s'alignent sur le même trottoir. Les enfants peuvent choisir leurs pulls moulonnés chez Kido ou chez R.G. Grunbacher. Les dragueurs crânes sont poussés dehors comme nos vieux bazars de province avec leurs articles poussifs.

Bien sûr, on trouve encore des pressings au sous-sol, de vieilles Siciliennes qui reprennent des nippes déconfectées, des cordonniers à la dérive. Mais ils se font rares. Columbus et Amsterdam Avenues, ce sont les Halles sans le Centre Pompidou et l'histoire. Des restaurants clean comme des cliniques se bousculent sur les pas de portes. Et il faut retenuir pour avaler une « grand' salad » — excellente — à l'Amsterdam's.

Un jour, toute la Columbus Avenue sera à cette image. Pour l'instant, il n'est pas interdit de voyager dans cette artère, morceau d'histoire new-yorkaise.

Il n'est pas interdit, non plus de s'abstenir de fréquenter l'Amsterdam's et d'acheter quelques fruits chez les épiceries coréennes — qui ont supplanté les Italiens — et dont on dit qu'ils sont les minuscules vasaux du grand Moon...

Pas interdit, encore, de croquer d'autres morceaux de la Grosse Pomme, surmontés par les New-Yorkais à leur ville. Des New-Yorkais généralement fous de leur ville. Kitty Carlisle Hart, actrice et chargée des affaires culturelles de l'Etat de New-York, nous avait prévenu : « C'est une ville sale, impossible et dangereuse, mais que j'aime et dont je ne peux plus me passer. »

LAURENT GRELSAMER.

Partir

Méridien aux Seychelles

En prenant la gestion de deux des plus beaux hôtels de l'île de Mahé, dans l'archipel des Seychelles, la société des hôtels Méridien confirme son désir de développer son réseau d'hôtels Loïrens.

Proche de Victoria, capitale de l'île, le Fisherman's Cove est situé à l'extrémité de la très belle plage de Beauvalon; vingt chambres devraient s'ajouter, d'ici à la fin de 1986, aux quarante-deux chambres actuelles, climatisées et possédant toutes jardin privé ou terrasse. De son côté, le Barbaron's Beach, situé en bord de mer dans un parc luxuriant, compte cent vingt-huit chambres. A noter que Méridien assurera également la gestion d'un troisième hôtel haut de gamme qui sera ouvert en 1987 sur l'île de Praslin.

De plus, la société française a signé un contrat d'assistance pour l'ensemble des huit hôtels, de une à trois étoiles, d'une capacité de sept cents chambres, gérés par la société Seychelles Hôtels. Aux termes de ce contrat, elle en recrutera les cadres et participera à leur formation tout en apportant une assistance technique dans les différents secteurs d'activité de l'hôtellerie.

Destination « prestigieuse et paradisiaque », les Seychelles attirent de nombreux touristes, dont une majorité d'Européens.

Les Français, qui représentent environ 20 % des visiteurs, devraient voir leur effectif s'accroître encore avec la mise en service par Air France d'un troisième vol hebdomadaire vers cette destination. Sans oublier les forfaits très alléchants offerts par les voyagistes français (2).

Pour M. Jacques Motat, responsable des hôtels Loïrens, les deux établissements des Seychelles devraient être dans une situation non pas concurrentielle mais complémentaire par rapport aux hôtels de la chaîne situés à l'île Maurice, voire en Guadeloupe et à la Martinique, où la société aura d'ailleurs mené un programme de rénovation de quelque 20 millions de francs en l'espace de deux ans.

P. F.
(1) Il s'agit des hôtels situés à Dohier, en Guadeloupe et en Martinique, à Mahanadi, au Maroc, et à l'île Maurice.
(2) Notamment ceux d'Africa Tours et de Jet Tours qui proposent une semaine de séjour pour environ 11 000 francs.

Israël sportif

A Eilat, on plonge tous les jours. Les courants sont modérés et les merées imperceptibles. Dans la mer Rouge, poissons, coraux et éponges. Equipements disponibles aux places. Une semaine de Paris à Paris (logement et petit déjeuner) de 4 200 à 5 360 francs.

● Office national israélien de tourisme, 14, rue de la Paix, 75002 Paris. Tél. : 261-01-97.

هكذا من الأصل